



Juillet – Septembre 2016

Table des matières

LISTE DES ACRONYMES.....	2
I. INTRODUCTION.....	3
II. OBJECTIFS.....	4
III. MÉTHODOLOGIE.....	4
1. Phase préparatoire.....	4
2. Indicateurs.....	5
3. Étapes du calcul.....	8
IV. RÉSULTATS PAYS.....	9
1. Bénin.....	9
2. Burkina Faso.....	24
3. Côte d'Ivoire.....	38
4. République de Guinée.....	53
5. Guinée Bissau.....	67
6. Mali.....	80
7. Niger.....	94
8. Sénégal.....	106
9. Togo.....	120
V. RÉSULTATS PAR COMPOSANTE.....	134
1. Alerte précoce.....	134
2. Diplomatie préventive.....	135
3. Démocratie et Gouvernance Politique.....	136
4. Droits de l'homme et règle de droit.....	137
5. Médias.....	138
6. Gouvernance des ressources naturelles.....	139
7. Initiatives transfrontalières.....	140
8. Gouvernance sécuritaire.....	141
9. Désarmement pratique.....	142
10. Femmes paix et sécurité.....	143
11. Promotion des jeunes.....	144
12. Forces en attente de la CÉDÉAO.....	145
13. Assistance humanitaire.....	146
14. Éducation à la paix.....	147
VI. INDICE CÉDÉAO DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ.....	148
VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.....	149

LISTE DES ACRONYMES

ALPC : Armes Légères et de Petit Calibre

CÉDÉAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CENA : Commission Électorale Nationale Autonome

CPCC : Cadre de Prévention des Conflits de la CÉDÉAO

CREI : Cour de Répression de l'Enrichissement Illicite

IBO : Indice sur le Budget Ouvert

ICPS : Indice CÉDÉAO de la Paix et de la Stabilité

IPC : Indice de Perception de la Corruption

ITIE : Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives

OFNAC : Office National de Lutte contre la Corruption et la Fraude

PAIGC : Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert

PIDCP : Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques

RASALAO : Réseau d'Action sur les Armes Légères en Afrique de l'Ouest

RESALT : Réseau d'Action Sur les Armes Légères au Togo

UCSRFC : Unités Conjointes de Sécurité et de Restauration de la Confiance aux frontières

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

UNFPA : Fonds des Nations Unies pour la Population

WANEP : West Africa Network for Peacebuilding

I. INTRODUCTION

La tentation est aujourd'hui forte pour certains de considérer que les conflits sont devenus des phénomènes très marginaux en Afrique de l'Ouest. Une telle perception peut être liée à la fin de ce que certains ont qualifié de guerres civiles nomades dans les années 80 et 90 qui avaient ensanglanté cette région avec les atrocités qui les avaient accompagnées. Toutefois, la situation au Nord Mali et les actes terroristes perpétrés dans un certain nombre de pays qu'on croyait être à l'abri tels que la Côte d'Ivoire ou encore le Burkina Faso viennent rappeler que l'Afrique de l'Ouest est assise sur une poudrière. Aux causes classiques des conflits, entre autres, la conquête du pouvoir ou l'exploitation des ressources naturelles, s'ajoutent de nouveaux défis qui menacent la stabilité de cette sous-région.

La faiblesse des États et la géopolitique constituent des facteurs qui exposent cette région à la criminalité transfrontalière organisée mais également au terrorisme et en définitive à l'instabilité. La proximité géographique avec l'Afrique du Nord a facilité l'installation non seulement de groupes terroristes mais surtout aggravé le trafic des armes avec l'écoulement sur le marché noir des armes d'une armée libyenne décomposée. La crise libyenne est d'ailleurs venue aggraver une situation déjà préoccupante.

La porosité des frontières a facilité la mobilité des mouvements terroristes mettant ainsi en péril la sécurité de tous les pays de la sous-région. Ces faiblesses expliquent ainsi que la région soit transformée en zone de transit pour le commerce de la drogue et en espace propice pour la criminalité transnationale organisée en général. À ces facteurs déstabilisants, il convient d'ajouter le changement climatique qui, à terme, risque de constituer un des principaux ressorts des conflits en Afrique de l'Ouest. En effet, pour ne donner que cet exemple, la dégradation continue des sols réduira l'espace disponible et augmentera la compétition et par conséquent les risques de conflits entre les différents usagers de la terre.

On le voit, les ressorts émergents des conflits ont une portée transnationale et à ce titre exigent une réponse régionale. Cette structuration régionale des conflits en Afrique est d'ailleurs antérieure à l'émergence de ces nouveaux défis. Les nations africaines transcendent les frontières héritées de la colonisation de sorte qu'un conflit qui touche une communauté dans un État déterminé affecte en même temps une autre partie de cette communauté se trouvant dans un ou plusieurs autres États. Le traitement régional de ces crises apparaît de ce point de vue comme une exigence.

La complexité des conflits vient de l'enchevêtrement des ressorts classiques et émergents des conflits. Ceci donne en définitive toute sa pertinence au Cadre de Prévention des Conflits de la CÉDÉAO (CPCC), qui intègre dans un même cadre et dans une même dynamique le traitement national et régional des conflits.

L'opérationnalisation efficace du CPCC appelle toutefois la contribution de tous les acteurs concernés par la paix en Afrique de l'Ouest. La CÉDÉAO a, dans ce cadre, imparti un rôle important à la société civile.

Le Gorée Institute en rapport avec son avantage comparatif veut pleinement contribuer à la mise en œuvre du CPCC. Fort d'une expérience dans la documentation des conflits en Afrique de l'Ouest, il a décidé de donner une orientation plus pratique au traitement des questions relatives à l'instabilité institutionnelle et politique et à la sécurité humaine en s'appuyant sur le Cadre de Prévention des Conflits de l'Afrique de l'Ouest.

En 2015, des moniteurs avaient été formés puis déployés dans cinq pays de l’Afrique de l’Ouest que sont la Guinée, le Mali, la Côte d’Ivoire, le Togo et le Sénégal. Ces moniteurs avaient pour rôle de collecter des données sur la base des 111 indicateurs regroupés. Sur la base de ces informations, les données ont été remontées, puis analysées et traitées. Un rapport sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine a été élaboré sur cette base. L’expérience fut probante.

Dans le souci d’élargir cette initiative au Burkina, au Bénin et au Niger afin de procéder à une analyse comparative plus approfondie sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine en Afrique de l’Ouest, un atelier de formation a été organisé du 6 au 8 juin 2016 sur l’île de Gorée. Ce fut l’occasion de renforcer la capacité des moniteurs déjà formés et d’initier ceux des nouveaux pays afin de permettre à l’ensemble des moniteurs d’acquérir le même niveau de compréhension et de connaissance des enjeux et attentes. La formation avait également permis un partage d’expérience entre les moniteurs des différents pays.

Le présent rapport présente les résultats de la phase II de l’évaluation de la situation de l’instabilité humaine et de la sécurité humaine en Afrique de l’Ouest.

II. OBJECTIFS

De manière générale, l’évaluation périodique de la stabilité institutionnelle a pour objectif de contribuer à renforcer le rôle des acteurs de la société civile dans le processus de stabilisation des institutions en Afrique de l’ouest.

De manière spécifique, il s’agit de :

- Contribuer à l’appropriation du CPCC par les États membres et les acteurs de la société civile ;
- Déterminer le niveau de sensibilisation du CPCC dans les pays ayant fait l’objet de cette évaluation ;
- Renforcer la stabilité institutionnelle par l’évaluation du système de monitoring ;
- Contribuer au suivi des systèmes de gouvernance politique et sécuritaire des pays membres de la CÉDÉAO.

III. MÉTHODOLOGIE

1. Phase préparatoire

Publiée pour la deuxième année, l’évaluation du Cadre de Prévention des Conflits de la CÉDÉAO est un exercice qui propose une mesure statistique de l’état de mise en œuvre de ce cadre dans neuf (9) pays de la CÉDÉAO.

Pour évaluer la mise en œuvre du CPCC, il est organisé une collecte de données dans neuf (9) pays de la CÉDÉAO à savoir le Sénégal, la Côte d’Ivoire, le Niger, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin, la Guinée, la Guinée Bissau et le Togo. Pour ce faire, le Goree Institute a organisé une série de formations sur la stabilité institutionnelle et la sécurité humaine ainsi que sur le CPCC dans ces différents pays à l’endroit des acteurs de la société civile. Ces formations ont été complétées par deux autres en 2015 et en 2016 au Goree Institute sur la même thématique regroupant les moniteurs pays devant conduire les enquêtes d’évaluation du CPCC. Au cours de l’atelier de 2016 et en tenant compte des résultats de l’évaluation de 2015, le nombre d’indicateurs a été revu à la baisse passant de 111 à 73 pour éviter des

problèmes de corrélations statistiques. De plus, le nombre de personnes à enquêter et les cibles ont été revus à la hausse passant de 60 par pays en 2015 à 120 par pays en 2016. Les cibles suivantes ont été enquêtées et sensibilisées sur le CPCC dans les 9 pays couverts par cette évaluation :

	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Guinée	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Total
Exécutif	10	10	10	10	10	10	10	10	10	90
Assemblée Nationale	10	10	10	10	10	10	10	10	10	90
Judiciaire	10	10	10	10	10	10	10	10	10	90
Collectivité locale	10	10	10	10	10	10	10	10	10	90
PTF	10	10	10	10	10	10	10	10	10	90
Membres OSC	20	20	20	20	20	20	20	20	20	180
Citoyen	50	50	50	50	50	50	50	50	50	450
Total	120	120	120	120	120	120	120	120	120	1080

Pour cette évaluation, un formulaire comportant des questions sur l'ensemble des 73 indicateurs a été élaboré et a servi de base au recueil de l'information dans les 9 pays. Une fois les formulaires renseignés, un masque de saisie a été élaboré pour pouvoir constituer la base de données. Étant donné que les points focaux sont dans 9 pays différents et pour faciliter la saisie des données afin de les recevoir à temps, une application de saisie des données en ligne a été choisie en développant une application en PHP/MYSQL. Ainsi, une fois la conception du masque de saisie terminée et mis en ligne, un lien internet (<https://cpcc-app.org>) a été envoyé aux points focaux pour remplir les formulaires renseignés. L'avantage de cet outil est que tous les formulaires renseignés en ligne sont disponibles sur un serveur dédié à cet effet.

2. Indicateurs

Les cibles interrogées dans les 9 pays ont évalué les 73 indicateurs en attribuant une note comprise entre 1 (Mauvais) et 5 (Excellent). Les indicateurs ont ensuite été regroupés en 27 sous-catégories (sous-dimensions) répartis en 14 dimensions (Tableau 2) qui ont été utilisées pour calculer l'Indice CÉDÉAO de la Paix et de la Stabilité (ICPS).

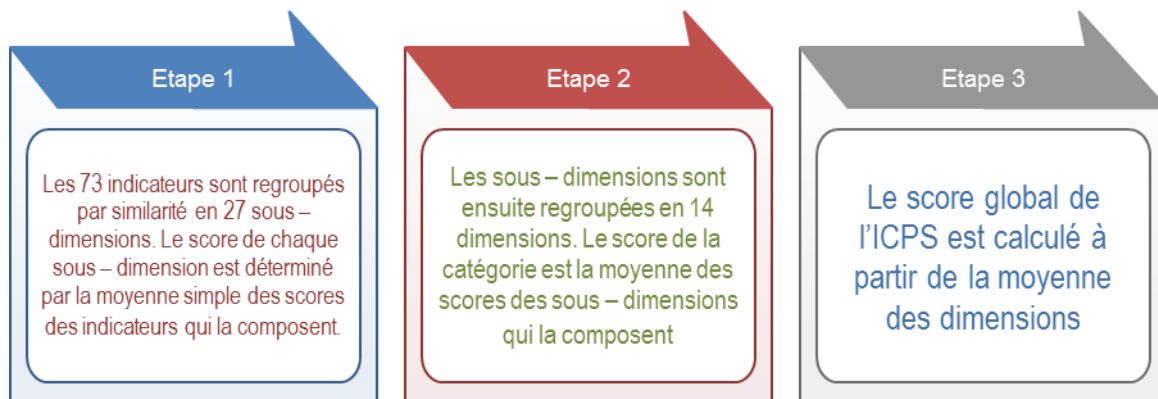
Dimensions	Sous-dimensions	Indicateurs
Alerte précoce	Fonctionnement du Système d'Alerte précoce	Existence de points focaux
		Coordination avec le bureau zonal
	Participation de la société civile au système d'Alerte Précoce	Existence de personnels qualifiés formés à la collecte, le traitement et l'analyse de l'information
		La société civile dispose de moyens de pression dans la prévention des conflits
Diplomatie préventive	Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive	Existence de ressources en analyse des conflits
		Existence de ressources en médiation et conciliation
	Implication de la société civile en diplomatie préventive	La base de données de la CÉDÉAO comporte des personnes ressources de la société civile
		Existence de mécanisme de communication et d'information avec les bureaux zonaux et le comité des sages
Démocratie et Gouvernance Politique	Effectivité de la séparation des pouvoirs	Mécanismes de contrôle de la séparation des pouvoirs
		Efficacité du législatif pour surveiller l'exécutif et le rendre responsable de ses actes

Dimensions	Sous-dimensions	Indicateurs
	Participation de la population à la prise de décision	Participation politique à travers des processus libres, crédibles et démocratiques à l'élection de leurs dirigeants pour un mandat déterminé
		Degré de participation des femmes dans la vie politique, représentation des femmes aux postes de responsabilité
		Droit d'accès des citoyens à l'information gouvernementale comme conféré par la constitution
		Mesurer l'effectivité du processus de décentralisation
	Compétition équitable pour la conquête du pouvoir	Degré de liberté de formation de partis politiques, recruter et mener des activités
		Financement des partis politiques
		Capacité des organes de gestion des élections à accomplir leur mission
		Acceptation des candidatures indépendantes
Droits de l'homme et règle de droit	Garantie des droits de l'homme	La primauté de la loi
		Cadre juridique de promotion et de protection des droits humains
		Cadre institutionnel de promotion et de protection des droits humains
		Indépendance de la justice
		Accès équitable de tous à la justice
	Efficacité des services publics	Accessibilité et fiabilité des services publics
		Existence de mécanismes pour la promotion de l'évaluation de la prestation de services
	Efficacité des normes, politiques et mécanisme de bonne gouvernance	Transparence dans la gestion des affaires publiques
		Responsabilité et reddition des comptes
		Cadre juridique de lutte contre la corruption
Cadre institutionnel de lutte contre la corruption		
Médias	Médias et sécurité humaine	Effectivité de la liberté de presse
		Rôle des médias dans la promotion des droits de l'homme
		Rôle des médias dans l'éducation à la paix
Gouvernance des ressources naturelles	Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources minières, pétrolières et gazières	Transparence et responsabilité dans la gestion des industries extractives
		Existence d'une expertise dans la mise en œuvre de politiques et cadres de réglementation
		Répartition équitable des revenus générés par les ressources minières, pétrolières et gazières
	Gestion durable des terres	Existence et effectivité des politiques d'aménagement du territoire
		Existence de politique de lutte contre la désertification et la dégradation des terres
		Accès équitable au foncier
	Efficience de la gestion de l'eau	Disponibilité de l'eau en quantité suffisante
		Efficacité de la politique de l'eau
Initiatives transfrontalières	Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière	Effectivité et efficacité des mécanismes de coopération
		Effectivité et efficacité de la coopération judiciaire
	Promotion des rapports de bon voisinage	Conduite d'échanges culturels, d'activités d'intégration et la coopération
		Sensibilisation des populations sur les dispositions des conventions de la CÉDÉAO
		Effectivité de la libre circulation des personnes
Gouvernance sécuritaire	Services de sécurité et l'État de droit	Existence et effectivité des dispositifs juridiques
		Effectivité du contrôle des services de sécurité
		Redevabilité des forces de sécurité
	Services de sécurité et droits de l'homme	Existence de modules de formation pour renforcer les capacités du secteur de sécurité en matière de gouvernance démocratique, des droits de l'homme

Dimensions	Sous-dimensions	Indicateurs
		Transparence dans le recrutement qui reflète la composition ethnique et le genre
Désarmement pratique	Participation de la société à la lutte contre la prolifération des ALPC	Participation de la société civile dans les actions de la commission nationale
		Responsabilités de la société civile dans la conduite du plan d'action nationale lutte contre les ALPC
	Soutien de la société civile à la mise en œuvre de la convention de la CÉDÉAO sur les ALPC?	Activités de sensibilisation des populations sur les effets de la prolifération des (ALPC)
		Projets à impact rapide conduits en vue de soutenir la collecte et la destruction d'armes
	Vulgarisation sur la législation nationale, le protocole de la CÉDÉAO sur les ALPC	
Femmes paix et sécurité	Participation de la société à la mise en œuvre de la 1325	Appropriation par la société civile du plan d'action national de mise en œuvre de la résolution 1325
	Intégration des femmes dans la prévention des conflits	Prise en compte des besoins des femmes dans la mise en œuvre du CPCC, le mécanisme de maintien de la paix ainsi que le protocole additionnel
		Existence de programme de promotion des droits de la femme
		Existence de programme de lutte contre les violences faites aux femmes
	Existence de programme de renforcement de capacités des femmes en analyse des conflits, médiation, conciliation	
Promotion des jeunes	Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants	Existence de politiques efficaces de promotion des jeunes
		Existence de politique de protection des enfants
		Existence de politiques efficaces de protection des jeunes
		Existence de ressources suffisantes pour assurer une éducation de qualité
	Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté	Existence de programmes d'éducation sur la citoyenneté et la paix
Intégration de valeurs culturelles, de valeurs démocratiques dans les programmes d'éducation		
Forces en attente de la CÉDÉAO	La société civile et promotion de la FAC	Promotion de la FAC à travers des programmes de sensibilisation
		Existence de programmes de renforcement des capacités des FAC dans les domaines des droits de l'homme
		Implication de la société civile aux programmes de renforcement de capacité
Assistance humanitaire	Renforcement de la résilience par la société civile	Existence d'un programme de prévention des crises humanitaires mis en œuvre par la société
		Efficacité de l'action humanitaire dans la réduction de l'impact des catastrophes humanitaires et des urgences
Education à la paix	Sensibilisation des populations aux valeurs de la vie humaine	Existence d'actions de sensibilisation des populations sur la citoyenneté, les valeurs des droits de l'homme

3. Étapes du calcul

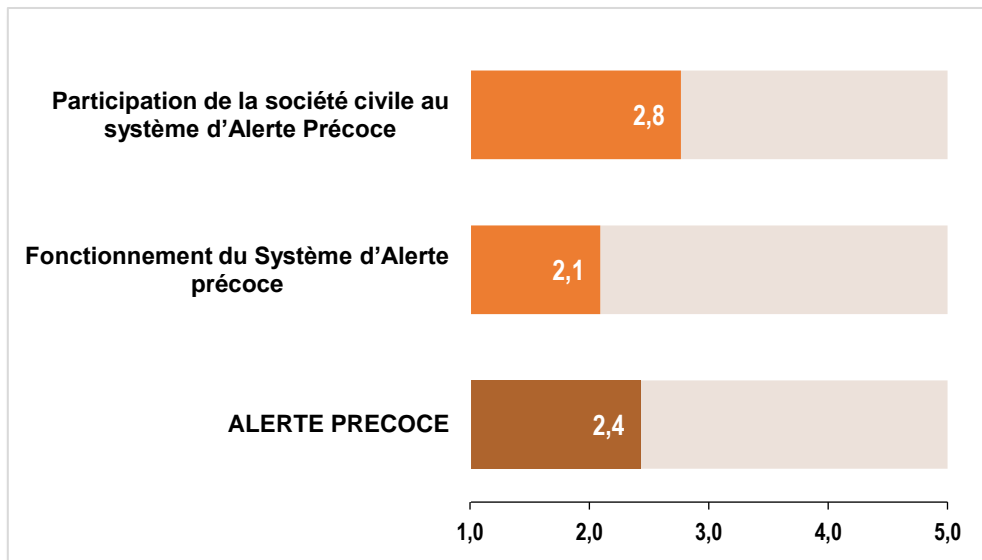
Les étapes du calcul sont décrites sur la figure suivante :



IV. RÉSULTATS PAYS

1. Bénin

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2,4/5

- Un score faible
- Le défi majeur réside dans le fonctionnement du système d'alerte précoce

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,8/5

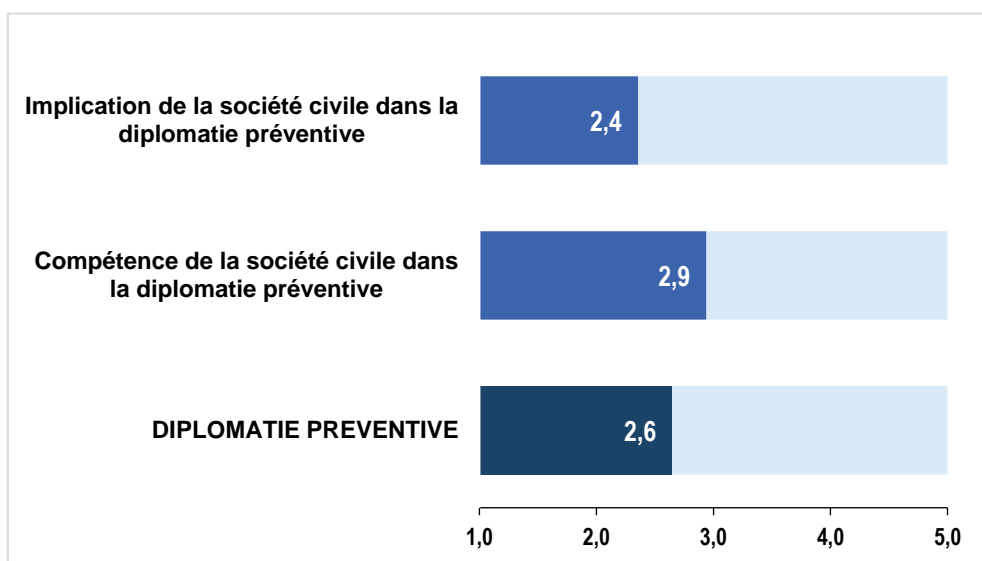
- Un score moyen
- L'utilisation de l'expertise de la société civile reste limitée

Sous-dimension « Fonctionnement du Système d'alerte précoce » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Les raisons tiennent à l'absence de retour d'informations une fois les données remontées, le manque de moyens, la peur de l'échec dans la prise de décision et les problèmes de coordination avec le bureau zonal.
- Il convient de souligner qu'une réforme est en cours et la CÉDÉAO envisage dans ce cadre une réorganisation du système sur une base nationale

Conclusion : Au regard du score attribué à la dimension « **Alerte précoce** » du CPCC, le Bénin reste vulnérable aux conflits.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,6/5

- Un score moyen
- Une situation contrastée au regard des sous-dimensions
- Le défi majeur réside dans l'implication de la société civile

Sous-dimension « Implication dans la diplomatie préventive » : 2,4/5

- Un score faible
- Les ressources de la société civile ne sont pas suffisamment exploitées par la CÉDÉAO
- La communication avec le bureau zonal et le Comité des Sages reste déficiente

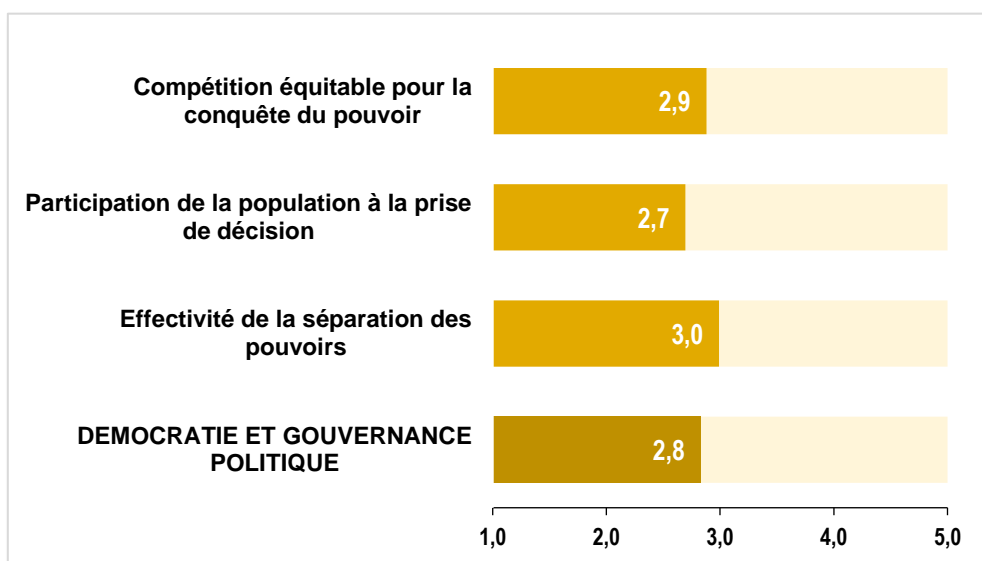
Sous-dimension « Compétence de la société civile : 2,9/5

- Un score moyen
- La société civile béninoise dispose relativement de ressources humaines en analyse des conflits, de médiation et de conciliation qu'il gagnerait à renforcer.

Conclusion

- Le Bénin dispose de quelques acquis.
- Toutefois ces acquis doivent être consolidés au regard du score moyen obtenu pour cette dimension.
- Le Bénin reste, par conséquent, encore relativement vulnérable aux conflits de ce point de vue.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Démocratie et Gouvernance politique : 2,8 /5

- Un score moyen
- Toutes les sous-dimensions ont été créditées d'un score au-dessus de la moyenne.
- La réputation de modèle de démocratie du Bénin est relativement confirmée.

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 3/5

- Un score acceptable
- Ce score est d'autant plus méritoire qu'avec la même organisation judiciaire d'autres pays de la sous-région ne parviennent pas à préserver la justice des interférences du pouvoir exécutif.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête au pouvoir » : 2,9/5

- Un score moyen
- Malgré les acquis, le Bénin doit encore progresser dans ce domaine. Cela est d'autant plus impératif que le Bénin à ce jour a connu plusieurs alternances démocratiques.
- Depuis 1990, date du renouveau démocratique, le Bénin a connu pas moins de 13 scrutins dont 6 élections présidentielles et 7 législatives. L'explication résiderait dans le fait que pour certains, la démocratie béninoise, comme d'ailleurs toutes les autres démocraties, est en voie de consolidation.
- Les impairs observés parfois dans le processus électoral peuvent affecter négativement l'équité de la compétition électorale. Il en est ainsi de l'installation tardive de la Commission électorale nationale autonome (CENA) qui a parfois conduit à une mauvaise organisation des élections ou encore de l'accès inégal des candidats aux médias publics.¹

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,7/5

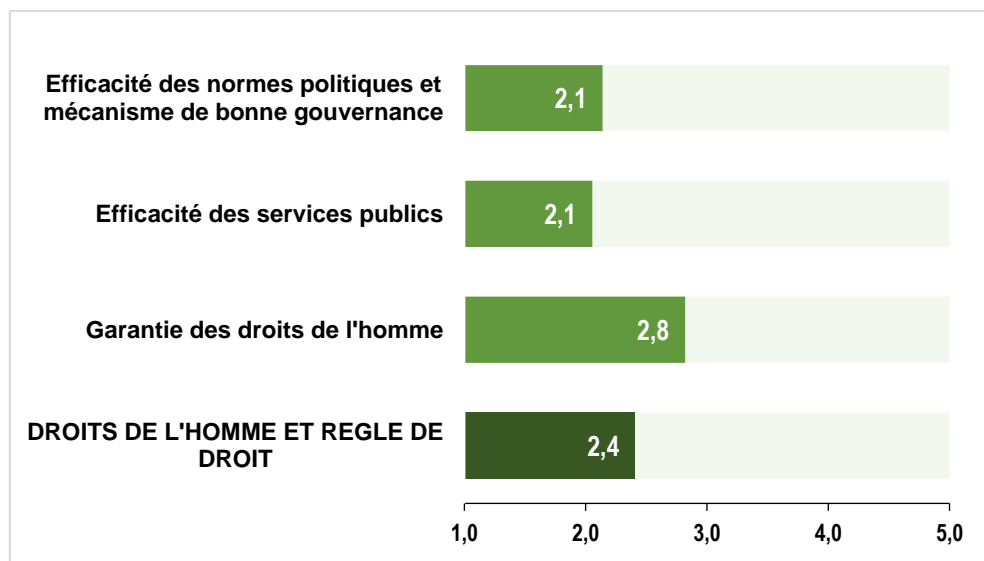
¹ Voir HOUNKPE Mathias, « La stabilité démocratique : une solution pour la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest – le cas du Bénin », in *Actes du 4^{ème} Symposium annuel Gorée Institute*, p.44 et s; NACADLA Alexandre et al, « État de la gouvernance en Afrique de l'Ouest »

- Un score moyen
- Cette note montre également que cette participation reste moyenne et gagnerait à être renforcée.
- Cette situation peut être interprétée comme le reflet de la crise de la démocratie représentative.

Conclusion

- Le Bénin dispose d'acquis non négligeables pour la prévention des conflits pour cette dimension
- Il reste que ces acquis doivent être consolidés pour vaincre toute vulnérabilité du Bénin dans ce domaine.
-

d. Droits de l'Homme et Règle de droit



Droits de l'Homme et Règle de droit : 2,4/5

- Un score faible
- Un score imputable pour l'essentiel à l'inefficacité des services publics et à la mauvaise gouvernance

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,1/5

- Un score faible
- Un score conforté par un certain nombre d'enquêtes²
- Les mesures de correction telles que l'initiative « Allô service public » n'ont pas encore permis d'inverser cette tendance.

Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,8/5

- Un score moyen

² Rapport des résultats de l'enquête diagnostique sur la corruption et la gouvernance au Bénin, juin 2007, p33 et s. http://siteresources.worldbank.org/INTWBIGOVANTCOR/Resources/GAC_Report_Benin.pdf

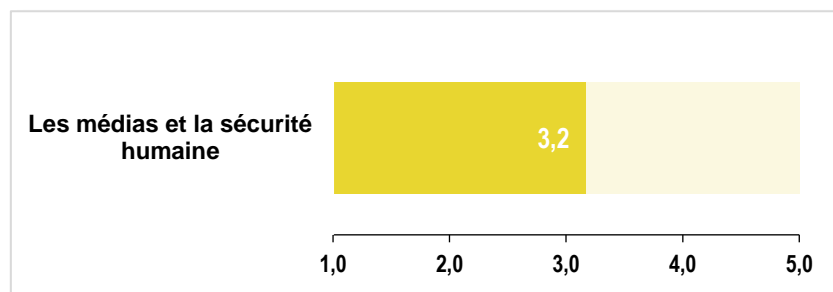
- Un score qui conforte l'image de démocratie du Bénin dans une certaine mesure. L'activisme de la Cour constitutionnelle du Bénin dans le domaine des droits humains n'est pas étranger à cette situation.

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,1/5

- Un score faible
- Un score qui se justifie au regard du classement du Bénin dans l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International, où il occupe en 2015 le 15^{ème} rang en Afrique et le 83^{ème} mondial avec un score de 37/ 100. Il reste ainsi dans la zone rouge des pays les plus corrompus.

Conclusion : Eu égard à la dimension « **Droits de l'Homme et règle de droit** » du CPCC, le Bénin apparait encore vulnérable aux conflits.

e. Médias



Dimension « Médias et sécurité humaine » : 3,2/5

- Un score acceptable
- Un score qui conforte le statut de démocratie majeure de ce pays en Afrique.
- Une nouvelle loi portant Code de l'information et de la Communication a été adoptée en 2015³. La liberté de la presse est une réalité au Bénin⁴ et cela explique le foisonnement des médias depuis les années 90.
- Les médias ont travaillé dans le sens de l'apaisement du climat politique notamment en période électorale.⁵
- On relève cependant des récriminations concernant notamment l'accès inégal aux médias publics, l'instrumentalisation de certains médias et parfois des menaces et intimidations contre des journalistes⁶ ou encore des sanctions « excessives » à l'initiative de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication à qui certains reprochent le fait d'être

³ Loi n°2015-07 portant Code de l'information et de la Communication en République du Bénin

⁴ Département d'État américain, Rapport 2014 sur les droits de l'Homme au Bénin, p.7

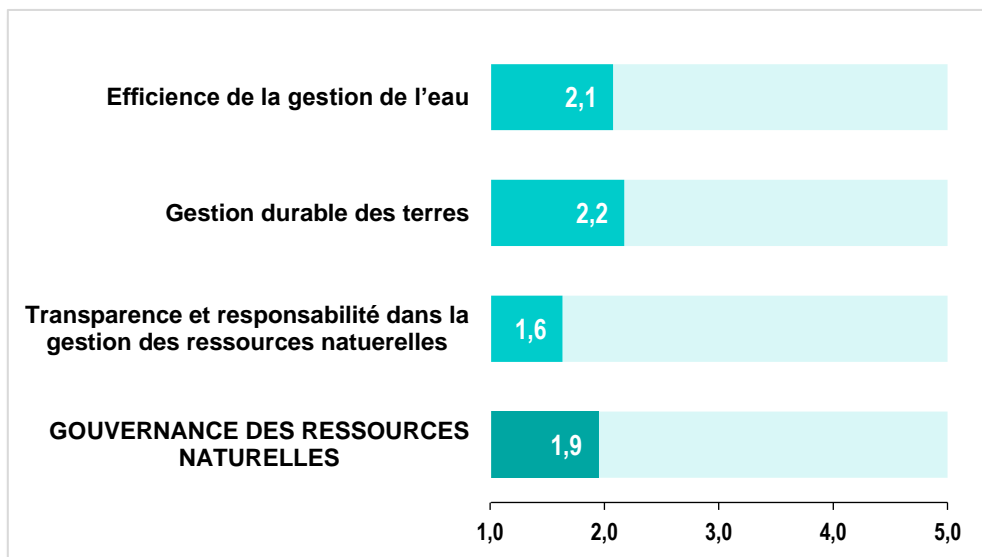
⁵ Philippe Ado, « Contribution des médias à la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la promotion des droits de l'Homme », in Goree Institute, *Évaluation de la participation des médias dans les pratiques relatives à la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les droits de l'homme en Afrique de l'Ouest - Regards croisés d'universitaires et de journalistes professionnels*, p.217 et s.

⁶ « Au Bénin, la liberté de la presse est menacée », http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/04/au-benin-la-liberte-de-la-presse-est-menacee_4913853_3212.html ; Vincent Foly, « La liberté de la presse n'est plus ce qu'elle était », <http://www.lanouvelletribune.info/reflexions/editorial/14404-la-liberte-de-presse-n-est-plus-ce-qu-elle-etait>

contrôlée par l'Exécutif⁷. Le déficit de formation des journalistes en matière de droits humains est fortement découragé.

Conclusion : Le Bénin, pour cette dimension du CPCC, dispose d'un acquis majeur pour la prévention des conflits.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 1,9 /5

- Un score faible
- Une situation d'autant plus regrettable que le Bénin dispose de ressources naturelles assez importantes constituées de ressources minières, de matériaux de construction et de réserves pétrolières encore inexploitées.
- On observera qu'aucune des sous-dimensions n'est créditée d'un score au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Transparence dans la gestion des ressources naturelles » : 1,6/5

- Un score faible
- L'adoption du Code de transparence de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), entre autres, ne semble pas avoir convaincu les personnes interrogées de la transparence dans la gestion des ressources naturelles au Bénin.
- Ce score semble en contradiction avec le résultat du Bénin dans le cadre de l'indice sur le budget ouvert (IBO) qui fait apparaître une forte progression de ce pays en matière de transparence. En 2015 avec un score OBI de 1, il s'est classé en tête des 8 pays africains couverts.⁸

⁷ « Bénin : la fermeture de sept médias viole la liberté d'expression »,

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2016/12/benin-la-fermeture-de-sept-medias-viole-le-droit-a-la-liberte-d-expression/>

⁸ Moustapha Doukoure et Aarti Shah, « Réflexions sur la transparence budgétaire en Afrique francophone », http://www.cabri-sbo.org/fr/blog/2016/reflections-on-budget-transparency-in-francophone-africa#cite_note-1

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 2,1/5

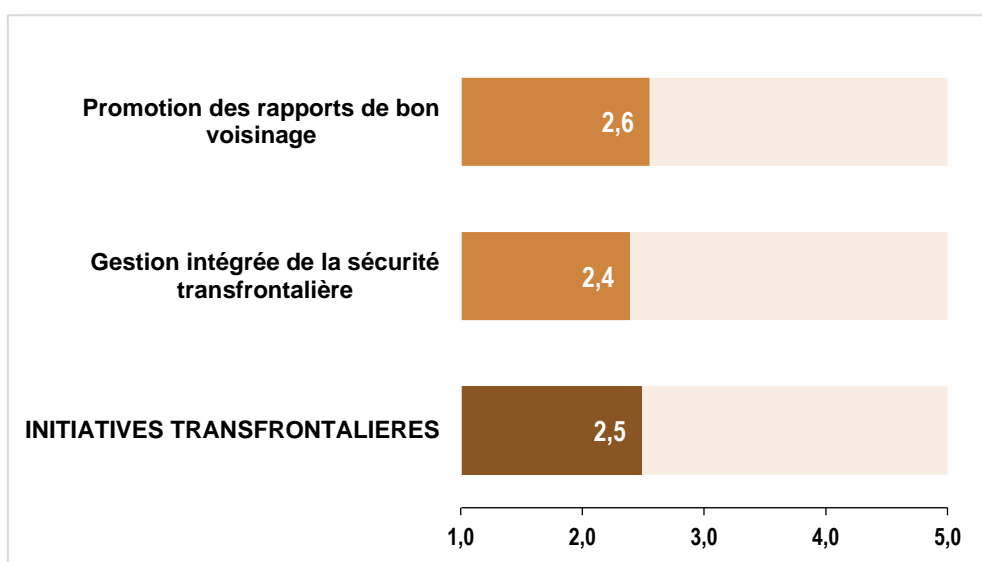
- Un mauvais score
- Ce faible score s'explique notamment par le déficit d'harmonisation et d'application du cadre juridique de l'eau, à l'insuffisante connaissance et protection des ressources disponibles avec comme résultat l'accès difficile des populations à l'eau.⁹

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,2/5

- Un faible score
- L'absence d'une gestion durable des terres se manifeste dans la pratique par la dégradation continue des terres.¹⁰

Conclusion : La mauvaise gouvernance des ressources naturelles est souvent une source de conflit préjudiciable à toute stratégie de prévention des conflits. Du point de vue de la dimension « Gouvernance des ressources naturelles », le Bénin est vulnérable aux conflits.

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,5/5

- Score très moyen
- Les scores attribués aux sous-dimensions apparaissent peu satisfaisants.
- Un score relativement acceptable au regard des performances des autres pays de la sous-région pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 2,6/5

- Un score moyen
- La vision du Bénin en matière de gestion transfrontalière est de faire des zones frontalières des espaces de développement durable et de bon voisinage avec les pays riverains. À cet effet une Agence a été créée.

⁹ Global Water Partnership « Évaluation de la gouvernance de l'eau au Bénin », http://www.gwp.org/Global/GWP-WAf_Files/GIRE-IWRM-Governance/Gouvernance%20eau%20BENIN.pdf

¹⁰ Jonas André Djenontin et al « Pratiques de gestion de fertilités dans les exploitations agricoles du Nord Bénin » <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00133343/document>

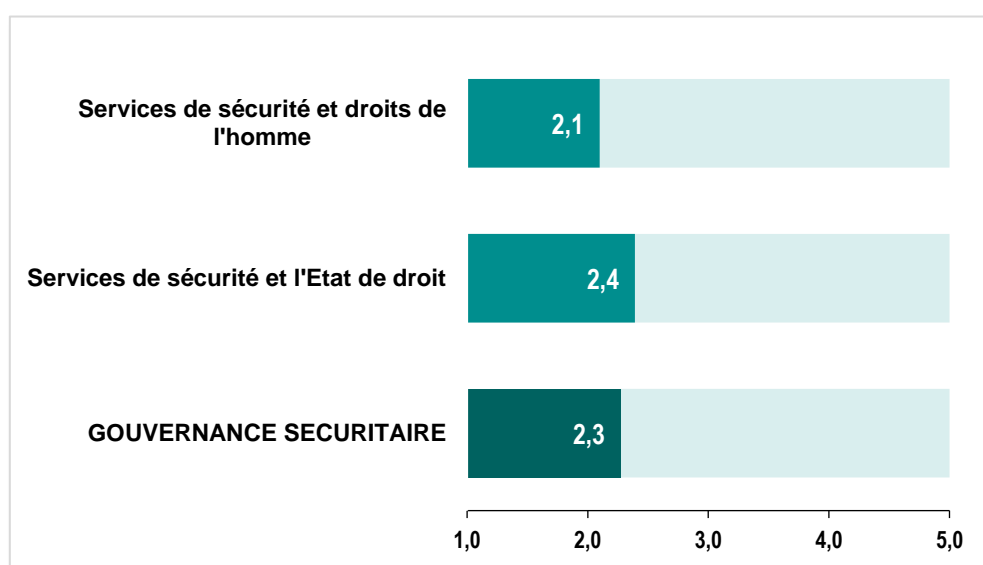
- Le seul incident majeur concerne le différend avec le Niger qui a pu être réglé de manière pacifique.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,4/5

- Un score faible
- Et ce malgré l'installation de postes de contrôle juxtaposés pour faciliter la simplification des formalités administratives et la libre circulation des personnes¹¹ ainsi que les initiatives telles que les unités de patrouille mixtes avec le Nigéria dans le cadre de la sécurisation de la navigation maritime.
- Une contrainte majeure réside dans la faiblesse du budget affecté aux dépenses militaires qui est inférieur à 1%.
- Du point de vue de la coopération judiciaire, on peut citer le mémorandum d'accord qui vient d'être signé avec le Togo au mois de novembre 2016 et qui prévoit que les forces de sécurité des deux pays puissent échanger des contacts directs et définir ensemble des stratégies appropriées pour traquer les délinquants qui fuient la justice des deux pays.

Conclusion : Malgré quelques acquis dans ce domaine, le Bénin reste encore relativement vulnérable au regard de la dimension « Initiatives transfrontalières du CPCC »

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,3/5

- Un score faible qui atteste une gouvernance sécuritaire déficiente.
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores en dessous de la moyenne.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'homme » : 2,1/5

- Un score faible
- Même si l'État s'en défend, l'usage excessif de la force par les services de sécurité en violation de la Constitution est souvent dénoncé¹².

¹¹ UEMOA, Rapport sur la Conférence régionale sur les enjeux transfrontaliers,

¹² Département d'État américain « Rapport sur les droits de l'Homme – Bénin 2014 », http://photos.state.gov/libraries/benin/19452/pdfs/BENIN-FRE-FINAL_2014.pdf

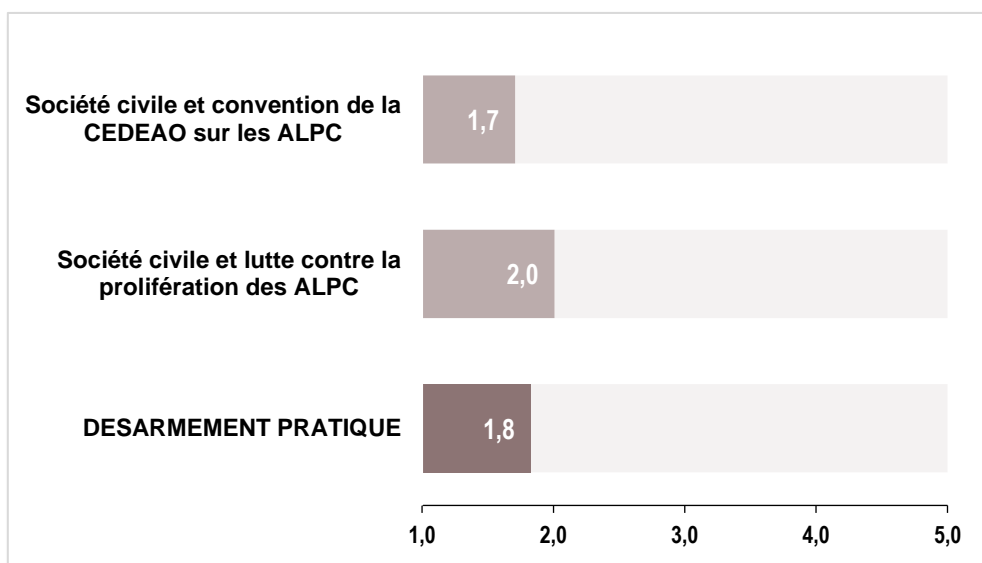
- Certains expliquent les déviations par rapport à l'État de droit par les mauvaises conditions de travail et les faibles salaires qui favorisent la corruption et le non-respect de la déontologie¹³.

Sous-dimension « Services de sécurité et l'État de droit » : 2,4/5

- Un score faible
- Un score qui s'explique par une mauvaise perception des services de sécurité.
- Le retrait des forces de défense de la vie politique depuis les années 90 représente cependant un acquis pour la consolidation de l'État de droit au Bénin.¹⁴

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » du CPCC, le Bénin est vulnérable aux conflits.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 1,8/5.

- Un score très faible
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores très en deçà de la moyenne

Sous-dimension « Promotion de la convention de la CÉDÉAO sur les Armes légères et de petit calibre (ALPC) par la société civile » : 1,7/5

- Un score faible
- Un score qui s'explique en partie par le manque de moyens pour conduire des programmes de sensibilisation efficaces et un déficit de capacités techniques.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des armes » : 2/5

¹³ Théodore C. LOKO « Le Bénin » in Alan BRYDEN et Boubacar NDIAYE (Sous la dir.), *Gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest francophone : Bilan et perspectives*

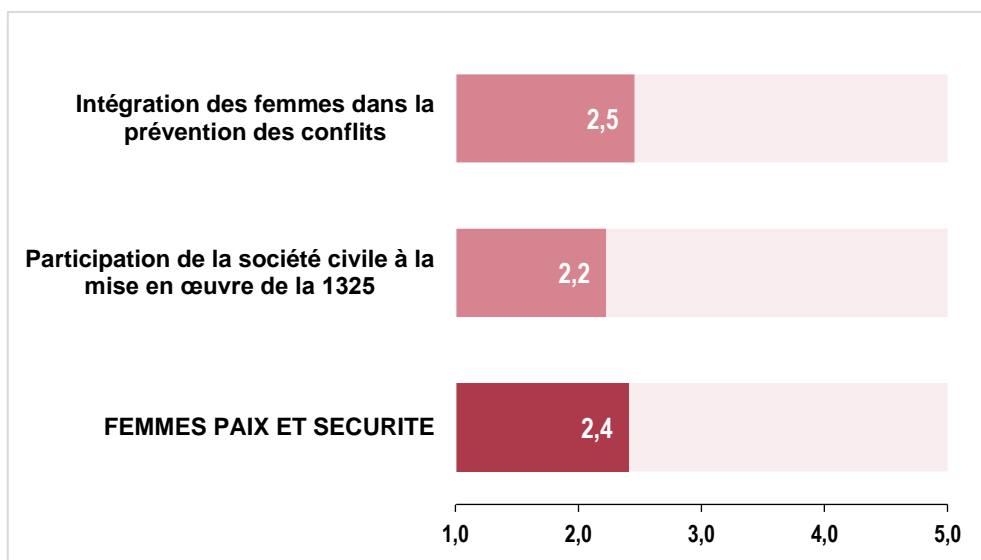
<http://www.codap.org/documentation/DCAF/BrydenN%E2%80%99DiayeFRENCH.pdf> p.21 et.

¹⁴ Ibid.

- Un score faible
- Malgré une prise de conscience de l'importance de l'implication de la société civile, il reste que l'appui que la Commission nationale contre les ALPC devrait apporter à la société civile notamment dans le cadre de la sensibilisation n'a pu se faire en raison d'un manque de moyens¹⁵.

Conclusion : Le Bénin reste vulnérable aux conflits eu égard à la dimension « **Désarmement pratique** » du CPCC.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,4/5

- Un score faible
- Les scores attribués aux sous-dimensions restent plutôt faibles.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 2,5/5

- Un score moyen
- Des programmes ont été mis en œuvre et ont permis l'amélioration des conditions des femmes notamment en matière d'autonomisation et de défense de leurs droits fondamentaux. Ainsi, la lutte contre la violence basée sur le genre et la participation des femmes aux instances de prise de décision ont enregistré des résultats positifs.¹⁶
- L'analphabétisme, la complexité des procédures judiciaires, le manque des officiers de police judiciaire mais également les pesanteurs sociales constituent autant d'obstacles à l'accès des femmes à la justice en cas de violence.¹⁷

¹⁵ « Intervention du Ministre conseiller Jean François ZINSOU à la deuxième biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du programme des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », <http://www.un.org/events/smallarms2005/memberstates-pdf/Benin.pdf>

¹⁶ PNUD, Situation de la femme au Bénin en 2013, <http://www.bj.undp.org/content/dam/benin/docs/emancipationdesfemes/Situation%20de%20la%20femme%20au%20B%C3%A9nin%20en%202013.pdf>, p.1

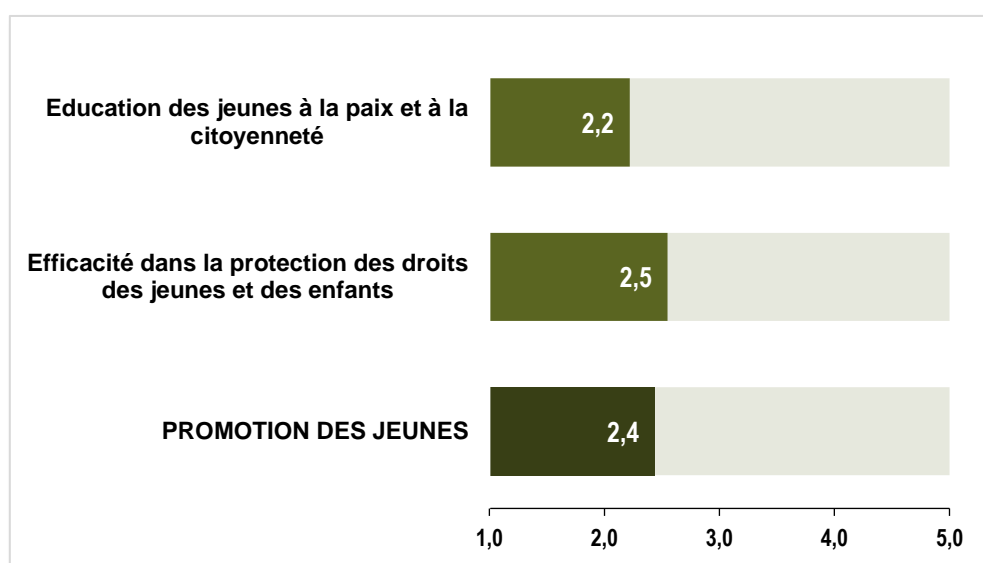
¹⁷ Ibid.p1

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la résolution 1325 » : 2,2/5

- Un score très faible
- Le plan d'action national de la 1325 validé seulement le 20 décembre 2016 n'a pas encore été opérationnalisé. De ce point de vue, la note attribuée à la sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la résolution 1325 » peut même être considérée comme très élevée.

Conclusion : La situation globale des femmes en matière de paix et de sécurité apparait en définitive non satisfaisante. Le Bénin reste, par conséquent, vulnérable pour cette dimension du CPCC.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,4/5

- Un score inférieur à la moyenne
- Plusieurs programmes pour l'emploi des jeunes ont été pensés au Bénin mais les résultats obtenus restent faibles¹⁸. L'emploi des jeunes demeure un véritable défi au Bénin avec un taux d'emploi d'environ 33 % chez les jeunes.
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores peu satisfaisants.

Sous-dimension « Éducation des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2,2/5

- Un score très faible qui atteste d'un déficit de formation des jeunes et ce malgré le fait que l'éducation des jeunes à la paix est prise en compte formellement par la loi 2003-17 portant orientation de l'éducation nationale qui dispose que l'école béninoise doit prendre en compte l'éducation à la paix.

Sous-dimension « Efficacité de la protection des jeunes et des enfants » : 2,5/5

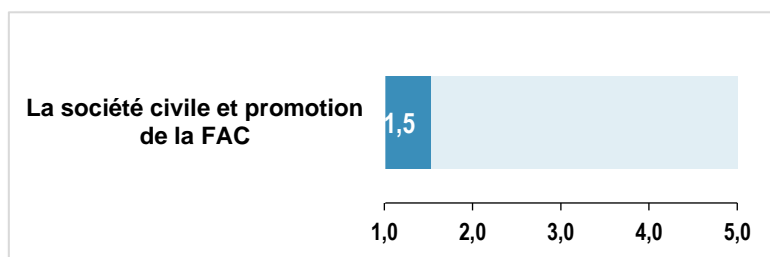
- Un score très moyen
- Le Bénin affiche ainsi un score de 6,05/10 à l'indice de concrétisation des droits des enfants.

¹⁸ Friedrich Ebert Stiftung, 2016 : *Quel meilleur profil pour le Bénin ? - Les questions des jeunes aux présidentiables*, Novembre 2015, p.45

- La faible protection des enfants résulte, entre autres, de la méconnaissance des textes ou de la non saisine des juridictions en cas de violation de ces droits.¹⁹

Conclusion : Le Bénin reste vulnérable aux conflits au regard de cette dimension du CPCC.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

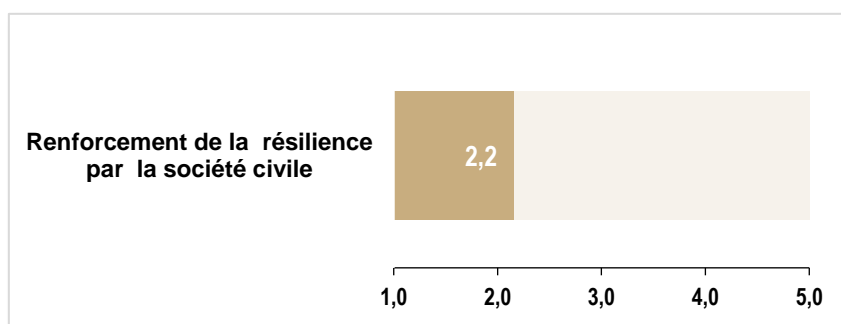


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 1,5/5

- Un mauvais score
- Une des raisons tient à l'ignorance de cette dimension par les populations en général, les organisations de la société civile en particulier.
- Il y a lieu de souligner que cette dimension n'est pas encore pleinement opérationnelle au niveau de la CÉDÉAO qui est en train de recruter du personnel pour la composante civile des forces en attente. Dans ce contexte, on comprend la situation quelque part attentiste des États membres y compris de la société civile.

Conclusion : le Bénin reste vulnérable aux conflits eu égard à la dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO ».

m. Assistance humanitaire



Dimension « Assistance humanitaire » 2,2 /5

- Un score très faible
- Un mauvais score lié à la faible capacité de la société civile à œuvrer efficacement pour rendre les populations plus résilientes aux différents défis qui affectent la sécurité humaine.
- Au niveau étatique, le cadre institutionnel et juridique de gestion de crises naturelles comme les inondations qui représentent le risque auquel il est le plus exposé est encore inefficace²⁰.

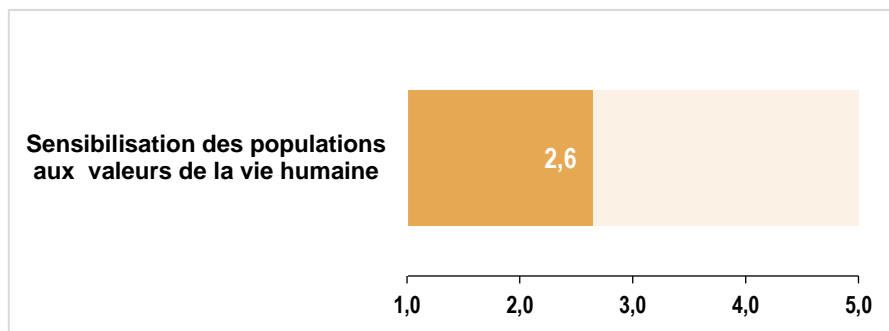
¹⁹ ONG AUTRE VIE, « Protection judiciaire des enfants au Bénin, un défi pour les acteurs » <http://ongautre vie.org/2012/08/10/protection-judiciaire-des-enfants-au-benin-un-defi-pour-les-acteurs/>

²⁰ « Le PNUD et la gestion des crises et catastrophes naturelles au Bénin », <file:///C:/Users/Hp/Downloads/d%C3%A9pliant%20climat.pdf>

Des ONG telles que Caritas Bénin, Care, Plan Bénin ou encore la Croix rouge béninoise appuient l'État, mais l'impact de leurs actions, bien qu'il soit appréciable, reste limité.

Conclusion : le Bénin doit davantage mobiliser des moyens dans ce domaine pour une prévention plus efficace des conflits.

n. Éducation à la paix

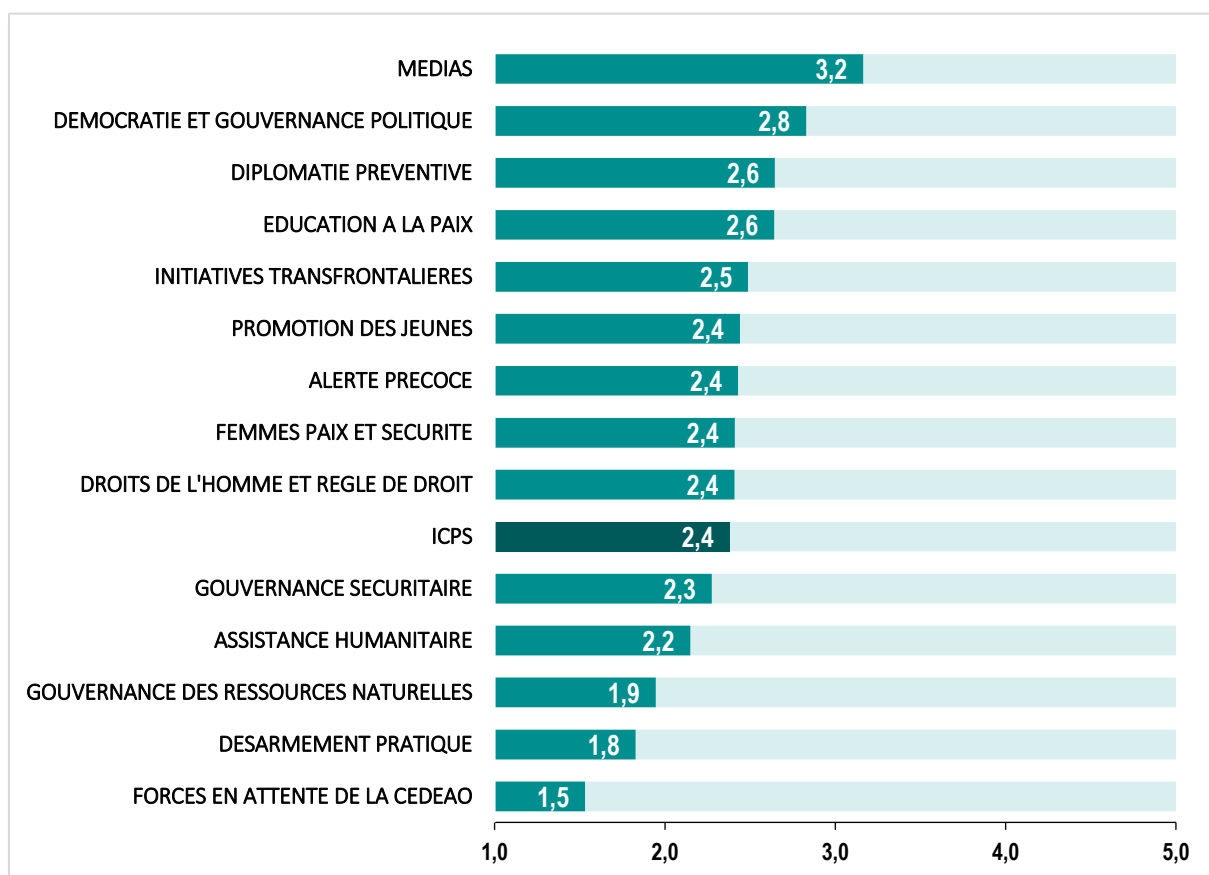


Dimension « Éducation à la paix » du CPCC : 2,6/5

- Un score moyen
- Ce score peut être questionné au regard de la faible intégration des femmes dans la prévention des conflits et du déficit d'éducation des jeunes à la paix.
- Des initiatives dans le cadre de l'éducation à la paix ont été prises au Bénin avec la création d'une coalition nationale pour la paix, l'adoption en 2014 du projet par le Gouvernement concernant l'Initiative africaine d'éducation à la paix et au développement et la promotion du dialogue interreligieux.

Conclusion : Pour la dimension « **Éducation à la paix** », il apparaît que les acquis restent limités pour le Bénin, qui pour cette raison, demeure vulnérable aux conflits.

o. Récapitulatif



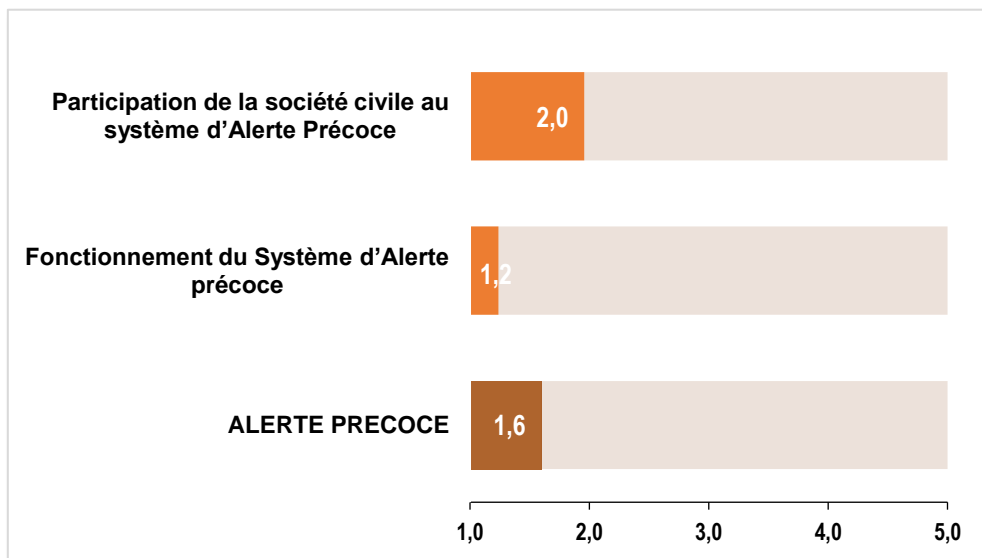
L'ICPS : 2,4/5

- Un faible score
- Le Bénin se trouve ainsi dans la zone rouge de l'ICPS.
- Le Bénin présente des vulnérabilités dans 10 des 15 dimensions du CPCS.
- L'essentiel des acquis du Bénin réside dans les 5 dimensions suivantes : « **Médias** », « **Démocratie et Gouvernance politique** », « **Diplomatie préventive** », « **Éducation à la paix** » et « **Initiatives transfrontalières** ». De ces dimensions, le meilleur score a été enregistré dans la dimension « **Médias** » soit **3,2**, le moins bon des scores étant de **2,5** pour la dimension « **Initiatives transfrontalières** ».
- Le statut de modèle de démocratie justifie amplement ses performances dans ces dimensions.
- Les scores obtenus dans les dimensions « **Gouvernance des ressources naturelles** » et « **Droits de l'Homme et règle de droit** » peuvent étonner au regard de l'état de la démocratie béninoise. En effet, le renforcement de la démocratie doit aller de pair avec le renforcement des droits de l'Homme, le respect de la règle de droit et la transparence dans la gestion des ressources naturelles. On peut également s'étonner du score enregistré dans la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » avec **2,3** même s'il reste vrai que des rapports sur les droits humains font état d'exactions commises par les forces de sécurité.
- Une autre conclusion qui peut être tirée de l'analyse de l'ICSP pour le Bénin est la faible implication d'acteurs essentiels dans la prévention des conflits, à savoir les femmes, les jeunes et la société civile.
- Le Bénin dispose de quelques atouts pour la prévention des conflits. Il s'agit essentiellement de la compétence de sa société civile dans certains secteurs, de son niveau de développement

politique et des Médias. Ces derniers pourront positivement contribuer à la prévention des conflits par la sensibilisation et l'éducation des populations dans le domaine de la paix mais également dans la vulgarisation du CPCC de la CÉDÉAO.

2. Burkina Faso

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte Précoce » : 1,6/5

- Un score très faible
- Les deux sous-dimensions sont créditées de faibles scores

Sous-dimension « Fonctionnement du système d'alerte précoce » : 1,2/5

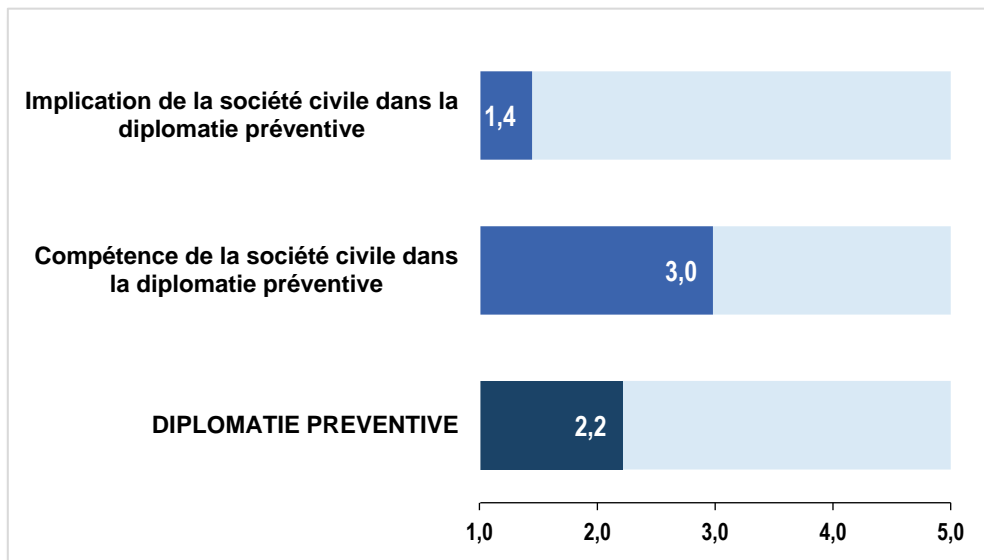
- Un score faible
- Des points focaux sont désignés
- Des problèmes de collecte d'informations sur l'ensemble du territoire et de retour après la remontée des informations se posent.

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2/5

- Un mauvais score
- Des points focaux existent mais l'expertise de la société civile n'est pas pleinement utilisée

Conclusion : Le Burkina Faso, à l'instar des autres pays couverts, présente une vulnérabilité certaine dans cette dimension du CPCC.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,2/5

- Un score faible
- Le principal défi reste l'implication de la société civile dans la diplomatie préventive

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 1,4/5

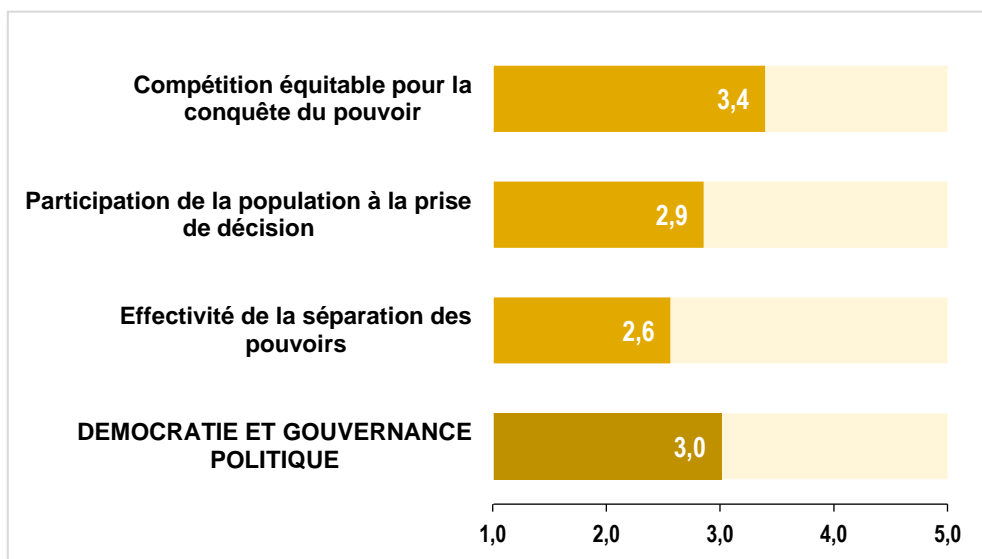
- Un score faible
- Un score qui atteste la faible utilisation de l'expertise de la société civile dans la diplomatie préventive.

Sous-dimension « Compétence de la société civile » : 3/5.

- Un score appréciable
- L'État Burkinabé gagnerait davantage à impliquer la société civile dans la diplomatie préventive.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Diplomatie préventive** », le Burkina Faso reste vulnérable aux conflits.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance Politique » : 3/5

- Un score acceptable
- Les trois sous-dimensions sont créditées de scores au-dessus de la moyenne
- L'élan démocratique consécutif à la chute du Président Blaise COMPAORE à la suite d'une insurrection populaire en octobre 2014 et l'élection du Président Roch Marc Christian KABORE après une transition tumultueuse mais aboutie explique sans doute ce score.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » : 3,4/5.

- Un bon score
- Il reste lié au renouveau démocratique au Burkina Faso

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,9/5

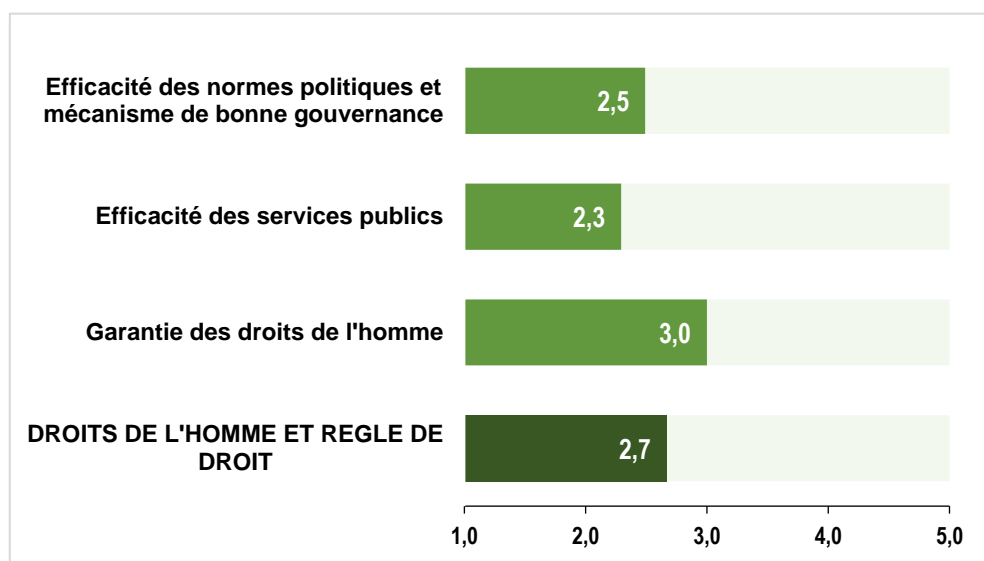
- Un score moyen
- Un score qui dans l'ensemble reste acceptable compte tenu de la trajectoire politique du pays avec les difficultés d'enracinement de la démocratie liées à la longévité du régime autoritaire de l'ancien Président COMPAORE

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,6/5

- Un score moyen
- Un score qui apparaît comme une avancée. L'aboutissement de la réforme de la justice entamée depuis la transition devrait renforcer son indépendance. En effet, il est envisagé de rompre le lien ombilical entre le Ministère de la justice et le parquet et de renforcer l'indépendance de la magistrature judiciaire.
- Des velléités de remise en cause de ce processus se sont faites jour avec la déclaration du Président KABORE qui considère l'indépendance de la justice comme dangereuse.

Conclusion : le Burkina Faso, crédité d'un score acceptable dans cette dimension, dispose d'atouts qui lui permettent de vaincre sa vulnérabilité, ce d'autant que les perspectives d'une consolidation de la démocratie sont bien réelles.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,7/5.

- Un score moyen
- Exception faite de la garantie des droits humains, les scores attribués aux autres sous-dimensions restent peu satisfaisants
- Le défi majeur reste dans l'inefficacité des services publics

Sous-dimension « Garantie des droits de l'homme » : 3/5

- Un score acceptable
- Il s'agit du meilleur score obtenu par le Burkina pour cette dimension du CPCC
- Les acquis dans le domaine de droits humains devraient se consolider avec la réforme de la justice qui vise à renforcer son indépendance.
- L'incapacité de l'État à mettre un terme aux groupes d'auto-défense notamment les KOGLEWEOGO, à tout le moins les encadrer, avec les exactions constatées²¹ fragilise la garantie des droits humains.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,3/5.

- Un score faible
- Un score qui traduit l'inefficacité des services publics.

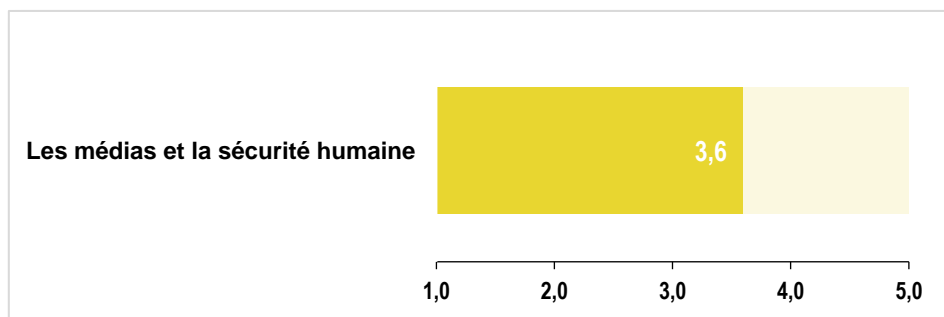
Sous-dimension « Efficacité des normes politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Malgré quelques acquis, le Burkina Faso reste encore dans la zone rouge du classement de l'IPC de Transparency International. En 2015 avec un score de **38/100**, il occupe le 76^{ème} rang mondial et le 12^{ème} rang en Afrique.
- Les réformes récentes du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption avec l'adoption d'une loi anti-corruption considérée comme un modèle en la matière devrait aider à renforcer l'efficacité de la lutte contre la corruption.

²¹ Voir le rapport de la société civile du Burkina Faso sur la mise en œuvre du Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques (PIDCP), Juin 2016p. 38 et s.

Conclusion : Pour la dimension « **Droits de l’Homme et règle de droit** » du CPCC, le Burkina Faso dispose relativement d’atouts qui plaident pour la prévention plus efficace des conflits même si beaucoup d’efforts restent encore à faire.

e. Médias

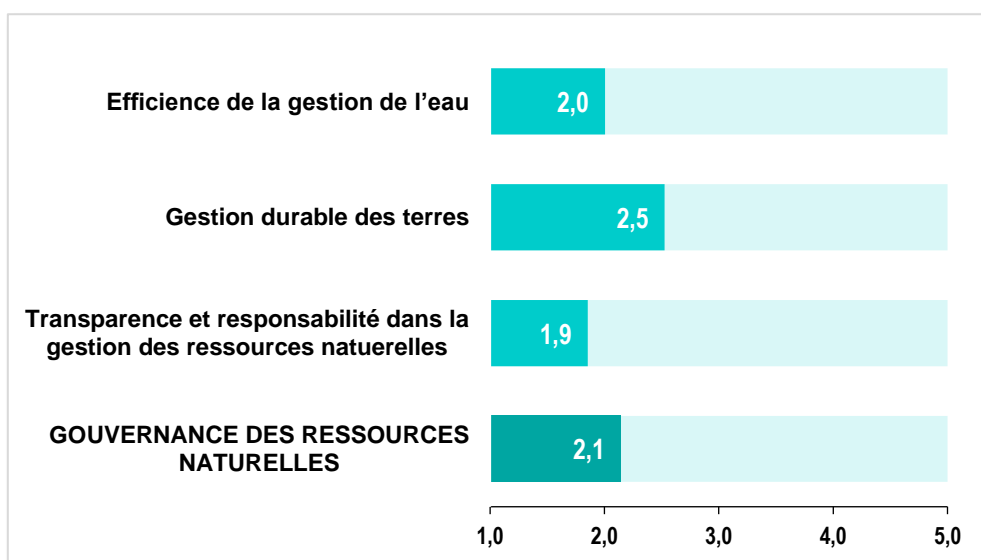


Dimension « Médias » : 3,6/5.

- Un bon score
- Une des bonnes pratiques dans le traitement des conflits dont le Burkina Faso peut se prévaloir est le fait que les médias burkinabè informent et donnent souvent la parole aux victimes des récurrents conflits intercommunautaires.
- Un score d’autant plus méritoire que les médias sont jusque-là confrontés à des problèmes de sécurité, d’accès aux sources d’information, de déficit de formation des professionnels et de l’environnement économique peu favorable au à leur développement.

Conclusion : Le Burkina Faso pourrait vaincre sa vulnérabilité aux conflits pour cette dimension du CPCC.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2,1/5

- Un très faible score
- Des sous-dimensions, seule celle relative à la gestion des terres a été créditée d'un score égal à la moyenne.

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Un score qui reflète une dégradation inquiétante des terres. Ainsi, 34% des terres de production agro-sylvo-pastorales (soit 92 345 km²), sont dégradées et le risque d'une extension n'est pas écarté.²²
- Pour y faire face, le gouvernement burkinabé a lancé en décembre 2007, le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres (CPP).

Sous-dimension « Gestion efficiente de l'eau » : 2/5

- Un score faible
- Ce score est le reflet d'une situation où l'eau disponible baisse du fait des changements climatiques mais surtout en raison des mauvaises pratiques des orpailleurs et des agriculteurs.

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,9/5

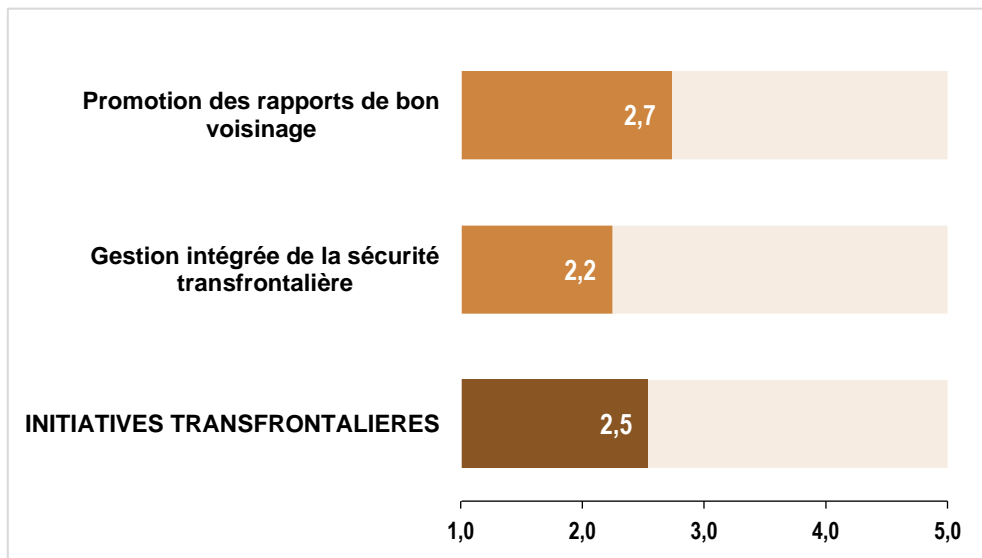
- Un score très faible
- Ce score est corroboré par certaines évaluations qui mettent en exergue le recul de la transparence dans la gestion des ressources naturelles.²³
- L'Indice sur le Budget Ouvert (IBO) 2015 laisse apparaître des faiblesses liées au déficit de l'accès à l'information et la faible participation du public au processus budgétaire.

Conclusion : Le Burkina Faso reste vulnérable aux conflits au regard de la dimension « Gouvernance des ressources naturelles » du CPCC.

²² Voir Rapport d'activités mensuel sous-programme coordination nationale du CPP, p.2, août 2014

²³ Elie Kaboré, « Transparence dans les mines -Grand recul sous la transition au Burkina Faso », <http://www.publishwhatyoupay.org/fr/transparence-dans-les-mines-grand-recul-sous-la-transition-au-burkina-faso/>

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,5/5

- Un score très moyen

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,2/5

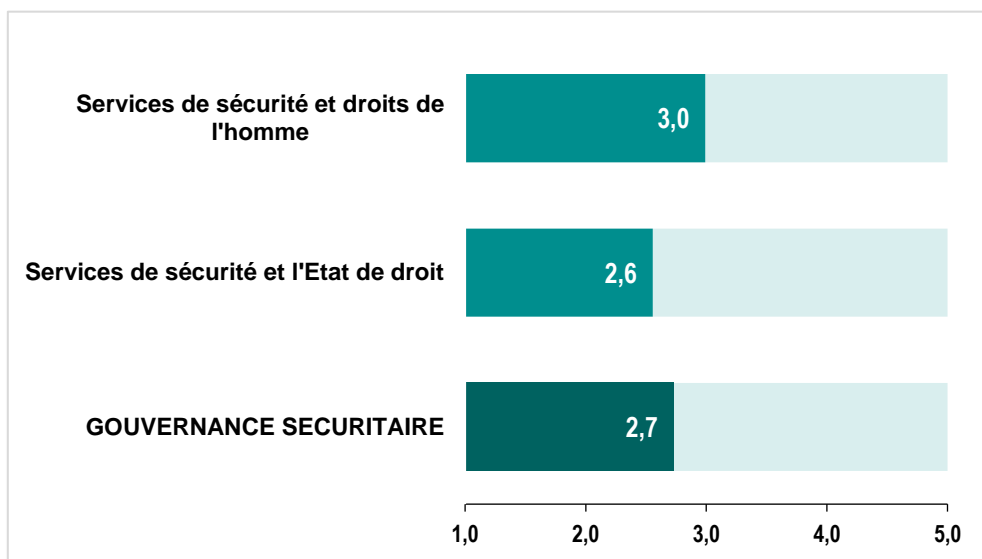
- Un score très faible
- Les frontières avec le Mali voire même avec le Niger restent peu sûres. Les attentats perpétrés récemment au Burkina Faso en constituent une preuve éclatante.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 2,7/5

- Un score moyen
- Les rapports du Burkina Faso avec ses voisins restent empreints de cordialité même si sur le plan diplomatique l'on relève quelques frictions avec la Côte d'Ivoire liées à l'accueil de l'ancien Président Blaise COMPAORE qui fait l'objet de poursuites judiciaires mais surtout de l'implication supposée du Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire Guillaume SORO dans le coup d'État du Général DIENDERE.

Conclusion : Le Burkina Faso reste vulnérable aux conflits du point de vue de la dimension « **Initiatives transfrontalières** » du CPCC.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,7/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Services de sécurité et l'État de droit » : 2,6/5

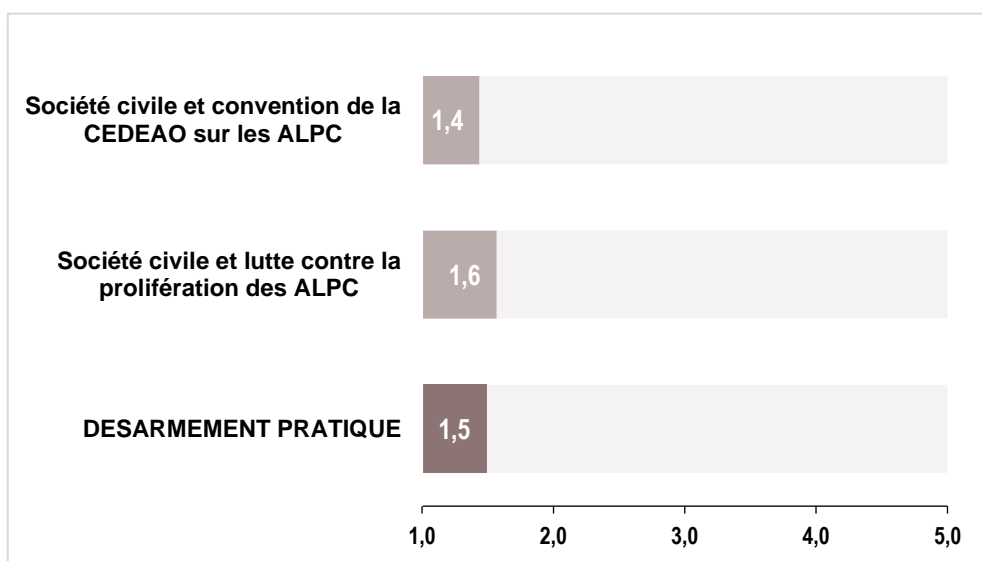
- Un score très moyen
- L'échec du coup d'état dirigé par le Général Gilbert DIENDERE grâce en partie aux forces loyales de l'armée peut être interprété comme la preuve de l'attachement de la majorité des forces de défense et de sécurité à l'État de droit.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'homme » : 3/5

- Un score acceptable
- Un score d'autant plus appréciable qu'après les attentats du 16 janvier 2016 à OUGADOUGOU à la suite desquels le renforcement des mesures de sécurité a été décidé, des dérapages majeurs n'ont pas été signalés de la part des forces de sécurité.
- La persistance des groupes d'autodéfense, les « Koglweogo », apparaît toutefois comme une moins-value de la gouvernance sécuritaire dans un contexte d'État de droit. En dépit de la promesse de remettre les coupables aux forces de sécurité, ces forces dictent leurs lois dans certaines régions du pays en infligeant des amendes en marge de la loi.

Conclusion : Le Burkina Faso présente encore des vulnérabilités en référence à la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » même s'il peut s'appuyer sur quelques acquis pour renforcer cette gouvernance.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique : 1,5 /5.

- Un score très faible
- Aucune des deux sous-dimensions n'est créditée d'un score égal ou supérieur à la moyenne.

Sous-dimension « Promotion de la Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC » : 1,4/5

- Le Réseau d'action sur les Armes légères en Afrique de l'Ouest section Burkina (RASALAO Burkina) a entrepris des campagnes d'informations et de vulgarisation sur la Convention de la CÉDÉAO ainsi qu'un plaidoyer pour sa ratification et le dépôt des instruments de ratification²⁴.
- Au regard du score attribué l'impact de ces actions apparaît très limité.

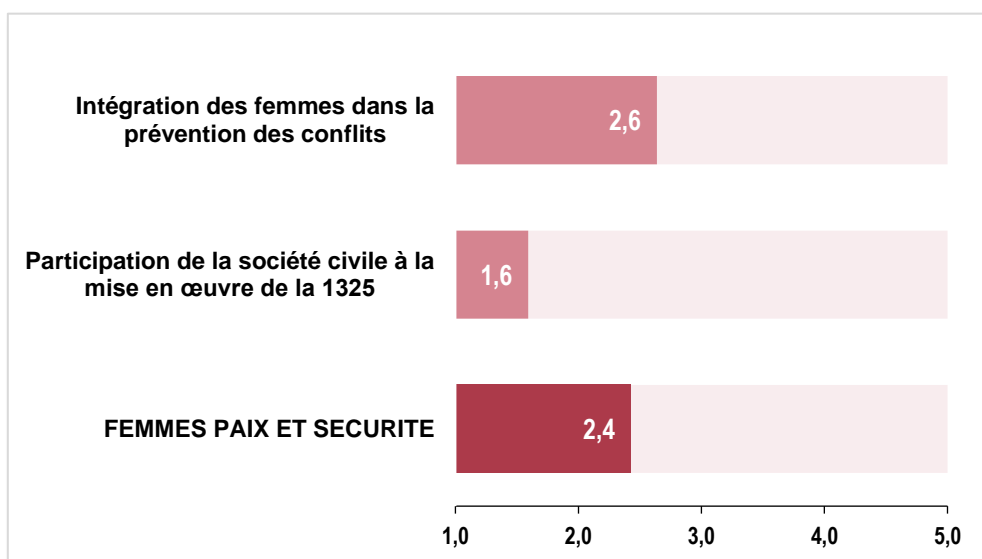
Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des armes » : 1,6/5

- Un mauvais score
- Ce score démontre que l'action de la société civile dans ce domaine reste très limitée en termes de résultats.

Conclusion : Le Burkina Faso, du point de vue de la dimension « **Désarmement pratique** » du CPCC, apparaît très vulnérable aux conflits.

²⁴ Voir le Rapport national du Burkina Faso p.6 <http://www.poa-iss.org/CASACountryProfile/PoANationalReports/2010@31@20100205%20PoA-NationalReport-BurkinaFaso.pdf>

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,4/5

- Un faible score
- Plusieurs mesures ont été prises en faveur des femmes telles que la création d'une Commission nationale de promotion de la femme.
- Des discriminations persistent cependant dans la pratique et leur responsabilisation reste sujette à caution.

Sous-dimension « Participation de la société civile dans la mise en œuvre de la 1325 » : 1,6/5

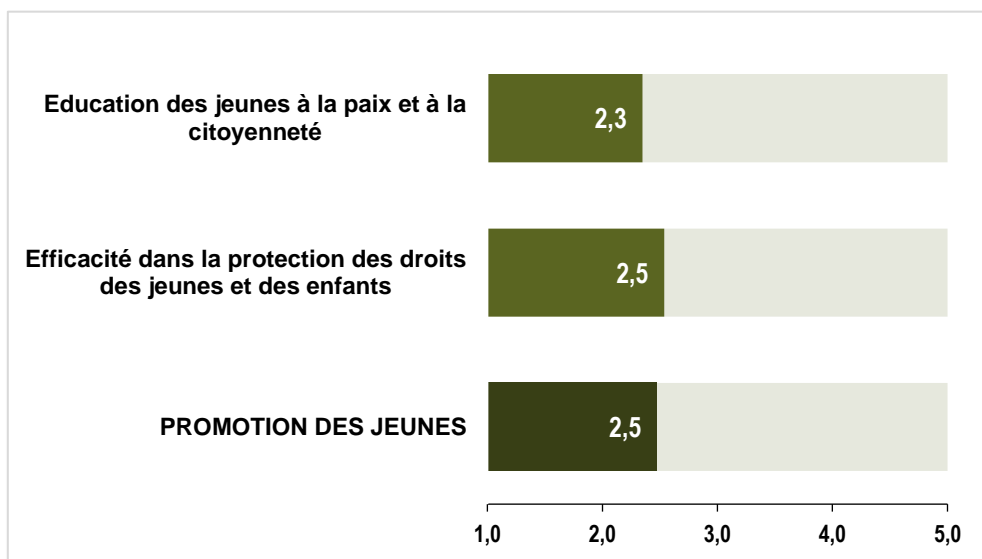
- Un très mauvais score
- Le rôle de la société civile apparaît très limité. On peut convoquer le manque de moyens pour concevoir des campagnes de sensibilisation d'envergure et d'exécuter des programmes de formation en raison du caractère technique de cette résolution.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 2,6/5

- Un score très moyen
- Un score qui atteste d'une relative prise en compte du genre dans la prévention des conflits or les femmes constituent l'un des groupes les plus exposés en cas de conflit.

Conclusion : Le Burkina Faso apparaît relativement vulnérable au regard de la dimension « Femmes, paix et sécurité ».

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2.4/5

- Un faible score dans l'ensemble
- Beaucoup d'initiatives dans l'objectif de réduire le chômage des jeunes ont été prises mais les résultats restent insuffisants.²⁵

Sous-dimension « Éducation à la paix et à la citoyenneté des jeunes » : 2,3/5

- Un score faible
- Des initiatives d'éducation des jeunes à la paix et à la citoyenneté existent. On peut citer la mise en ligne de ressources éducationnelles en matière de paix ou encore le projet « non-violence et éducation pour la paix » de WANEP Burkina qui met l'accent sur les jeunes.
- Le score attribué questionne cependant l'efficacité de ces initiatives prises dans ce domaine.

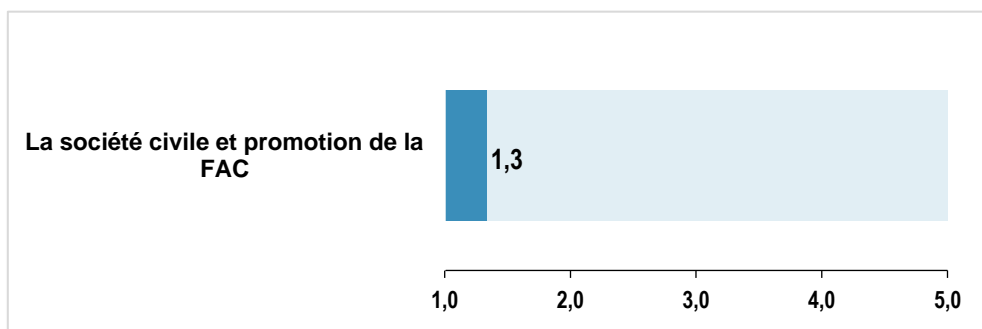
Sous-dimension « Protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Un score corroboré par l'Indice de concrétisation des droits des enfants qui crédite le Burkina Faso d'un score de **5,29/10**.
- À l'image des femmes, cible privilégiée de toute politique efficace de prévention des conflits, la promotion des jeunes au Burkina Faso reste lacunaire.

Conclusion : Le Burkina Faso présente des vulnérabilités dans la dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC.

²⁵ Étude nationale sur l'emploi des jeunes au Burkina Faso, http://revuescapes.bf/IMG/pdf/article_capes_infos_etude_nationale_emploi_kabore.pdf; Baska Émile DIALLA, «La question de l'emploi des jeunes : une analyse du cas du Burkina Faso »

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

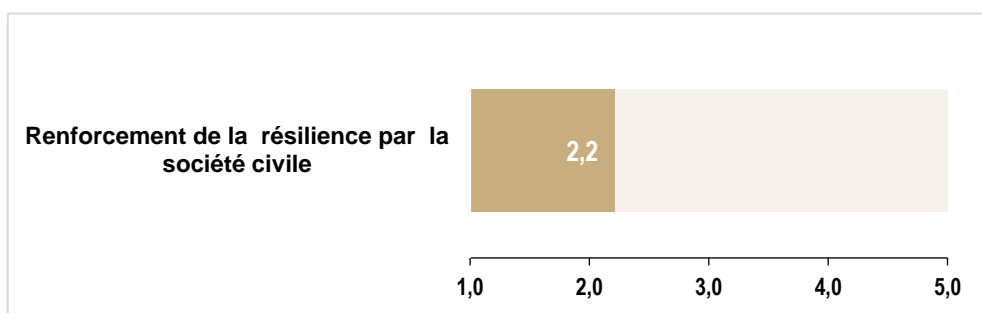


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 1,3/5

- Un mauvais score
- L'explication réside dans le fait que cette dimension du CPCC est peu connue. Par ailleurs, même dans les cas où la société civile s'en approprie, les programmes conçus dans ce cadre restent très limités. Toutefois, le Burkina Faso est loin de constituer une exception à la règle.
- Pour rappel, la composante société civile des forces en attente de la CÉDÉAO n'est pas encore très opérationnelle.

Conclusion : Le Burkina Faso, au regard du score attribué, présente ainsi de sérieuses vulnérabilités pour cette dimension du CPCC.

m. Assistance humanitaire

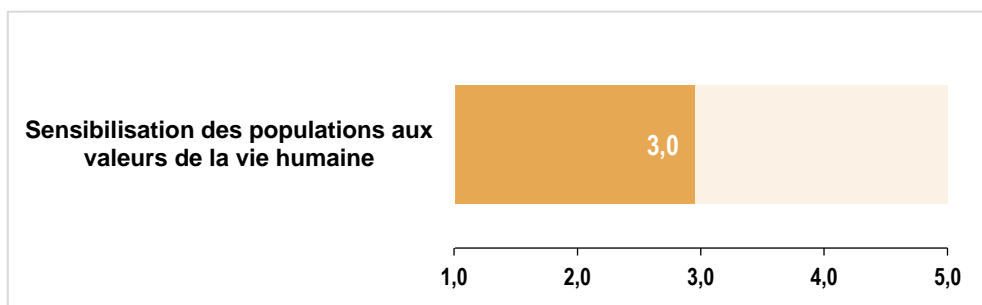


Dimension « Assistance humanitaire » : 2,2/5

- Un mauvais score qui montre que le rôle de la société civile dans le renforcement de la résilience des populations face aux multiples défis de la sécurité humaine est très limité.

Conclusion : « L'assistance humanitaire » constitue ainsi une dimension du CPCC où le Burkina Faso présente une forte vulnérabilité.

n. Éducation à la paix

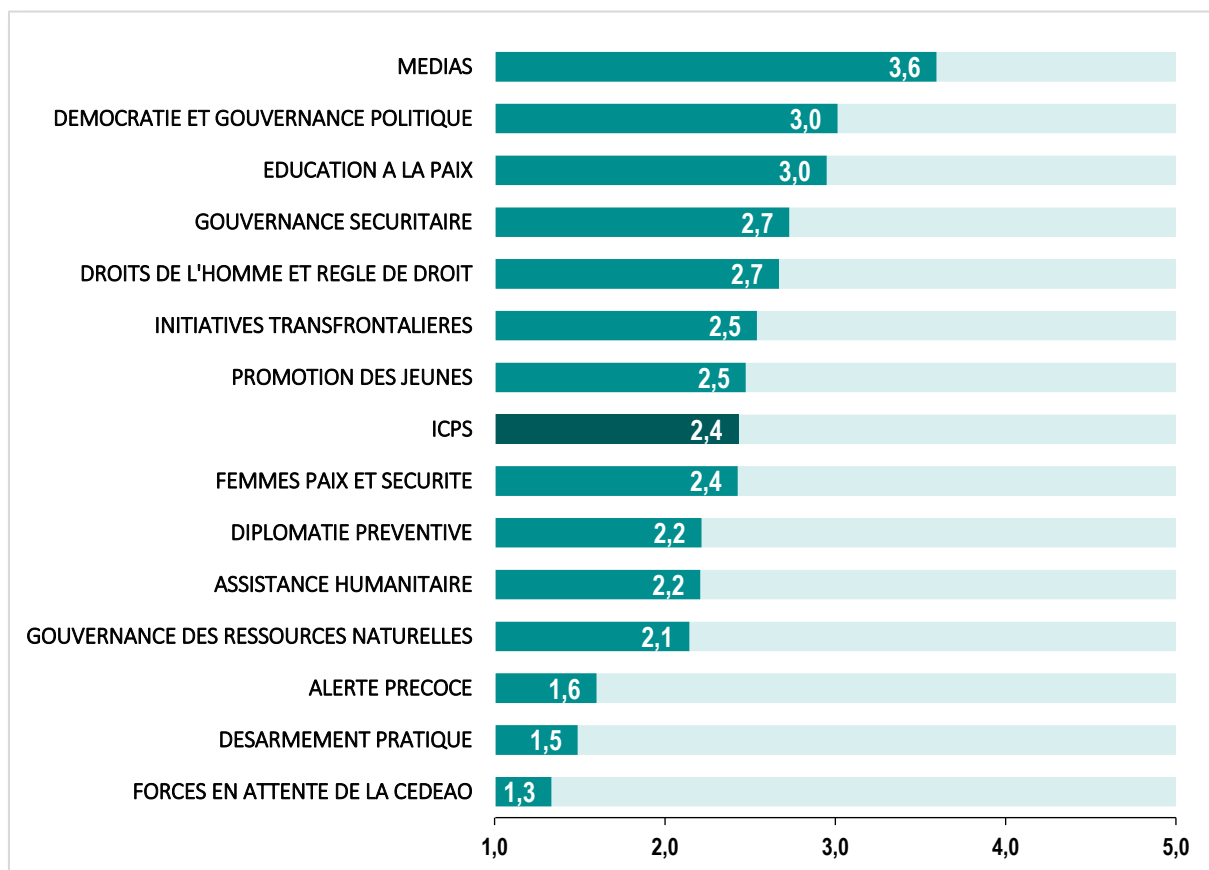


Dimension « Éducation à la paix » : 3/5

- Un score acceptable dans l'ensemble
- Un score qui contraste un peu avec les notes obtenues dans les dimensions « Femmes et paix » et « Promotion des jeunes » qui laissent apparaître des faiblesses dans la promotion de la paix. Il est permis de justifier ce décalage par le fait que bien que la sensibilisation soit très développée, l'impact dans la pratique reste limité.

Conclusion : Le score attribué au Burkina Faso atteste de l'existence d'une certaine vision en matière de prévention des conflits avec une nation réconciliée avec elle-même. La dimension « Éducation à la paix » est d'une forte effectivité au Burkina Faso.

o. Récapitulatif

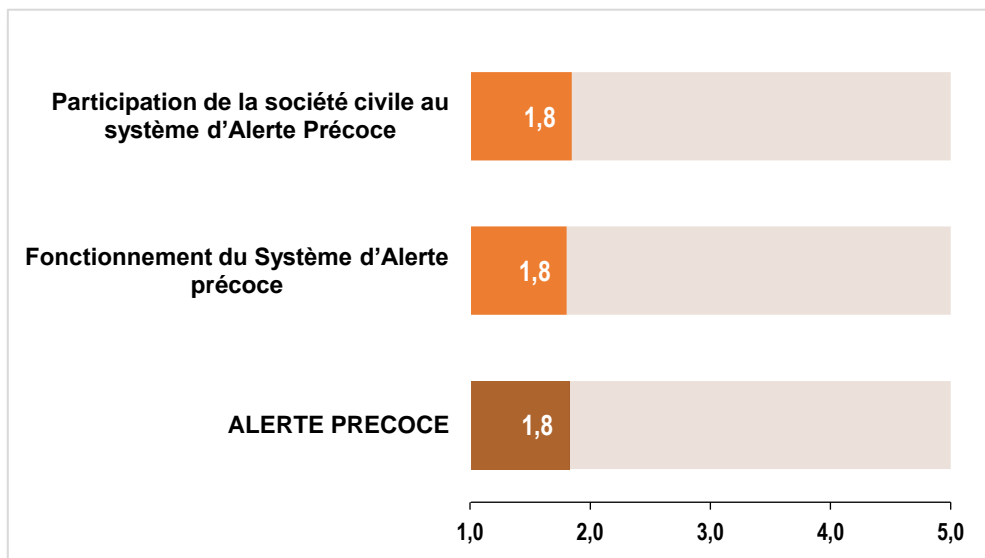


ICPS : 2,4/5

- Un score faible
- Le Burkina Faso se retrouve dans la zone rouge de l'ICPS.
- Cette conclusion globale cache cependant des acquis importants, voire majeurs pour certaines dimensions. Il en est ainsi notamment pour les dimensions « **Médias** », « **Démocratie et gouvernance politique** » et « **Éducation à la paix** » pour lesquelles le Burkina Faso a obtenu une note supérieure ou égale à **3**, la meilleure ayant été enregistrée dans la dimension « **Médias** », soit **3,6**.
- La contreperformance du Burkina Faso résulte des très faibles notes obtenues dans certaines dimensions à savoir « **Alerte précoce** », « **Désarmement pratique** » et « **Forces en attente de la CÉDÉAO** » où les scores enregistrés sont inférieurs à **2**, la plus mauvaise note ayant été enregistrée dans la dimension « **Désarmement pratique** » soit **1,3**.
- Sur le plan comptable, il y a autant de dimensions pour lesquelles le Burkina Faso a obtenu la moyenne que de dimensions pour lesquelles il se situe en dessous de la moyenne. Pour certaines dimensions comme « **Gouvernance sécuritaire** », « **Droits de l'Homme et règle de droit** », « **Initiatives transfrontalières** » et « **Promotion des jeunes** », le Burkina Faso a obtenu des notes justes égales à la moyenne de sorte qu'il n'a pas comblé les faibles notes précitées.

3. Côte d'Ivoire

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 1,8/5

- Un très faible score
- Aucune sous-dimension n'est créditée de la moyenne.
- Score précédent : 1,9
- Une légère régression sans doute très limitée est observée dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Fonctionnement du système d'alerte précoce »²⁶ : 1,8

- Un très mauvais score
- Score précédent : 1,7
- On observe une légère progression dans cette sous-dimension qui est peu significative, le score obtenu restant très en deçà de la moyenne.

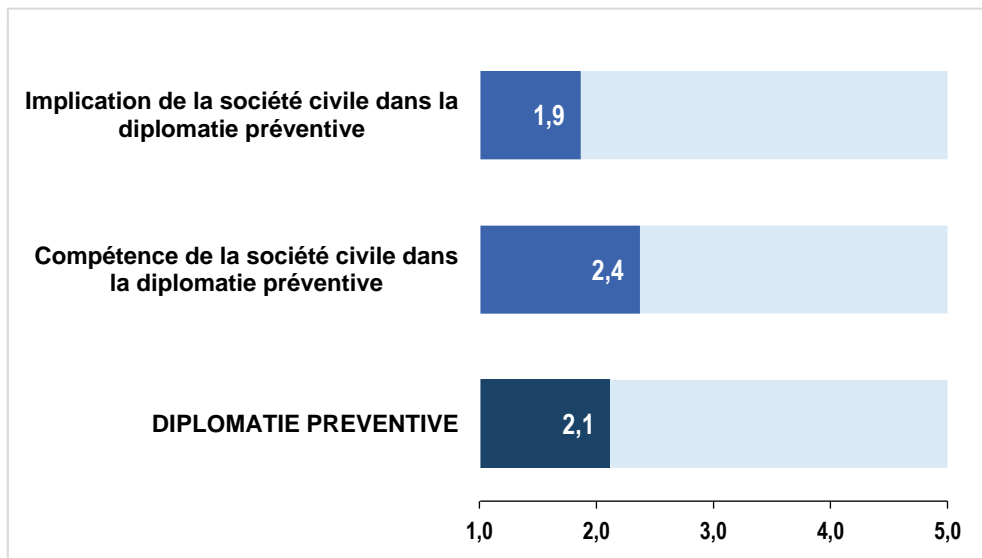
Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 1,8

- Un score très faible
- Score précédent : 1,9
- On constate une légère régression de la participation de la société civile au système d'alerte précoce.

Conclusion : La Côte d'Ivoire apparaît, au regard de la dimension « **Alerte précoce** » du CPCC, très vulnérable aux conflits.

²⁶ Sur les dysfonctionnements inhérents au système, voir les développements sur l'alerte précoce au Bénin

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,1/5

- Un score faible
- Les sous-dimensions sont créditées de faibles scores.
- Score précédent : **2,8**
- Le score de la Côte d'Ivoire baisse dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 1,9/5

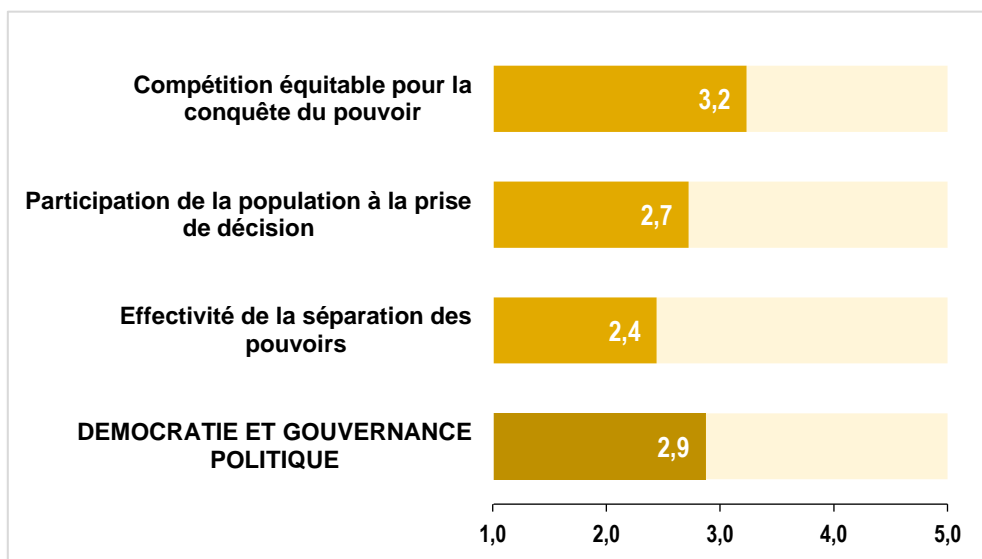
- Un score faible
- Score précédent : **2,1**
- La Côte d'Ivoire a régressé dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2,4/5

- Un score faible
- Score précédent : **3,2**
- Une régression non négligeable en ce sens que d'un score au-dessus de la moyenne en 2015, la Côte d'Ivoire se retrouve avec un score en dessous de la moyenne.

Conclusion : la Côte d'Ivoire présente une vulnérabilité aux conflits encore forte eu égard à la dimension « **Diplomatie préventive** » du CPCC.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance démocratique » : 2,9/5

- Un score moyen
- La situation politique s'est également améliorée même si elle apparaît parfois tendue. Tel a été encore le cas lors de l'adoption de la nouvelle Constitution marquant la naissance d'une nouvelle République. De même l'incarcération de l'ancien Président Laurent BAGBO ainsi que son jugement à la Haye risquent de constituer durablement un facteur de crispation pour ses partisans.
- Score précédent : **2,9**
- La situation de la Côte d'Ivoire reste stationnaire dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » : 3,2/5

- Un score acceptable
- Malgré l'ambiance délétère de l'époque, la réélection du Président Alassane Ouattara en 2015 s'est faite dans la transparence.
- Score précédent : **2,9**
- Ceci atteste sans doute d'une amélioration continue du climat politique.

Sous-dimension « Participation des populations à la prise de décision » : 2,7/5

- Un score moyen
- Score précédent : **2,9**
- On observe une régression de la position de la Côte d'Ivoire bien que son score se maintienne au-dessus de la moyenne.
- Les acquis restent à consolider.

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,4/5

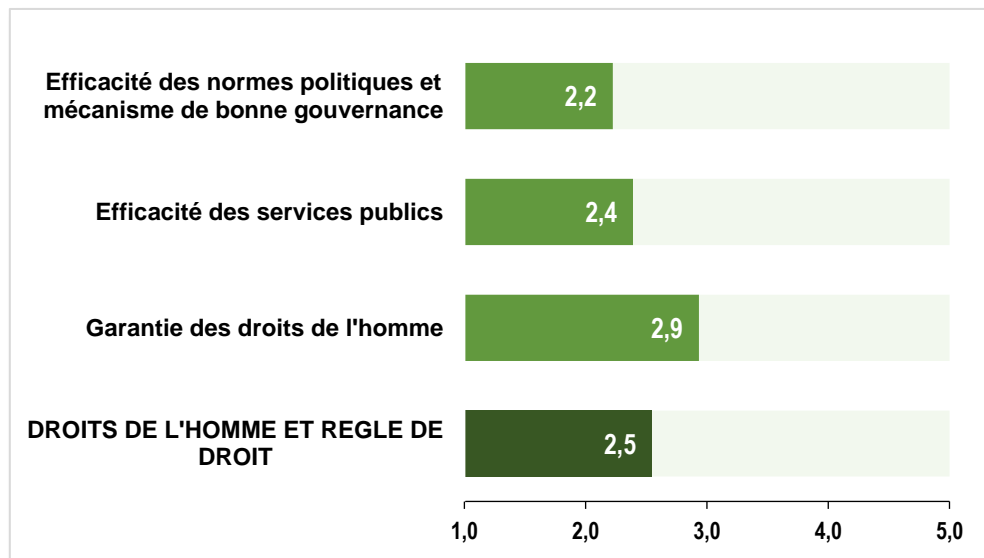
- Un mauvais score
- Le régime présidentiel, voire présidentielisme, qui fait du Président de la République la clé de voûte des Institutions justifie ce score.
- Score précédent : **2,9**
- Une régression de la position de la Côte d'Ivoire pour cette sous-dimension est constatée.

- Dans les régimes présidentielistes africains, l'absence de séparation réelle des pouvoirs est une donnée constante.

Conclusion :

- Au regard du contexte politique de la Côte d'Ivoire, le score obtenu apparaît acceptable même si dans l'absolu et au regard des exigences d'une prévention efficace des conflits, la gouvernance démocratique doit être renforcée.
- La Côte d'Ivoire reste encore vulnérable aux conflits en rapport avec la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » du CPCC et ce, malgré les acquis.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » 2,5/5

- Un score très moyen
- Ce score est principalement porté par la dimension « Garantie des droits humains » qui est accréditée d'un score lui-même moyen, les autres dimensions ayant obtenu des scores en deçà de la moyenne.
- Score précédent : **2,8**
- Une régression de la position de la Côte d'Ivoire pour cette dimension est à souligner.

Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,9/5

- Un score moyen
- Beaucoup d'exactions ont été commises pendant la crise politique qui a secoué le pays. Le retour à la stabilité a créé un climat plus favorable à la protection des droits humains.
- Score précédent : **3,6**
- Une régression significative de la position de la Côte d'Ivoire même si son score se maintient au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Efficacité des normes politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,2/5

- Un score faible confirmé par le classement de l'IPC de Transparency International en 2015 où la Côte d'Ivoire est restée dans la zone rouge avec une note de **32/ 100** et se classe au 107^{ème} rang mondial sur 168 pays classés.

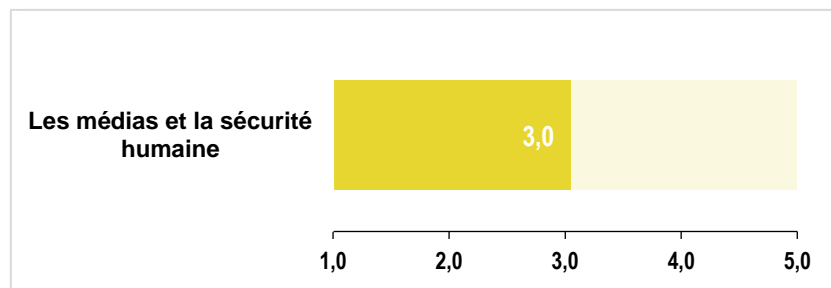
- Score précédent : **2,1**
- Une progression négligeable, le score obtenu étant en dessous de la moyenne
- Une amélioration de la gouvernance est attendue avec la rénovation du cadre juridique et institutionnel de lutte contre la corruption.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,4

- Un score faible
- Un score qui traduit l'inefficacité globale des services publics
- Score précédent : **2,1**
- Une progression insignifiante, la Côte d'Ivoire ayant toujours un score en dessous de la moyenne.

Conclusion : La régression constatée dans la dimension « **Droits de l'Homme et règles de droits** » du CPCC confirme une réelle vulnérabilité de la Côte d'Ivoire dans ce domaine.

e. Médias

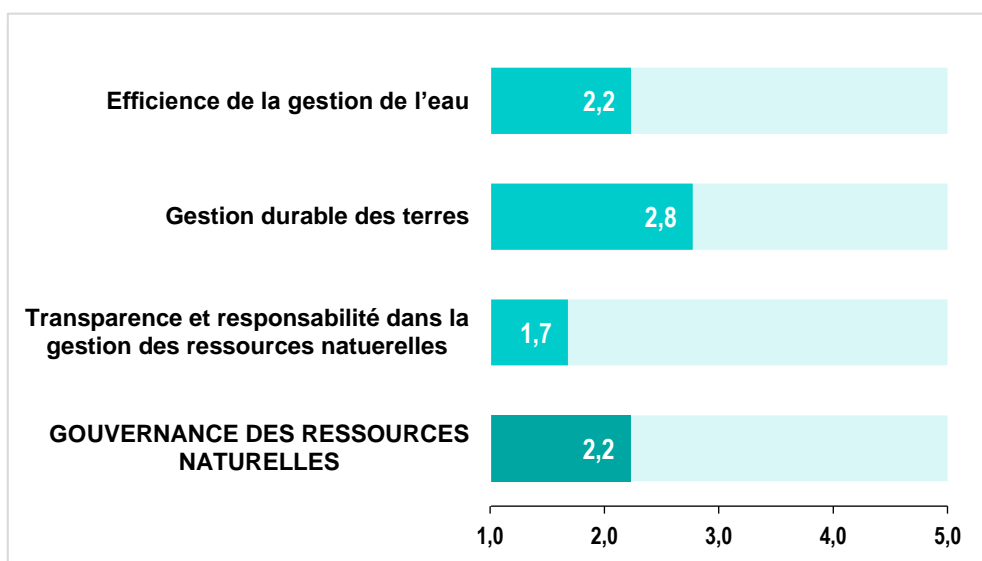


Dimension « Médias » : 3/5

- Un score acceptable
- La preuve que malgré le fait que les Médias soient en règle générale politiquement marqués, ils sont capables de porter des combats d'intérêt national.
- Score précédent : **2,8**
- Une certaine progression est observée dans cette dimension
- Cette situation peut être expliquée par le tassement de la crise politique aigue que le pays a traversée mais également par le peu d'enjeu politique de la sécurité humaine qui incline à un traitement plus objectif de cette question.

Conclusion : Pour la dimension « **Médias** » du CPCC, la Côte d'Ivoire dispose d'acquis qu'elle se doit de consolider pour renforcer sa résilience aux conflits.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2,2/5

- Un mauvais score
- Les défis majeurs résident dans la gestion efficiente de l'eau et la transparence dans la gestion des ressources naturelles.
- Score précédent : **2,4**
- La Côte d'Ivoire régresse dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,7/5

- Un faible score
- Ce résultat se démarque de l'Indice Mo Ibrahim qui en 2015 faisait état d'une progression de 25 points de la Côte d'Ivoire en matière de transparence. La différence des sources est sans doute à l'origine de cette différence de résultats.
- Score précédent : **2,4**
- Une régression de la position de la Côte d'Ivoire dans cette sous-dimension est à souligner.

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,8/5

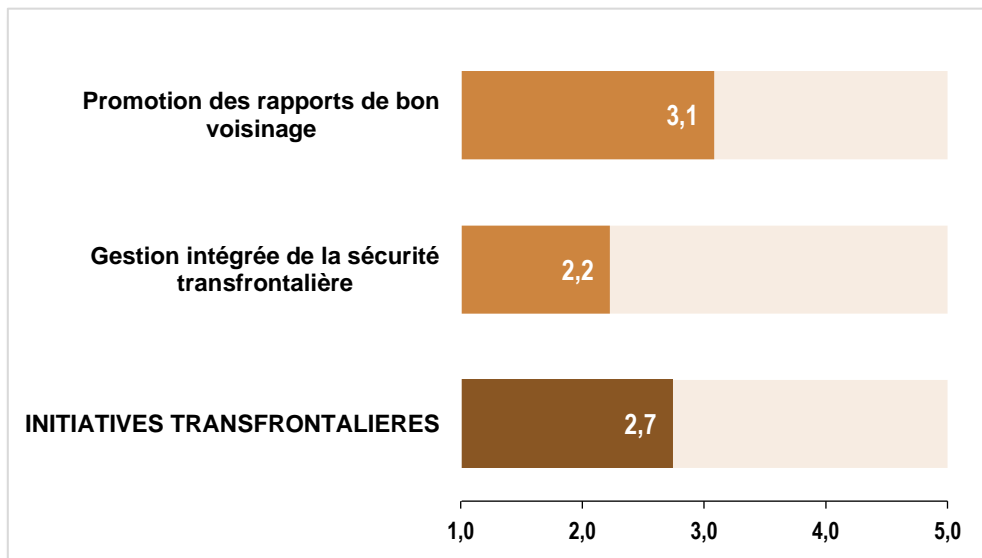
- Un score très moyen
- Score précédent : **2,6**
- Une légère progression de la Côte d'Ivoire dans cette sous-dimension
- Cette progression doit être cependant appréciée à sa juste valeur en ce sens que la terre a été un point de crispation lors de la crise que la Côte d'Ivoire vient de traverser.

Sous-dimension « Efficiencce de la gestion de l'eau » : 2.2/5

- Un mauvais score synonyme d'une faible gouvernabilité de cette ressource stratégique.
- Score précédent : **2,4**
- Une régression de la Côte d'Ivoire est à relever pour cette sous-dimension.

Conclusion : La Côte d'Ivoire présente de fortes vulnérabilités dans la gouvernance des ressources naturelles. Les rares acquis demeurent très fragiles au regard des régressions relevées au cours de la présente évaluation.

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,7/5

- Un score moyen
- Le principal défi réside dans la gestion intégrée de la sécurité transfrontalière.
- Score précédent : **1,9**
- La Côte d'Ivoire se bonifie dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 3,1/5

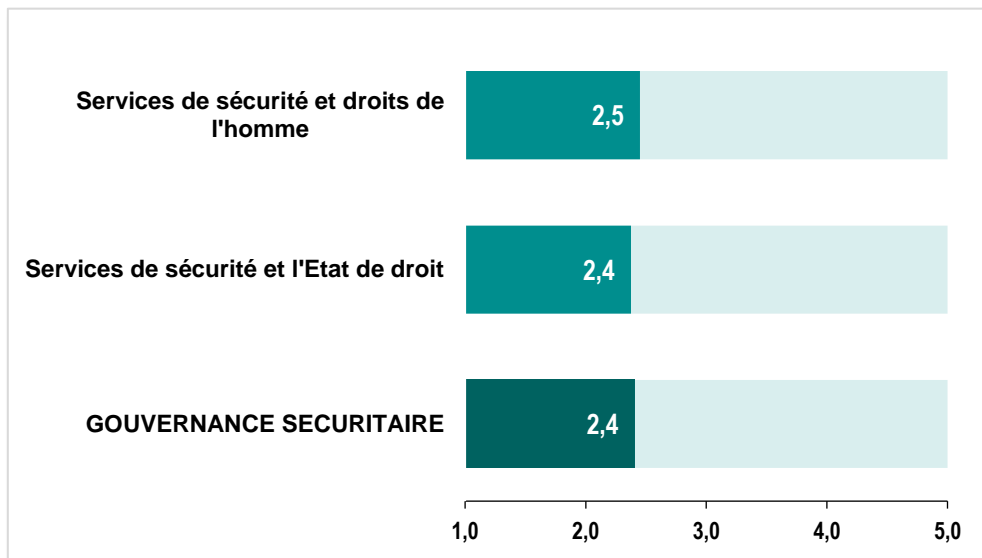
- Un score acceptable
- La fin de la crise politique a sans doute favorisé le rétablissement de rapports de bon voisinage avec les États riverains.
- Score précédent : **1,4**
- La Côte d'Ivoire consolide sa position, son score ayant doublé par rapport à l'évaluation précédente.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,2/5

- Un score faible
- Les Unités Conjointes de sécurité et de Restauration de la Confiance aux frontières (UCSRFC) créées dans le Cadre de l'Organisation du Fleuve Mano tardent ainsi à faire la preuve de leur efficacité.
- Score précédent : **2,3**
- On constate une légère régression de la Côte d'Ivoire dans cette sous-dimension.

Conclusion : Si l'obtention de la moyenne pour cette dimension démontre des acquis notamment en matière de bon voisinage, la Côte d'Ivoire présente des vulnérabilités en raison de l'absence de sécurité à ses frontières. De ce point de vue, elle reste relativement vulnérable aux conflits.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,4/5

- Un mauvais score
- Aucune sous-dimension n'est créditée de la moyenne
- Score précédent : **2,5**
- La Côte d'Ivoire accuse un léger recul pour cette dimension du CPCC

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 2,6

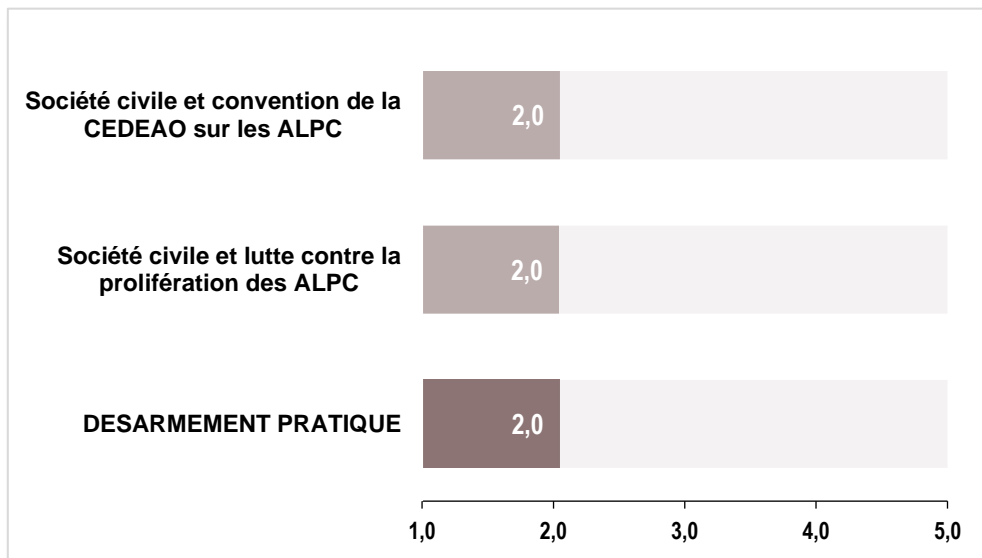
- Un score moyen synonyme d'une moyenne appropriation des droits de l'Homme par les forces de sécurité
- L'intégration dans les forces de sécurité des personnes sans formation adéquate a favorisé les dérapages constatés.
- Score précédent : **2,5**
- On observe une très légère régression de la Côte d'Ivoire pour cette sous-dimension

Sous-dimension « Services de sécurité et État de droit » : 2,5.

- Un score très moyen
- La rupture du processus démocratique du fait de l'armée et les nombreuses exactions pendant la crise militaro-politique justifient sans doute ce score moyen
- Les récentes mutineries traduisent une certaine fragilité de l'État de droit en Côte d'Ivoire
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Côte d'Ivoire stagne dans cette sous-dimension

Conclusion : La Côte d'Ivoire traîne le pas dans le domaine de la « **gouvernance sécuritaire** ». Ce qui constitue une vulnérabilité importante dans la prévention des conflits et la promotion de la sécurité humaine.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » du CPCC : 2/5

- Un très mauvais score
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Côte d'Ivoire s'est, par conséquent, détériorée pour cette sous-dimension.

Sous-dimension « Société civile et convention de la CÉDÉAO sur les ALP » : 2/5

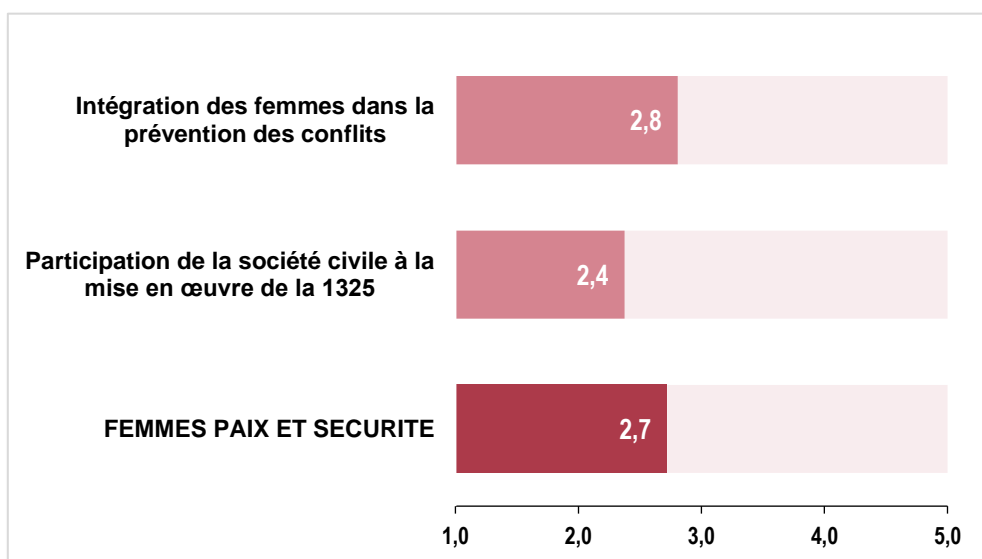
- Un très mauvais score
- Score précédent : **2,5**
- La Côte d'Ivoire régresse ainsi dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2/5

- Un très faible score
- Score précédent : **2,5**
- L'on constate également la même régression de la Côte d'Ivoire pour cette sous-dimension.

Conclusion : La Côte d'Ivoire présente une réelle vulnérabilité aux conflits pour cette dimension du CPCC.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,7/5

- Un score moyen
- Score précédent : 3,5
- Une régression non négligeable de la Côte d'Ivoire est à relever dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Implication des femmes dans la prévention des conflits » : 2,8/5

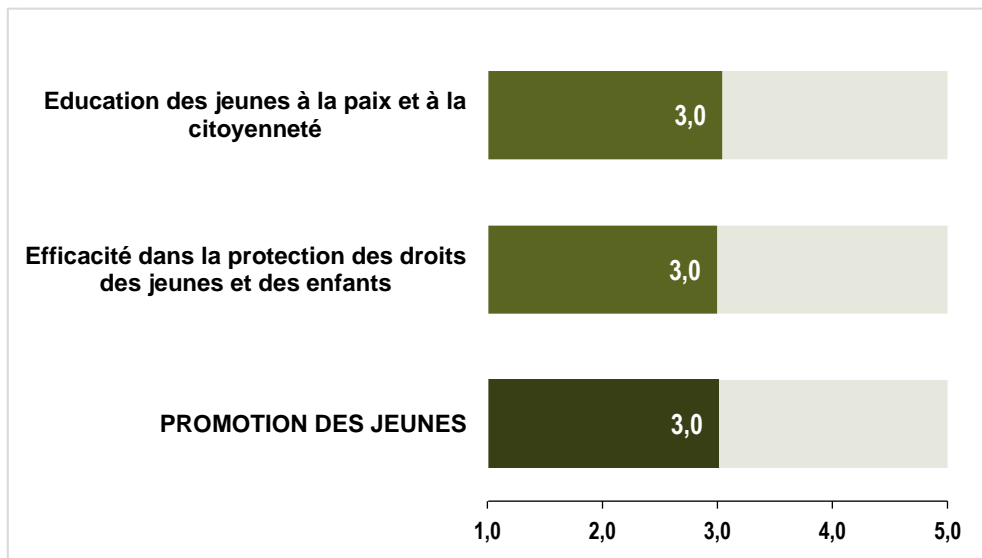
- Un score moyen
- Score précédent : 3,5
- Si la Côte d'Ivoire a pu maintenir son score au-dessus de la moyenne, elle a néanmoins enregistré une régression significative.

Sous-dimension « Participation de la société civile dans la mise en œuvre de la Résolution 1325 » : 2,4/5

- Un score faible
- Score précédent : 2,8
- La Côte d'Ivoire enregistre une légère régression pour cette sous-dimension.

Conclusion : La régression de la Côte d'Ivoire dans toutes les sous-dimensions constitue une preuve de la fragilité des acquis. De ce point de vue, elle reste vulnérable eu égard à la dimension « Femmes, paix et sécurité » du CPCC.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 3/5.

- Un score acceptable
- Des politiques hardies d'insertion professionnelle et de protection des jeunes ont été mises en œuvre.
- Score précédent : **2,9**
- On observe une faible progression de la Côte d'Ivoire pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 3/5

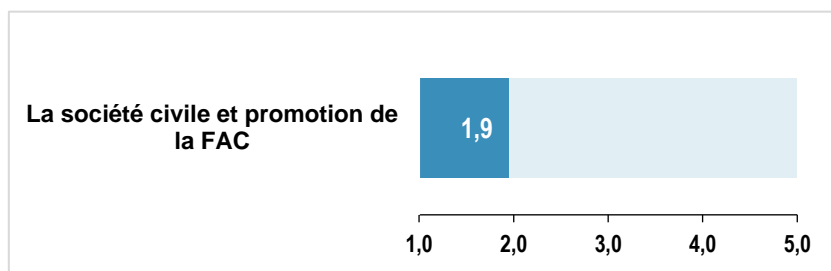
- Un score acceptable
- Un score corroboré par l'Indice de concrétisation des droits des enfants qui crédite la Côte d'Ivoire d'un score de **5,48/10**.
- Certains fléaux tels que le tabagisme ou l'alcoolisme persistent encore.
- Score précédent : **2,8**
- Une légère progression de la Côte d'Ivoire pour cette sous-dimension est notée.

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 3/5

- Un score acceptable
- Score précédent : **3,2**
- La Côte d'Ivoire régresse légèrement en matière d'éducation des jeunes à la paix et à la citoyenneté.

Conclusion : La Côte d'Ivoire a pu préserver ses acquis en ce qui concerne la dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC. Des efforts sont cependant encore attendus eu égard à la vulnérabilité des jeunes dans un contexte de conflit.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

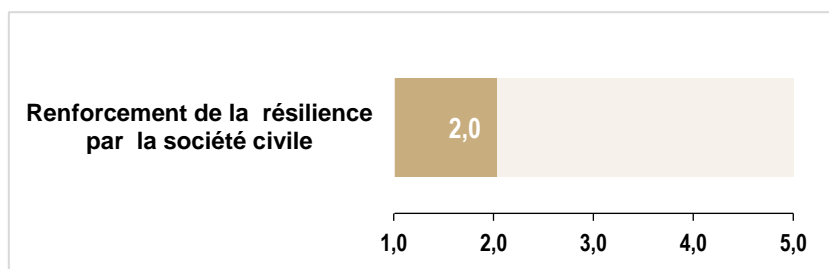


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 1,9/5

- Un très mauvais score
- Un résultat sans doute lié à la méconnaissance de cette dimension mais également au déficit de moyens et de capacités techniques de la société civile ivoirienne.
- A cela, il convient d'ajouter le caractère non opérationnel de la dimension société civile des Forces en attente de la CÉDÉAO.
- Score précédent : 2
- On relève ainsi un très léger recul de la Côte d'Ivoire pour cette dimension du CPCC.

Conclusion : La faiblesse du score obtenu pour cette dimension du CPCC démontre toute la vulnérabilité de la Côte d'Ivoire dans la prévention des conflits.

m. Assistance humanitaire

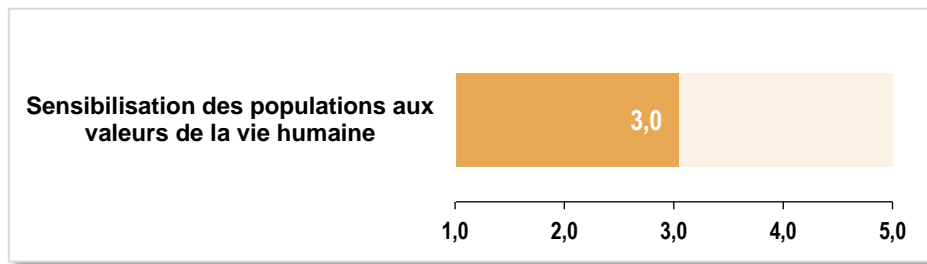


Dimension « Assistance humanitaire » : 2/5.

- Un score très faible
- Un score qui atteste de l'incapacité de la société civile à renforcer la résilience des populations en cas de catastrophes naturelles et autres fléaux pouvant impacter négativement sur la sécurité humaine en Côte d'Ivoire. Le déficit de moyens explique en partie cette situation.
- Score précédent : 1,9
- La Côte d'Ivoire accuse un léger recul dans cette sous-dimension.

Conclusion : La Côte d'Ivoire présente en définitive de sérieuses vulnérabilités eu égard à la dimension « Assistance humanitaire » du CPCC.

n. Education à la paix

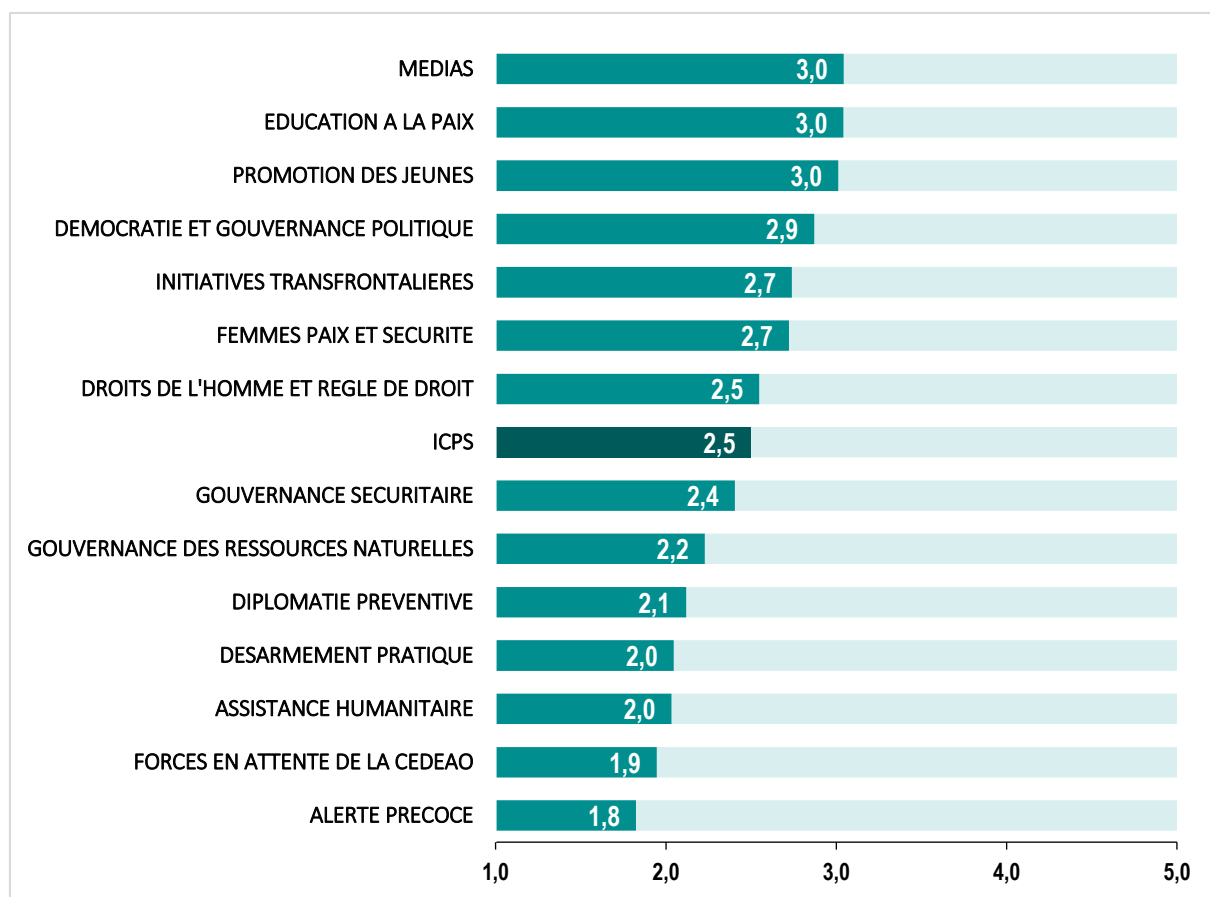


Dimension « Education à la paix » : 3/5.

- Un score acceptable
- Des programmes importants ont été conçus autant par la société civile que par l'État.
- C'est le lieu de souligner les efforts de l'État pour inculquer une culture de la paix aux jeunes en intégrant dans les programmes scolaires des cours sur la paix.
- Score précédent : **3,5**
- La Côte d'Ivoire régresse légèrement dans cette dimension du CPCC.

Conclusion : La consolidation des acquis est attendue de la Côte d'Ivoire pour réduire davantage sa vulnérabilité au regard de cette dimension du CPCC.

Récapitulatif



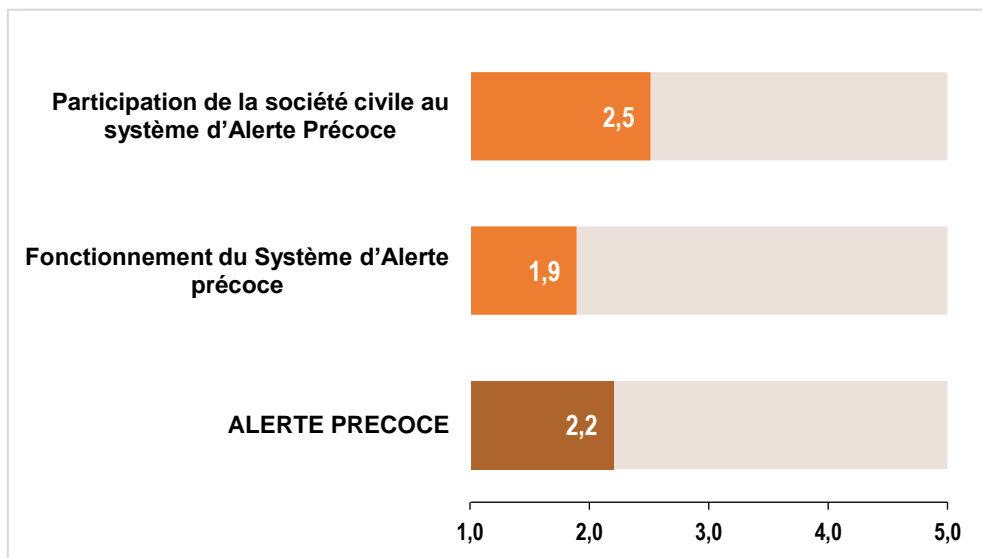
ICPS : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Côte d'Ivoire reste stationnaire et la maintient en dehors de la zone rouge de l'ICPS.
- Pour les dimensions « **Médias** », « **Éducation à la paix** » et « **Promotion des jeunes** » où elle a obtenu une note égale à **3** ainsi que la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » avec une note de **2,9**, la Côte d'Ivoire dispose d'acquis certains dont elle peut se prévaloir pour renforcer la prévention des conflits.
- Pour d'autres dimensions, des acquis existent mais restent limités. Il en est ainsi des dimensions « **Initiatives frontalières** », « **Femmes, paix et sécurité** » avec une note de **2,7** et de la dimension « **Droits de l'Homme et règle de droit** » où elle obtient un score de **2,5**.
- La Côte d'Ivoire est en revanche très vulnérable pour les dimensions « **Gouvernance sécuritaire** », « **Gouvernance des ressources naturelles** », « **Diplomatie préventive** », « **Désarmement pratique** », « **Assistance humanitaire** », « **Forces en attente de la CÉDÉAO** » et « **Alerte précoce** ». Pour toutes ces dimensions, la Côte d'Ivoire a obtenu des scores en dessous de la moyenne.
- L'analyse fine de ces dimensions permet de tirer les conclusions suivantes : Des germes potentiels de conflits persistent avec les faiblesses relevées dans la gouvernance des ressources naturelles et la gouvernance sécuritaire alors que la capacité d'anticipation apparaît également faible en raison des limites de la diplomatie préventive, de l'alerte précoce

et du désarmement pratique. Il en est de même de la capacité de réaction en cas de conflit, l'assistance humanitaire disponible étant limitée et les forces en attente de la CÉDÉAO étant peu opérationnelles.

4. République de Guinée

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2,2/5

- Un score très faible
- Score précédent : 2,3
- La Guinée régresse pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,5/5

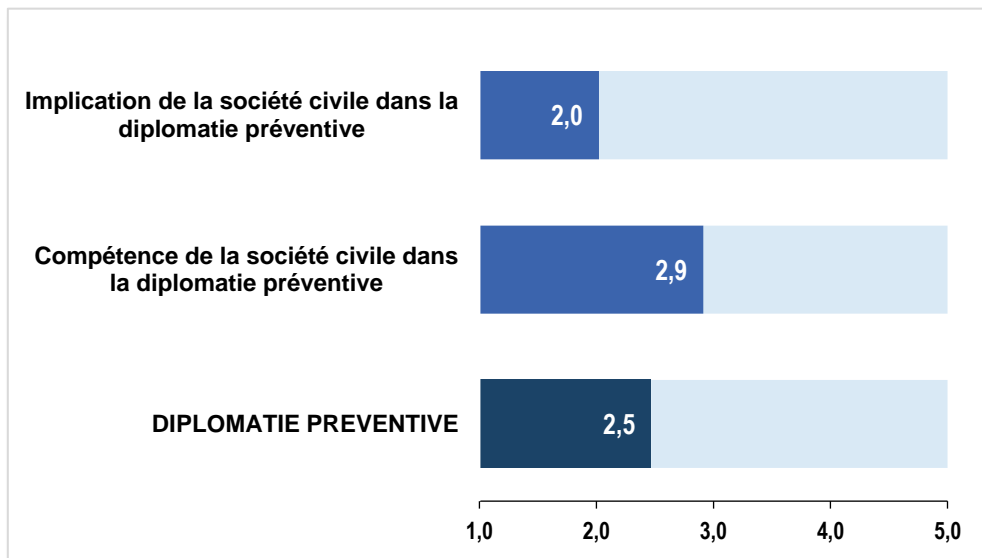
- Un score très moyen
- Score précédent : 2,5
- La position de la Guinée pour cette sous-dimension reste stationnaire.

Sous-dimension « Fonctionnement du Système d'alerte précoce » : 1,9/5

- Un très mauvais score
- Score précédent : 2,1
- On relève une régression de la Guinée pour cette sous-dimension.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « Alerte précoce » du CPCC, la Guinée n'a pas pu vaincre sa vulnérabilité.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,5/5

- Un score très moyen
- L'implication de la société civile dans la diplomatie préventive reste le principal défi.
- Score précédent : **2,6**.
- Une légère régression de la Guinée pour cette dimension est observée.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2/5

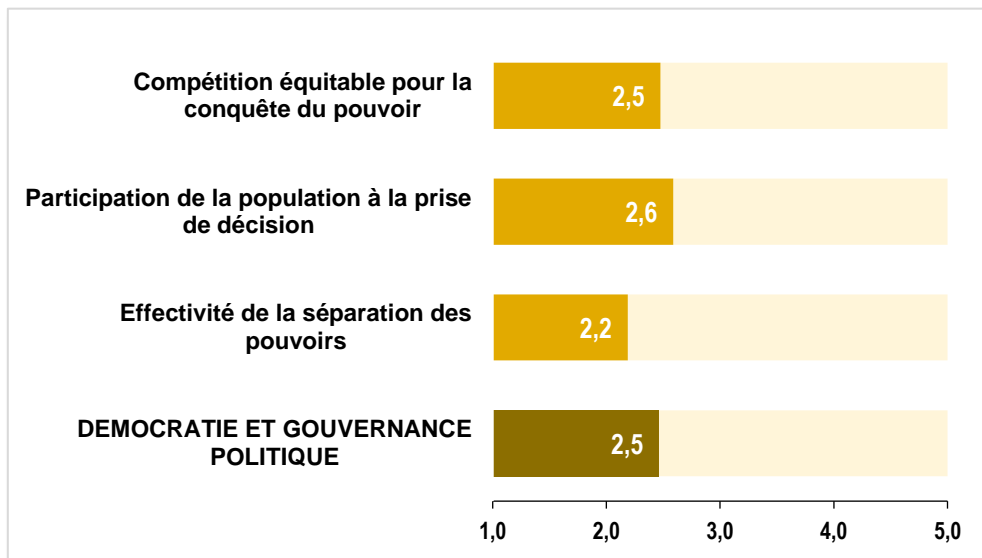
- Un score très faible
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Guinée dans cette dimension s'est détériorée.

Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2,9/5

- Un score plutôt acceptable
- Score précédent : **2,7**
- On relève une légère progression de la Guinée pour cette sous-dimension.

Conclusion : La Guinée a pu préserver ses acquis dans la « **Diplomatie préventive** » mais la légère régression observée démontre que ces acquis restent fragiles.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance politique » : 2,5/5

- Un score très moyen qui illustre parfaitement la situation politique en Guinée
- Le plus grand défi demeure l'effectivité de la séparation des pouvoirs.
- Score précédent : 2,6
- La Guinée accuse ainsi un léger recul pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Compétition électorale pour la conquête du pouvoir » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Un score qui peut être justifié par le fait que si l'élection du Président Alpha Condé en 2010 et sa réélection en 2015 dans des conditions de transparence acceptables, traduisent l'existence d'élections disputées, le caractère imprévisible du calendrier électoral en réduit fortement la portée.
- L'absence d'une appropriation réelle des règles de la démocratie rend le climat politique très tendu. On ne peut s'empêcher de relever la déclaration du Président Condé qui n'exclut de se représenter à l'élection présidentielle à venir bien que l'actuelle Constitution l'interdit.
- La prégnance des référents ethniques n'est pas non plus de nature à rendre la compétition électorale équitable comme dans une démocratie authentique.
- Score précédent : 2,8
- La Guinée régresse dans cette sous-dimension du CPCC.

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,2/5

- Un score très faible
- L'ancien Président Lansana CONTE avait affirmé « La justice, c'est moi ».
- Les lois portant organisation du Conseil Supérieur de la Magistrature et statut des magistrats sont restées pendant longtemps inappliquées jusqu'à leur abrogation et l'adoption de nouvelles lois.
- Dans ces conditions, la carrière des magistrats a été gérée par le Ministre de la justice. La Constitution du 7 mai 2010 a innové en opérant contrairement à sa devancière à une séparation des pouvoirs.

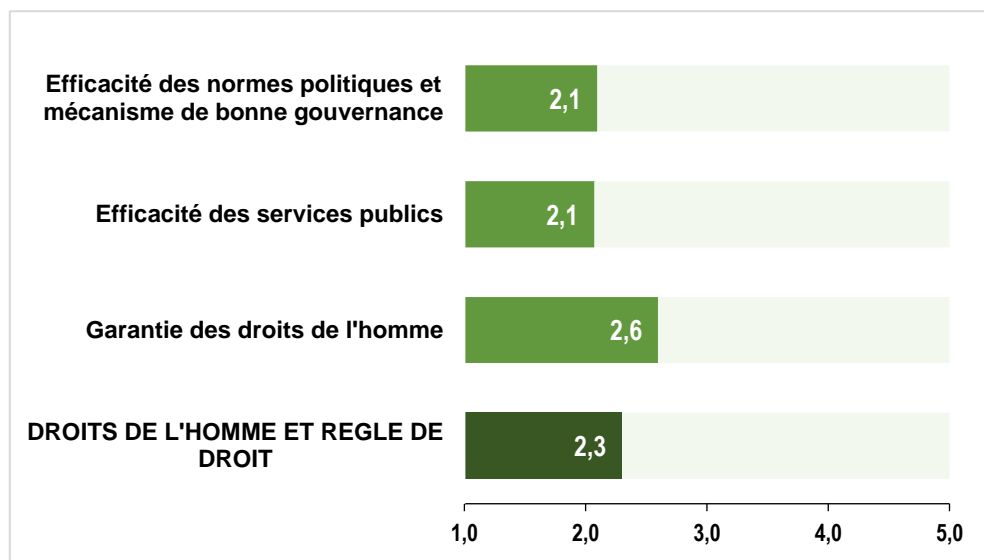
- Au regard de la note attribuée ni les innovations apportées par la nouvelle Constitution ni le processus de réforme de la justice n'ont encore abouti au renforcement de l'indépendance de la justice.
- Score précédent : **2,2**
- La Guinée régresse dans cette sous-dimension du CPCC.

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de la décision » : 2,6

- Un score moyen
- Score précédent : **2,5**
- La Guinée améliore très légèrement sa position dans cette sous-dimension du CPCC.

Conclusion : Pour la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** », les acquis apparaissent encore fragiles. La Guinée, de ce point de vue, demeure relativement vulnérable aux conflits.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,3/5

- Un score très faible
- Des trois sous-dimensions, seule celle relative à la « Garantie des droits humains » a été créditée de la moyenne.
- Score précédent : **2,5**
- La Guinée accuse une certaine régression pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,1/5

- Un score très faible
- Un score corroboré par le classement de la Guinée dans l'IPC de Transparency International dans lequel il se retrouve dans la zone rouge des pays les plus corrompus. En 2015, la Guinée occupait le 37^{ème} rang africain et le 139^{ème} rang mondial.
- Score précédent : **2,2**
- On observe un léger recul qui confirme une mauvaise gouvernance.

Sous-dimension « Garantie des droits de l'homme » : 2,6/5

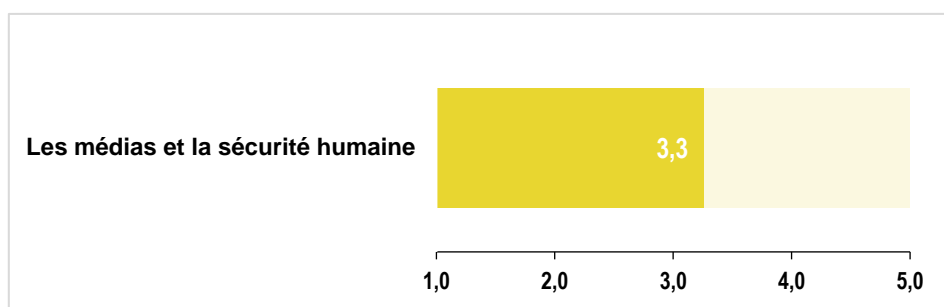
- Un score très moyen
- Depuis son indépendance, la trajectoire de la Guinée est marquée par des violations persistantes des droits humains. Ce score atteste sans doute d'une évolution positive.
- Score précédent : **2,6**
- La situation de la Guinée au regard de cette sous-dimension reste stationnaire.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,1

- Un score faible
- Score précédent : **2,4**
- La Guinée régresse dans cette sous-dimension.

Conclusion : Pour la dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » du CPCC, la Guinée présente une très grande vulnérabilité susceptible d'entraver la prévention efficace des conflits en général et de la sécurité humaine en particulier.

e. Médias



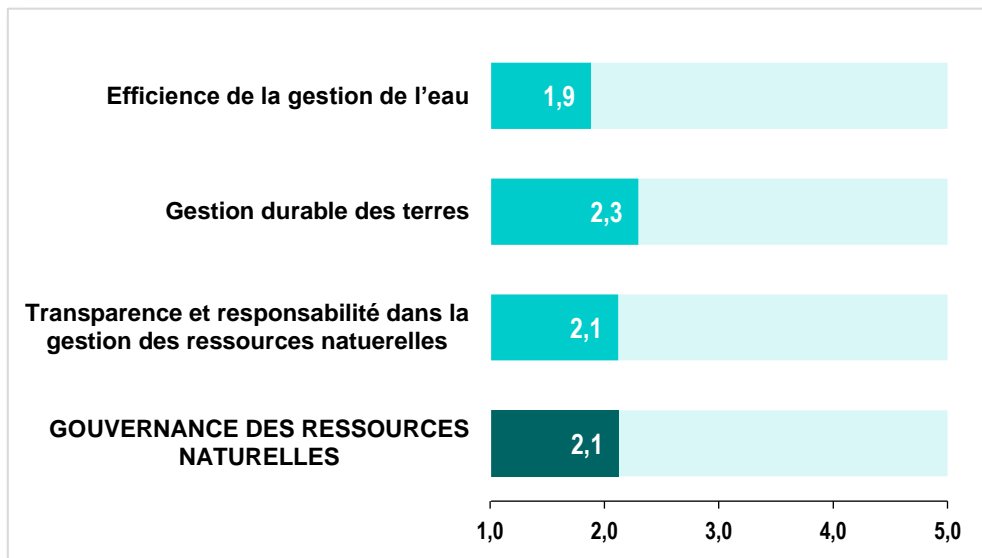
Dimension « Médias » : 3,3/5.

- Un score appréciable
- Les médias guinéens depuis la libéralisation ont contribué à l'enracinement de la démocratie, au respect des droits humains en particulier notamment par l'information, la sensibilisation et l'éducation.²⁷
- Score précédent : **3**
- La Guinée progresse ainsi légèrement.

Conclusion : La Guinée dispose d'un acquis important dans la dimension « Médias » du CPCC pouvant renforcer la prévention des conflits en général et la sécurité humaine en particulier.

²⁷ Saikou Baldé « Les médias guinéens face aux défis du développement et des droits humains », in Goree Institute, *Évaluation de la participation des médias dans les pratiques relatives à la consolidation de la paix*, op.cit. p.91

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2,1/5.

- Un très faible score
- Les sous-dimensions sont créditées de mauvais scores.
- Cette situation s'explique notamment par l'absence de transparence et l'inefficience dans la gestion de ces ressources. Un exemple assez illustratif est le fait que pendant longtemps les conventions minières primaient sur la législation minière interne.
- Score précédent : **2,3**
- La position de la Guinée pour cette dimension du CPCC s'est détériorée.

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 1,9/5

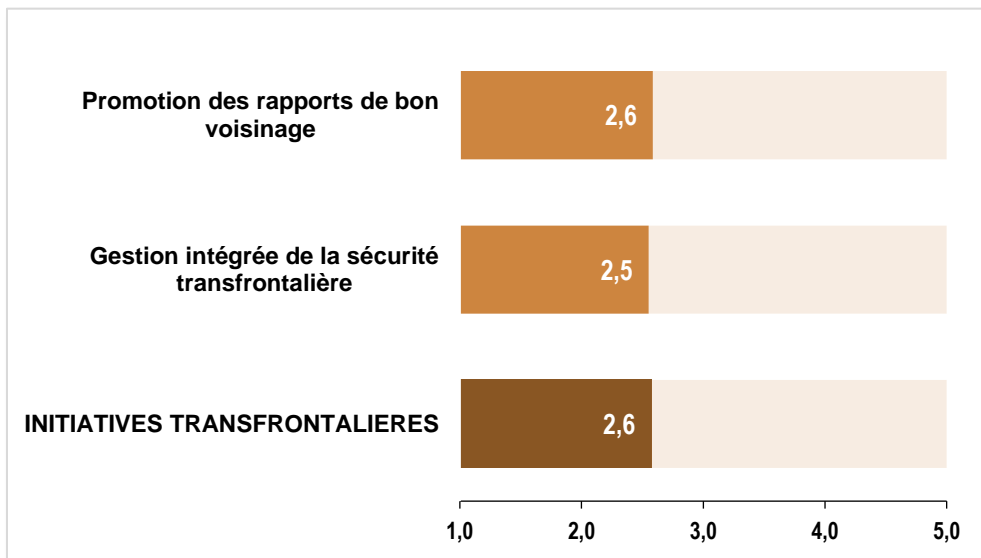
- Un score très faible
- Score précédent : **2**
- Une légère régression est observée pour cette sous-dimension.

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,3/5

- Un score très faible
- Score précédent : **2,4**
- La situation de la Guinée s'est ici également aggravée.

Conclusion : La gouvernance des ressources naturelles en Guinée au regard des scores obtenus dans les deux évaluations reste faible. De ce point de vue, elle risque d'entraver la prévention efficace des conflits en Guinée.

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,6/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont positives.
- Score précédent : **2,1**
- Il apparaît ainsi que la situation de la Guinée s'est nettement améliorée pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Promotion des rapports de voisinage » : 2,6/5

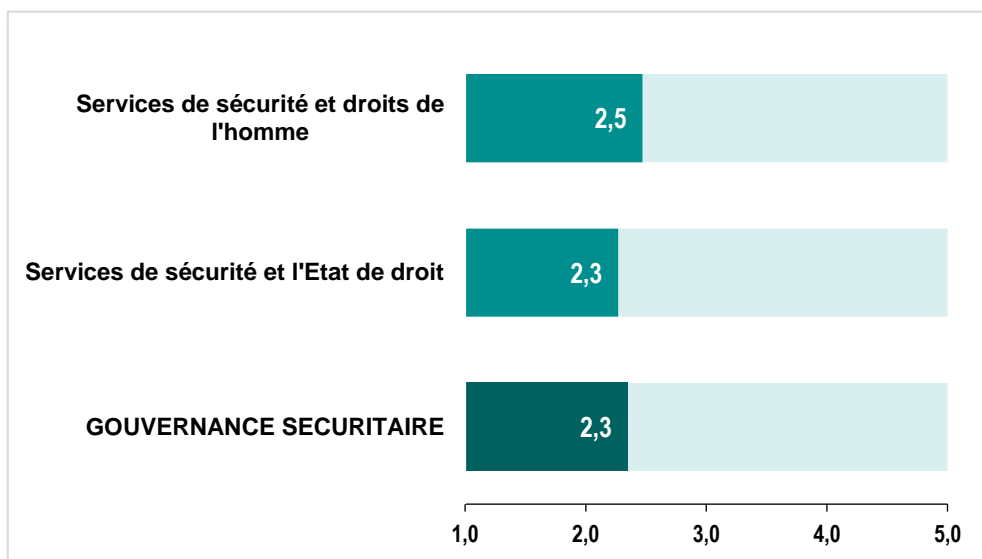
- Un score moyen
- Score précédent : **2,6**
- La position de la Guinée est stationnaire dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Guinée n'a pas varié pour cette sous-dimension.

Conclusion : Bien que les résultats obtenus soient dans l'ensemble limités, la Guinée au regard de la progression observée dispose d'atouts pour consolider les acquis dans ce domaine.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,3/5

- Un score faible
- Score précédent : **2,5**
- La Guinée régresse dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 2,5/5

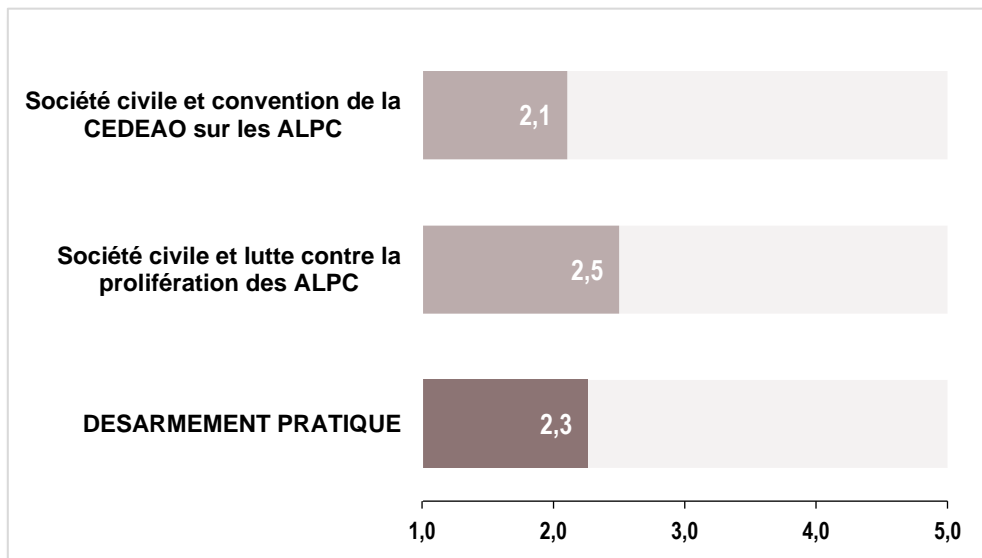
- Un score très moyen
- Faute d'une réelle appropriation des droits de l'Homme par des forces de sécurité, les bavures sont souvent récurrentes dans un contexte d'impunité en leur faveur.
- Malgré la libéralisation politique, les manifestations donnent lieu encore à beaucoup d'exactions de la part des forces de sécurité.
- Score précédent : **2,6**
- La Guinée accuse un léger recul dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Services de sécurité et État de droit » : 2,3/5

- Un mauvais score
- La posture républicaine des forces de sécurité est contestée.
- On a encore en mémoire certains épisodes douloureux de la trajectoire politique de la Guinée ponctuée de coups d'État.
- Score précédent : **2,5**
- Une érosion de la position de la Guinée est constatée dans cette sous-dimension.

Conclusion : Les variations entre les deux évaluations sont restées limitées mais force est de constater que la Guinée présente une vulnérabilité certaine pour la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » du CPCC et peine à préserver des acquis qui apparaissent fragiles.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 2,3/5

- Un score très faible
- Les scores attribués aux sous-dimensions restent très limités.
- Score précédent : **2,3**
- La situation de la Guinée à l'égard de cette sous-dimension n'a pas varié en conséquence
- Les difficultés rencontrées par la société civile peuvent s'expliquer certes par l'absence de moyens mais également par l'ignorance réelle de ce qui est attendu d'elle dans cette dimension du CPCC qui nécessite par ailleurs l'acquisition de certaines compétences techniques.

Sous-dimension « Société civile et Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC » : 2,1/5

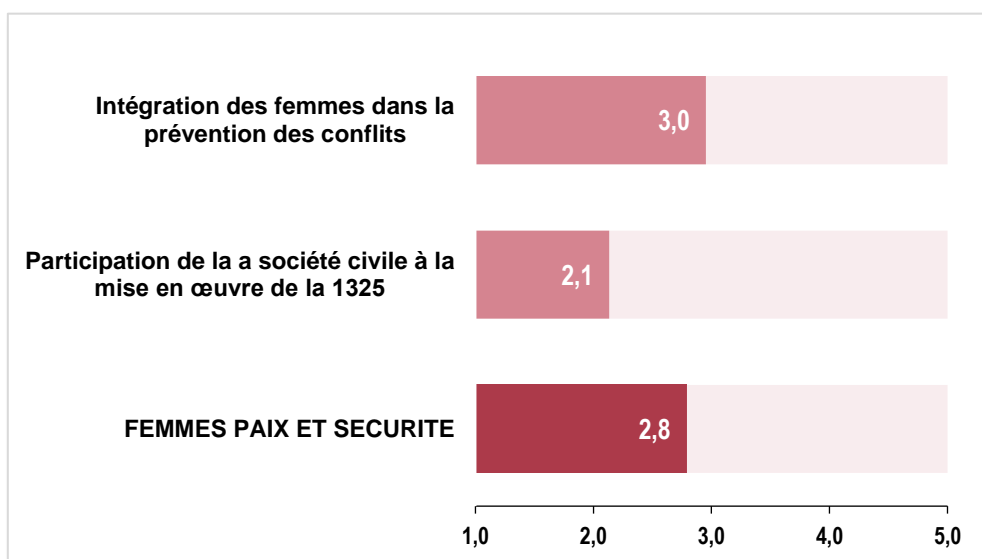
- Un mauvais score
- Score précédent : **2,3**
- La Guinée a régressé pour cette sous-dimension.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **2,5**
- La position de la Guinée à l'égard de cette sous-dimension n'a pas varié.

Conclusion : la Guinée reste vulnérable aux conflits en rapport avec la dimension « **Désarmement pratique** » du CPCC.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Le défi majeur de la Guinée réside dans la participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325.
- Score précédent : **2,8**
- La situation de la Guinée s'est ainsi dégradée pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 3/5

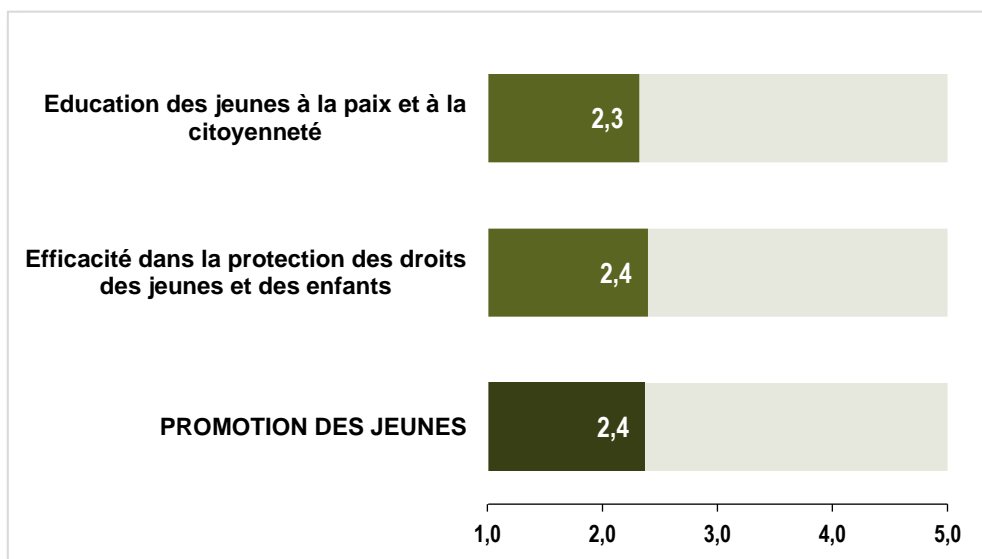
- Un score acceptable
- Score précédent : **2,8**
- On relève une certaine progression de la Guinée dans l'intégration des femmes dans la prévention des conflits.

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325 » : 2,1/5

- Un score faible
- Le langage technique de cette Résolution est avancé pour expliquer la difficulté pour la vulgariser. On convoque parfois le manque de moyens de la société civile.
- Score précédent : **2,8**
- On constate une régression notable de la Guinée pour cette sous-dimension.

Conclusion : La Guinée, pour cette dimension du CPCC, reste relativement vulnérable aux conflits.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,4/5

- Un score faible
- La promotion des jeunes reste un défi majeur de la Guinée.
- Score précédent : **2,4**
- La Guinée stagne dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2,3/5

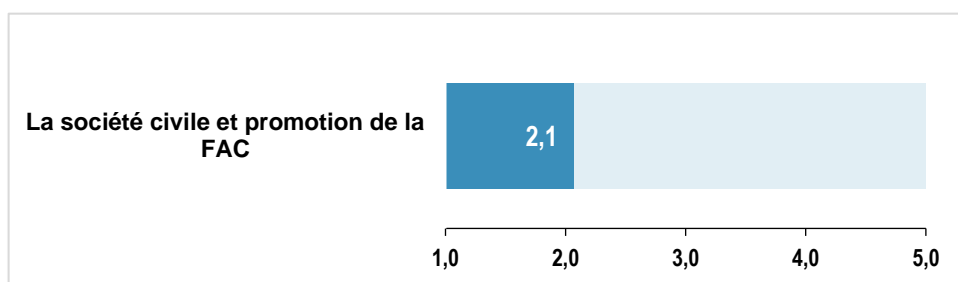
- Un score très faible
- Ce score peut être interprété comme un manque de vision à long terme pour la prévention des conflits et de construction durable de la paix.
- Score précédent : **2,5**
- On observe une régression de la Guinée pour cette dimension.

Sous-dimension « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,4/5

- Un score faible
- Ce score doit être mis en perspective avec la déliquescence du système judiciaire.
- Ce score est corroboré par l'Indice de concrétisation des droits de l'enfant qui crédite la Guinée d'un score de **4,93/10**.
- Score précédent : **2,3**
- La Guinée opère une légère progression dans cette sous-dimension.

Conclusion : La Guinée présente une vulnérabilité certaine pour la dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

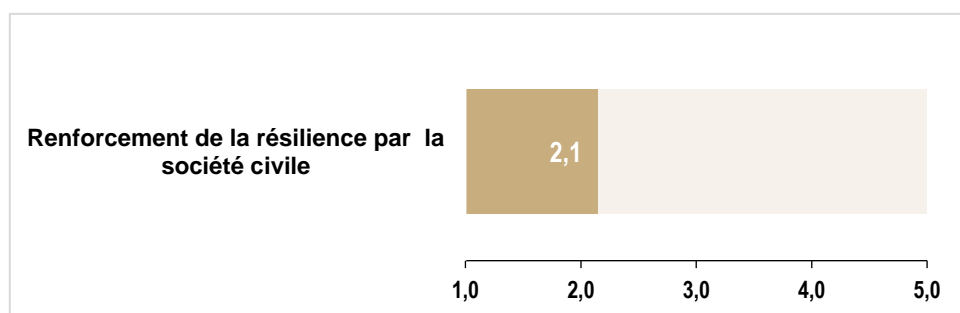


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 2,1

- Un score très faible
- Score précédent : **2,4**
- La position de la Guinée dans cette dimension du CPCC s'est davantage érodée.
- La faiblesse de ce score est en partie imputable à la CÉDÉAO qui n'a pas encore opérationnalisé la dimension civile des forces en attente.

Conclusion : La Guinée présente ainsi un handicap quant à la dimension « **Forces en attente de la CÉDÉAO** » du CPCC et reste de ce point de vue vulnérable aux conflits.

m. Assistance humanitaire

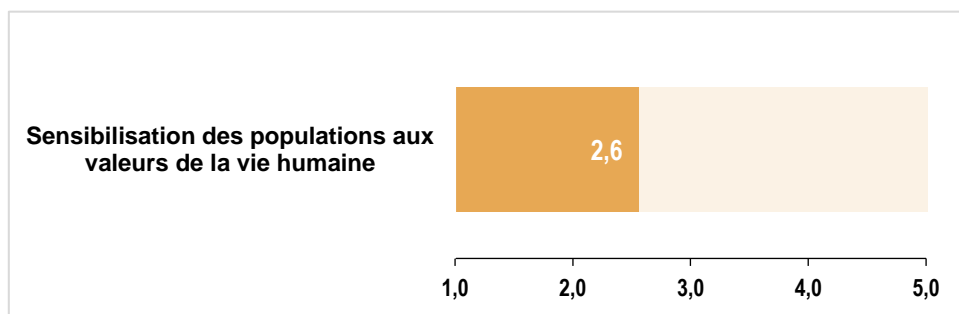


Dimension « Action humanitaire » : 2,1/5.

- Un score faible
- La société civile n'a pas pu impacter positivement sur la résilience des populations guinéennes face aux défis de la sécurité humaine ; une situation liée sans doute à un déficit de moyens et de capacités.
- Score précédent : **2,4**
- La situation de la Guinée s'est détériorée pour cette dimension du CPCC.

Conclusion : L'action humanitaire constitue un Tallon d'Achille pour la prévention efficace des conflits en Guinée au regard du CPCC.

n. Éducation à la paix

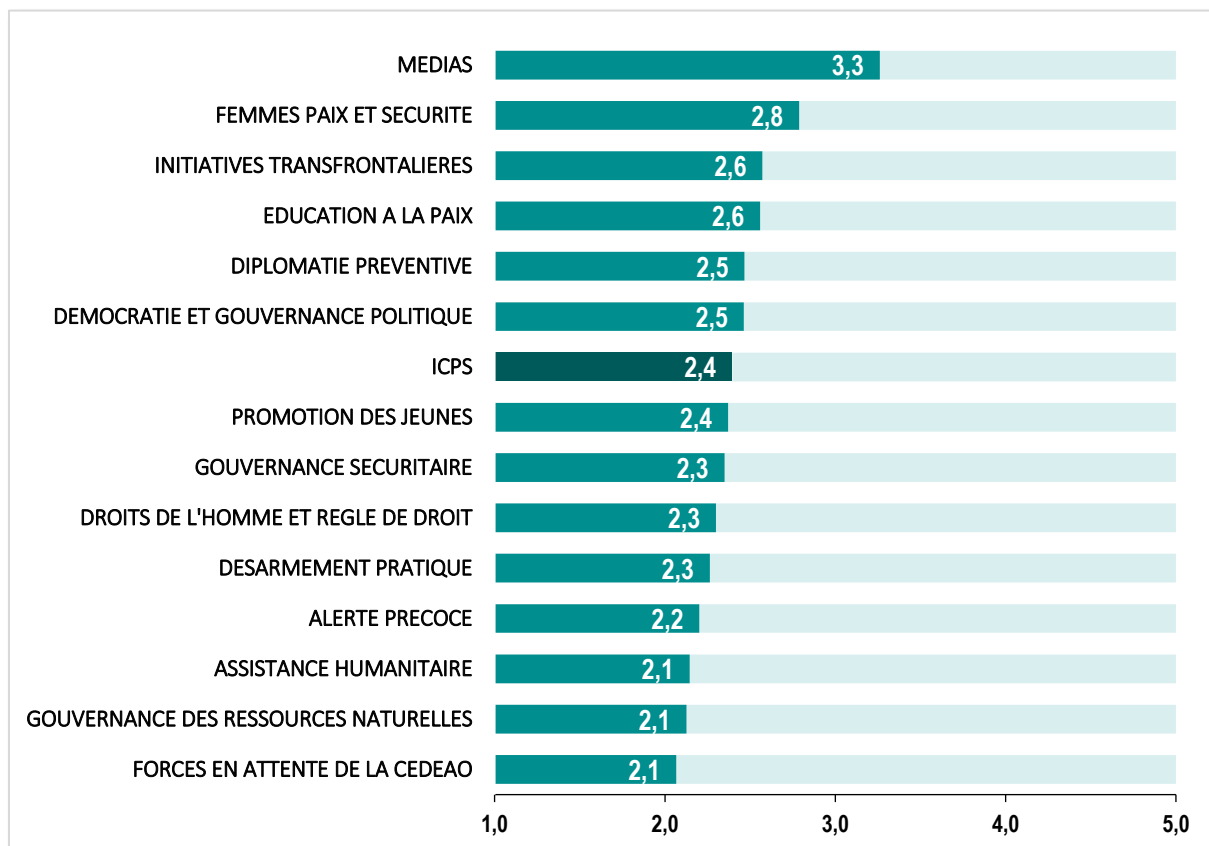


Dimension « Education à la paix » : 2,6 /5

- Un score moyen
- Cette note atteste de l'existence d'efforts dans la construction d'une paix en Guinée mais ces efforts restent encore limités.
- Score précédent : **2,7**
- La Guinée pour cette dimension du CPCC régresse très légèrement.
- Au regard des clivages sociaux et politiques en Guinée, l'accent doit davantage être mis dans l'éducation à la paix.

Conclusion : Pour cette dimension, la Guinée reste encore relativement vulnérable aux conflits.

o. Récapitulatif



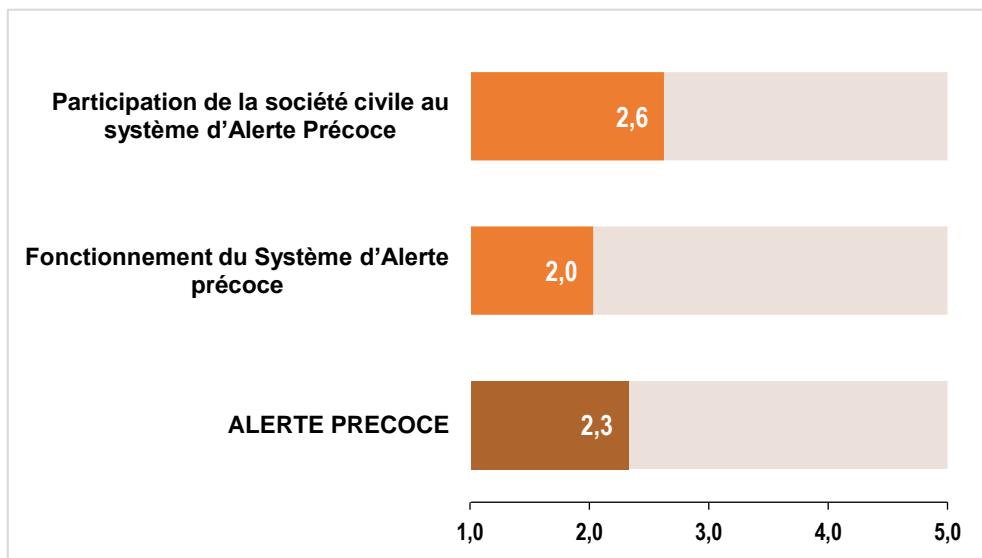
ICPS : 2,4/5

- Un score faible
- La Guinée se retrouve dans la zone rouge des pays très vulnérables aux conflits.
- L'analyse des différentes dimensions montre que ce résultat est logique en ce sens que la Guinée n'a obtenu des notes au-dessus de la moyenne que pour 6 des 14 dimensions du CPCC.
- Ce résultat apparaît d'autant plus logique que la note la plus élevée 3,3 n'a été obtenue que pour une seule dimension « **Médias** ». Les scores au-dessus de la moyenne restent peu élevés et sont compris entre **2,5** et **2,8**. Parallèlement, des scores très faibles compris en **2,1** et **2,3** ont été attribués pour 7 dimensions du CPCC.
- L'analyse des dimensions montre que la Guinée dispose d'acquis importants pour certaines dimensions majeures du CPCC. Il en est ainsi pour les dimensions « **Médias** » ou « **Femmes, paix et sécurité** ». La note reçue pour cette dernière dimension démontre que le genre n'est pas occulté dans la construction de la paix en Guinée.
- La comparaison des résultats obtenus par rapport à ceux de la précédente évaluation montre que la Guinée a légèrement régressé dans 10 dimensions du CPCC, et légèrement progressé dans 2 dimensions pour stagner dans 2 autres. La stagnation a été observée dans les dimensions « **Désarmement pratique** » et « **Promotion des jeunes** » tandis que la progression se trouve au niveau des dimensions « **Initiatives transfrontalières** » et « **Médias** ».
- De cette situation, peuvent être tirées deux lectures. La première est que les résultats de l'évaluation précédente ont été confirmés dès lors que les variations ont été faibles dans les notes attribuées. Une deuxième lecture pourrait être pessimiste considérant que la vulnérabilité de la Guinée s'est aggravée par la multiplication des régressions même légères aboutissant à une régression globale. La comparaison des scores obtenus pour l'ICPS tend à confirmer une régression légère du score obtenu pour la présente évaluation avec **2,43** contre **2,49** lors de la première évaluation.

Conclusion : La Guinée n'a pas progressé et ses acquis dans la prévention des conflits au regard du CPCC tendent à s'éroder. Du point de vue du CPCC, la Guinée apparaît très vulnérable aux conflits.

5. Guinée Bissau

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2,3 /5

- Un score très faible
- Il s'explique davantage par le fonctionnement défectueux de l'alerte précoce.

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,6/5

- Un score moyen
- Un point focal de la société civile a été désigné.
- L'utilisation de l'expertise de la société civile reste limitée.

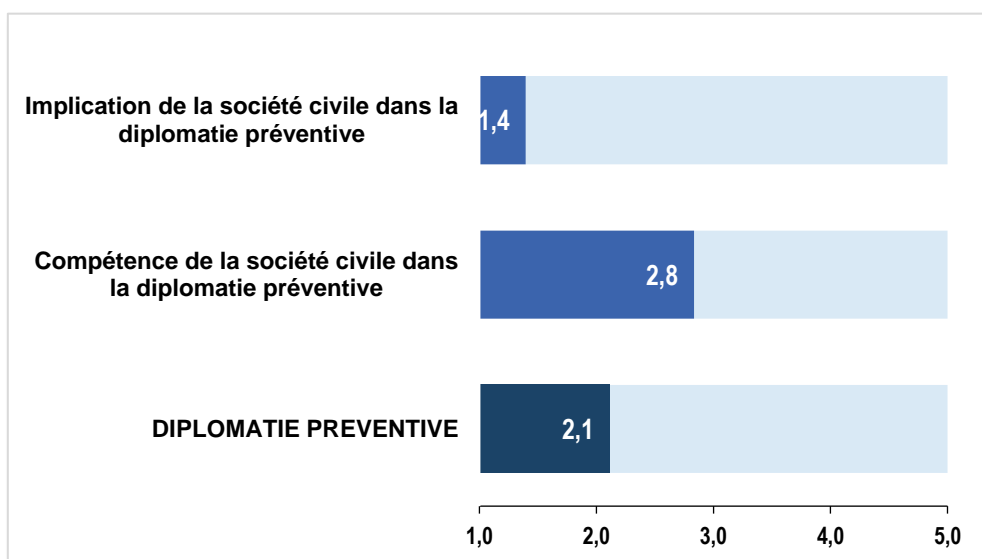
Sous-dimension « Fonctionnement du système d'alerte précoce » : 2/5

- Un très mauvais score
- Une situation imputable à la structuration du système par la CÉDÉAO²⁸.

Conclusion : La Guinée Bissau présente une grande vulnérabilité au regard de la dimension « **Alerte précoce** » du CPCC.

²⁸ Voir sur ces dysfonctionnements les développements relatifs à l'alerte précoce au Bénin

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,1/5

- Un score très faible
- Le principal défi procède du déficit d'implication de la société civile.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 1,4/5

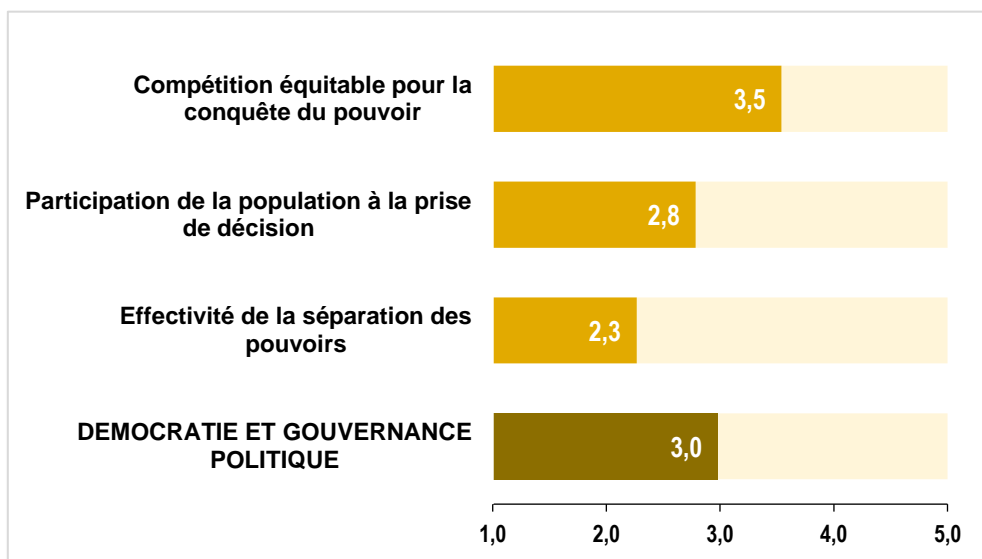
- Un mauvais score
- Une situation d'autant plus regrettable au regard de l'instabilité politique chronique auquel ce pays est confronté.

Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2, 8/5

- Un score moyen
- L'expertise de la société civile existe même si celle-ci a besoin de renforcer ses capacités au regard du score obtenu.

Conclusion : Pour cette dimension, la Guinée Bissau présente une grande vulnérabilité aux conflits.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance politique » : 3/5.

- Un score acceptable
- Cette note peut a priori étonner en raison de l'instabilité politique qui a marqué l'histoire de ce pays. L'analyse des résultats des sous-dimensions permet de relativiser une telle assertion.
- Des trois sous-dimensions, seule celle relative à l'« Effectivité de la séparation des pouvoirs » a été créditée d'un score en deçà de la moyenne.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » : 3,5/5

- Un bon score qui peut être justifié en ce sens que c'est moins l'organisation d'élections disputées qui est en cause mais plutôt le maintien au pouvoir de l' élu pendant toute la durée du mandat. En d'autres termes, les crises politiques en Guinée Bissau résultent moins des conditions d'organisation des élections que de celles liées à l'exercice du pouvoir.
- La nature semi-présidentielle du régime et les rivalités politiques entre deux barons d'un même parti, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert (PAIGC), sont ainsi à l'origine de la crise récente en Guinée Bissau.

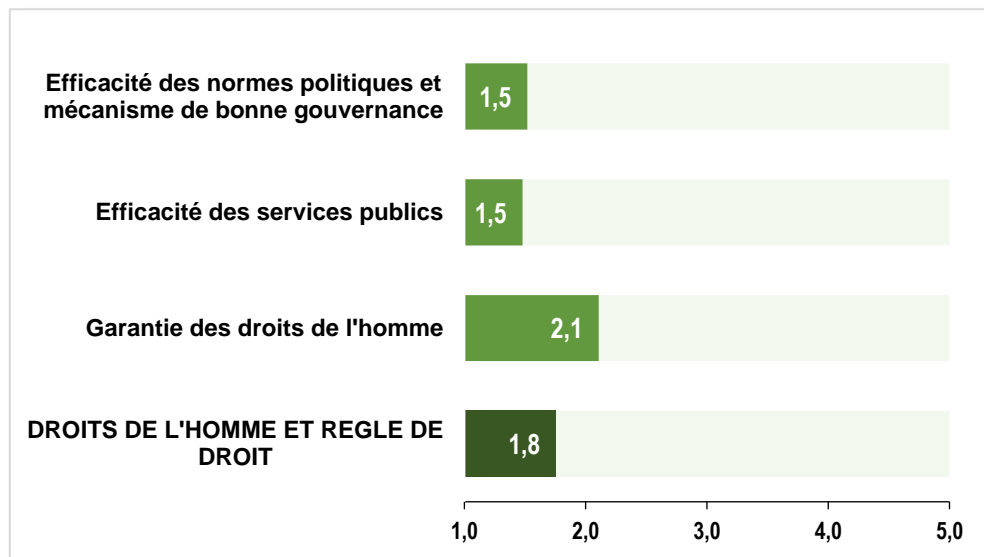
Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,3/5

- Un score faible
- Il ressort du projet de réforme de la justice, par exemple, que bien que l'indépendance de la justice soit formellement proclamée par la Constitution, elle reste entravée par les interférences de l'Exécutif et des militaires dans son fonctionnement. Le même document fait état du manque de moyens ainsi que de l'absence de mise en œuvre intégrale des dispositions statutaires des magistrats qui ont affecté cette indépendance et facilité l'interférence de l'Exécutif.
- Le principal enseignement qu'on peut tirer, ici est le décalage entre l'image d'un pays instable et la réalité profonde de sa gouvernance démocratique et politique. Toutefois, l'instabilité politique que connaît la Guinée Bissau ne doit pas être sous-estimée.

- **Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,8/5**
- Un score moyen
- Un score qui apparaît comme une performance dans un État secoué pendant longtemps par des crises militaro-politiques et la déliquescence des Institutions.

Conclusion : Au regard du score attribué, la Guinée Bissau paraît pouvoir vaincre sa vulnérabilité dans cette dimension du CPCC dans un proche avenir.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 1,8/5.

- Un mauvais score
- Aucune des sous-dimensions n'est créditée d'un score égal ou supérieur à la moyenne.

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 1,5/5

- Un très faible score
- Cette note est corroborée par le classement de la Guinée Bissau dans l'IPC de Transparency International où elle occupe en 2015 le 158^{ème} rang mondial avec un score de **17/100**.
- Il est confirmé par le document de réforme de la justice du Ministère de la justice.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 1,5/5

- Un très faible score
- D'une manière générale l'accès aux services sociaux de base reste problématique. Il ressort ainsi du DENARP II²⁹ que l'accessibilité et la qualité des services sociaux de base restent faibles.

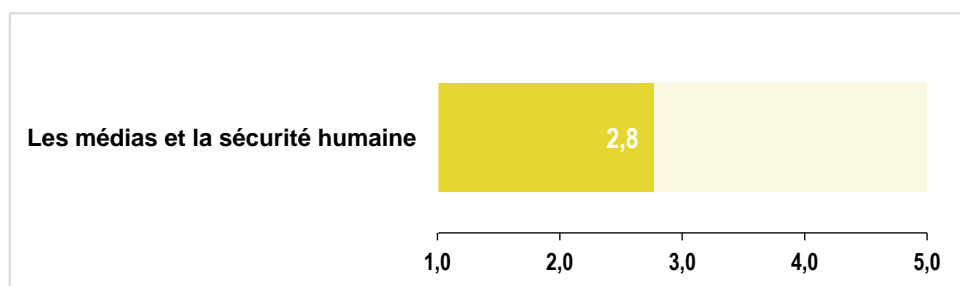
Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,1/5

- Un mauvais score
- L'impunité et la corruption expliquent sans doute cette situation et cela malgré le fait que la Constitution soit prolixe dans la proclamation des droits humains. Il s'y ajoute que l'accès à la justice reste faible.

²⁹ Document stratégique de réduction de la pauvreté

Conclusion : La Guinée reste ainsi vulnérable aux conflits au niveau de la dimension « **Droits de l'Homme et Règles de droit** » du CPCC.

e. Médias

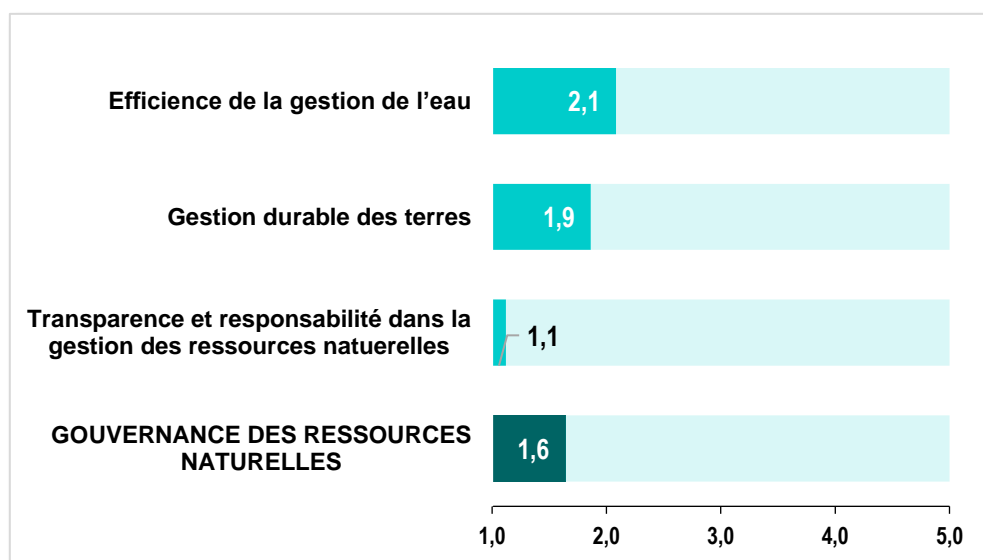


Dimension « Médias » : 2,8/5

- Un score plutôt moyen
- Au regard du score, le rôle des médias dans la promotion de la sécurité humaine bien que positif, reste limité.
- Il faut dire que le contexte bissau-guinéen jusqu'à une période récente était peu favorable à l'épanouissement des médias.
- Dans cette dimension, la Guinée Bissau apparaît comme l'un des pays les moins performants parmi les pays couverts.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Médias** » du CPCC, la Guinée Bissau reste relativement vulnérable aux conflits.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 1,6/5

- Un très mauvais score
- Toutes les sous-dimensions sont créditées de mauvais scores.

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 2,1/5

- Un score très faible
- L'accès à l'eau reste problématique alors que les ressources en eau se dégradent en raison, entre autres, des changements climatiques avec une baisse de la pluviométrie.³⁰

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 1,8/5

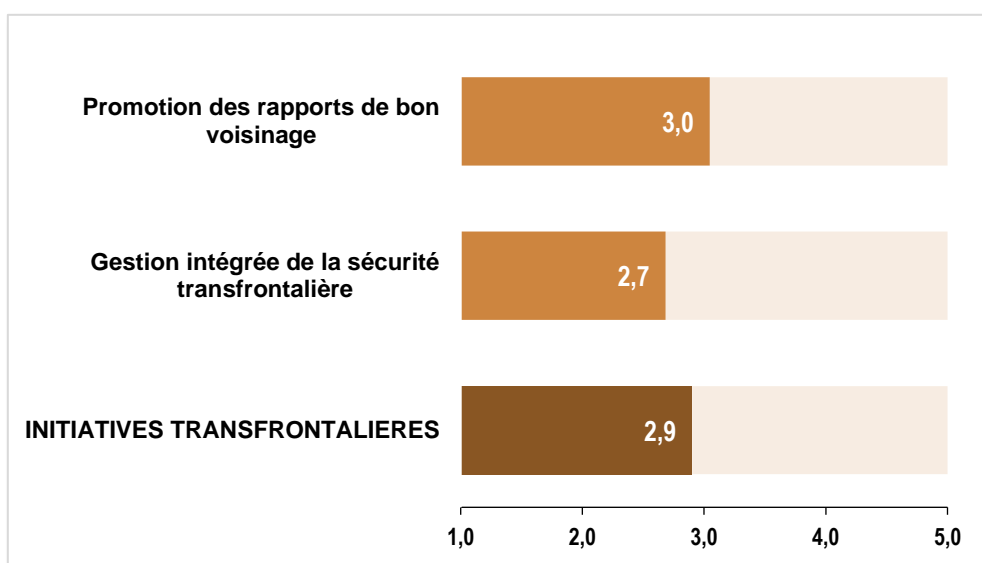
- Un faible score
- Un score justifié par la dégradation croissante des terres qui invite à l'adoption d'un plan stratégique d'investissement³¹.
- Les pratiques à l'origine de la dégradation des terres concernent l'agriculture sur brûlis, la fabrication de charbon de bois et l'abattage sans discernement des ressources forestières ou encore l'expansion des plantations de noix de cajou.

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,1/5

- Un score très faible
- L'exploitation du bois représente un exemple emblématique de la mal gouvernance qui sévit dans la gestion des ressources naturelles. Les exportations vers la Chine de 80m3 en 2007 étaient passées à plus de 15 000 m3 en 2013, c'est-à-dire bien au-delà des capacités du pays selon l'ONG britannique Global Timber UK.
- L'adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) marque, peut-être, le début d'une prise de conscience de la nécessité d'une gestion plus transparente des ressources naturelles, d'autant plus que le potentiel en la matière reste énorme et non encore réellement exploité.

Conclusion : La Guinée Bissau apparait vulnérable aux conflits en raison de la mauvaise gouvernance des ressources naturelles. L'exploitation de ces ressources demeure encore limitée, la gouvernance devant être renforcée.

g. Initiatives transfrontalières



³⁰ DENARP II, p.48

³¹ Ibid p.48

Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,9/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 3/5

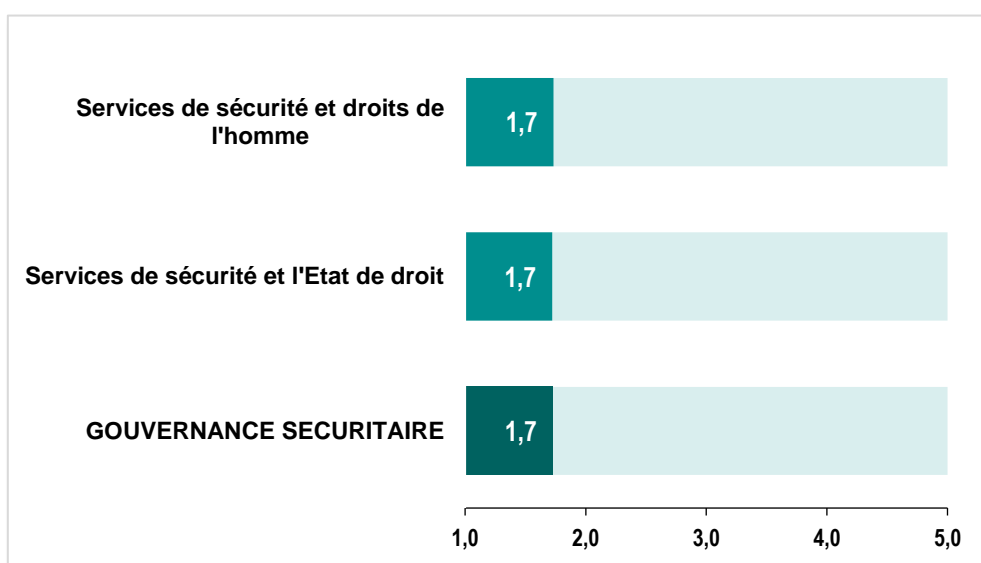
- Un score acceptable
- La Guinée Bissau entretient effectivement des rapports de bon voisinage avec les États riverains.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,7/5

- Un score moyen
- On peut toutefois questionner l'efficacité de la gestion intégrée de la sécurité transfrontalière si l'on sait que suivant certaines estimations, pas moins de 60 à 50 tonnes de cocaïne étaient mises sur le marché bissau-guinéen et écoulées dans la sous-région³².
- Le même constat a été fait par le document stratégique de réduction de la pauvreté³³.

Conclusion : Au regard du score obtenu, la Guinée Bissau dispose d'acquis en rapport avec la dimension « **Initiatives transfrontalières** » du CPCC. Ces acquis doivent cependant être consolidés pour davantage réduire sa vulnérabilité.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 1,7/5

- Un très mauvais score
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores en deçà de la moyenne.
- Ce score met en évidence le rapport d'extériorité que les forces de sécurité entretiennent avec la loi.

³² « Le Conseil de sécurité examine l'impact du trafic de drogue sur la paix et la sécurité »

<http://www.un.org/press/fr/2009/CS9807.doc.htm>

³³ DENARP II

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 1,7/5

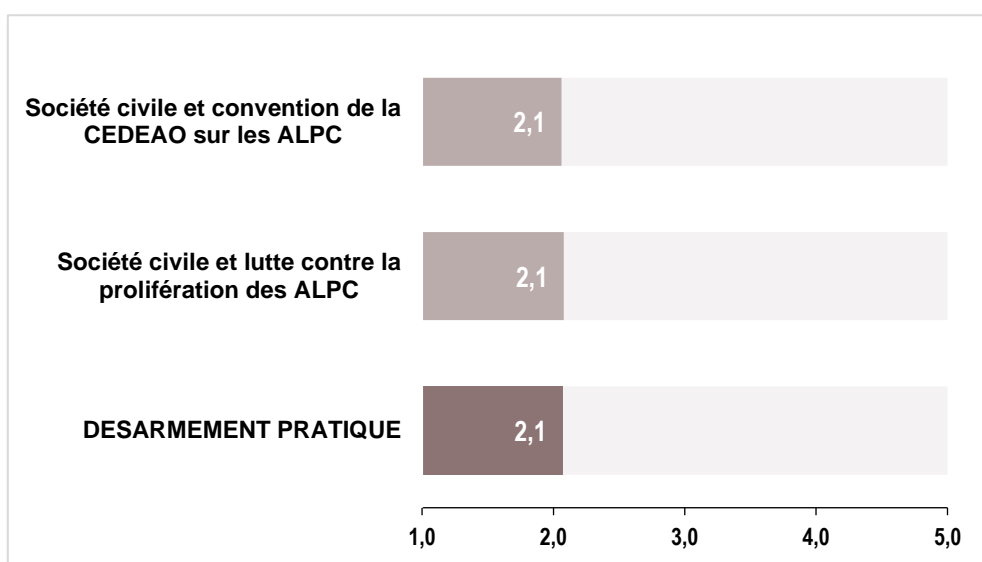
- Un score faible
- Les forces de sécurité ne se sont pas suffisamment approprié les droits humains faute d'une formation conséquente en la matière, mais également en raison de l'impunité elle-même liée à un système judiciaire en déliquescence.

Sous-dimension « Services de sécurité et tat de droit » : 1,7/5

- Un score encore faible
- Le non-respect de l'État de droit est également attesté par les coups d'État que ce pays a connus dans un passé récent. Les crises récentes se sont souvent dénouées par des coups d'État. L'actuelle crise apparait de ce point de vue comme une exception.

Conclusion : La gouvernance sécuritaire est faible et pour cette raison la Guinée Bissau reste vulnérable aux conflits.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 2,1/5.

- Un faible score
- L'incapacité de la société civile à promouvoir efficacement la Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC et de lutter efficacement contre la prolifération de ces armes constitue les raisons explicatives de ce faible score. Dans ce domaine, en effet, la société civile manque de moyens pour sensibiliser, capaciter et former.³⁴
- Aucune sous-dimension n'est créditée d'un score au-dessus de la moyenne

Sous-dimension « Société civile et Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC » : 2,1/5

- Un score très faible
- Les programmes de vulgarisation et de sensibilisation de la société civile sont restés très limités.

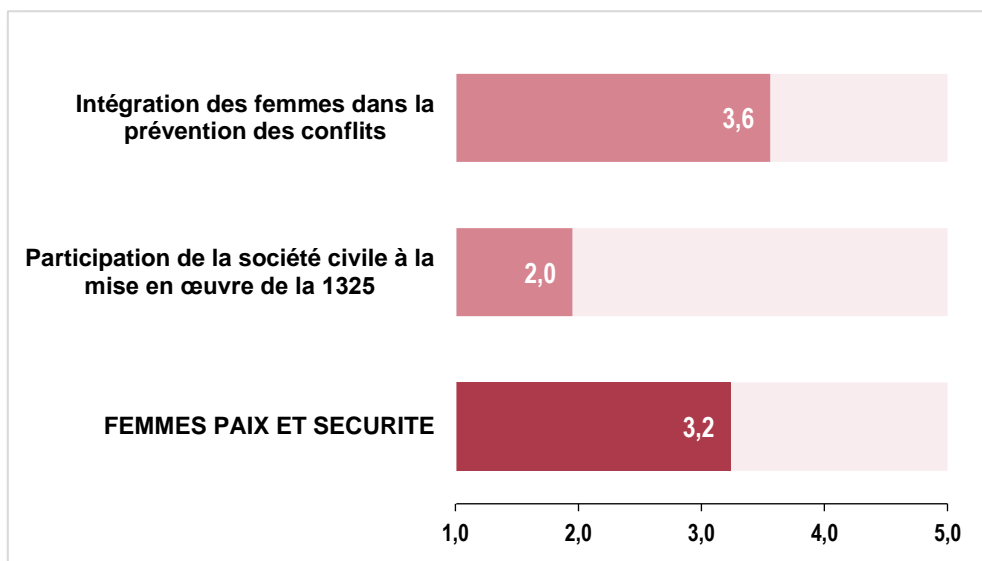
³⁴ « Efficacité des mesures de contrôle des armes légères et rapports nationaux : leçons du continent africain », http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/H-Research_Notes/SAS-Research-Note-33-FR.pdf

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Une Commission nationale a été mise en place avec la participation de la société civile, mais les résultats restent très mitigés.³⁵ La faillite de l'État bissau-guinéen a favorisé l'implantation de puissants réseaux de trafiquants de drogue et la prolifération des armes.

Conclusion : La Guinée Bissau apparaît ainsi vulnérable aux conflits du point de vue de la dimension « Désarmement pratique » du CPCC.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 3,2/5

- Un score acceptable
- Un score d'autant plus appréciable en raison des discriminations dont les femmes sont victimes. On peut citer l'existence de lois défavorables aux droits des femmes, notamment en ce qui concerne l'âge légal du mariage, l'autorité familiale, l'administration des biens du couple.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 3,6/5

- Un très bon score
- Un score qui atteste d'une prise en compte de la dimension genre dans la prévention des conflits.
- Il s'agit d'une performance réelle en ce sens que la participation des femmes en général est souvent jugée faible en Guinée Bissau. À titre d'exemple, bien que les femmes représentent 51.6% de la population, elles sont peu représentées dans les instances de décision.³⁶

³⁵ Voir DENARP II, p.59

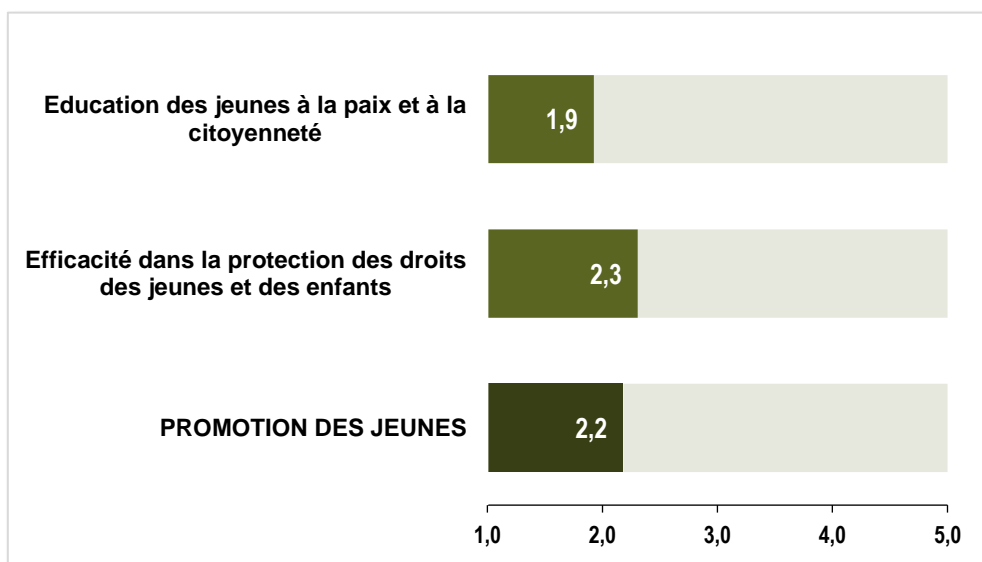
³⁶ Plan d'action du cinquième programme de coopération Gouvernement de Guinée Bissau et le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA), p.7 <http://countryoffice.unfpa.org/guinea-bissau/drive/CPAP.pdf>

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325 » : 2/5

- Un mauvais score
- Les difficultés de la société civile dans ce domaine sont partagées par tous les pays.

Conclusion : La Guinée Bissau pour cette dimension « **Femmes, paix et sécurité** » du CPCC dispose d'acquis réels pour la prévention des conflits. Elle peut, en effet, rendre les femmes plus résilientes face aux conflits.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,2/5

- Un score faible
- Les sous-dimensions sont créditées de mauvais scores

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 1,9/5

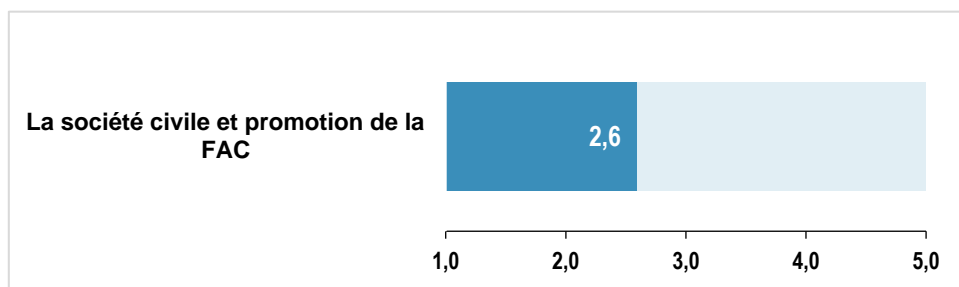
- Un mauvais score
- Le faible score au niveau de la dimension « **Promotion des jeunes** » peut paraître paradoxal pour la Guinée Bissau qui devrait plutôt s'inscrire dans une dynamique de construction d'une paix durable en misant sur les jeunes.

Sous-dimension « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,3/5

- Un mauvais score
- Un score corroboré par l'Indice de concrétisation des droits des enfants qui crédite la Guinée Bissau d'un score de **4,90/10**.
- On ne peut s'empêcher de mettre en lien l'absence de garantie des droits des jeunes et des enfants avec la déliquescence des institutions publiques notamment de la justice mais aussi le manque d'application des dispositions textuelles en leur faveur.
- À cela, il convient d'ajouter l'absence d'une politique nationale d'emploi des jeunes et de la formation professionnelle.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC, la Guinée Bissau présente une réelle vulnérabilité pour la prévention des conflits.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

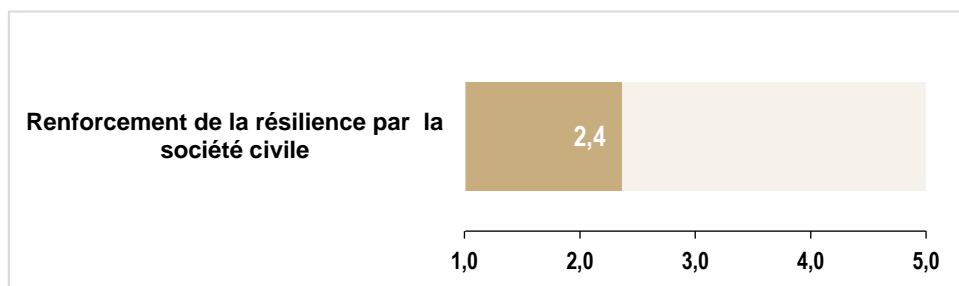


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 2,6/5

- Un score moyen
- Même si le score n'est pas si élevé que cela, il constitue déjà une performance au regard du score obtenu par les autres pays.
- Cette dimension du CPCC est mal connue dans beaucoup de pays de la CÉDÉAO. La présence de la CÉDÉAO en Guinée Bissau explique certainement le fait que la société civile se soit bien approprié cette dimension de la CÉDÉAO.

Conclusion : Même si des efforts sont encore nécessaires, la Guinée Bissau dispose d'un avantage comparatif susceptible de renforcer sa capacité à prévenir les conflits.

m. Assistance humanitaire



Dimension « Assistance humanitaire » : 2,4/5

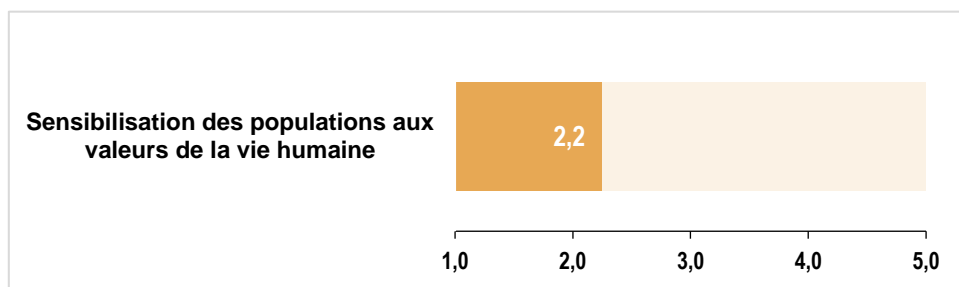
- Un score faible
- Il apparaît ainsi que l'impact de la société civile sur le renforcement de la résilience des populations est très limité. La société civile bissau-guinéenne a joué un rôle non négligeable dans un contexte de crise difficile en fournissant des services essentiels aux populations. Elle souffre cependant parfois d'un déficit de capacités³⁷.

Conclusion : Au regard de la dimension « Assistance humanitaire » du CPCC, la Guinée Bissau reste vulnérable aux conflits.

³⁷« Programme Indicatif National 11^{ème} FED Guinée Bissau 2014-2020 :

<https://www.gtai.de/GTAI/Content/DE/Trade/Fachdaten/PRO/2016/08/Anlagen/PRO201608025005.pdf?v=1>

n. Éducation à la paix

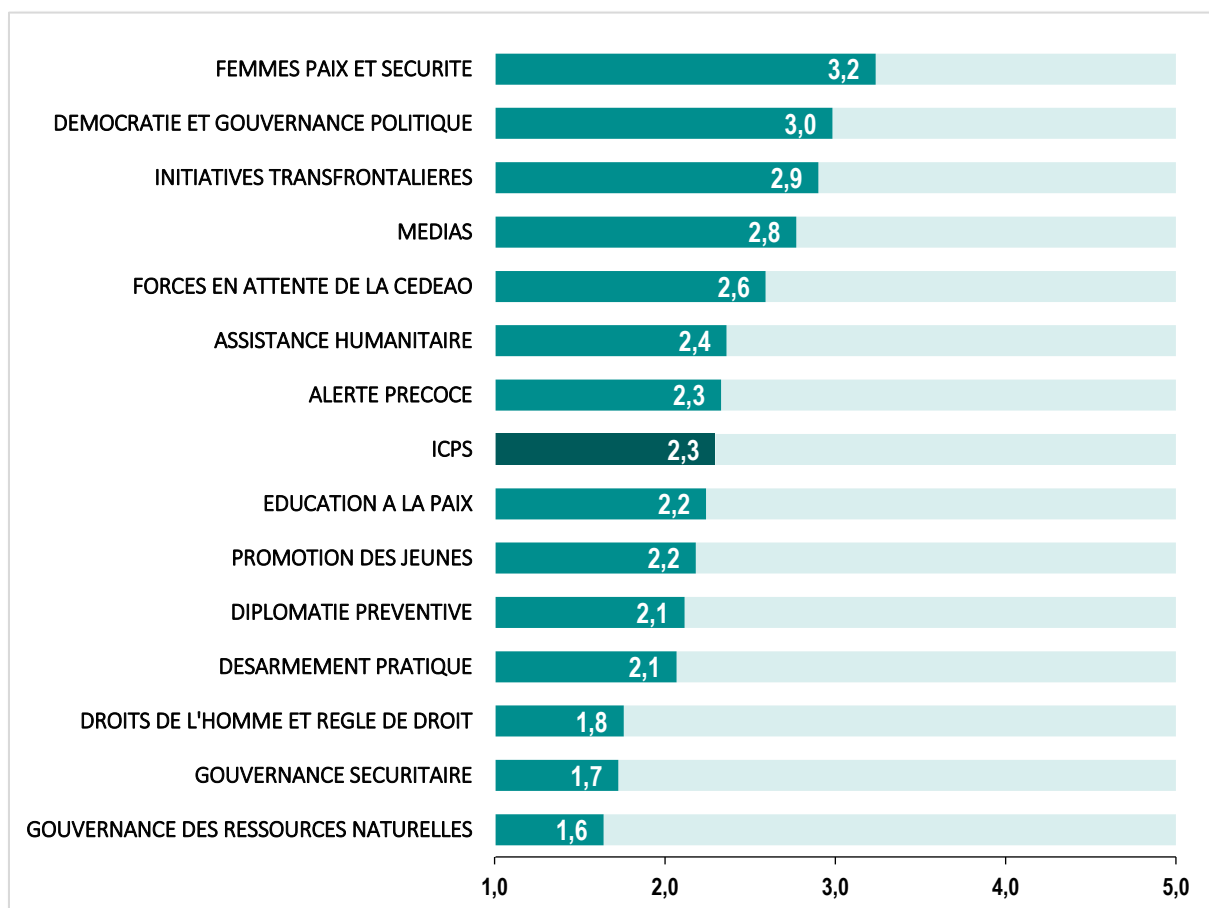


Dimension « Éducation à la paix » : 2,2/5

- Un faible score
- La faible sensibilisation des populations aux valeurs de la vie humaine ne manque pas d'étonner dans le contexte d'un pays soumis à une instabilité politique prononcée.

Conclusion : La vulnérabilité de la Guinée pour cette dimension incline à penser que la construction de la paix reste encore aléatoire en Guinée Bissau.

o. Récapitulatif



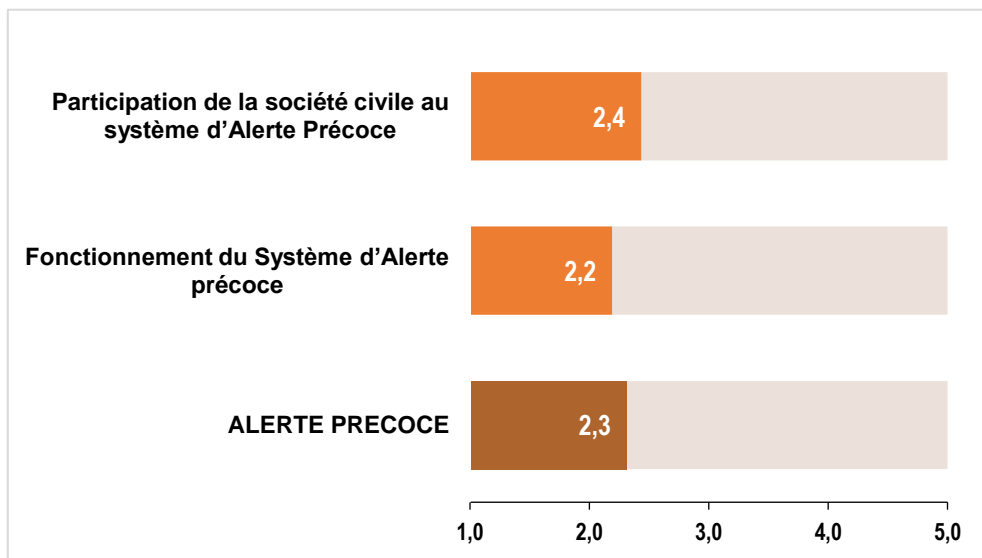
ICPS : 2.3/5

- Un mauvais score qui place la Guinée Bissau dans la zone rouge du classement de l'ICPS.
- Cette situation se justifie au regard des notes attribuées pour les différentes dimensions du CPCC en ce sens que la Guinée Bissau n'a obtenu un score au-dessus de la moyenne que pour les 5 composantes suivantes : « **Femmes, paix et sécurité** » avec une note de **3,2**, « **Démocratie et gouvernance politique** » avec une note de **3**, « **Initiatives transfrontalières** », avec une note de **2,9** « **Médias** » avec une note de **2,8** et « **Force en attente de la CÉDÉAO** » avec une note de **2,6**.
- Pour les 9 autres composantes du CPCC, la Guinée Bissau reste très vulnérable aux conflits. Les notes au-dessus de la moyenne dans les dimensions précitées apparaissent dans l'ensemble peu élevées pour compenser les mauvais scores enregistrés dans les autres composantes du CPCC.
- La Guinée Bissau a pu obtenir des scores appréciables pour des dimensions du CPCC où en règle générale les autres pays ont montré des limites importantes. Il en est ainsi des dimensions « **Forces en attente de la CÉDÉAO** », « **Initiatives transfrontalières** ». Le fait majeur réside dans le fait que c'est la dimension « **Femmes, paix et sécurité** » qui a obtenu le meilleur score, ce qui n'est pas le cas de la majorité des pays couverts par l'évaluation.

Conclusion : La Guinée Bissau dispose à l'heure actuelle de peu d'acquis pour prévenir efficacement les conflits au regard du CPCC.

6. Mali

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2,3/5

- Un faible score
- Aucune sous-dimension n'est créditée d'un score égal à la moyenne.
- Score précédent : **2,2**
- Le Mali enregistre une très légère progression dans cette dimension du CPCC bien que demeurant en dessous de la moyenne.

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,4/5

- Un score faible
- Score précédent : **2,3**
- On relève également une très légère progression, le score obtenu se situant cependant en dessous de la moyenne.

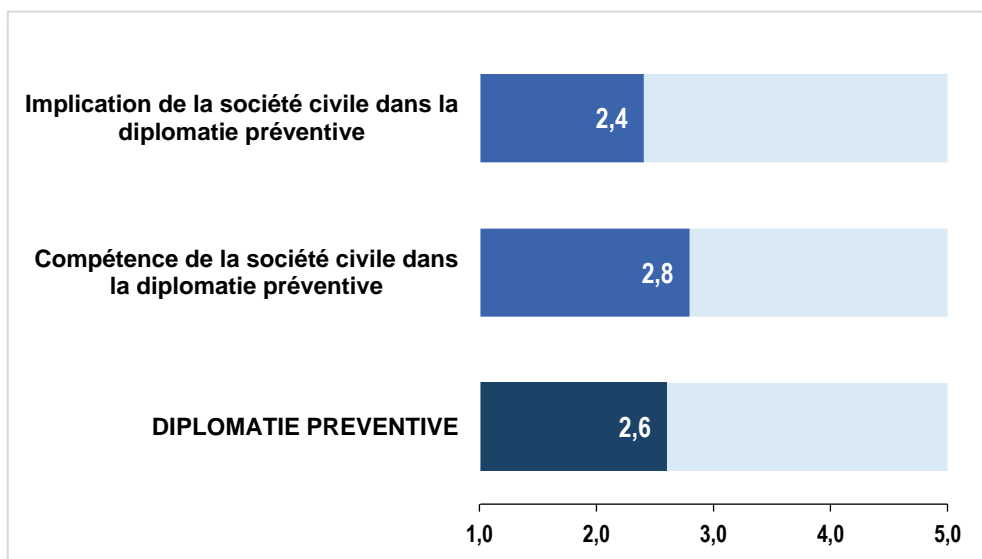
Sous-dimension « Fonctionnement du système d'Alerte » : 2,2/5

- Un mauvais score
- Score précédent : **2,3**
- Pour cette sous-dimension, on observe une très légère régression du Mali.

Conclusion : Il y a lieu cependant de souligner que les variations tant en ce qui concerne la dimension que les sous-dimensions restent limitées.

On peut en déduire que le Mali reste vulnérable aux conflits eu égard à cette dimension du CPCC.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » 2,6/5.

- Un score moyen
- Score précédent : **2,8**
- On constate un recul de la position du Mali dans cette dimension même si son score se maintient au-dessus de la moyenne.
- Le défi auquel le Mali est confronté concerne l'implication de la société civile dans la diplomatie préventive.

Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2,8/5

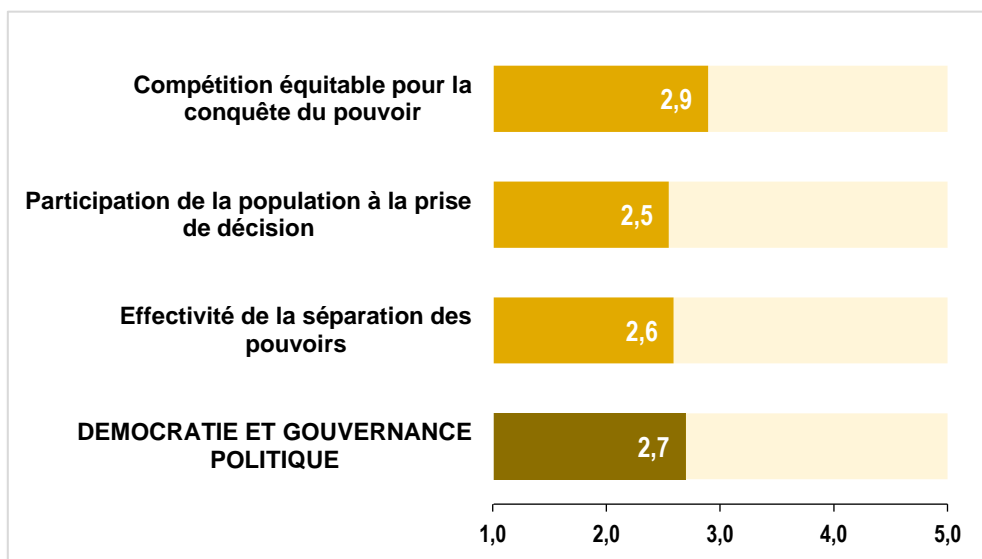
- Un score moyen
- Score précédent : **3,3**
- On relève une régression non négligeable du Mali pour cette sous-dimension du CPCC.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2,4/5

- Un faible score
- Score précédent : **2,2**
- Le Mali progresse très légèrement tout en restant en dessous de la moyenne.

Conclusion : Le Mali est moins vulnérable dans la prévention des conflits eu égard à la dimension « **Diplomatie préventive du CPCC** ». Toutefois, les variations observées démontrent que les acquis restent fragiles et méritent d'être consolidés.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance politique » : 2,7/5

- Un score moyen
- Un score faible au regard de l'expérience démocratique du pays mais qui se justifie en raison de sa trajectoire politique récente marqué par un coup d'état qui a vite fait de rappeler la fragilité des acquis démocratiques.
- Les différentes sous-dimensions sont créditées d'un score égal ou supérieur à la moyenne.
- Score précédent : **2,8**
- On relève une légère régression du Mali dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **2,5**
- Le Mali stagne pour ainsi dire dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,6/5

- Un score moyen
- Le régime présidentiel voire présidentieliste en vigueur explique la domination du Parlement et de la justice par l'exécutif.
- Des terroristes présumés ont pu être libérés alors que les procédures judiciaires n'ont pas été menées à terme même si le Gouvernement s'était défendu en invoquant un accord de paix.
- Score précédent : **2,6**
- Un statu quo est observé dans cette sous-dimension.

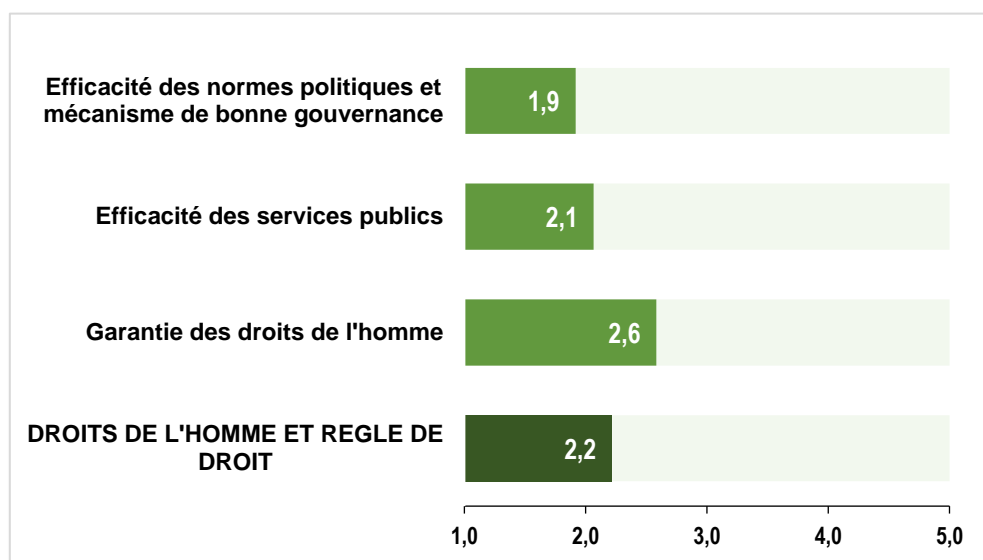
Sous-dimension « Compétition équitable pour l'accès au pouvoir » : 2,9/5

- Un score moyen
- Un score qui pourrait, à certains égards, être considéré comme sévère en raison du caractère disputé des élections au Mali. On peut toutefois justifier cette situation par le contexte d'insécurité qui ne permet pas l'organisation d'élections auxquelles prendrait part l'ensemble des citoyens maliens.
- Score précédent : **3,3**

- Le Mali enregistre une régression non négligeable pour cette sous-dimension du CPCC.

Conclusion : Eu égard à la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** », le Mali dispose d'acquis sur lesquels il pourrait s'appuyer pour prévenir les conflits. Il reste que la dégradation observée dans la sous-dimension « conquête équitable du pouvoir » devrait susciter une réflexion pour lui trouver des remèdes.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,2/5

- Un très faible score
- Seule la sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » est créditée d'un score égal à la moyenne.
- Score précédent : **2,5**
- On observe ainsi une régression du Mali pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 1,9/5

- Un mauvais score
- Un score corroboré par l'IPC de Transparency International où en 2015 le Mali occupait le 20^{ème} rang africain et 95^{ème} rang mondial sur 167 pays classés avec un score de 35/100. Le Mali se trouve ainsi dans la zone rouge des pays les plus corrompus.
- Score précédent : **2,3**
- Le Mali régresse pour cette sous-dimension du CPCC.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,1/5

- Un faible score
- Score précédent : **1,9**
- On relève une progression insuffisante du Mali dans cette sous-dimension.

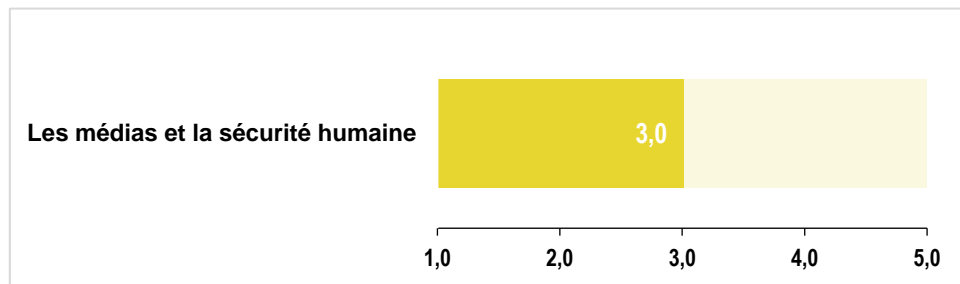
Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,6

- Un score moyen
- Un score qui doit être mis en perspective avec les violations des droits humains dont sont coupables à la fois les forces de sécurité et les mouvements terroristes.

- Score précédent : **2,9**
- Le Mali progresse dans cette sous-dimension du CPCC.

Conclusion : Pour la dimension « **Droits de l’homme et règle de droit** » du CPCC, le Mali apparaît vulnérable aux conflits. Ceci est d’autant plus vrai qu’il n’a pas consolidé ses acquis mais a plutôt tendance à régresser même si une telle régression reste encore légère.

e. Médias

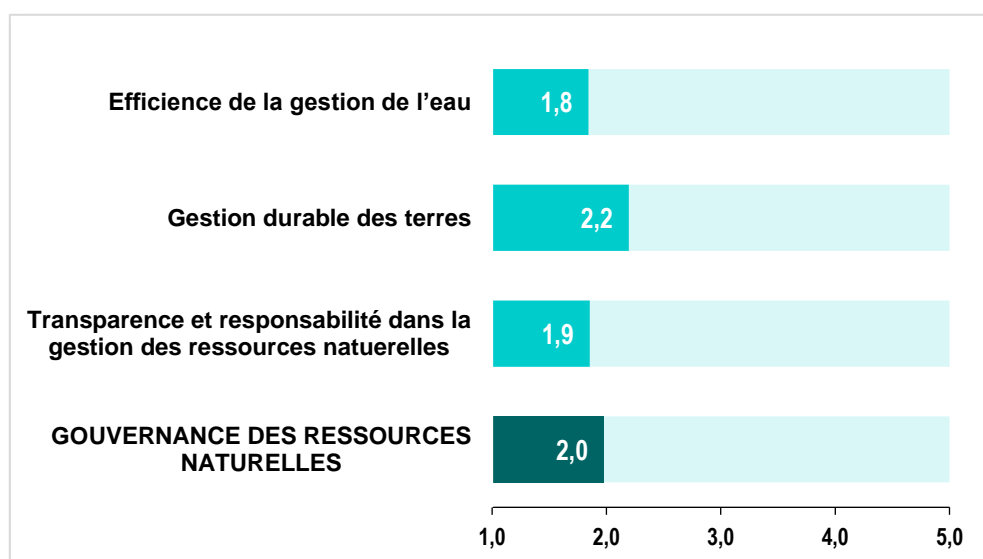


Dimension « Médias » : 3/5.

- Un score acceptable
- À l’instar des autres pays couverts par cette évaluation, les médias maliens contribuent au renforcement de la sécurité humaine.
- Le manque de collaboration entre les médias et la société civile constitue pour certains une limite à la contribution des médias à la sécurité humaine.
- Score précédent : **2,8**
- On constate une progression synonyme d’une consolidation des acquis.

Conclusion : Le Mali trouve dans ses médias un soutien important pour la prévention des conflits. Ainsi, eu égard à la dimension « **Médias** » du CPCC, le Mali dispose d’un acquis dans la prévention des conflits.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2/5

- Un très faible score
- Toutes les sous-dimensions sont créditées de mauvais scores.
- Score précédent : **2,2**
- Le Mali a régressé dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 1,9/5

- Un mauvais score
- La gestion inefficace de l'eau est corroborée par un certain nombre d'études faisant état de la dégradation des ressources en eau au Mali³⁸ alors que l'eau constitue la principale contrainte au développement dans la majeure partie du pays.
- Score précédent : **2,1**
- Une aggravation de la situation au Mali est ainsi relevée.

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,2/5

- Un faible score
- Dans le domaine foncier, certaines études mettent en exergue trois problèmes majeurs qui peuvent expliquer le faible score obtenu en ce qui concerne la gestion durable des terres. Ces problèmes sont l'insécurité foncière des populations rurales, le phénomène de l'accaparement des terres³⁹ et la dégradation continue des sols.
- Score précédent : **2,4**
- Une légère progression peu significative est observée, le Mali restant toujours en dessous de la moyenne.

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,9/5

- Un très faible score
- Score précédent : **2**
- Le score obtenu reste très en deçà de la moyenne.

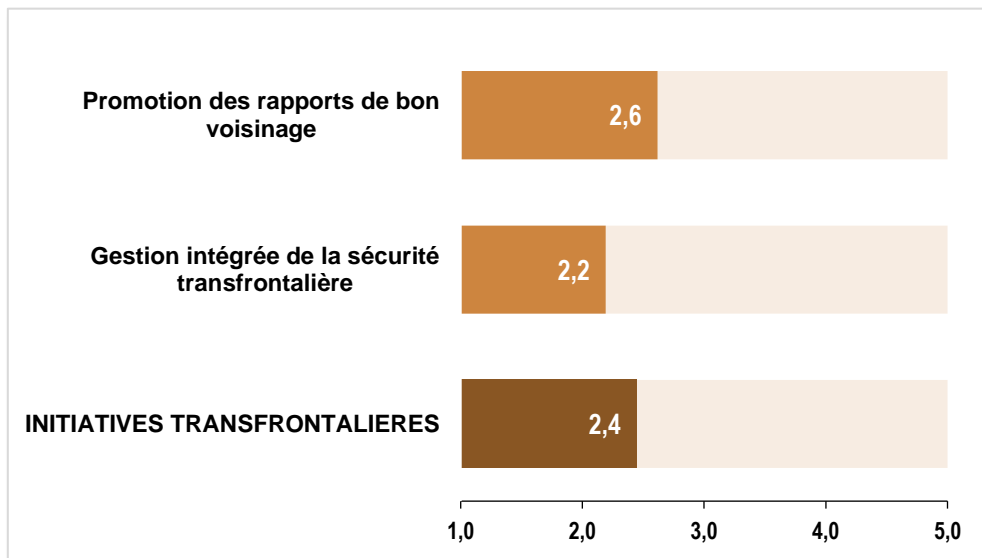
Conclusion : Pour cette dimension « **Gouvernance des ressources naturelles** » du CPCC, le Mali reste très vulnérable aux conflits.

³⁸ Rapport sur le développement humain au Mali, 2005 p.48

³⁹ FIAN « Accaparement des terres et droits humains au Mali »

http://www.fian.org/fileadmin/media/publications/Rapport_Mali_Final.pdf

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,4/5

- Un score faible
- Aucune des sous-dimensions n'est créditée d'un score positif.
- Score précédent : **2,1**
- L'amélioration de son score reste peu significative, le Mali n'ayant pas encore obtenu la moyenne.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 2,6/5

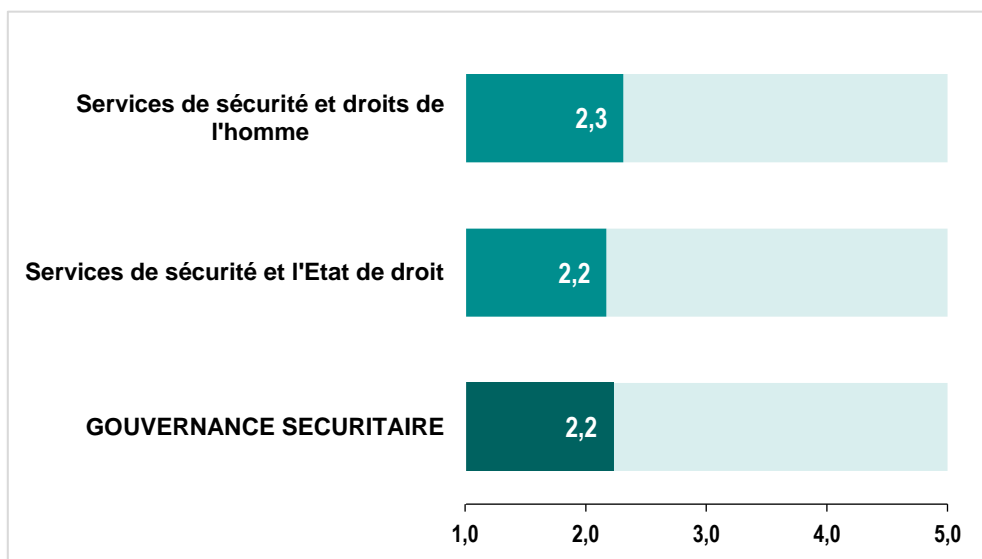
- Un score moyen
- Le Mali a dans l'ensemble des rapports de bon voisinage avec les États riverains.
- Score précédent : **1,5**
- On relève une progression importante du Mali dans cette sous-dimension même si le score reste moyen.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,2/5

- Un mauvais score
- Le Mali n'a pas une réelle maîtrise de ses frontières qui, de ce fait, restent peu sûres.
- Score précédent : **2,6**
- Une régression non négligeable est à relever ici.

Conclusion : Le Mali présente des vulnérabilités pour une prévention efficace des conflits eu égard à la dimension « **Initiatives transfrontalières** » du CPCC.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,2/5

- Un score faible
- Ce score est la traduction du rapport d'extériorité que les forces de sécurité ont par rapport aux droits humains et l'État de droit.
- Des deux sous-dimensions, aucune n'a obtenu la moyenne.
- Score précédent : **2,1**
- La progression du Mali reste très marginale pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 2,3/5

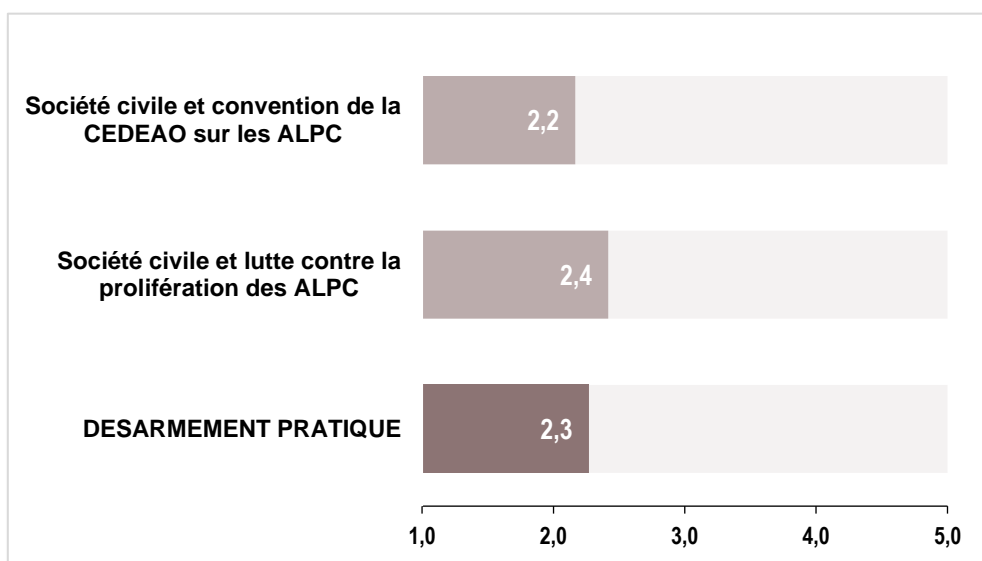
- Un score faible
- Un score qui peut être justifié par les violations de droits humains commis par les forces pendant les mutineries voire même dans le cadre de la lutte contre les rebellions et le terrorisme.
- Le déficit de formation des forces de sécurité peut être également convoqué pour justifier ce score.
- Score précédent : **2,1**
- La progression du Mali reste anecdotique dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Services de sécurité et État de droit » : 2,2/5

- Un score faible
- La rupture des processus démocratiques à l'occasion de coup d'état comme en 2012 est une réelle défiance des forces de sécurité contre l'État de droit. On comprend ainsi que la sous-dimension « **Services de sécurité et État de droit** » soit créditée d'une mauvaise note soit **2,2**.
- Score précédent : **2,1**
- Les progrès du Mali restent de ce point de vue, très symboliques.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » du CPCC, le Mali reste vulnérable aux conflits.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 2,3/5

- Un score très faible
- Les scores des deux sous-dimensions restent en deçà de la moyenne.
- Score précédent : **2,4**
- On observe un léger recul du Mali pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Société civile et promotion de la Convention de la CÉDÉAO » : 2,2/5

- Un mauvais score
- Score précédent : **2,3**
- On remarque que le Mali régresse légèrement dans cette sous-dimension. La situation apparaît très préoccupante.

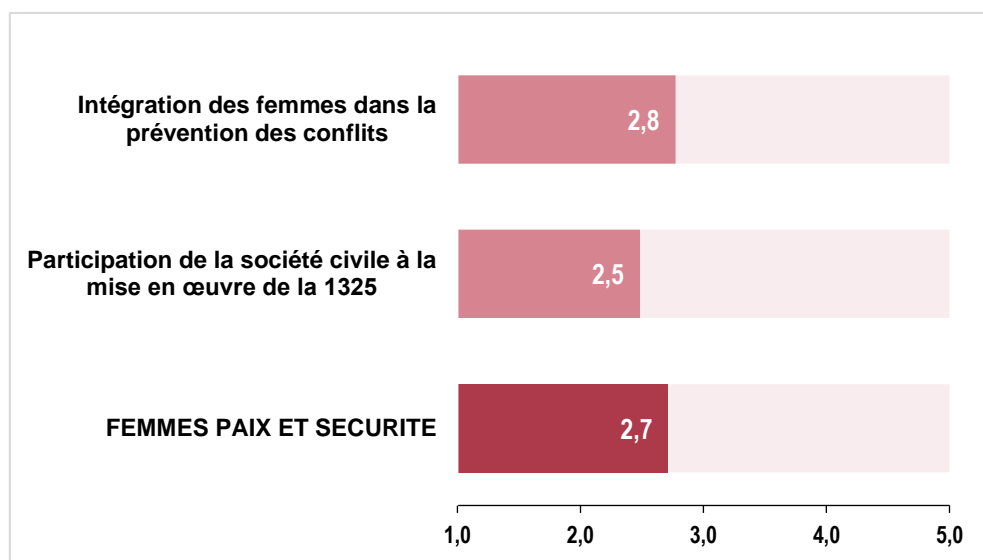
Sous-dimension « Société civile dans la lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,4/5

- Un faible score
- Des campagnes de sensibilisation contre les armes légères et de petit calibre et participer à la récupération des armes à travers notamment les commissions locales de récupérations des armes légères mises en place dans le cadre des projets « armes contre le développement » dans les régions de Tombouctou, Kidal et Gao.
- Les impairs de l'implication de la société civile malienne dans le désarmement pratique tiennent à l'absence de coordination et le caractère spontané des interventions, celles-ci étant tributaires des opportunités de financement⁴⁰. Ces interventions sont, par ailleurs, très localisées car elles ne concernent que le nord du pays.
- Score précédent : **2,5**
- Le constat est que la situation du Mali à l'égard de cette sous-dimension s'est détériorée.

⁴⁰ Ousmane KORNIO, *Étude sur le contrôle des armes légères et de petit calibre au Mali - vers un contrôle parlementaire plus efficace*, Friedrich Ebert Stiftung, 2011, p. 25 et s.

Conclusion : Les variations n'ont pas été cependant très importantes de sorte qu'on peut considérer que les résultats de la présente évaluation confirment ceux de la précédente en ce qui concerne cette dimension « **Désarmement pratique** » où le Mali présente une vulnérabilité aux conflits.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,7/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées d'un score égal ou supérieur à la moyenne.
- Des velléités de remise en cause des droits des femmes sous la pression des religieux sont relevées.
- Score précédent : **2,4**
- On observe une progression non négligeable, le Mali se plaçant désormais au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 2,8/5

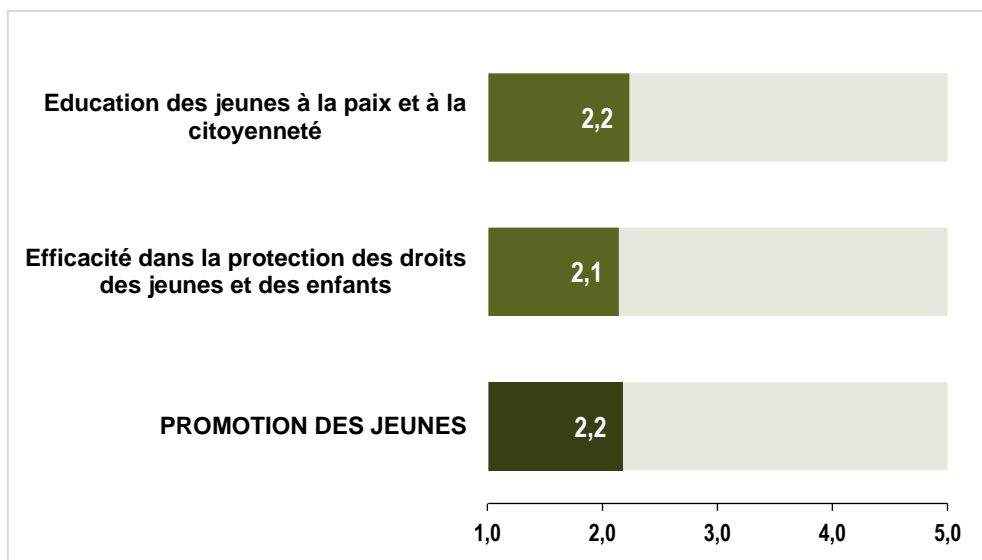
- Un score moyen
- Score précédent : **2,5**
- Le Mali enregistre ainsi quelques avancées dans cette sous-dimension.
- Les violations des droits des femmes notamment dans les zones de conflit donnent toute son importance à cette évolution positive.

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325 » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **2,3**
- Une progression légère est à relever mais elle reste limitée, le score obtenu étant juste égal à la moyenne.
- La comparaison avec les autres pays permet de dire que ce score atteste d'une réelle performance de la société civile malienne.

Conclusion : Pour cette dimension « **Femmes, paix et sécurité** » le Mali dispose d'acquis non négligeables pour une prévention des conflits. Il reste que les acquis doivent être encore consolidés au regard du score qui reste très moyen.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,2 /5

- Un score très faible
- Les deux sous-dimensions sont créditées de faibles scores.
- La marginalisation des jeunes est souvent dénoncée⁴¹.
- Score précédent : **2,3**
- Le Mali régresse légèrement dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2,2/5

- Un très mauvais score
- Score précédent : **2,1**
- Il apparaît ainsi que le progrès du Mali pour cette sous-dimension est négligeable puisque le score reste très en deçà de la moyenne.

Sous-dimension « Protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,1/5

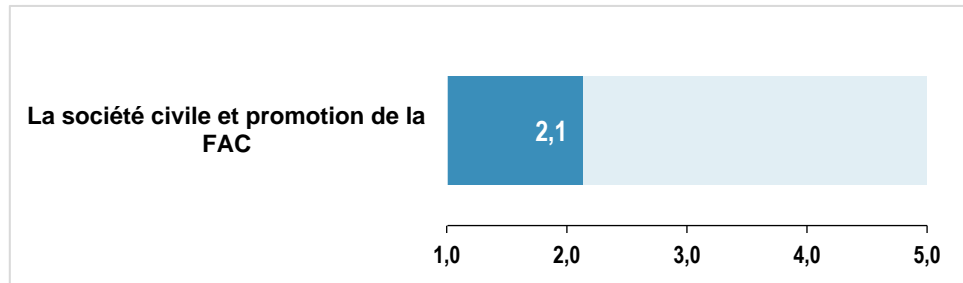
- Un score très faible
- La critique qui peut être articulée contre cette situation est l'absence d'une vision à long terme de la construction de la paix qui s'appuie nécessairement sur les jeunes.
- L'absence de protection des droits des enfants est en partie liée à l'insécurité dans certaines parties du pays où les enfants ne vont plus à l'école et ne bénéficient pas des programmes de vaccination.
- Le faible score attribué à cette sous-dimension est relativement corroboré par l'Indice de concrétisation des enfants qui crédite le Mali du score de **5,01/10**.
- Score précédent : **2,4**

⁴¹ Diomansy Bomboré « Mali - Le processus de démocratisation entre guerre et paix au Mali : les défis de la couverture médiatique », Gorée Institute, *Évaluation de la participation des médias dans les pratiques relatives à la consolidation de la paix, la prévention des conflits et les droits de l'Homme en Afrique de l'Ouest*, p.35

- On relève ainsi une détérioration de la situation au Mali au regard de cette sous-dimension.

Conclusion : Les variations n'ont pas été aussi importantes, de sorte que pour cette dimension les résultats obtenus dans le cadre de cette évaluation confirment ceux de l'évaluation précédente. Eu égard à cette dimension du CPCC, le Mali apparaît très vulnérable aux conflits.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

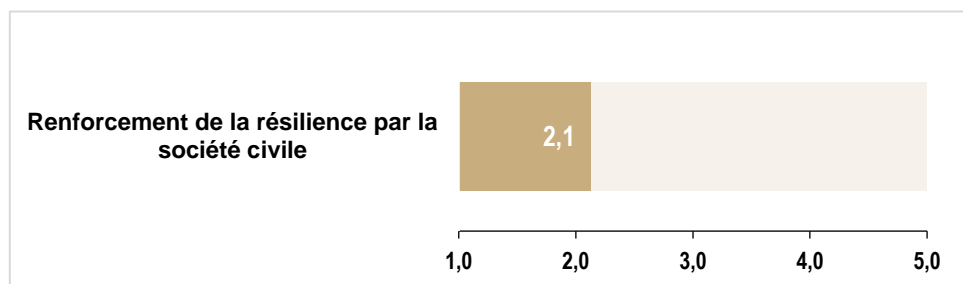


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 2,1/5

- Un score très faible
- La société civile malienne n'a pas été efficace dans la promotion des forces en attente de la CÉDÉAO. Cette dimension, faut-il le rappeler, est en règle générale peu connue. Elle requiert également des compétences techniques que la société civile ne détient pas toujours notamment l'interaction avec les forces armées sur le terrain.
- Score précédent : **2,2**
- On observe une régression qui confirme les faiblesses du Mali dans cette sous-dimension du CPCC.

Conclusion : Le Mali reste très vulnérable aux conflits eu égard à cette dimension du CPCC.

m. Assistance humanitaire

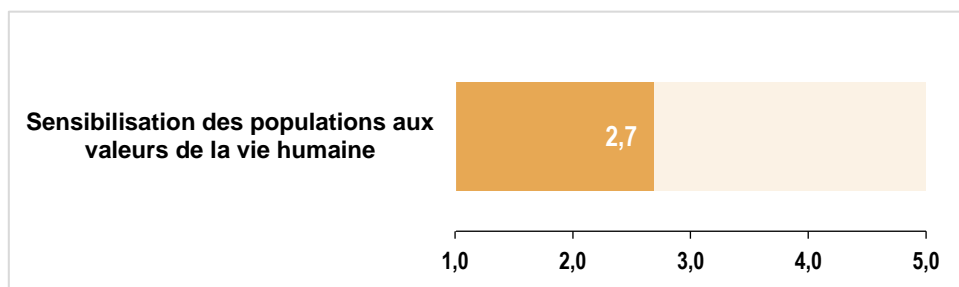


Dimension « Assistance humanitaire » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Il apparaît ainsi que la société civile malienne n'a pas pu renforcer la résilience des populations dans les situations de catastrophes naturelles et autres fléaux qui affectent la sécurité humaine.
- Score précédent : **2,2**
- Le score du Mali baisse dans cette composante du CPCC.

Conclusion : Du point de vue de cette dimension, le Mali reste très vulnérable aux conflits.

n. Éducation à la paix

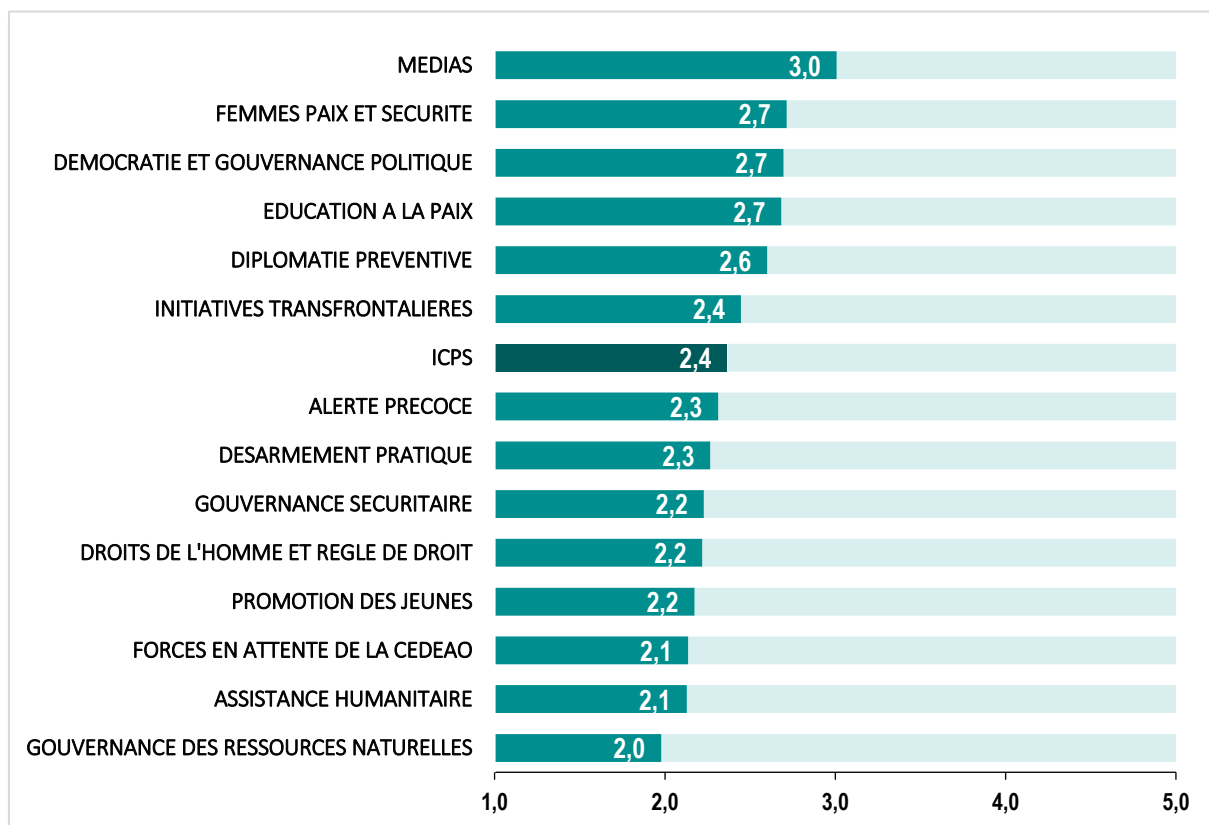


Dimension « Éducation à la paix » : 2,7/5

- Un score moyen
- Le score faible de **2,2** attribué à la dimension « **promotion des jeunes** » conduit à questionner ce score attribué à la dimension « **Éducation à la paix** », même si dans l'absolu il n'est pas aussi élevé que cela.
- Score précédent : **2,6**
- La situation du Mali reste plutôt stationnaire, le progrès relevé étant très symbolique.

Conclusion : Le Mali présente pour cette dimension du CPCC quelques acquis qui, au regard du contexte, restent insuffisants.

o. Récapitulatif



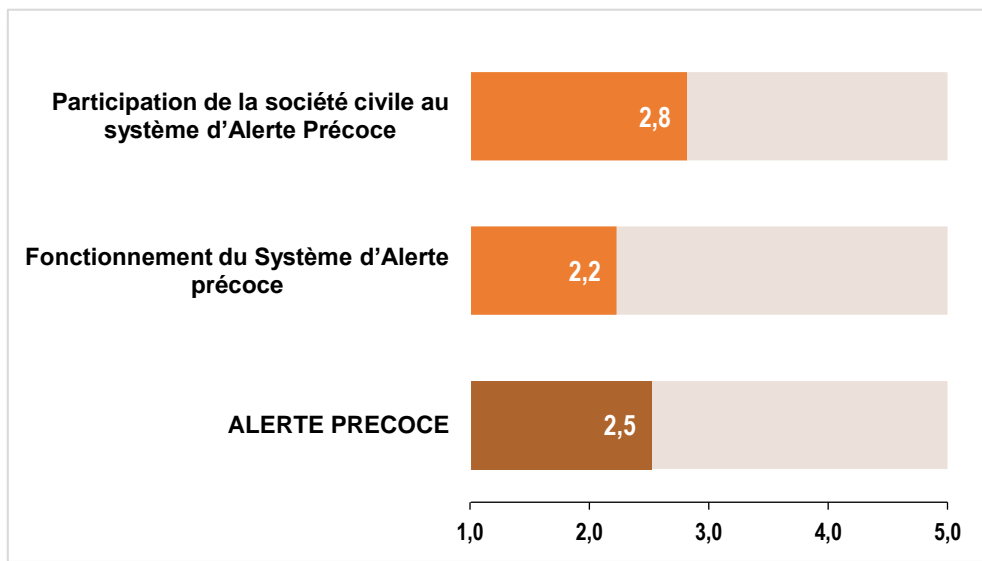
ICPS : 2,4/5.

- Un score faible
- Le Mali se retrouve ainsi dans la zone rouge de l'ICPS.
- Ce résultat apparaît logique d'abord au regard du nombre de dimensions dans lesquelles le Mali a obtenu un score au-dessus de la moyenne. En effet, sur les 14 dimensions du CPCC, le Mali n'a obtenu des scores supérieurs à la moyenne que dans 5 dimensions à savoir : « **les Médias** », « **Femmes, paix et sécurité** », « **Démocratie et gouvernance politique** », « **Éducation à la paix** », « **Diplomatie préventive** ».
- On remarque ensuite que pour ces dimensions, seule celle « **Médias** » a été créditée d'un score de **3**. Les scores des autres dimensions se situent légèrement au-dessus de la moyenne, c'est-à-dire entre **2,6** et **2,7**.
- Les scores obtenus par les dimensions de la tranche supérieure sont ainsi insuffisants pour compenser les faibles scores des dimensions de la tranche inférieure.
- L'analyse des dimensions de la tranche supérieure montre que des dimensions importantes pour la paix s'y trouvent. On peut notamment citer les dimensions « **Femmes, paix et sécurité** », « **Éducation à la paix** ».
- On peut, en revanche, regretter que des dimensions telles que « **Promotion des jeunes** », « **Gouvernance sécuritaire** », « **Gouvernance des ressources naturelles** » se retrouvent dans la tranche inférieure.
- La comparaison avec l'évaluation précédente montre que le Mali a régressé dans 8 dimensions et progressé dans 6 dimensions. Mais dans l'ensemble, les variations entre les deux évaluations ont été faibles de sorte qu'il est possible de dire que pour le Mali la présente évaluation ne fait que confirmer la précédente. Pour les deux évaluations, le Mali a obtenu la même note, à savoir **2,4**.

La progression qu'il convient de mettre en exergue concerne la dimension « **Femmes, paix et sécurité** ». De **2,4** lors de la première évaluation, sa note est passée à **2,7**.

7. Niger

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Le défi majeur réside dans le fonctionnement du Système d'alerte précoce

Sous-dimension « Participation de la société civile au Système d'alerte précoce » : 2,8/5

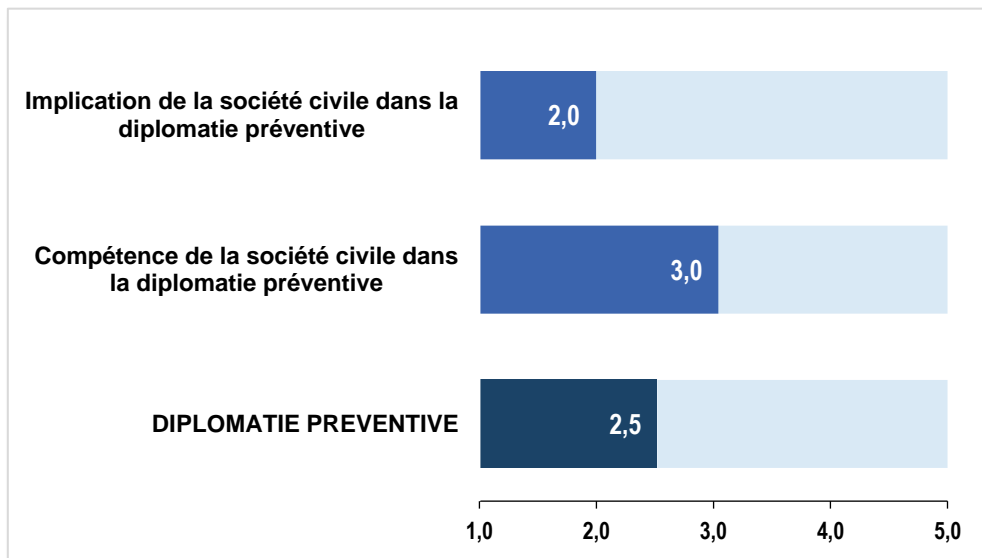
- Un score moyen
- Un score confirmant une certaine utilisation de l'expertise de la Société civile à travers la désignation de points focaux

Sous-dimension « Fonctionnement du Système d'alerte précoce » : 2,2/5

- Un score faible
- Un fonctionnement défectueux davantage imputable à la CÉDÉAO

Conclusion : Le Niger reste relativement vulnérable aux conflits du point de vue de la dimension « Alerte précoce » du CPCC.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,5/5.

- Un score moyen
- Le défi majeur réside dans l'implication de la société civile dans la diplomatie préventive même si sa compétence doit être renforcée

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2/5

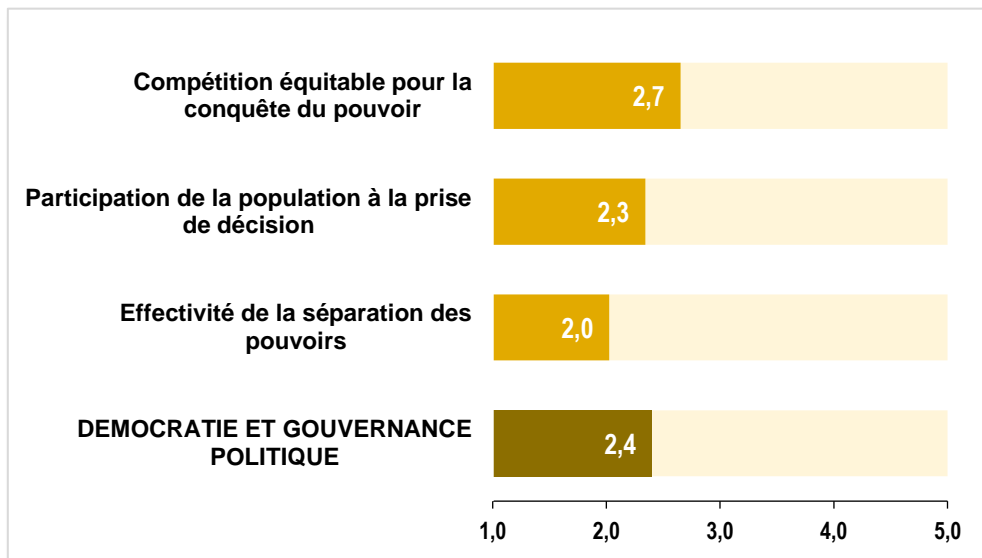
- Un mauvais score qui montre une faible utilisation de l'expertise de la société civile

Sous-dimension : « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 3/5

- Un score acceptable
- Le Niger dispose d'acquis qui doivent être renforcés dans le sens de l'implication effective de la société civile dans la diplomatie préventive.

Conclusion : Le Niger reste relativement vulnérable aux conflits du point de vue de cette dimension.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance démocratique » : 2,4/5.

- Un score faible
- Le Niger constitue un exemple typique d'une instabilité chronique
- On observe que des sous composantes, seule celle concernant la « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » a enregistré un score au-dessus de la moyenne.
- Les scores attribués aux différentes sous-dimensions apparaissent logiques au regard de la trajectoire politique du pays.

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,3/5

- Un score faible
- Le Niger comme la majorité des pays est une démocratie représentative.
- Les mécanismes de la démocratie participative sont par essence limités. Dans l'indice Mo Ibrahim 2015, il est à souligner une baisse de la participation, même si le Niger a obtenu un score de **68,2 /100** et se classe 14^{ème} sur 54 pays. Ce recul est de l'ordre de 5 points.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » : 2,7/5

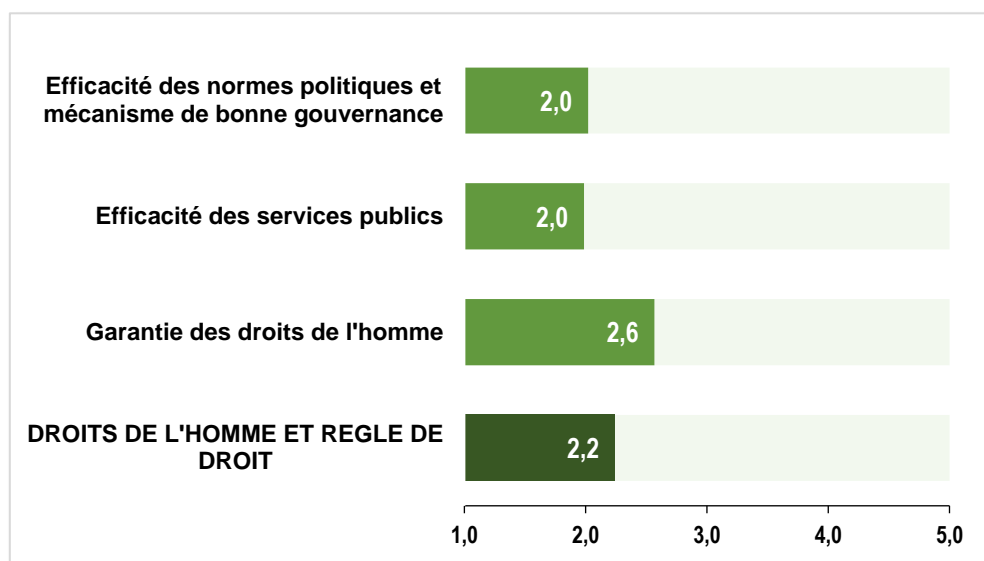
- Un score moyen
- En règle générale, les élections se déroulent dans des conditions de transparence acceptable. La tension permanente au sein de la classe politique impacte négativement sur le processus électoral. En référence à la dernière élection présidentielle, la durée de la campagne et les délais impartis à la Cour constitutionnelle ont été écourtés pour éviter le vide institutionnel.

Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2/5.

- Un très mauvais score
- Le mode d'organisation judiciaire permet l'interférence de l'Exécutif dans le fonctionnement de la Justice. Au mois d'août 2016, le syndicat autonome des magistrats du Niger dénonçait des nominations et des affectations qui n'étaient pas faites dans l'orthodoxie exigée par les textes et la logique de la séparation des pouvoirs.
- La domination du Parlement par l'Exécutif est tributaire de la coïncidence de la majorité présidentielle ainsi que de celle parlementaire.

Conclusion : Le Niger présente une réelle vulnérabilité aux conflits en rapport avec la dimension « Démocratie et gouvernance politique ».

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,2/5.

- Un score faible
- A l'exception de la dimension « garantie des droits de l'Homme » dont le score reste très moyen, les autres dimensions sont créditées de très mauvais scores

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2/5

- Un très mauvais score
- Un score amplement justifié par le classement du Niger dans l'IPC de Transparency où il occupe le 23^{ème} rang africain et le 99^{ème} mondial avec un score de 34/100. Le Niger reste de ce point de vue dans la zone rouge des pays les plus corrompus.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2/5

- Un score très faible
- Au Niger, comme dans les autres pays africains, l'accessibilité et la qualité des services publics sont souvent peu satisfaisantes⁴².

Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,5/5

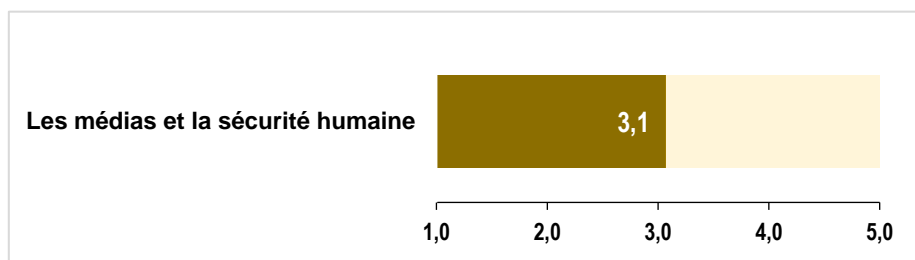
- Un score très moyen
- Certains rapports sur l'état des droits humains au Niger indexent des cas d'impunité, de tortures et de traitements inhumains ou dégradants⁴³.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « Droits de l'homme et règle de droit » du CPCC, le Niger reste très vulnérable aux conflits.

⁴² Falilou Mbacké CISSE, *Gouvernance et services publics, Alliance pour refonder la gouvernance en Afrique*, Cahier 2015 –5 http://base.afrique-gouvernance.net/docs/cp_services_publics.pdf

⁴³ Département d'État américain, Rapport sur les droits de l'Homme au Niger, <http://photos.state.gov/libraries/niger/231771/PDFs/NIGER-FRE-FINAL.pdf>

e. Médias

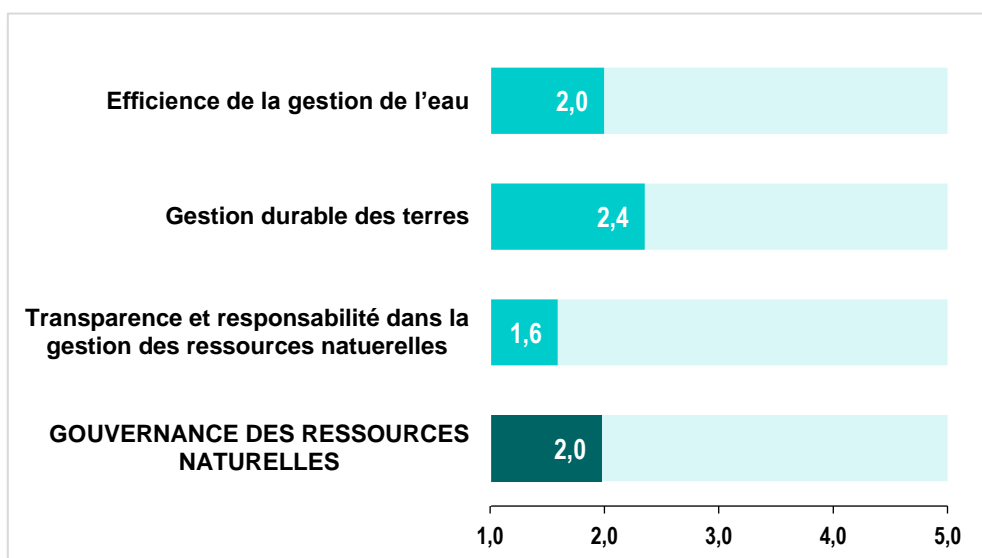


Dimension « Médias » : 3,1/5

- Un score acceptable
- Un score qui postule que le rôle des médias dans la promotion de la sécurité humaine est jugé satisfaisant.

Conclusion : Le Niger sur ce point peut être considéré comme disposant d'un atout important pour la prévention des conflits en général, de la sécurité humaine en particulier.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2/5.

- Un mauvais score
- Aucune sous-dimension n'est créditée d'un score au-dessus de la moyenne

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,6/5

- Un score très faible
- Bien que la Constitution exige la transparence dans l'exploitation et la gestion des ressources naturelles,⁴⁴ force est de constater que dans la pratique ces dispositions ne sont pas respectées. Beaucoup de contrats ne sont pas publiés en dépit de l'adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives et le fait d'avoir été déclaré conforme depuis mars 2011.

⁴⁴ Articles 149 et 150 de la Constitution

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,4/5

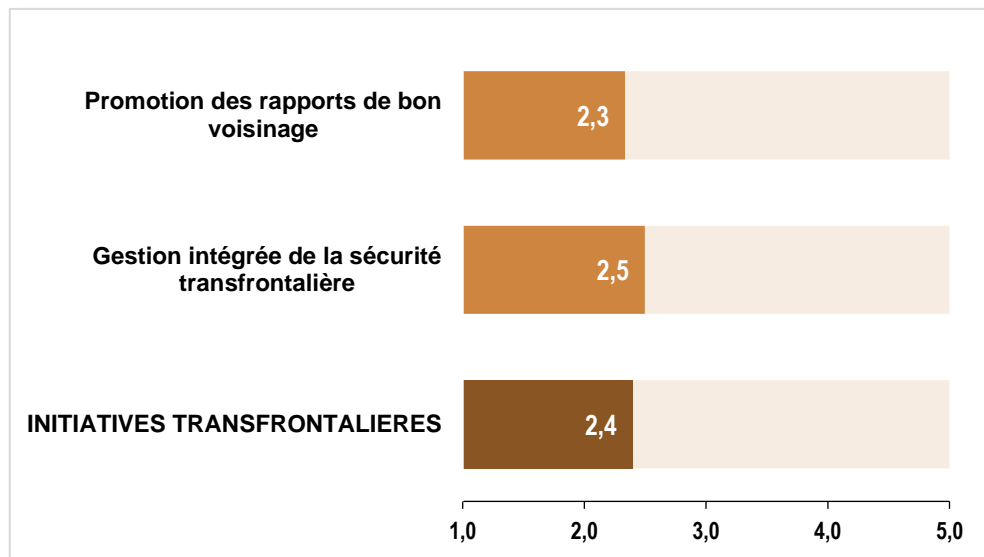
- Un score faible
- S'agissant de la dégradation des terres, certaines estimations font apparaître que 40% des terres sont dégradées ou fortement dégradées.⁴⁵ Ce qui postule l'absence d'une gestion durable des terres.

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 2/5

- Un très mauvais score
- Il ressort de certaines études⁴⁶ que les dysfonctionnements dans la gestion de l'eau au Niger tiennent, entre autres, aux gaspillages et à la consommation excessive, une insuffisante prise en compte des multiples usages de l'eau et l'absence d'une connaissance réelle des ressources existantes.

Conclusion : Le faible score du Niger valide l'idée qu'il est vulnérable aux conflits eu égard à la dimension « **Gouvernance des ressources naturelles** » du CPCC.

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,4/5

- Un score faible
- Une situation contrastée est observée au niveau des sous-dimensions même si les scores restent peu satisfaisants

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 2,3/5

- Un très faible score
- Un score qui peut être interrogé en ce sens que le conflit ouvert avec le Bénin a pu être réglé de manière pacifique

⁴⁵ Edwidge BOTONI et al. *La mise à l'échelle de la gestion durable des terres au Sahel : des solutions pour une gestion durable des terres*, <http://www.agrhymet.ne/portailCC/images/pdf/gdtechelle>

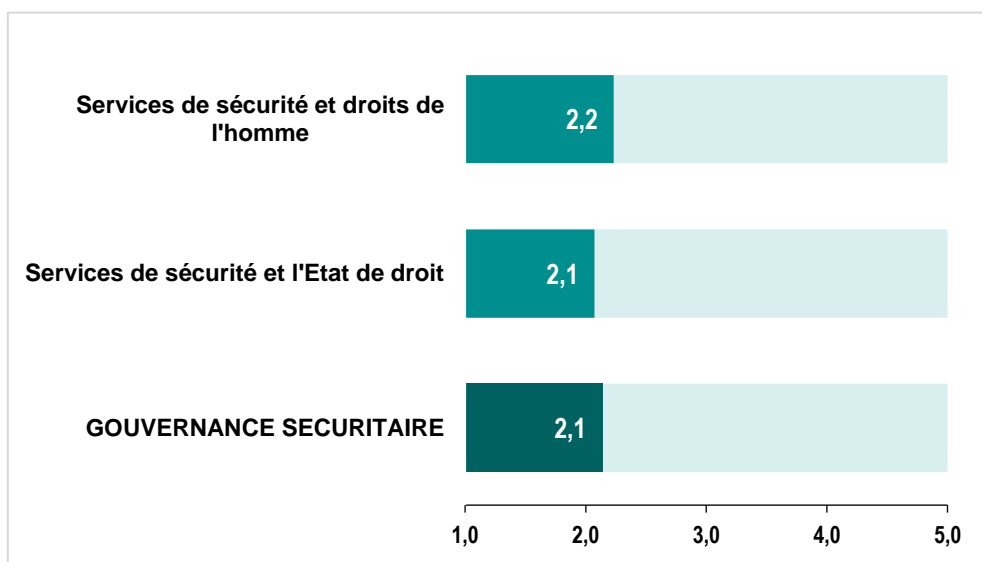
⁴⁶ Florence BRONDEAU « La gestion de l'eau à l'office du Niger : bilan, enjeux et perspectives » bulletin des géographes français », 2003, volume 80, n°3, pp269-286

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Un score que valident les attentats terroristes. Le Niger est, en effet, victime d'attaques terroristes en provenance du Nigéria ou du Mali. Sa frontière avec le Burkina Faso reste peu sûre.

Conclusion : Pour la dimension « Initiatives transfrontalières », le Niger reste vulnérable aux conflits.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,1/5.

- Un score très faible
- Aucune sous-dimension n'a obtenu un score au-dessus de la moyenne.
- Les faiblesses du Niger dans la gouvernance sécuritaire ont été également mises en exergue par l'Institut Mo Ibrahim qui considère qu'en 2015, le Niger a régressé dans ce domaine. Dans la catégorie « Sécurité Nationale » le Niger a ainsi reculé de 9,6 points.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 2,2/5

- Un mauvais score
- Un score synonyme d'une faible appropriation des droits humains par les forces de sécurité.
- On peut convoquer ici les exactions commises par les forces de sécurité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Des défenseurs des droits de l'Homme sont souvent arrêtés et l'État nigérien refuserait de mener des enquêtes contre les exactions des forces de sécurité pour éviter de saper le moral des troupes⁴⁷.

Sous-dimension « Services de sécurité et État de droit » : 2,1/5

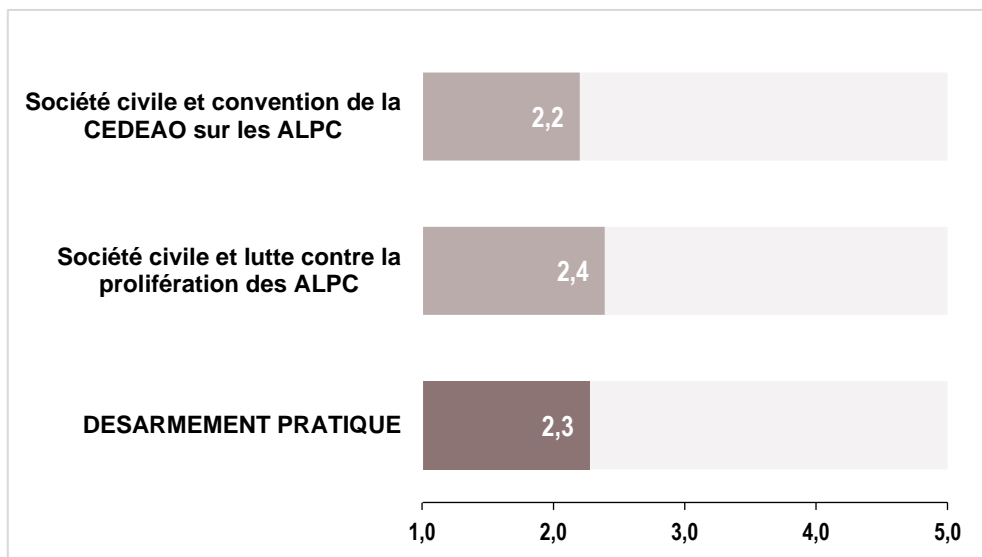
- Un mauvais score
- On ne peut s'empêcher de penser que les différents coups d'État qui ont jalonné l'histoire du pays aient pu influencer le jugement des personnes interrogées.

⁴⁷ Amnesty International, Rapport annuel : Niger 2015/ 2016, <https://www.amnesty.org/fr/countries/africa/niger/report-niger/>

- Dans la catégorie « **Sécurité et État de droit** » de l'Indice Mo Ibrahim, le Niger a reculé de **0,3** point.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » du CPCC, le Niger reste vulnérable aux conflits.

i. **Désarmement pratique**



Dimension « Désarmement pratique » : 2,3/5

- Un mauvais score
- Aucune des deux sous-dimensions n'est créditée d'un score au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Société civile et Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC » : 2,2/5

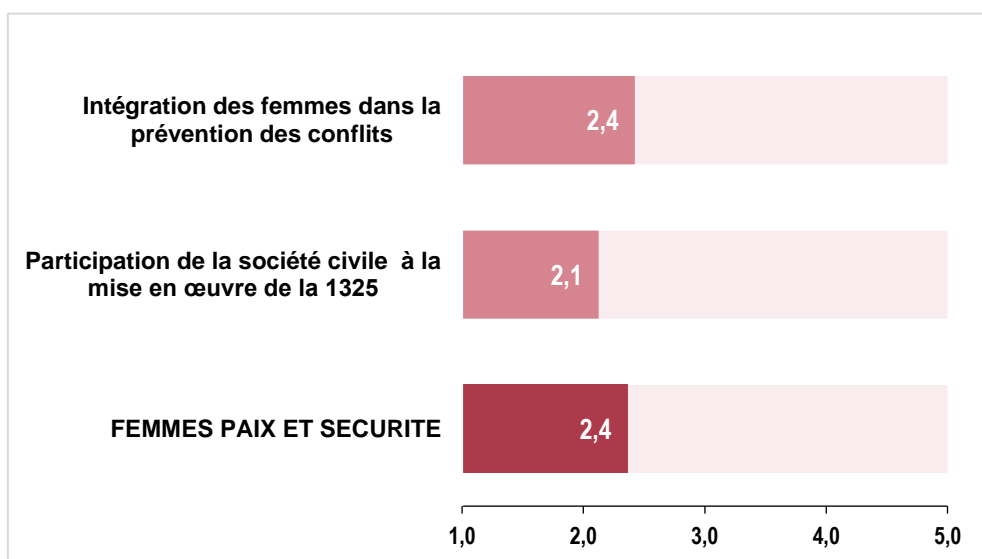
- Un faible score
- Les programmes de sensibilisation sur la Convention de la CÉDÉAO ont été exécutés en rapport avec la Commission nationale sur les ALPC. Leur impact apparait toutefois très limité.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,4/5

- Un score faible
- Le tiers des membres de la Commission nationale sur les ALPC est constitué de membres de la société civile
- Comme dans les autres pays, le manque de ressources, de moyens logistiques et opérationnels limite considérablement le travail de la société civile, un travail d'autant plus difficile en raison du contexte d'insécurité qui prévaut et de l'étendue du pays.

Conclusion : En rapport avec la dimension « Désarmement pratique », le Niger reste vulnérable aux conflits

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,3/5

- Un faible score
- Aucune sous-dimension n'a obtenu un score au-dessus de la moyenne

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 2,4/5

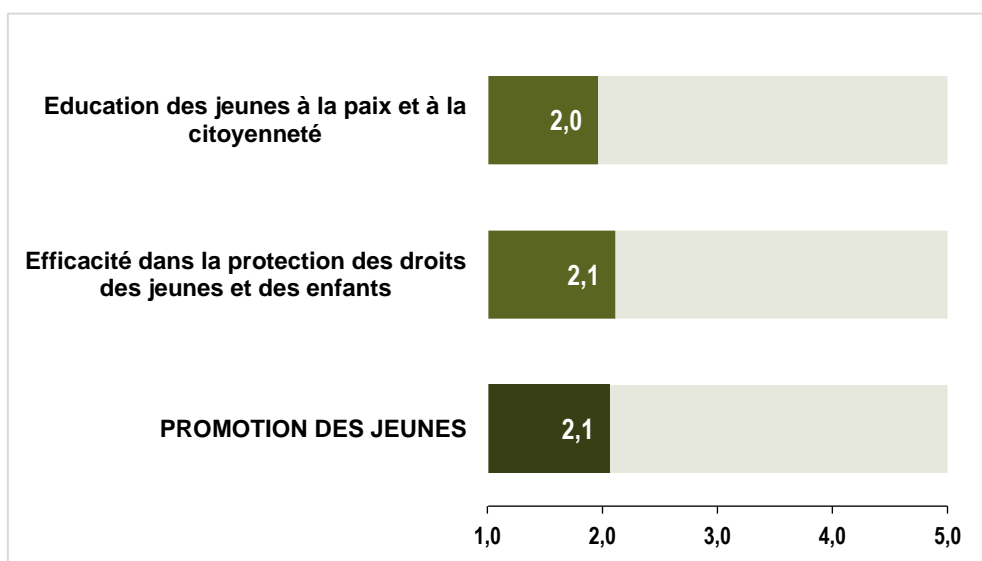
- Un score faible

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325 » : 2,1/5

- Un score faible
- Deux raisons principales sont souvent avancées pour expliquer les limites de la société civile dans la mise en œuvre de la 1325. D'abord sa technicité qui rend sa transmission difficile, puis le manque de moyens de la société civile pour conduire des programmes de sensibilisation d'envergure.

Conclusion : Au regard du score attribué à cette dimension du CPCC, le Niger reste vulnérable aux conflits.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2/5

- Un score faible
- Les scores attribués aux sous-dimensions restent en dessous de la moyenne.

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2/5

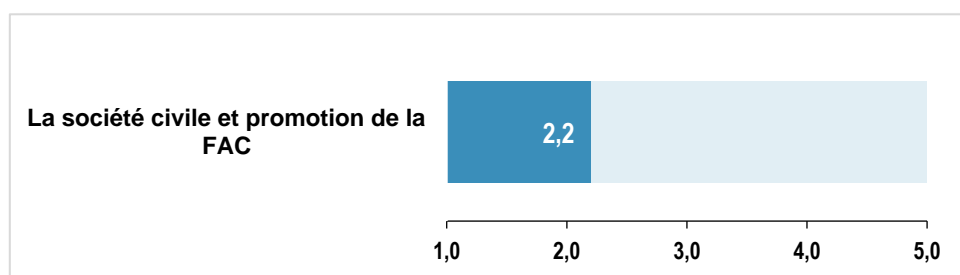
- Un score faible

Sous-dimension « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Un score conforté par l'indice de concrétisation des droits des enfants est de **4,61/10** qui met en exergue une mauvaise situation des droits des enfants au Niger.
- Les jeunes sont affectés par le chômage et restent exposés à des maladies comme le VIH et à des risques tels que le tabagisme avec notamment l'usage de plus en plus grande de la chicha. De plus, selon l'ONG Humanium, le Niger détient le plus haut taux d'enfants mariés.

Conclusion : Au regard du score conféré et eu égard à cette dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC, le Niger reste vulnérable aux conflits.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO



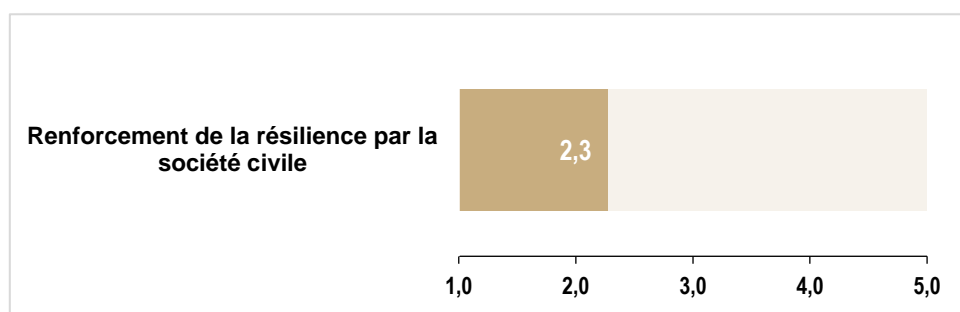
Dimension « **Forces en attente de la CÉDÉAO** » : **2,2/5**.

- Un mauvais score

- Il apparaît ainsi que la société civile nigérienne n’a pas pu jouer le rôle attendu d’elle dans la promotion des « **Forces en attente de la CÉDÉAO** ». On peut convoquer un manque de moyens pour la formation de ces forces aux droits humains tout en invoquant le manque de capacités techniques pour interagir avec ces forces.

Conclusion : En tout état de cause, cette situation représente pour le Niger une contrainte dans la prévention efficace des conflits du point de vue du CPCC.

m. Assistance humanitaire

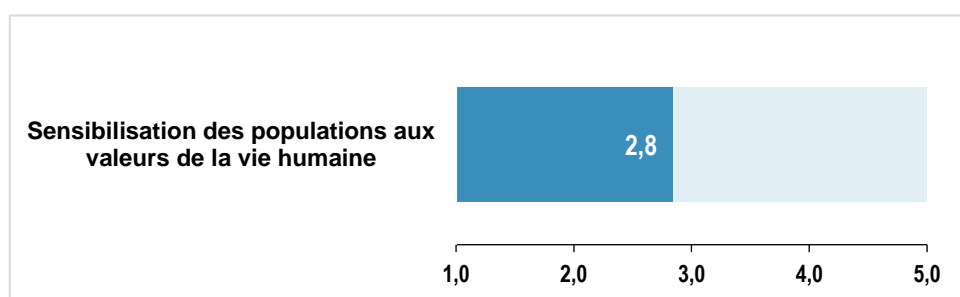


Dimension « Assistance humanitaire » : 2,3/5

- Un score faible
- Les actions de prévention des crises humanitaires mais surtout de renforcement de la résilience des populations pour réduire l’impact des crises demandent des capacités techniques et des ressources financières. Deux domaines où les organisations de la société civile africaine présentent encore des limites.

Conclusion : Pour cette dimension, le Niger présente des faiblesses de nature à entraver la prévention efficace des crises au regard du CPCC.

n. Éducation à la paix

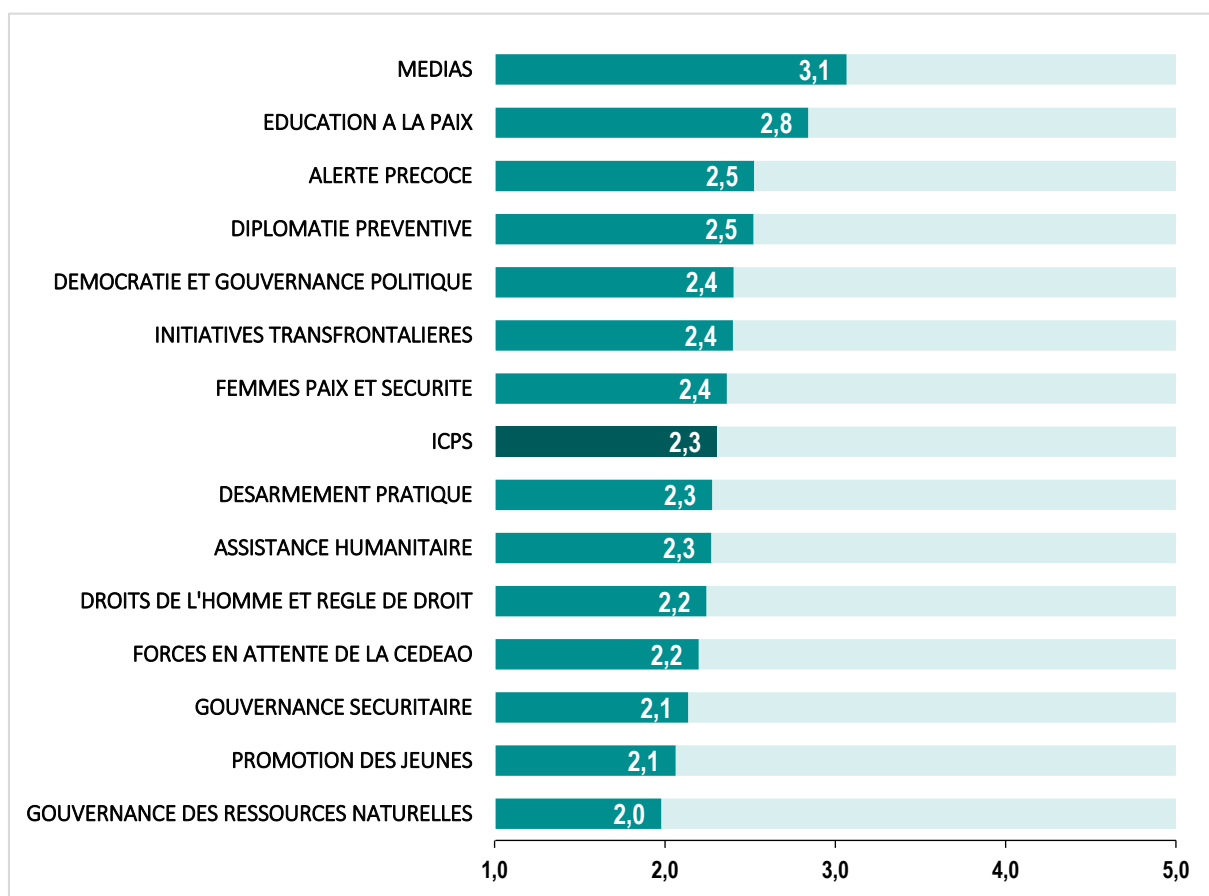


Dimension « Éducation à la paix » : 2,8/5

- Un score moyen
- Un score qui atteste de l’existence d’actions et de programmes visant à inculquer aux populations les valeurs de la vie humaine. Il reste que l’insuffisante prise en compte des femmes et des jeunes en réduit la portée.

Conclusion : Pour cette dimension, le Niger dispose d’acquis sur lesquels il peut s’appuyer pour renforcer la prévention des conflits. Ils devront être cependant renforcés pour réduire sa vulnérabilité dans ce domaine.

o. Récapitulatif



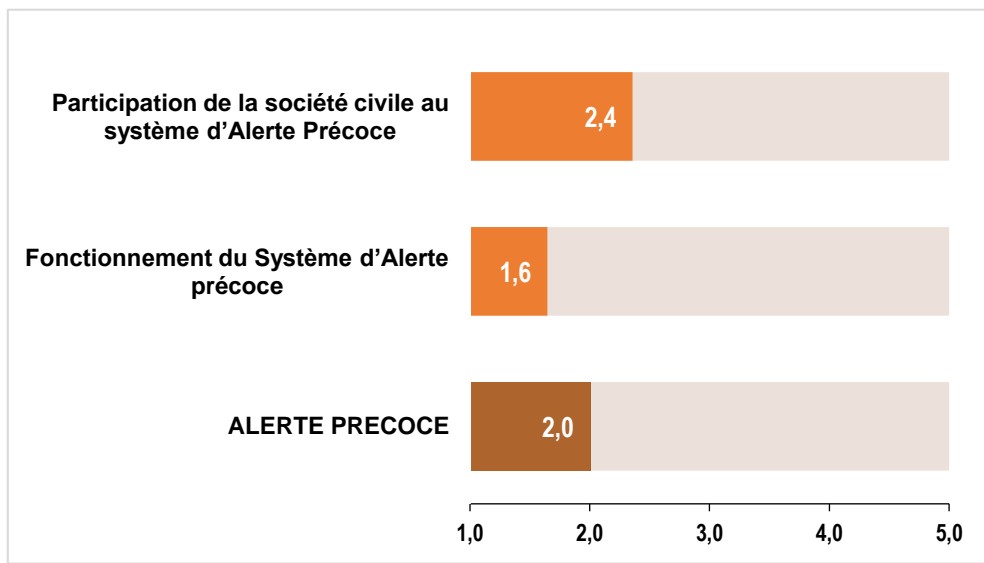
ICPS : 2,3/5

- Un mauvais score qui le place dans la zone rouge de l'ICPS.
- Sur les 14 dimensions du CPCS, le Niger n'a pu réaliser des scores au-dessus de la moyenne que pour 4 dimensions, à savoir les « **Médias** » avec un score de **3,1**, l'« **Éducation à la paix** » avec un score de **2,8**, l'« **Alerte précoce** » avec un score de **2,5** et la « **Diplomatie préventive** » avec un score de **2,5**.
- A l'exception de la dimension « **Médias** » avec un score de **3,1**, les autres dimensions ont été créditées de scores peu élevés pour combler les notes des dimensions qui se retrouvent dans la tranche inférieure de l'ICPS.
- La deuxième observation est que des dimensions essentielles se retrouvent dans la tranche inférieure de l'ICPS. Il en est ainsi des dimensions « **Démocratie et gouvernance politique** », « **Femmes, paix et sécurité** », « **Droits de l'Homme et règle de droit** », « **Gouvernance sécuritaire** », « **Promotion des jeunes** » et « **Gouvernance des ressources naturelles** ».
- La conclusion qu'on peut tirer à ce niveau est que les germes des conflits sont loin d'être sous contrôle.

Le Niger en définitive doit encore fournir beaucoup d'efforts pour sortir de la zone rouge de l'ICPS.

8. Sénégal

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce » : 2/5.

- Un score très faible
- Score précédent : 3
- Le Sénégal régresse d'un point dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Fonctionnement du système d'Alerte précoce » : 1,6/5

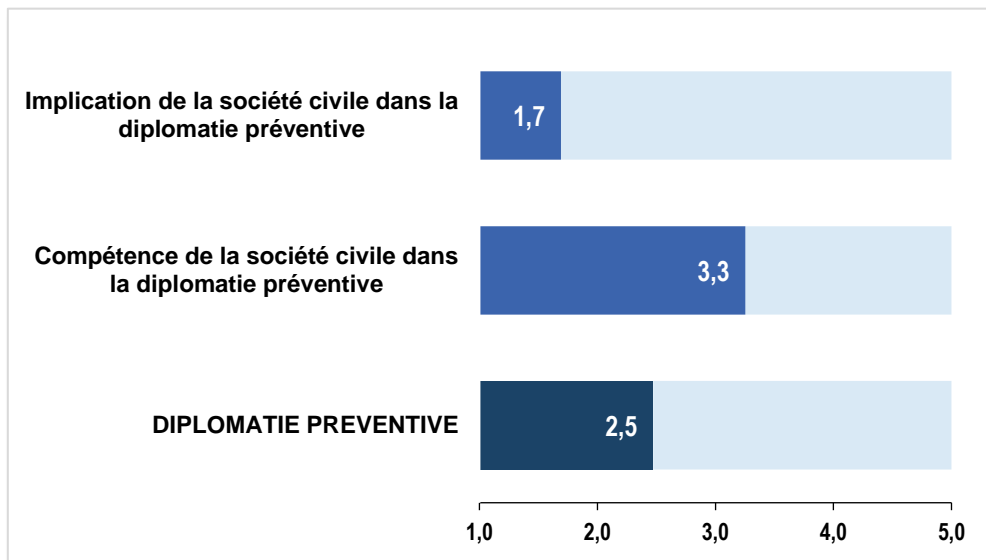
- Un très mauvais score
- Score précédent : 2,8
- On observe une forte régression non négligeable du Sénégal dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,4/5

- Un score faible
- Score précédent : 3,3
- La situation du Sénégal se détériore nettement pour cette sous-dimension.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « Alerte précoce » du CPCC, le Sénégal est devenu vulnérable aux conflits.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Score précédent : **3,4**
- Le Sénégal connaît une régression dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 1,7/5

- Un très mauvais score
- Score précédent : **2,9**
- Il apparaît ainsi que l'implication de la société civile a faibli.

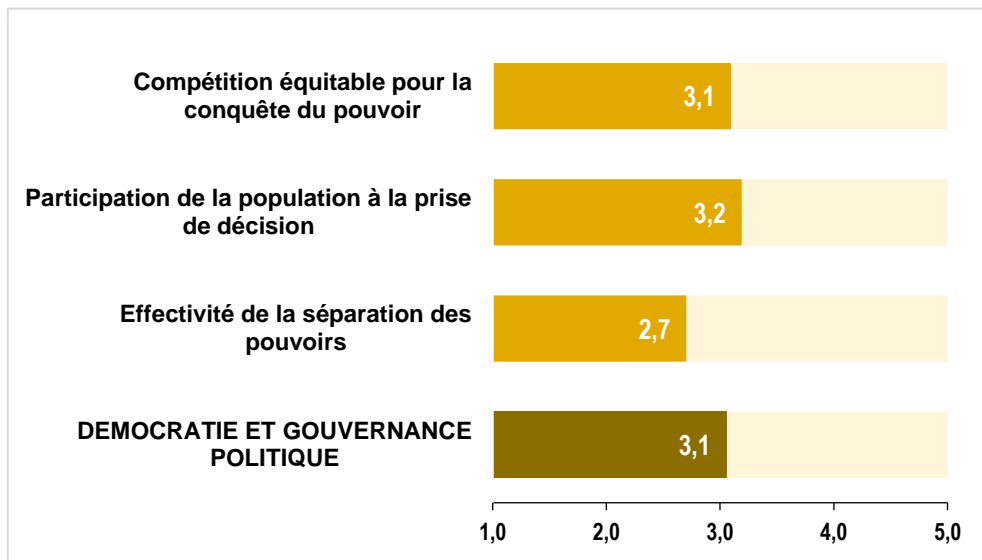
Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 3,3/5

- Un score acceptable
- Score précédent : **3,8**
- La situation du Sénégal eu égard à cette sous-dimension, se détériore même si le score reste au-dessus de la moyenne.

Conclusion : Une meilleure implication de la société civile permettrait au Sénégal de consolider ses acquis et de mettre à profit cette compétence.

Mais pour l'instant, du point de vue de la dimension « **Diplomatie préventive** », le Sénégal reste vulnérable aux conflits.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance politique » : 3,1/5

- Un score acceptable
- On observera que toutes les sous-dimensions ont été créditées d'une note supérieure à la moyenne.
- Le statut de modèle de démocratie reconnu au Sénégal justifie sans doute ces résultats.
- Score précédent : 3,4
- La situation du Sénégal au regard de cette dimension du CPCC s'est légèrement dégradée.

Sous-dimension « Compétition équitable pour la conquête du pouvoir » : 3,1/5

- Un score acceptable
- Les résultats des élections sont en général acceptés. Le Sénégal a connu ainsi deux alternances pacifiques.
- Score précédent : 3,6
- Le score du Sénégal s'est détérioré même s'il se maintient au-dessus de la moyenne.

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 3,2/5

- Un score encore acceptable
- Score précédent : 3,5
- On observe une relative régression du Sénégal même si le score est encore au-dessus de la moyenne.

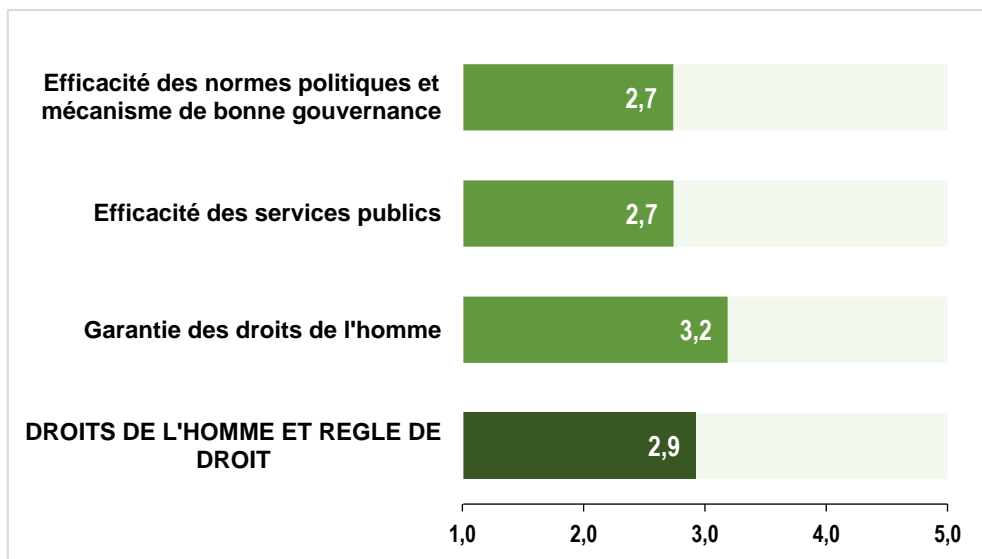
Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,7/5

- Un score moyen
- Ce score moyen peut être justifié par l'organisation judiciaire qui permet des interférences de l'Exécutif dans le fonctionnement de la Justice. Par ailleurs, le Parlement reste sous la domination de l'Exécutif. Des interférences dans le fonctionnement de la justice ont été souvent dénoncées par l'Union des magistrats du Sénégal.
- Score précédent : 3
- Le Sénégal régresse tout en se maintenant au-dessus de la moyenne.

Conclusion : D'une manière générale, le statut de modèle de démocratie en Afrique justifie son score dans la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » du CPCC.

En définitive, si le Sénégal a pu régresser, il s'est maintenu pour cette dimension du CPCC au-dessus de la moyenne. Il peut se prévaloir de cet acquis dans la prévention des conflits au regard du CPCC.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,9/5

- Un score moyen
- Toutes les sous-dimensions sont créditées d'un score au-dessus de la moyenne
- Score précédent : **3,2**
- Le Sénégal régresse dans cette dimension du CPCC

Sous-dimension « Efficacité des normes politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,7/5

- Un score moyen
- En 2015, le Sénégal occupait à l'IPC de Transparency International le 9^{ème} rang africain et le 61^{ème} mondial sur 167 pays classés. Cependant, avec un score de 44/100, il reste dans la zone rouge de l'IPC.
- Le Sénégal a innové avec notamment la création de l'OFNAC⁴⁸, la réactivation de la CREI⁴⁹ ainsi que son adhésion à l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives.
- Score précédent : **2,6**
- Le Sénégal se bonifie dans cette dimension même si les progrès restent très limités.

Sous-dimension « Efficacité des services publics » : 2,7/5

- Un score moyen
- Score précédent : **2,6**
- On observe un léger recul du Sénégal dans cette sous-dimension.
-

⁴⁸ L'Office national de lutte contre la corruption et la fraude

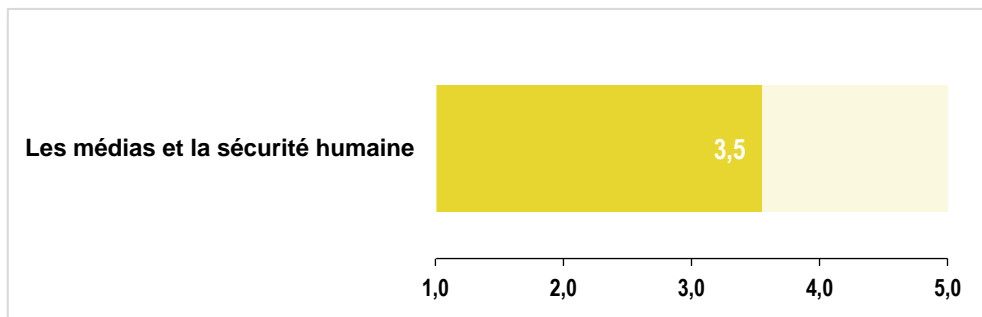
⁴⁹ Cour de répression de l'enrichissement illicite

Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 3,2/5

- Un score acceptable
- Score précédent : **3,6**
- Une légère régression est observée mais le score se maintient au-dessus de la moyenne.
- La situation des droits humains justifie amplement ce score.

Conclusion : En dépit d'une certaine régression, le Sénégal a pu maintenir son score au-dessus de la moyenne pour cette dimension « **Droits de l'Homme et règle de droit** » du CPCC. Il reste que cette régression peut être interprétée comme une preuve de la fragilité des acquis.

e. Médias

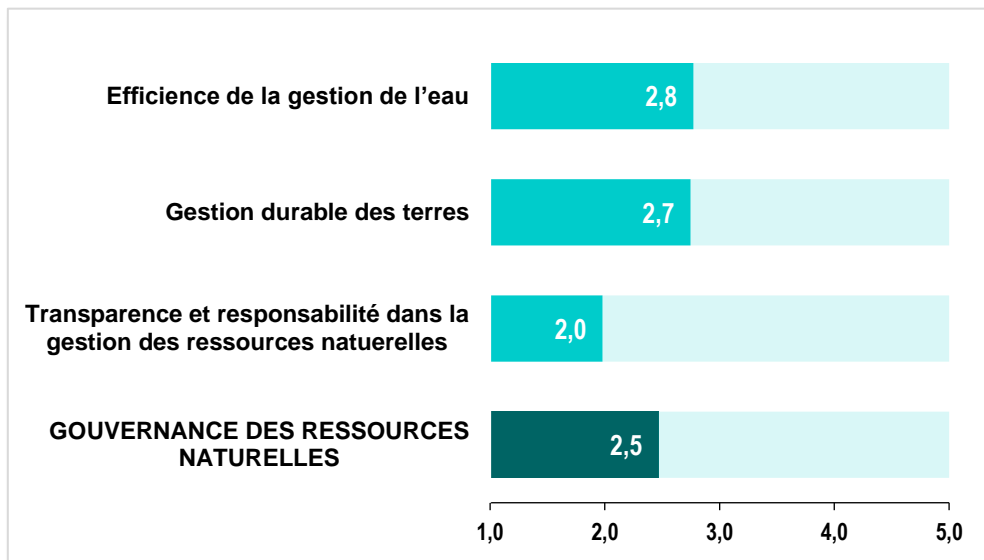


Dimension « Médias » : 3,5/5

- Un bon score
- La liberté de la presse n'est pas étrangère à ce score.
- A l'instar des autres pays, il apparaît que les médias sénégalais jouent un rôle important dans la promotion de la sécurité humaine.
- Score précédent : **3,4**
- Un progrès peu significatif est à relever, mais le score se trouvait déjà à un niveau très appréciable.

Conclusion : Eu égard à la dimension « **Médias** » du CPCC, le Sénégal pourrait prévenir efficacement les conflits.

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2,5/5.

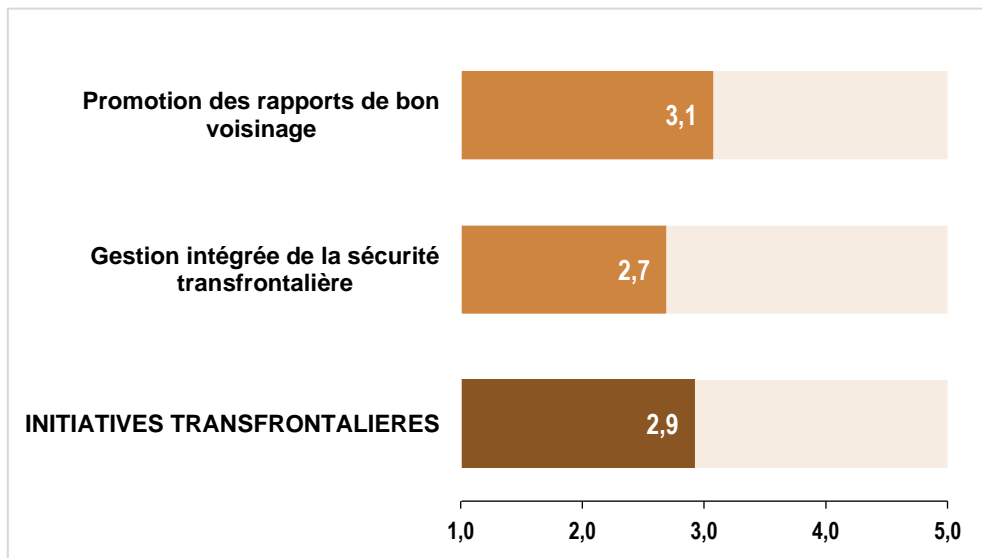
- Un score très moyen
- Le défi principal réside dans la transparence de la gestion des ressources naturelles
- Score précédent : **2,6**
- La situation reste plutôt stationnaire pour le Sénégal, la régression observée étant très limitée voire négligeable

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 2/5

- Un score très faible
- Ce score doit être mis en relation avec le débat actuel sur les conditions d'attribution de permis d'exploration et d'exploitation du pétrole au Sénégal.
- Le Sénégal a pourtant adhéré à l'ITIE et à l'Open Government Partnership.
- Il résulte de l'indice sur le budget ouvert de 2015 que malgré les avancées, le Sénégal présente des limites quant à l'accès à l'information, la participation du public au processus budgétaire et le contrôle exercé par la Cour des comptes.
- Score précédent : **2,6**
- Une importante régression est à relever. D'un score au-dessus de la moyenne, le Sénégal se retrouve avec un score en dessous de la moyenne.

Conclusion : Le Sénégal a pu maintenir sa position mais il apparaît que les acquis sont limités. De ce point de vue, il reste vulnérable aux conflits dans le cadre de la dimension « **Gouvernance des ressources naturelles** ».

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,9/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées d'un score au-dessus de la moyenne.
- Score précédent : 2,5
- Le Sénégal progresse dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 3,1/5

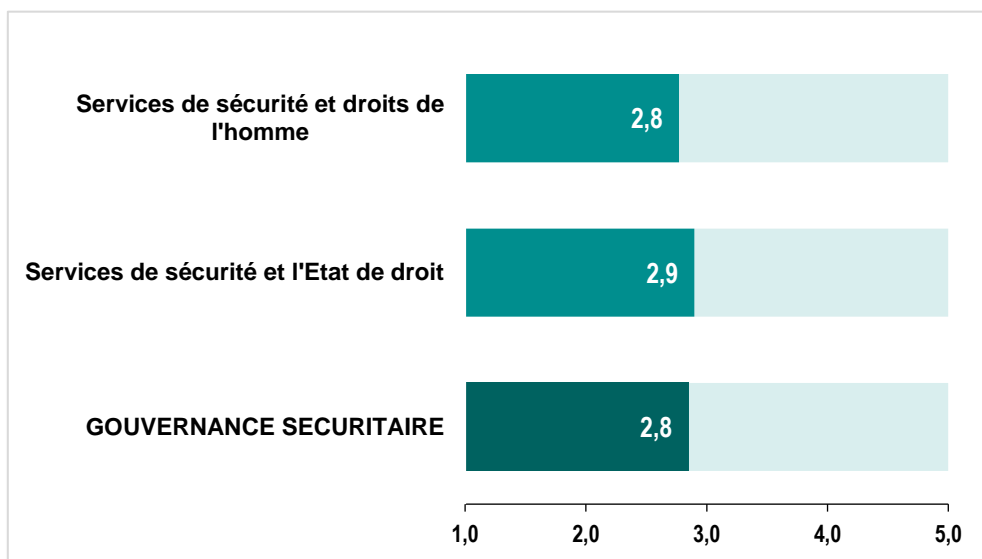
- Un score acceptable
- Score précédent : 1,7
- Une nette progression est à relever dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,7/5

- Un score moyen
- Score précédent : 3
- Une baisse légère du score est observée
- Une prise de conscience de l'importance de cette dimension se fait jour avec les récentes déclarations du Président de la République qui a annoncé un certain nombre d'initiatives.

Conclusion : Au regard de la note attribuée, il y a lieu de considérer que pour cette dimension, le Sénégal réduit significativement sa vulnérabilité même si dans ce domaine les acquis restent fragiles.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,8/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées de scores moyens.
- Score précédent : **3,6**
- On observe une forte régression du Sénégal dans cette dimension du CPCC
- Il est difficile de trouver une explication à cette situation. On pourrait néanmoins l'imputer au sentiment d'insécurité liée à la recrudescence des agressions et meurtres fortement médiatisés.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'homme » : 2,8/5

- Un score moyen
- Score précédent : **3,9**
- Le Sénégal régresse fortement dans cette sous-dimension, soit d'un point.
- Une situation d'autant plus étonnante que les forces de sécurité sont bien formées en ce qui concerne les droits humains.

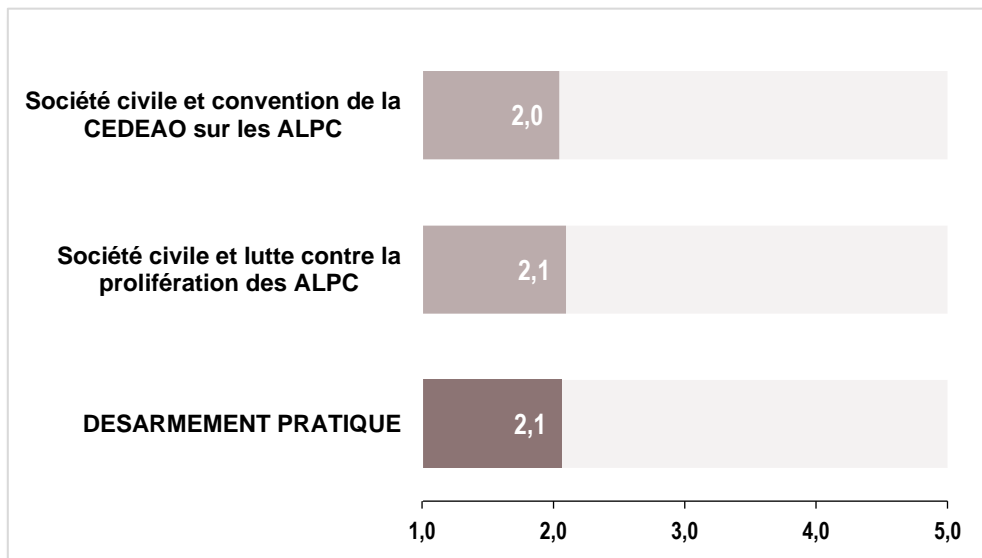
Sous-dimension « Services de sécurité et l'État de droit » : 2,9/5

- Un score moyen
- Score précédent : **3,4**
- La régression du Sénégal est importante d'autant plus que le processus démocratique n'a jamais été interrompu par un coup d'État.

Conclusion : On constate une régression non négligeable dans cette dimension du CPCC.

Le niveau de la gouvernance sécuritaire reste acceptable au Sénégal dans l'ensemble. Il reste que les fortes variations constatées appellent à la consolidation des acquis.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 2,1 /5

- Un très faible score
- Aucune sous-dimension n'est créditée d'un score au-dessus de la moyenne.
- Score précédent : **3,3**
- Le Sénégal régresse sensiblement dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Société civile et Convention de la CÉDÉAO sur les ALPC » : 2/5

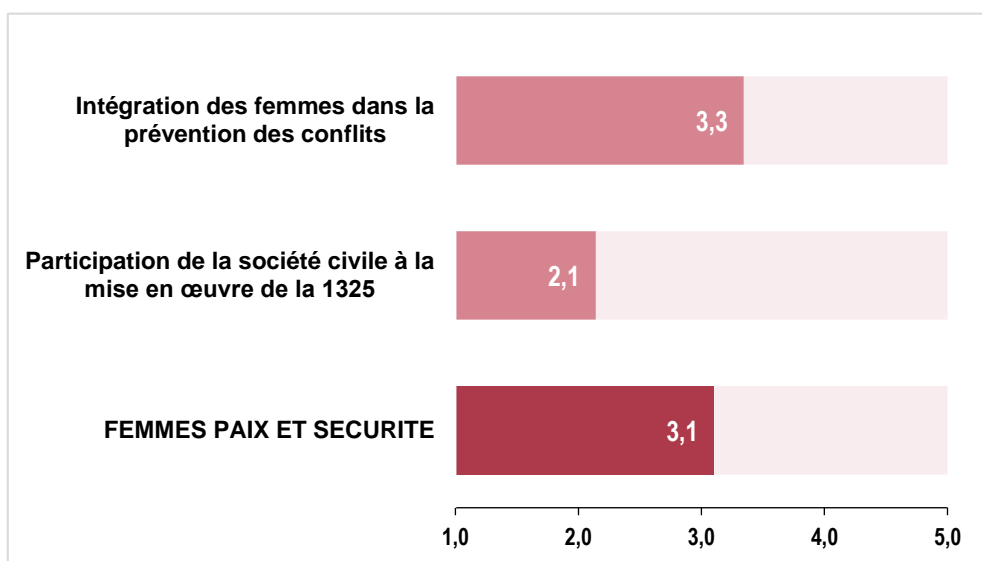
- Un très mauvais score
- Score précédent : **3,2**
- On observe une baisse non négligeable du score du Sénégal pour cette sous-dimension.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,1/5

- Un score très faible
- Score précédent : **3,5**
- Il apparaît que le score du Sénégal a fortement baissé.

Conclusion : Le Sénégal semble avoir perdu les acquis relevés lors de l'évaluation précédente pour devenir vulnérable aux conflits eu égard à la dimension « **Désarmement pratique de la CÉDÉAO** » du CPCC.

j. Femmes, paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 3,1/5

- Un score acceptable
- Un score redevable à la sous-dimension « intégration des femmes dans la prévention des conflits »
- Les femmes bénéficient d'un cadre institutionnel et juridique relativement protecteur de leurs droits même si certaines discriminations persistent.
- Score précédent : **3,4**
- On constate une légère régression dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 3,3/5

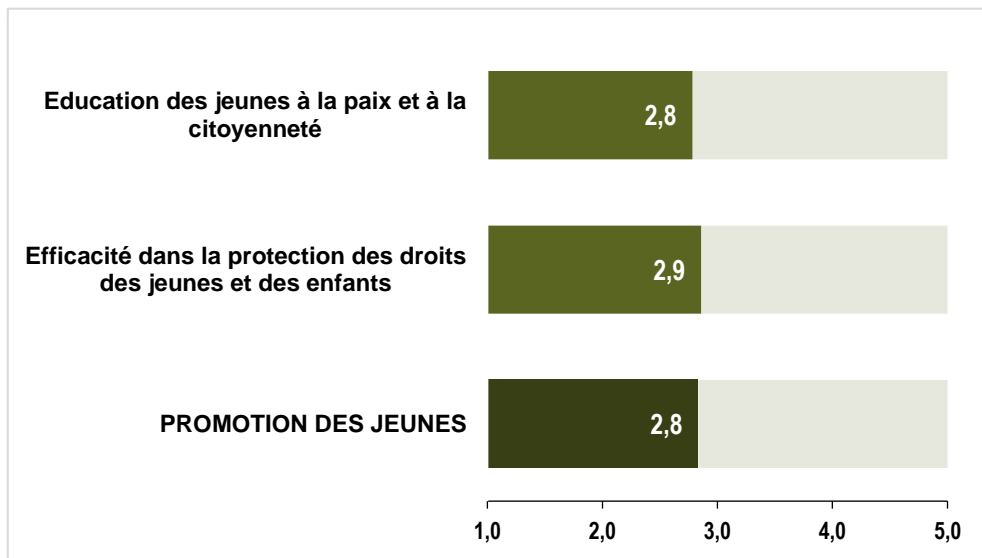
- Un score acceptable
- Score précédent : **3,5**
- Une légère régression du Sénégal est néanmoins constatée dans cette sous-dimension
- Le point positif reste donc la prise en compte de la dimension genre dans la prévention des conflits qui est impérative en ce sens que les femmes sont parmi les plus exposées dans les situations de conflit.

Sous-dimension « Participation de la société civile à la mise en œuvre de la 1325 » : 2,1/5

- Un score très faible
- Score précédent : **3**
- La situation se détériore pour le Sénégal dans cette sous-dimension.

Conclusion : Si le Sénégal a pu maintenir un score au-dessus de la moyenne pour la dimension « Femmes, paix et sécurité », les acquis doivent être consolidés.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,8/5

- Un score moyen
- Les différentes sous-dimensions sont néanmoins créditées de scores au-dessus de la moyenne.
- Score précédent : **2,8**
- La situation reste stationnaire pour le Sénégal pour cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Education des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2,8/5

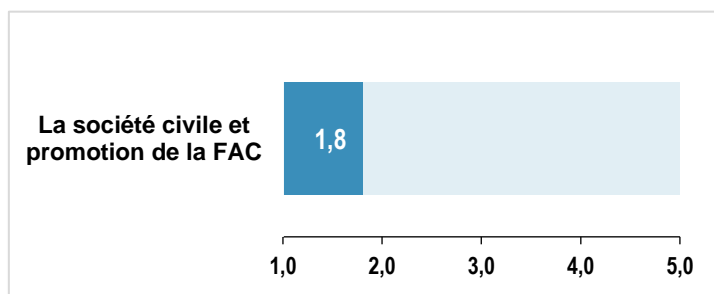
- Un score moyen
- Score précédent : **2,9**
- Un léger recul du score qui se maintient au-dessus de la moyenne est relevé.

Sous-dimension « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,9/5

- Un score moyen
- Ce score semble conforme à certaines évaluations. L'Indice de concrétisation des droits des enfants au Sénégal est crédité d'un score de **6,35/10**.
- Les différents programmes conçus pour les jeunes n'ont pas encore permis d'absorber sensiblement le chômage des jeunes.
- Un des problèmes majeurs auxquels sont confrontés les enfants reste la mendicité.
- Score précédent : **2,8**
- Le Sénégal se bonifie légèrement dans cette sous-dimension.

Conclusion : Le Sénégal a pu préserver un score au-dessus de la moyenne même s'il reste peu élevé. Des acquis existent eu égard à la dimension « **Promotion des jeunes** » mais ils doivent être consolidés pour réduire la vulnérabilité du pays.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

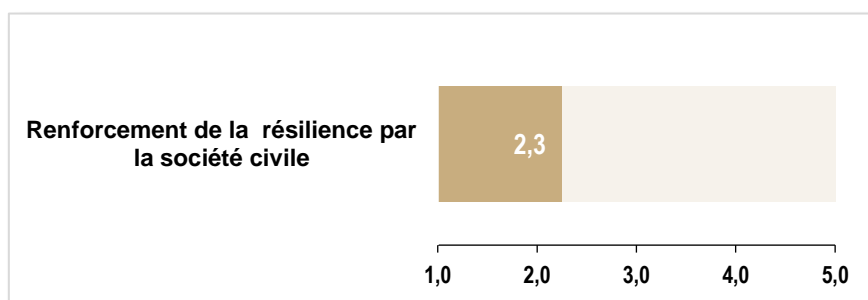


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 1,8/5.

- Un faible score
- Score précédent : **2,2**
- Il apparaît que le Sénégal a régressé légèrement dans cette dimension du CPCC.
- La crise récente en Gambie où les forces de défense sénégalaises ont été mobilisées avec celles en attente de la CÉDÉAO pourrait renforcer l'intérêt de la société civile à l'égard de ces dernières.

Conclusion : Pour l'heure, le Sénégal reste donc très vulnérable aux conflits du point de vue de la dimension « **Forces en attente de la CÉDÉAO** ».

m. Assistance humanitaire

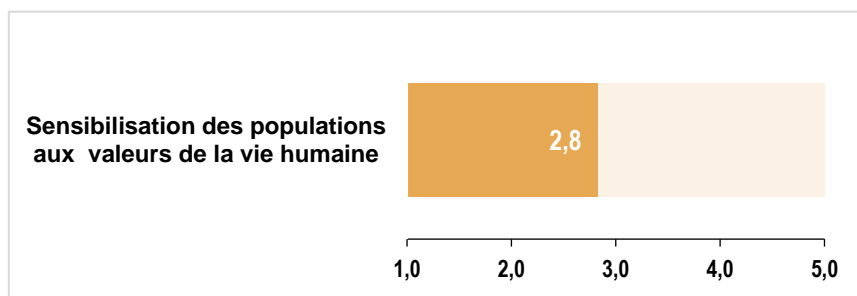


Dimension « Assistance humanitaire » : 2,3 /5

- Un score faible
- L'action de la société civile de prévention des catastrophes naturelles ou de renforcement de la résilience des populations pour y faire face apparaît insuffisante.
- Score précédent : **2,4**
- Le Sénégal a très légèrement régressé par rapport à l'évaluation précédente.

Conclusion : Le Sénégal reste vulnérable aux conflits eu égard à la dimension « **Assistance humanitaire** » du CPCC.

n. Éducation à la paix

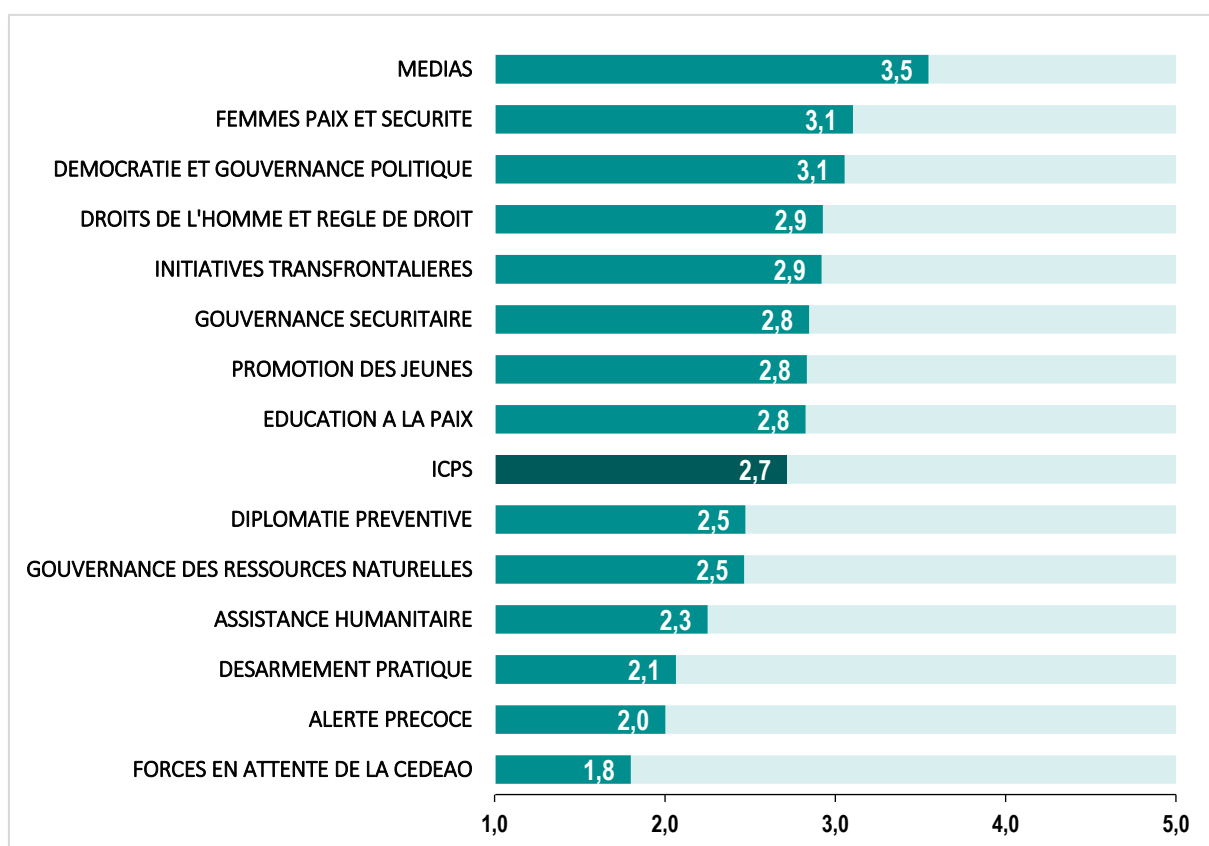


Dimension « Éducation à la paix » : 2,8/5

- Un score moyen
- Ce score apparaît certes moyen mais il ne doit nullement être sous-estimé en raison de l'existence d'une culture très ancrée de la paix au Sénégal.
- Score précédent : **2,8**
- Il apparaît que le score attribué au Sénégal n'a pas varié et s'est maintenu à **2,8**.

Conclusion : En dépit des acquis le Sénégal n'a pas pu réduire davantage sa vulnérabilité dans la dimension « **Éducation à la paix** » du CPCC.

o. Récapitulatif



ICPS : 2,7

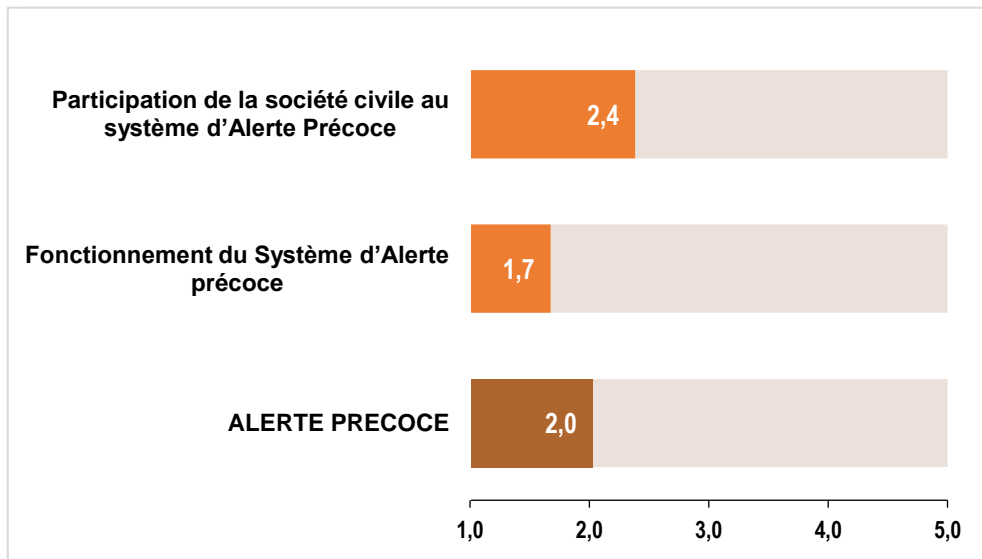
- Un score moyen
- Un score qui place le Sénégal en dehors de la zone rouge de l'ICPS.

- Un résultat d'autant plus justifié qu'il a obtenu de scores au-dessus de la moyenne pour 8 des 14 dimensions du CPCC.
- S'il faut se garder de hiérarchiser les dimensions, il convient de souligner que le Sénégal a obtenu des scores au-dessus de la moyenne pour des dimensions importantes dans la construction de la paix. On peut, entre autres, citer les dimensions « **Médias** » « **Démocratie et gouvernance politique** », « **Femmes, paix et sécurité** », « **Gouvernance sécuritaire** » ou encore « **Promotion des jeunes** ».
- On peut regretter qu'une dimension telle que la « **Gouvernance dans les ressources naturelles** » soit créditée d'un mauvais score, considérant que les ressources naturelles constituent une source potentielle de conflits.
- La comparaison avec l'évaluation précédente fait apparaître que le Sénégal a pu maintenir son score pour les dimensions « **Éducation à la paix** » et « **Promotion des jeunes** ». Il a pu progresser pour les dimensions « **Initiatives transfrontalières** » et « **Médias** ». Il a régressé pour le reste des dimensions du CPCC. Dans les dimensions « **Femmes, paix et sécurité** », « **Désarmement pratique** » et « **Diplomatie préventive** », on observe une forte régression. Pour la dimension « **Femmes, paix et sécurité** », son score est passé de **3,4** à **2,7** alors que pour les dimensions « **Désarmement pratique** » et « **Diplomatie préventive** » la régression est telle que d'un score au-dessus de la moyenne, le Sénégal s'est retrouvé avec un score en dessous de la moyenne, soit respectivement de **3,3** à **2,1** et de **3,4** à **2,5**.

Conclusion : Le Sénégal dispose d'acquis non négligeables pour prévenir les conflits au regard du CPCC, mais les régressions observées constituent un signal fort pour l'amélioration et la consolidation des acquis. Le Sénégal présente encore beaucoup de vulnérabilités.

9. Togo

a. Alerte précoce



Dimension « Alerte précoce du CPCC » : 2/5

- Faible score
- Aucune sous-dimension n'a enregistré un score au-dessous de la moyenne.
- Score précédent : **2,4**
- On observe une régression du Togo dans cette dimension du CPCC.

Dimension « Participation de la société civile au système d'alerte précoce » : 2,4/5

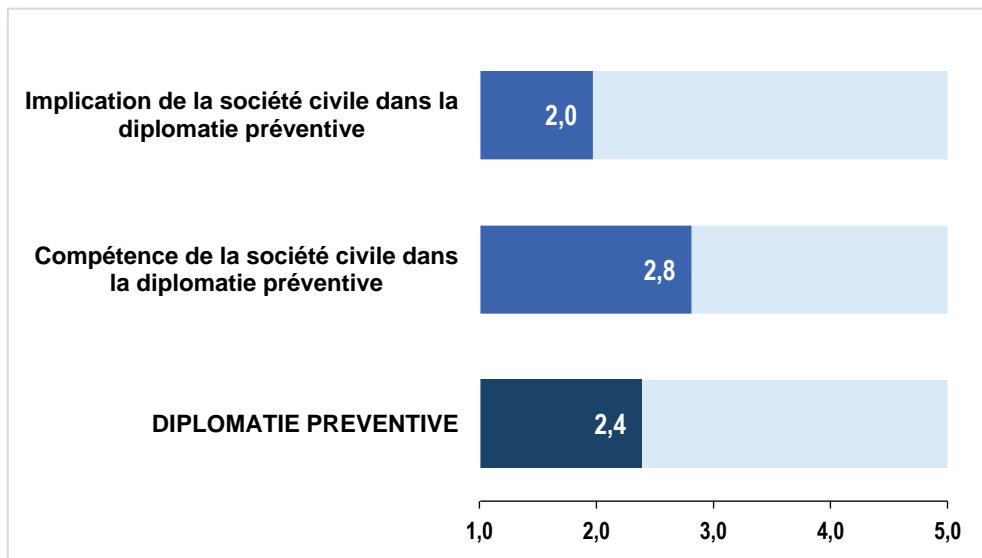
- Un score faible
- Score précédent : **2,3**
- Le Togo améliore légèrement son score.

Dimension « Fonctionnement du système d'alerte » : 2/5

- Un score très faible
- Score précédent : **2,5**
- Le Togo régresse dans cette sous-dimension.

Conclusion : Il apparaît ainsi que s'agissant de la dimension « **Alerte précoce** » du CPCC, le Togo reste très vulnérable aux conflits.

b. Diplomatie préventive



Dimension « Diplomatie préventive » : 2,4/5

- Un faible score
- Un score redevable davantage à l'implication de la société civile dans la diplomatie préventive.
- Score précédent : **2,7**
- Le Togo régresse dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Implication de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2/5

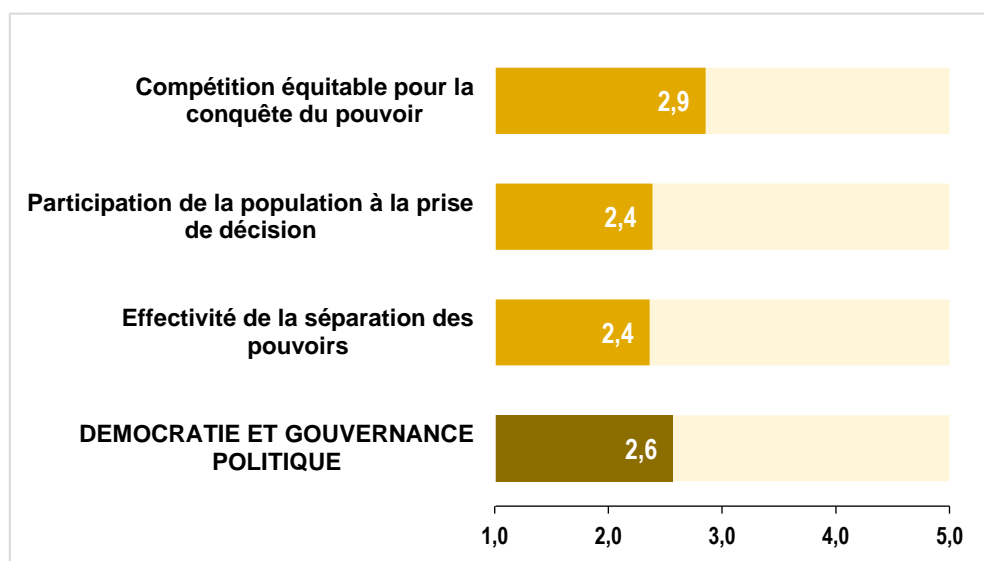
- Un score très faible
- Score précédent : **2,2**
- On observe une légère régression du Togo dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Compétence de la société civile dans la diplomatie préventive » : 2,8/5

- Un score moyen
- Score précédent : **3**
- Le Togo accuse un léger recul dans cette sous-dimension.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Diplomatie préventive** » du CPCC, la vulnérabilité du Togo aux conflits s'est aggravée.

c. Démocratie et Gouvernance Politique



Dimension « Démocratie et Gouvernance politique » : 2,6/5

- Un score très moyen
- Ce score est davantage redevable à la compétition équitable pour la conquête du pouvoir, les deux autres sous-dimensions étant créditées de scores en dessous de la moyenne.
- Score précédent : 2,6
- Le Togo stagne dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Compétence équitable pour la conquête du pouvoir » : 2,9/5

- Un score moyen
- Ce score même peu élevé peut être questionné au regard du caractère non consensuel du processus électoral au Togo. Le Togo est une démocratie bloquée en raison des réformes toujours envisagées mais jamais réalisées faute d'accord au sein de la classe politique.
- Score précédent : 3
- On relève un léger recul du Togo dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Participation de la population à la prise de décision » : 2,4/5

- Un score faible
- Un score confirmé par le classement du Togo dans l'indice Mo Ibrahim, le Togo étant crédité d'un score de 35,8/100 même si on y relève une légère augmentation du taux de participation de l'ordre de 1,1. Le Togo se retrouve à la 33^{ème} place en Afrique.
- Score précédent : 2,7
- On observe là également une régression du Togo.

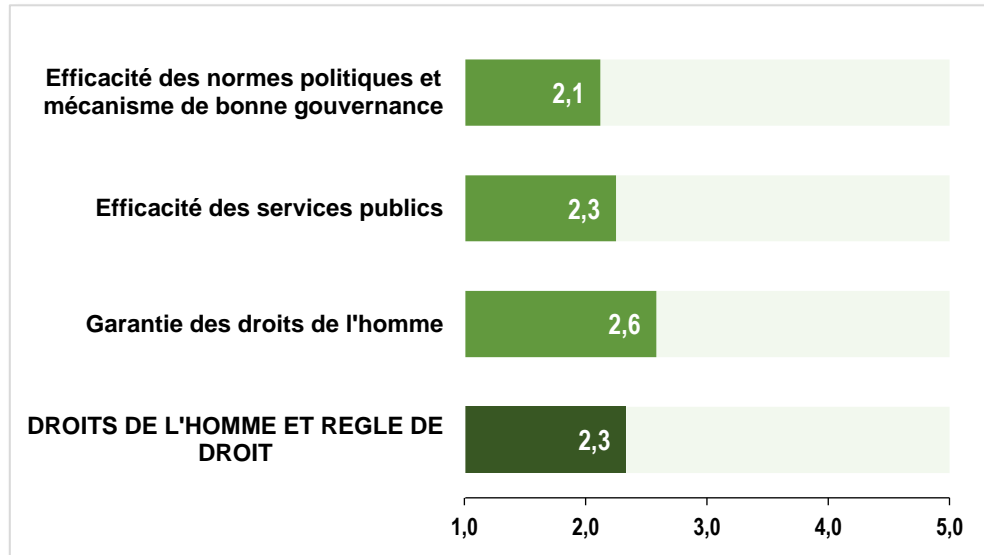
Sous-dimension « Effectivité de la séparation des pouvoirs » : 2,4/5

- Un score faible
- Ce faible score est justifié par la nature présidentieliste du régime politique togolais qui fait du Président la clé de voute des Institutions et qui, à ce titre, domine autant le pouvoir législatif que le judiciaire. Au Togo, comme du reste dans les autres pays couverts, les tentatives d'encadrer l'institution présidentielle n'ont jamais abouti.
- Score précédent : 1,9

- Le Togo se bonifie dans cette sous-dimension même si cette progression reste insuffisante.

Conclusion : Le Togo a pu préserver son score pour cette dimension du CPCC tout en restant vulnérable aux conflits en raison du caractère moyen du score.

d. Droits de l'homme et règle de droit



Dimension « Droits de l'Homme et règle de droit » : 2,3/5

- Un score très faible
- La seule sous-dimension qui a été créditée d'un score au-dessus de la moyenne est celle relative à la « Garantie des droits de l'Homme ».
- Score précédent : **2,5**
- Le Togo accuse un léger recul dans cette dimension.

Sous-dimension « Efficacité des normes, politiques et mécanismes de bonne gouvernance » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Un score qui se comprend aisément au regard du classement du Togo dans l'IPC de Transparency International. Avec un score de **32/100**, le Togo s'est classé 107^{ème} sur 167 pays classés et occupe le 26^{ème} rang en Afrique.
- Score précédent : **2,3**
- Le score du Togo baisse dans cette sous-dimension.

Sous-dimension : « Efficacité des services publics » : 2,3/5

- Un score très faible
- La célérité dans la délivrance du service ainsi que l'accessibilité du service qui fondent une bonne perception de l'efficacité d'un service public manquent en fait au Togo pour une bonne partie des services publics.
- Score précédent : **1,8**
- Un progrès est ici observé mais il reste insuffisant.

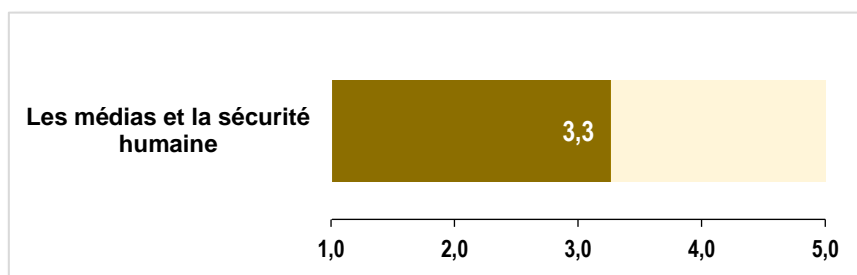
Sous-dimension « Garantie des droits de l'Homme » : 2,6/5

- Un score moyen

- Certains rapports sur les droits humains font apparaître une évolution en dents de scie où l'on note des avancées sur le plan législatif mais parallèlement l'on constate des cas de violations des droits humains et d'impunité.⁵⁰ Cette situation explique sans doute le score moyen attribué à cette sous-dimension.
- Score précédent : **3,5**
- Le Togo régresse sensiblement dans cette sous-dimension

Conclusion : Pour la dimension « **Droits de l'Homme et règle de droit** » du CPCC, le Togo a aggravé sa vulnérabilité face aux conflits.

e. Médias



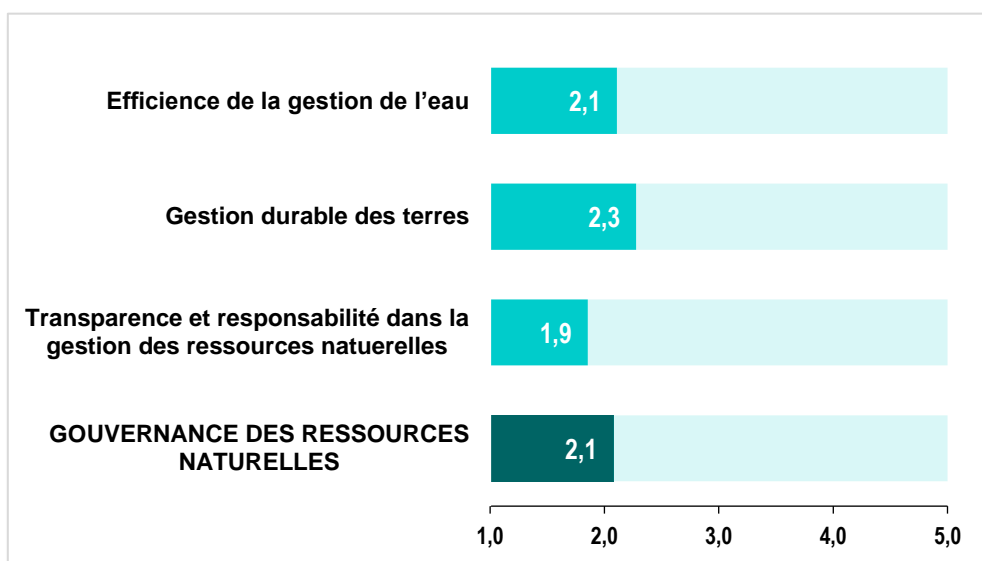
Dimension « Médias » : 3,3/5

- Un score faible
- Comme du reste dans les autres pays couverts, le Togo dispose en ses médias un outil puissant de promotion de la sécurité humaine. Cette performance des médias dans ce domaine n'est pas nouvelle.
- Score précédent : **3,7**
- On observe un léger recul qui ne remet fondamentalement pas le bon score du Togo dans cette dimension

Conclusion : Les scores obtenus par le Togo pour la dimension « **Médias** » lors des deux évaluations montrent que ce pays dispose d'un acquis important pour prévenir les conflits en général et promouvoir la sécurité humaine en particulier.

⁵⁰ Voir rapport 2015 Amnesty International

f. Gouvernance des ressources naturelles



Dimension « Gouvernance des ressources naturelles » : 2,1/5

- Un score faible
- Toutes les sous-dimensions sont créditées de mauvais scores
- Score précédent : 2
- La progression reste symbolique en ce sens que le score est très en deçà de la moyenne

Sous-dimension « Efficience de la gestion de l'eau » : 2,1/5

- Un score très faible
- Ce score est lié, du moins en partie, à l'absence d'une protection efficace des ressources en eau dans un contexte marqué par une baisse de la pluviométrie.
- Score précédent : 2,1
- La situation reste stationnaire dans cette sous-dimension

Sous-dimension « Transparence et responsabilité dans la gestion des ressources naturelles » : 1,9/5

- Un mauvais score
- Malgré l'adhésion à l'ITIE et le fait d'avoir été déclaré conforme en 2013, l'accès à l'information reste encore problématique.⁵¹
- Score précédent : 1,8
- Le Togo se bonifie mais de manière anecdotique, le score restant très faible.

Sous-dimension « Gestion durable des terres » : 2,3/5

- Un faible score
- La dégradation des sols atteste d'une gestion peu durable des terres. Ainsi si 64 % du territoire togolais est constitué de terres agricoles, on estime que la moitié de ces sols est aujourd'hui peu fertile en raison de l'inadéquation des méthodes culturales.⁵²

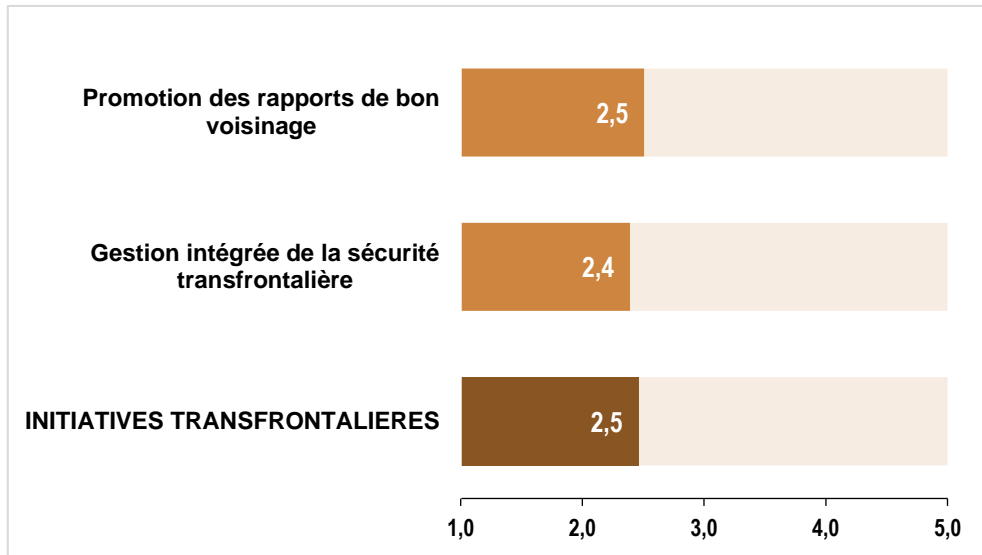
⁵¹ Fondation Gabriel Péri, *Géopolitiques des ressources et conflits au Sahel, 3^{ème} cycle de conférences sur l'espace sahélo-saharien*, <http://www.gabrielperi.fr/assets/files/pdf/CR%20sahel%2026%20f%C3%A9vrier.pdf>

⁵² DZOGBEDO Agbenyo, *Projet de gestion intégrée des catastrophes et des terres – Cadre de gestion environnementale et Sociale*, in Rapport Final, mars 2011 p.20

- Score précédent : **2**
- La progression pour cette dimension reste très faible.

Conclusion : Du point de vue de la dimension « **Gouvernance des ressources naturelles** » du CPCC, le Togo est encore très vulnérable aux conflits.

g. Initiatives transfrontalières



Dimension « Initiatives transfrontalières » : 2,5/5

- Un score très moyen
- Les scores attribués aux deux sous-dimensions sont peu satisfaisants.
- Score précédent : **2,5**

Sous-dimension « Promotion des rapports de bon voisinage » : 2,5/5

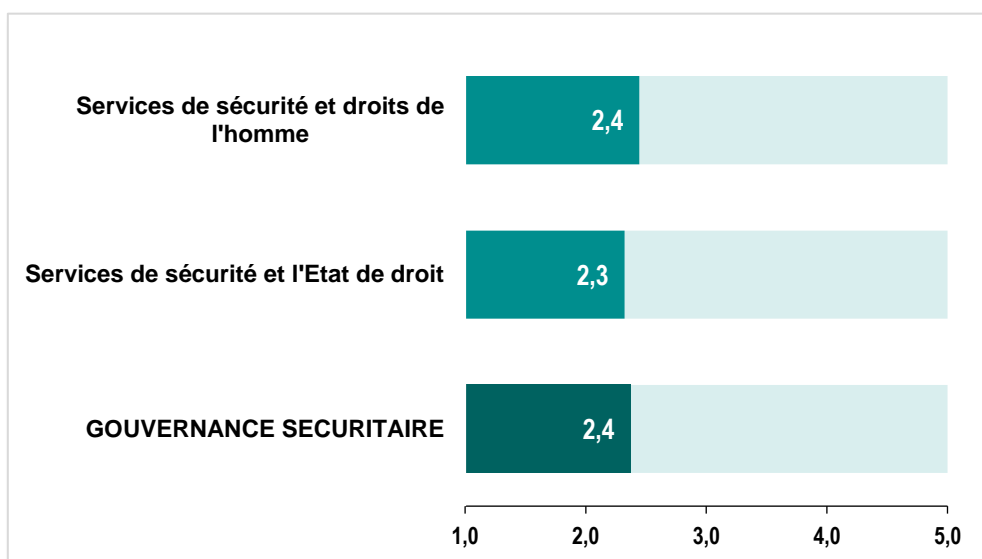
- Un score très moyen
- Score précédent : **1,7**
- Une progression non négligeable est observée, le Togo ayant obtenu la moyenne.

Sous-dimension « Gestion intégrée de la sécurité transfrontalière » : 2,4/5

- Un score faible
- Score précédent : **3,1**
- On observe une régression importante, d'un score au-dessus de la moyenne le Togo se retrouve en deçà de la moyenne.

Conclusion : Eu égard à la dimension « **Initiatives transfrontalières** » du CPCC, le Togo n'a pas pu vaincre sa vulnérabilité aux conflits.

h. Gouvernance sécuritaire



Dimension « Gouvernance sécuritaire » : 2,4/5

- Un score faible
- Aucune sous-dimension n'est créditée de la moyenne.
- Score précédent : 2,6
- On observe une régression du Togo dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Services de sécurité et droits de l'Homme » : 2,4/5

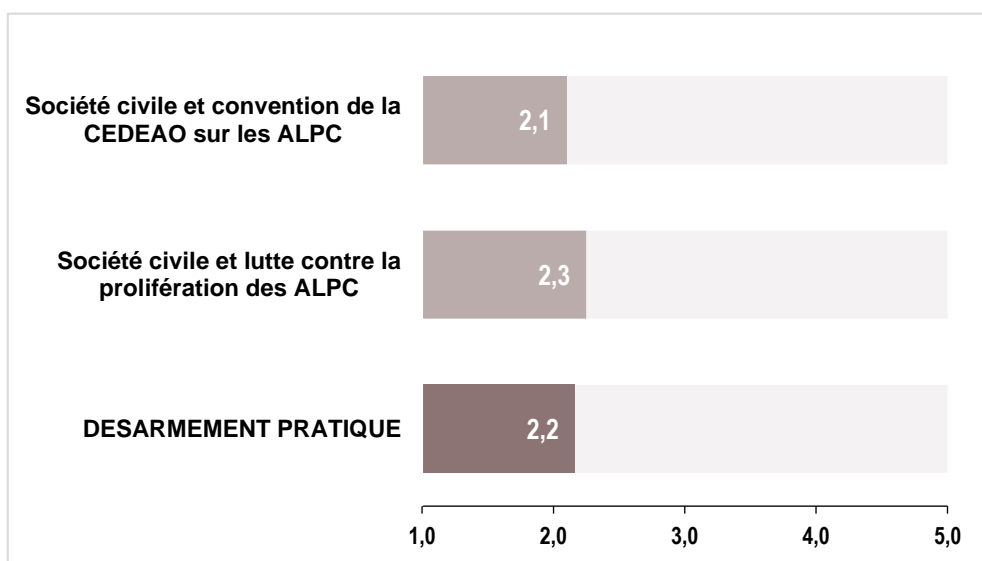
- Un score faible
- Comme il a été déjà souligné, des violations de droits humains par les services de sécurité ont été parfois dénoncées par des organisations de défense des droits humains.
- Score précédent : 2,5
- On relève une régression du Togo pour cette sous-dimension.

Sous-dimension « Services de sécurité et l'État de droit » : 2,3/5

- Un très faible score
- L'interférence des forces de sécurité dans la transmission du pouvoir n'est pas de nature à forger une bonne image de ces services de sécurité auprès des populations.
- Score précédent : 2,7
- Le score du Togo dans cette sous-dimension accuse une baisse importante de son score.

Conclusion : Pour la dimension « Gouvernance sécuritaire », la vulnérabilité du Togo face aux conflits s'est aggravée.

i. Désarmement pratique



Dimension « Désarmement pratique » : 2,2/5

- Un score très faible
- Aucune sous-dimension n'est créditée de la moyenne.
- Score précédent : **2,2**
- La situation du Togo par rapport à l'évaluation précédente reste inchangée.

Sous-dimension « Société civile et lutte contre la prolifération des ALPC » : 2,3/5

- Un score faible
- Il convient de souligner que la société civile togolaise est bien représentée au sein de la Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petit calibre et à ce titre, elle contribue au travail mené par cette Commission. Regroupée au sein du Réseau d'action sur les armes légères au Togo (RESALT), la société civile s'active principalement dans la sensibilisation sur les armes légères. Sa coopération étroite avec la Commission nationale lui permet de bénéficier de certaines formations notamment au niveau international⁵³.
- Mais son impact sur la lutte contre les ALPC reste encore limité.
- Score précédent : **2,1**
- On constate une progression du Togo qui reste faible.

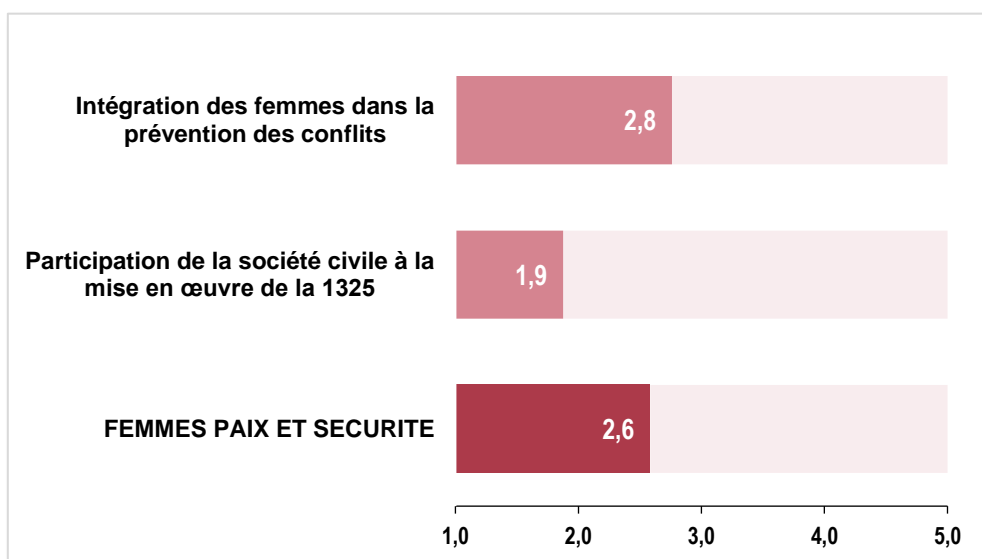
Sous-dimension « Société civile et convention de la CÉDÉAO » : 2,1/5

- Un mauvais score
- Score précédent : **2,3**
- On observe une progression symbolique, le score restant très en deçà de la moyenne.

Conclusion : Le Togo n'a pas réduit sa vulnérabilité aux conflits, eu égard à la dimension « Désarmement pratique » du CPCC.

⁵³ Rapport 2013 de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes, la circulation et le trafic illicite des armes légères et de petit calibre (CNLPAL/Togo), p.28

j. Femmes paix et sécurité



Dimension « Femmes, paix et sécurité » : 2,6/5

- Un score moyen
- Ce score est imputable à la sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits », l'autre sous-dimension étant créditée d'un faible score.
- Score précédent : **2,8**
- On observe une progression légère du Togo dans cette dimension du CPCC.

Sous-dimension « Intégration des femmes dans la prévention des conflits » : 2,8/5

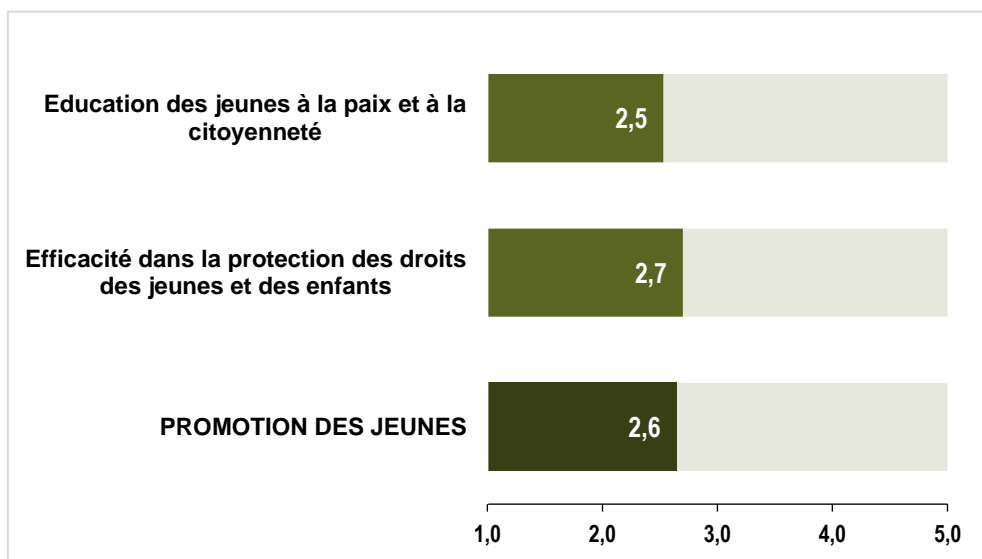
- Un score moyen
- Score précédent : **3,1**
- Une certaine régression est observée dans cette sous-dimension.

Sous-dimension « Société civile dans la mise en œuvre de la 1325 » : 1,9/5

- Un score faible
- Les résultats limités de la société civile dans la mise en œuvre de 1325 s'expliquent pour certains par un manque de moyens et par la technicité de certains aspects de cette résolution.
- Score précédent : **2,3**
- On relève des progrès dans cette sous-dimension pour le Togo qui restent cependant très limités, le score étant toujours très faible.

Conclusion : Dans la dimension « Femmes, paix et sécurité » du CPCC, le Togo voit sa vulnérabilité aux conflits s'aggraver même si le score conféré à l'intégration des femmes dans la prévention atteste dans une certaine mesure de la prise en compte de la dimension genre, une option pertinente dans toute stratégie de prévention des conflits.

k. Promotion des jeunes



Dimension « Promotion des jeunes » : 2,6/5

- Un score moyen
- Les deux sous-dimensions sont créditées d'un score égal ou supérieur à la moyenne.
- Score précédent : **2,7**
- On observe une très légère progression dans cette dimension du CPCC.
- Dans l'objectif de promouvoir l'emploi des jeunes, une stratégie nationale de promotion de la croissance et de l'emploi des jeunes a été mise en place, mais la croissance de l'économie reste encore faible pour générer suffisamment d'emplois.

Sous-dimension « Éducation des jeunes à la paix et à la citoyenneté » : 2,5/5

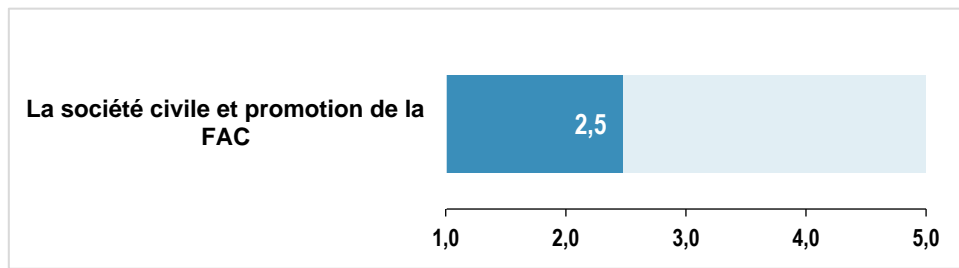
- Un score très moyen
- Score précédent : **2,8**
- Le score du Togo dans cette sous-dimension baisse

Sous-dimension : « Efficacité dans la protection des droits des jeunes et des enfants » : 2,6/5

- Un score moyen
- Un score conforté par l'indice de concrétisation des droits des enfants qui est de **6,18/10**.
- Score précédent : **2,7**
- On relève ici une régression très légère du Togo dans cette sous-dimension

Conclusion : Pour cette dimension « **Promotion des jeunes** », le Togo dispose certes de quelques acquis mais des efforts restent à faire pour réduire de manière plus décisive sa vulnérabilité dans ce domaine.

I. Forces en attente de la CÉDÉAO

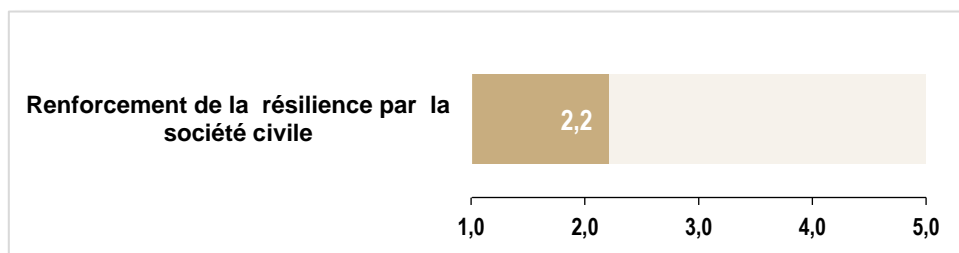


Dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » : 2,5/5

- Un score très moyen
- La Société civile togolaise a été plus efficace que celle de certains pays couverts pour cette dimension du CPCC. En effet, pour cette dimension, rares sont les pays où la société civile a pu engager des actions significatives.
- Score précédent : **2,7**
- Le Togo enregistre néanmoins une régression dans cette sous-dimension

Conclusion : Les acquis méritent, par conséquent, d'être consolidés pour vaincre les vulnérabilités du Togo dans ce domaine.

m. Assistance humanitaire



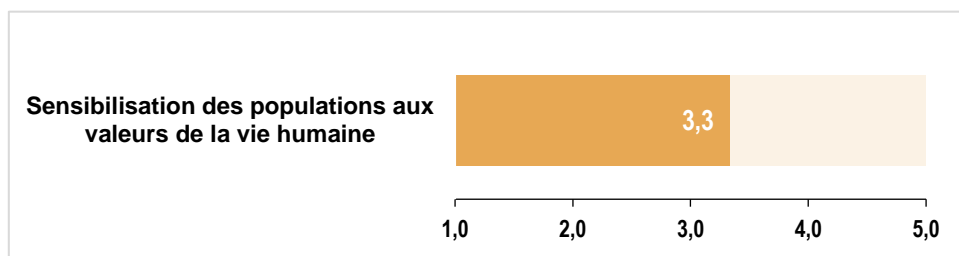
Dimension « Assistance humanitaire » : 2,2/5

- Un score faible
- La société civile togolaise n'a pas été efficace pour prévenir des catastrophes naturelles ou rendre résilientes les populations face aux défis de la sécurité humaine.
- Score précédent : **2,3**

L'analyse comparée avec l'évaluation précédente montre une très faible régression du Togo.

Conclusion : Dans cette dimension du CPCC, le Togo confirme sa forte vulnérabilité aux conflits.

n. Éducation à la paix

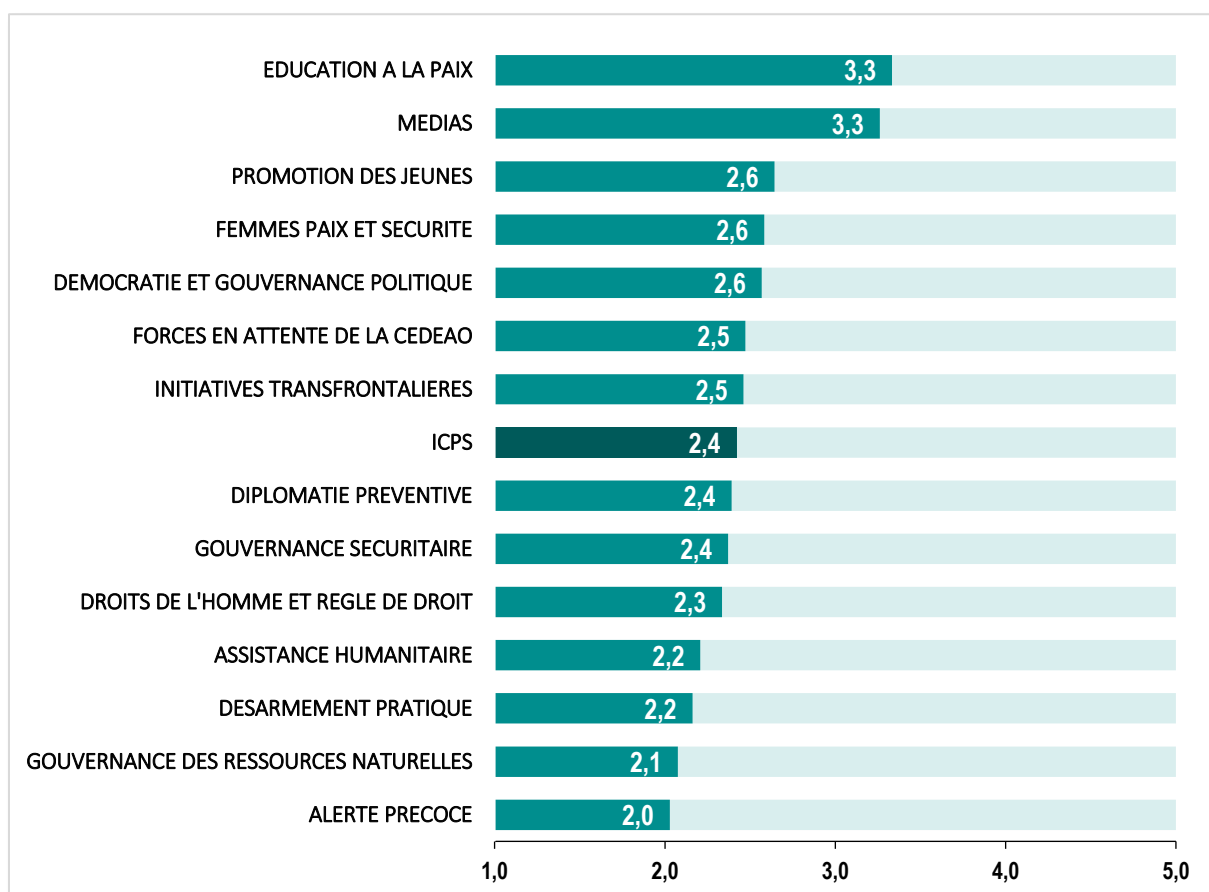


Dimension « Éducation à la paix » : 3,3

- Un score acceptable
- Score précédent : **2,7**
- L'analyse comparée avec l'évaluation précédente montre clairement une forte progression, le score obtenu par le Togo passant de **2,7** à **3,3**.

Conclusion : Pour la dimension « **Éducation à la paix** », le Togo consolide ses acquis qui lui permettent de prévenir efficacement les conflits.

o. Récapitulatif



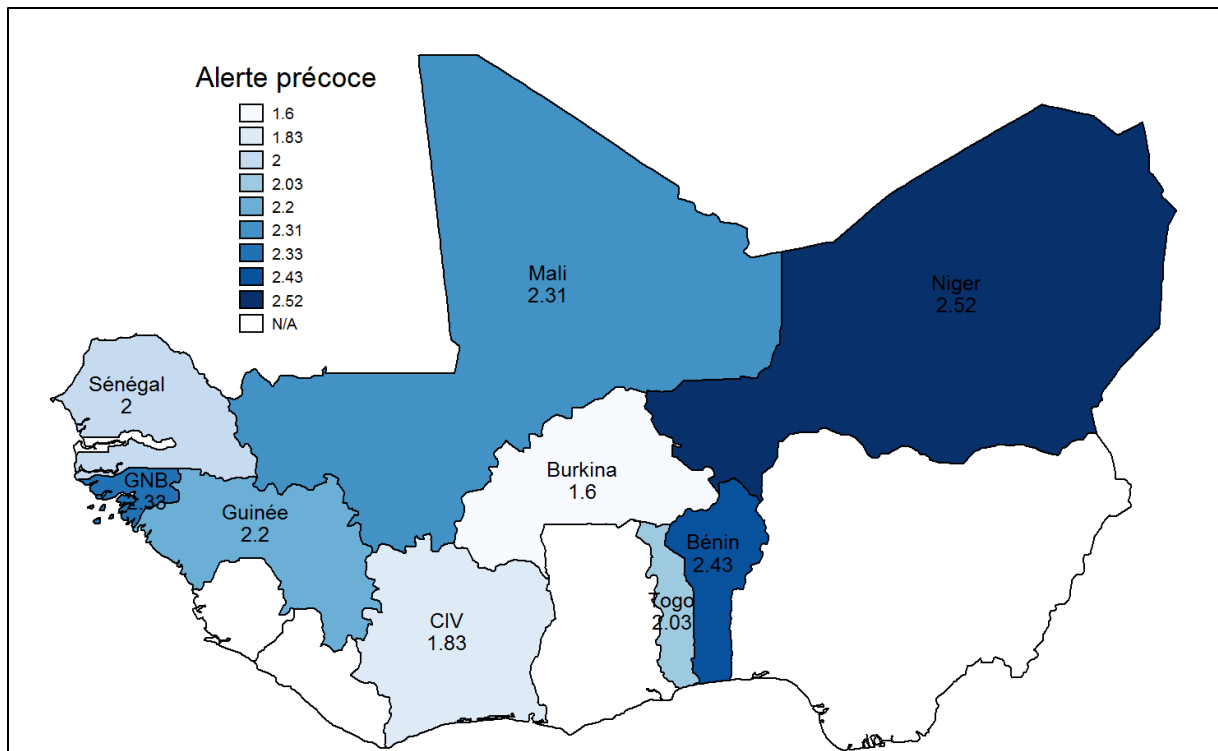
ICPS : 2,4/5

- Un score faible
- Le Togo reste dans la zone rouge de l'ICPS.
- Le Togo a pu réaliser des scores supérieurs ou égaux à la moyenne dans 7 dimensions du CPCC.

- En même temps, il a obtenu des scores en deçà de la moyenne pour les 7 autres dimensions du CPCC. Son faible score s'explique par le fait que les scores au-dessus de la moyenne ne sont pas assez élevés pour compenser le gap de scores en dessous de la moyenne.
- Le Togo dispose néanmoins d'acquis dans des dimensions importantes du CPCC. On peut citer la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » qui est très sensible en Afrique en ce sens que beaucoup de conflits résultent de la conquête et de l'exercice du pouvoir même si pour le Togo l'instabilité politique est loin d'être écartée.
- Il en est de même des dimensions « **Médias** », « **Femmes, paix et sécurité** » ou encore « **Promotion des jeunes** ». Les médias jouent un rôle multidimensionnel par la sensibilisation et l'éducation des populations. La prise en compte des femmes et des jeunes est essentielle dans la prévention des conflits, les femmes et les jeunes étant souvent les couches les plus exposées dans les situations de conflit. S'agissant des jeunes, en particulier, l'intérêt réside dans le fait qu'ils portent l'avenir et par conséquent toute politique qui se veut durable doit les intégrer.
- On peut en revanche regretter que des dimensions comme « **Gouvernance des ressources naturelles** », « **Gouvernance sécuritaire** » et « **Droits de l'Homme et règle de droit** » aient obtenu de faibles scores. Le péril de la malédiction des ressources naturelles n'est pas écarté. De même, la mauvaise gouvernance et le non-respect des droits humains constituent des ressorts de l'instabilité politique.
- Du point de vue de l'évaluation précédente, le Togo a progressé dans les dimensions « **Éducation à la paix** » et « **Gouvernance des ressources naturelles** ». Il a stagné dans les dimensions « **Démocratie et Gouvernance politique** », « **Initiatives transfrontalières** » et « **Désarmement pratique** » et a régressé pour le reste des dimensions au nombre de 9.
- Sur un plan plus global par rapport à l'évaluation précédente, le Togo a régressé au point d'intégrer la zone rouge de l'ICPS, son score passant de **2,6 à 2,4**.

V. RÉSULTATS PAR COMPOSANTE

1. Alerte précoce

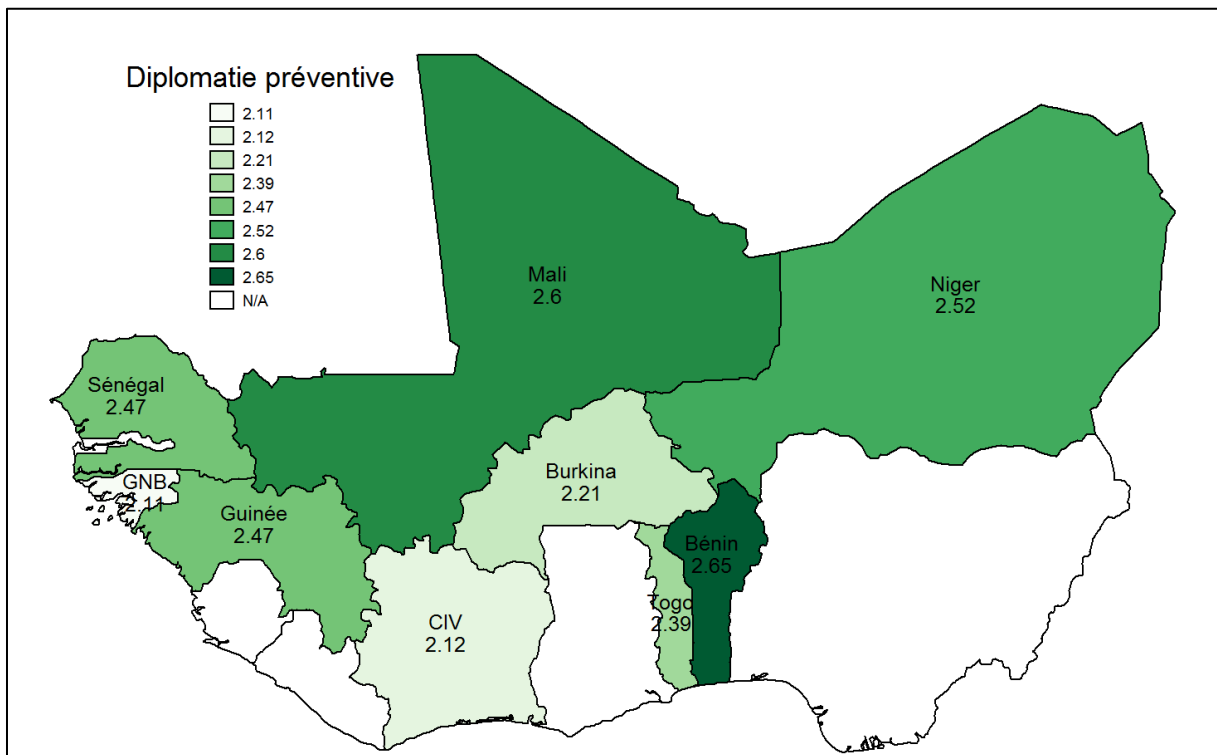


Pour l' « Alerte précoce » le classement des pays couverts s'établit comme suit :

1^{er} Niger (2,52), 2^{ème} Bénin (2,43), 3^{ème} Guinée Bissau (2,33), 4^{ème} Mali (2,31), 5^{ème} Guinée (2,2), 6^{ème} Togo (2,03), 7^{ème} Sénégal (2), 8^{ème} Côte d'Ivoire (1,83), 9^{ème} Burkina Faso (1,6)

- Seul le Niger a pu réaliser un score au-dessus de la moyenne. La dimension « Alerte précoce » constitue, par conséquent, un domaine où les pays présentent une très grande vulnérabilité.
- Ces mauvais scores sont davantage imputables à la CÉDÉAO qu'aux pays. C'est pour cette raison que le système d'alerte précoce est en réforme.
- S'agissant des pays précédemment évalués, seul le Mali a progressé dans cette dimension. Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Togo ont, en revanche, régressé.

2. Diplomatie préventive

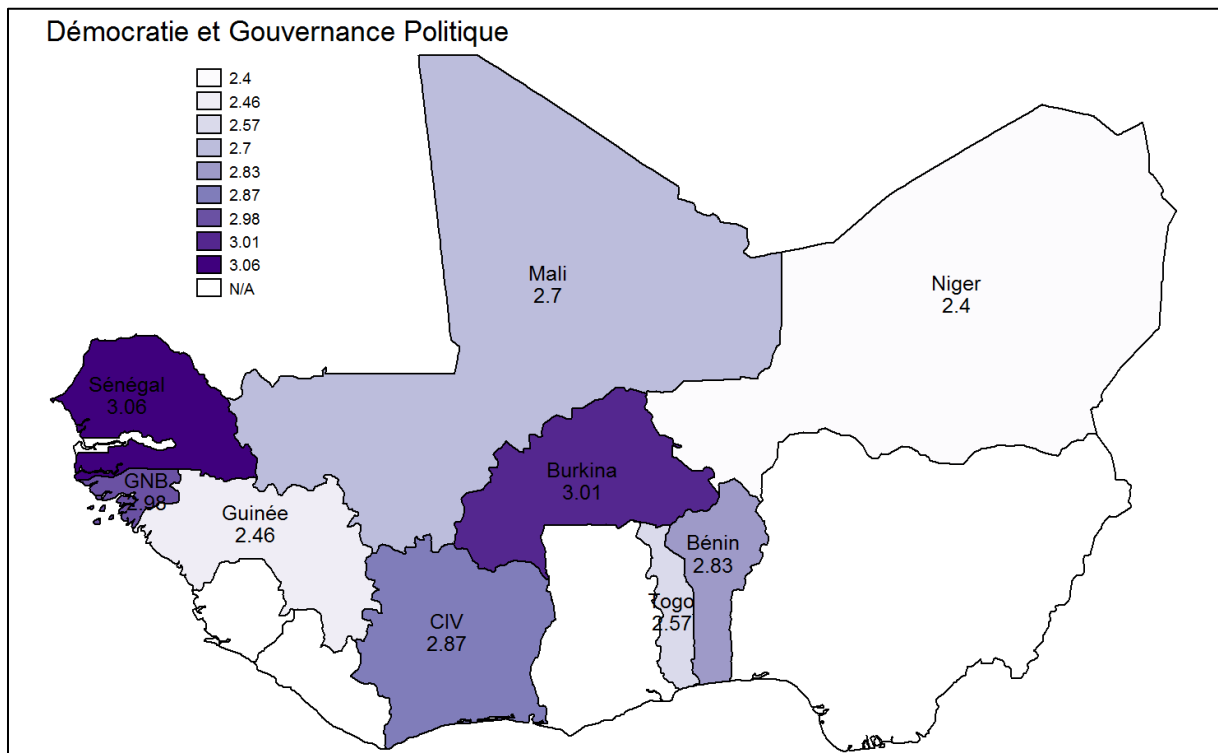


Pour la dimension « **Diplomatie préventive** », le classement des pays couverts s'établit comme suit :

1^{er} Bénin (2,65), 2^{ème} Mali (2,6), 3^{ème} Niger (2, 52), 4^{ème} ex Guinée (2,47), 4^{ème} ex Sénégal (2,47), 6^{ème} Togo (2,39), 7^{ème} Burkina Faso (2,21), 8^{ème} Côte d'Ivoire (2,12), 9^{ème} Guinée Bissau (2,11)

- Trois pays ont obtenu un score au-dessus de la moyenne. Il s'agit du Bénin, du Mali et du Niger. Il s'agit donc d'une dimension où la majorité des pays couverts présentent une grande vulnérabilité.
- Cela est d'autant plus vrai que les pays couverts par l'évaluation précédente ont tous régressé dans cette dimension du CPCC. Il s'agit pour rappel de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Mali, du Sénégal et du Togo.

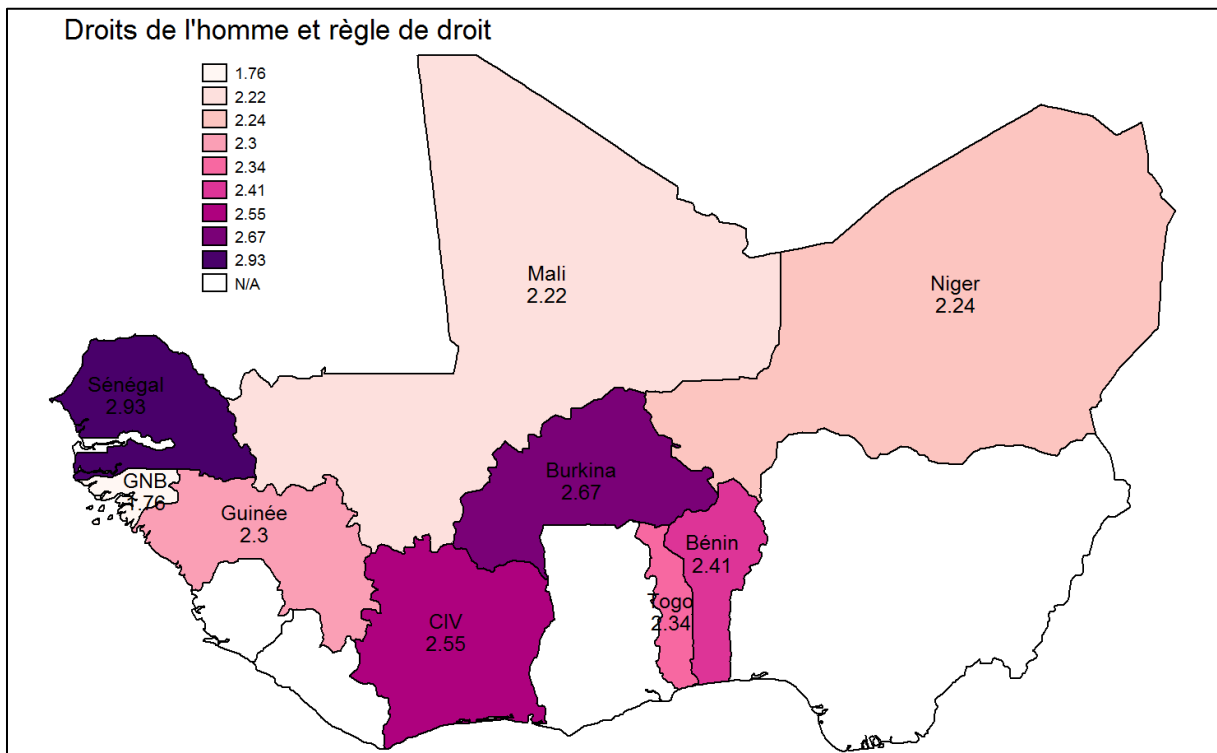
3. Démocratie et Gouvernance Politique



Le classement des pays pour la dimension « **Démocratie et Gouvernance politique** » s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (3,06)**, **2^{ème} Burkina Faso (3,01)**, **3^{ème} Guinée Bissau (2,98)**, **4^{ème} Côte d'Ivoire (2,87)**, **5^{ème} Bénin (2,83)**, **6^{ème} Mali (2,7)**, **7^{ème} Togo (2,57)**, **8^{ème} Guinée (2,49)**, **9^{ème} Niger (2,4)**

- La situation des pays couverts dans l'ensemble est meilleure pour la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » du CPCC. En effet, seuls deux pays à savoir la Guinée et le Niger ont été crédités d'un score inférieur à la moyenne. Le classement fait toutefois apparaître que l'instabilité politique n'a pas été suffisamment prise en compte.
- S'agissant des pays couverts par l'évaluation précédente, seul le Mali a préservé son score, les autres pays à savoir le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Togo ayant tous régressé. La vigilance doit donc être préconisée pour la préservation des acquis.

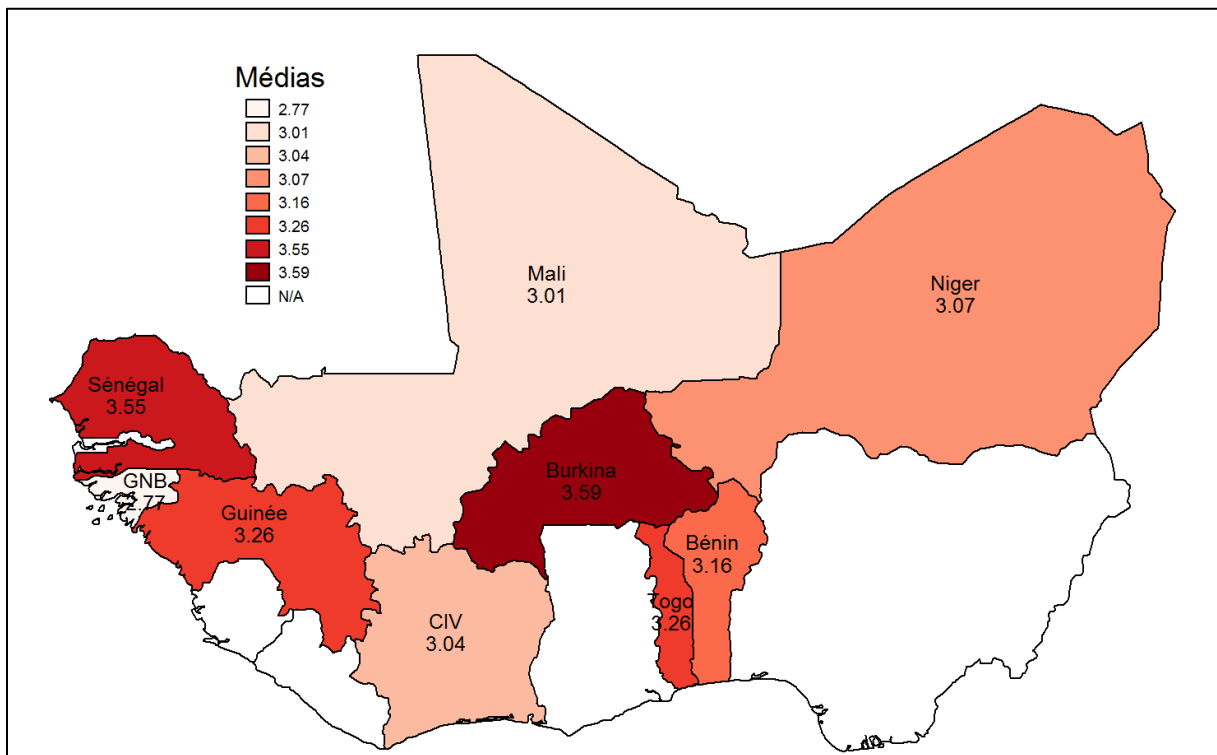
4. Droits de l'homme et règle de droit



Pour la dimension « **Droits de l'homme et règle de droit** », le classement des pays s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (2,93)**, **2^{ème} Burkina Faso (2,67)**, **3^{ème} Côte d'Ivoire (2,55)**, **4^{ème} Bénin (2,41)**, **5^{ème} Togo (2,34)**, **6^{ème} Guinée (2,3)**, **7^{ème} Niger (2,24)**, **8^{ème} Mali (2,22)** **9^{ème} Guinée Bissau (1,76)**

- Seuls trois pays à savoir le Sénégal, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont pu réaliser des scores au-dessus de la moyenne. Il s'ensuit que dans l'ensemble, les pays couverts présentent beaucoup de vulnérabilité dans la dimension « **Droits de l'Homme et règle de droit** » du CPCC.
- Tous les pays précédemment évalués à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Mali et le Togo ont régressé dans cette dimension du CPCC.
- Il apparaît ainsi que les acquis sont difficiles à maintenir. Des efforts supplémentaires doivent être consentis dans ce domaine par les différents pays.

5. Médias

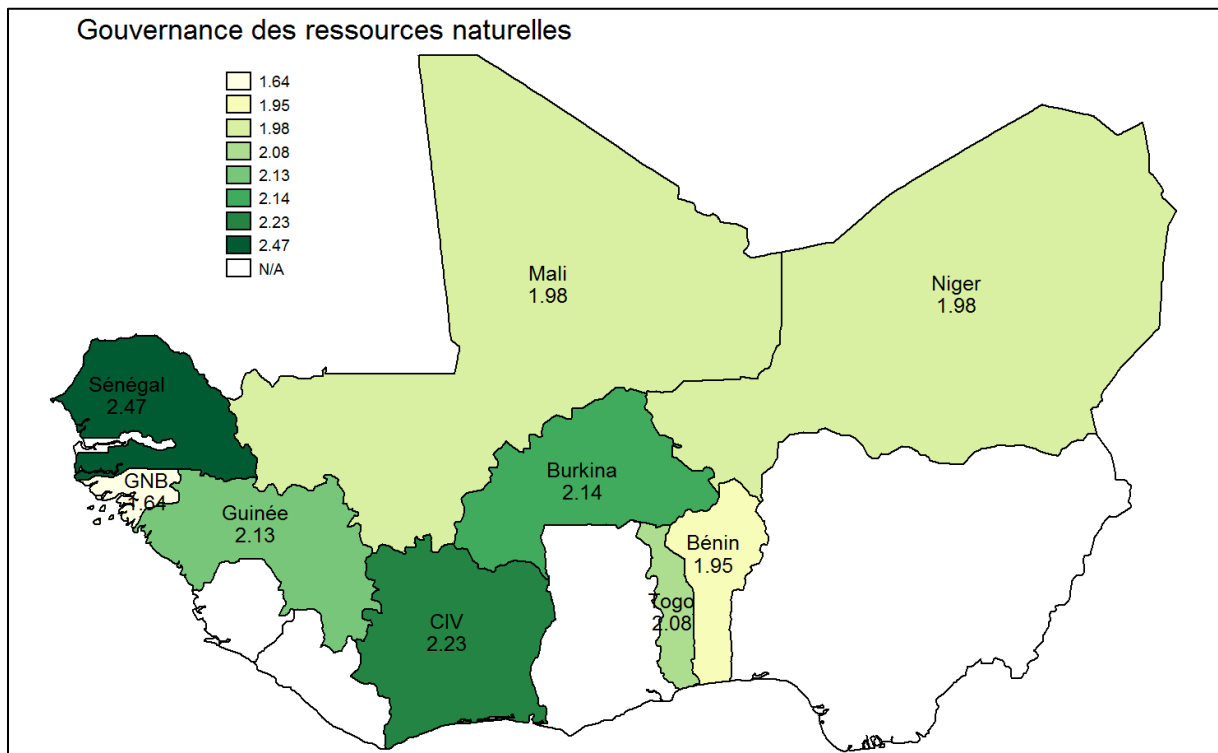


Le classement des pays couverts pour la dimension « **Médias** » s'établit comme suit :

1^{er} Burkina Faso (3,59), 2^{ème} Sénégal (3,55), 3^{ème} ex Guinée (3,26), 3^{ème} ex Togo (3,26), 5^{ème} Bénin (3,16), 6^{ème} Niger (3,07), 7^{ème} Côte d'Ivoire (3,04), 8^{ème} Mali (3,01), 9^{ème} Guinée Bissau (2,77).

- Pour cette dimension, tous les pays couverts ont réalisé des scores au-dessus de la moyenne. Le meilleur score est réalisé par le Burkina Faso avec **3,59** et le plus mauvais score par la Guinée Bissau avec **2,77**. Il s'agit d'une dimension à forte effectivité où les pays sont moins vulnérables aux conflits dans la perspective du CPCC.
- Pour les pays couverts par l'évaluation précédente, on constate que tous les pays ont progressé à l'exception du Togo qui a légèrement régressé.
- Au total, pour la dimension « **Médias** » du CPCC, les acquis devraient être consolidés.

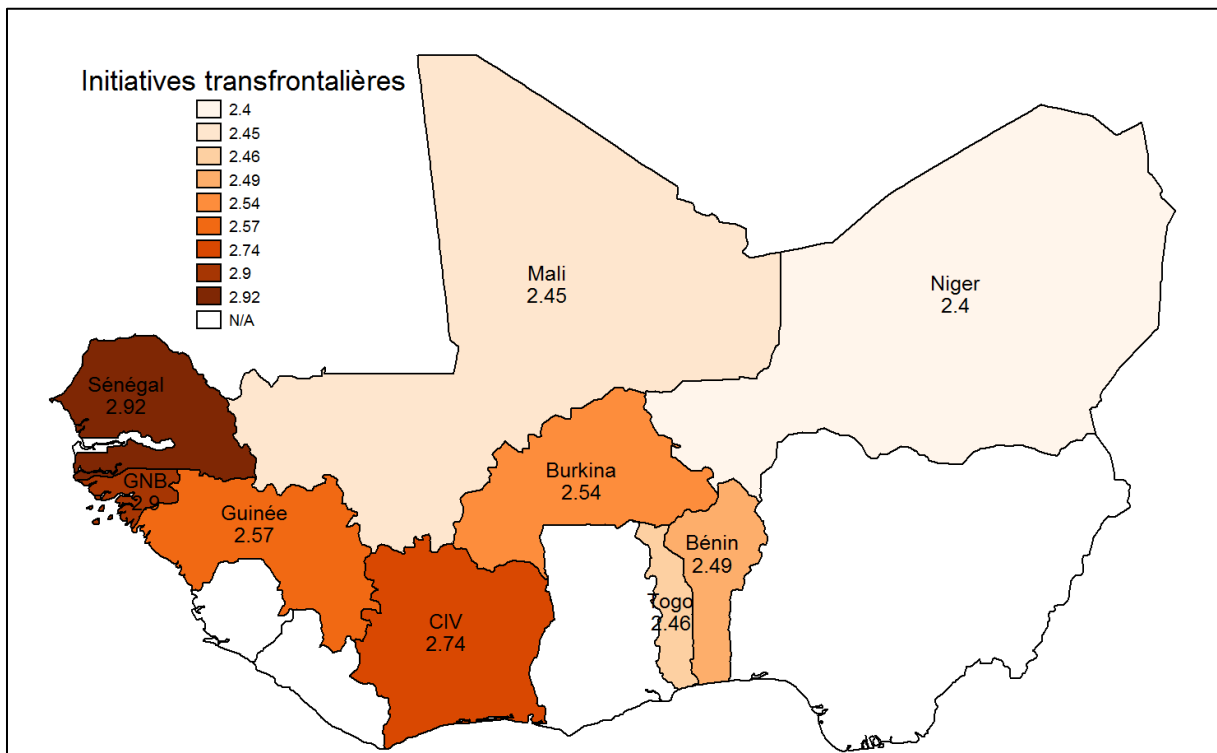
6. Gouvernance des ressources naturelles



Le classement des pays couverts dans la dimension « **Gouvernance des ressources naturelles** » s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (2,47)**, **2^{ème} Côte d'Ivoire (2,23)**, **3^{ème} Burkina Faso (2,14)**, **4^{ème} Guinée (2,13)**, **5^{ème} (2,08)**, **6^{ème} ex Mali (1,98)**, **6^{ème} ex Niger (1,98)**, **8^{ème} Bénin (1,95)**, **9^{ème} Guinée Bissau (1,64)**.

- La Gouvernance des ressources naturelles constitue sans doute l'une des dimensions où les pays couverts sont les plus vulnérables. Aucun des pays n'a pu obtenir un score au-dessus ou égal à la moyenne, c'est-à-dire 2,5. Le meilleur score obtenu par le Sénégal, 1^{er} du classement est de 2,47.
- On pourrait, de ce point de vue, affirmer que les pays couverts ne sont pas épargnés par la malédiction des ressources naturelles.
- Pour les pays couverts par l'évaluation précédente à l'exception du Togo qui a progressé de manière symbolique, son score passant de 2 à 2,1, les autres pays ont régressé. Ce qui atteste de la fragilité des acquis dans un contexte de vulnérabilité aux conflits.

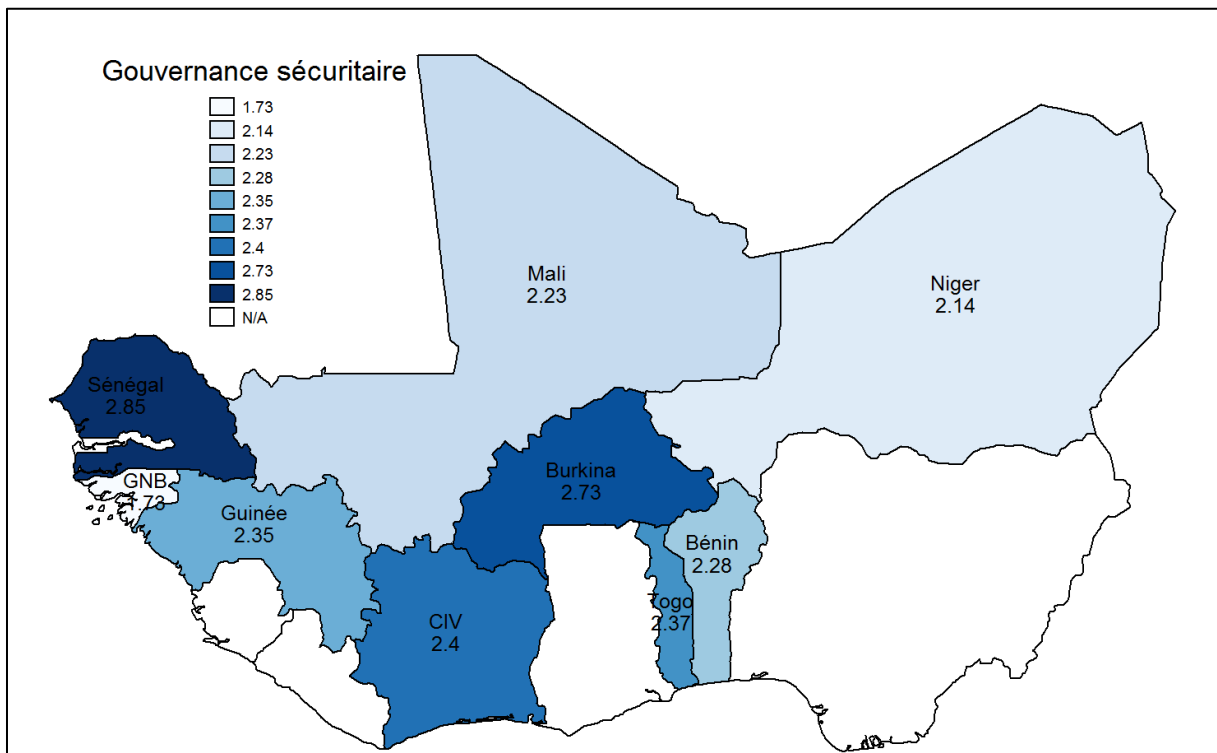
7. Initiatives transfrontalières



Pour la dimension « Initiatives transfrontalières » le classement des pays couverts s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (2,92)**, **2^{ème} Côte d'Ivoire (2,74)**, **3^{ème} Guinée (2,57)**, **4^{ème} Burkina Faso (2,54)**, **5^{ème} Bénin (2,49)**, **6^{ème} Togo (2,46)**, **7^{ème} Mali (2,45)**, **8^{ème} ex Guinée Bissau (2,4)**, **8^{ème} ex Niger (2,4)**

- Sur les 9 pays couverts, 4 pays à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Burkina Faso ont obtenu des scores au-dessus de la moyenne. Dans l'ensemble, la situation est peu satisfaisante.
- Toutefois, l'analyse des résultats des pays couverts par la précédente évaluation autorise un certain optimisme. Des 5 pays concernés, on observe que seul le Togo a stagné. Les autres pays Sénégal, Côte d'Ivoire, Guinée et Mali ont en revanche progressé même si pour certains il s'est agi d'une très légère progression.
- Il y a lieu de considérer que les perspectives de réduction de la vulnérabilité aux conflits des pays couverts existent.

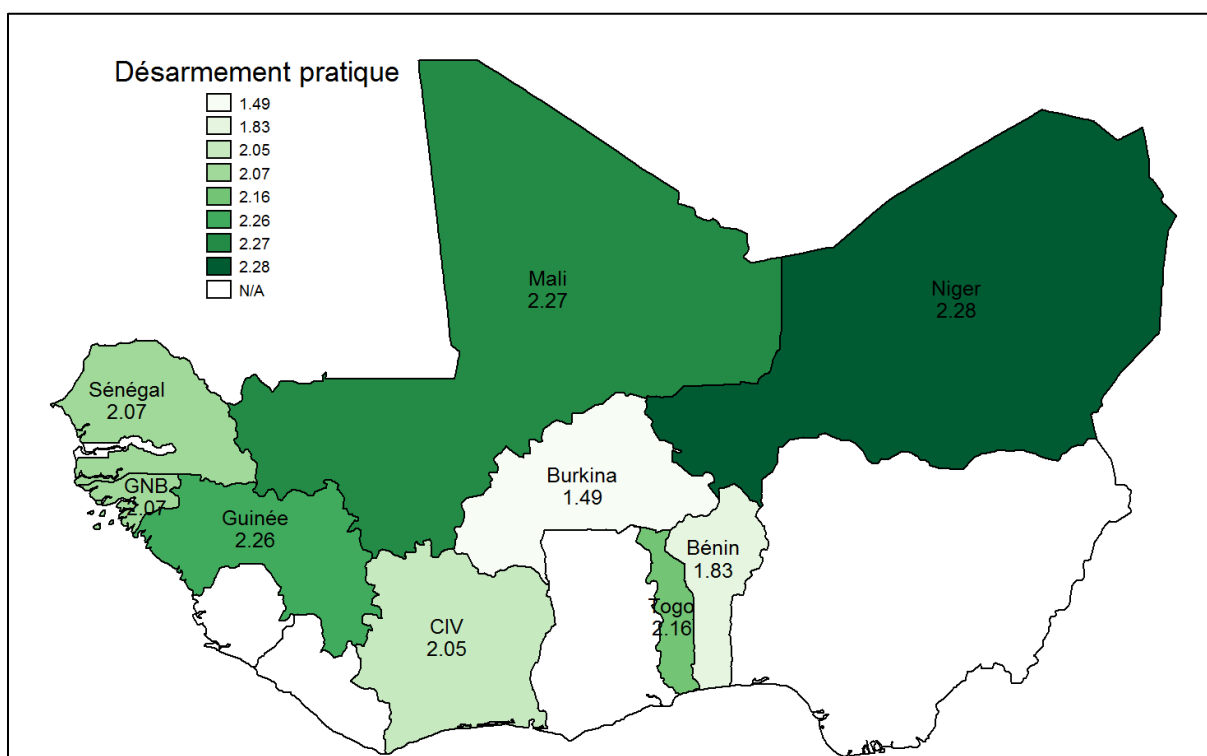
8. Gouvernance sécuritaire



Pour la dimension « **Gouvernance sécuritaire** » du CPCC, le classement des pays couverts s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (2,85)**, **2^{ème} Burkina Faso (2,73)**, **3^{ème} Côte d'Ivoire (2,4)**, **4^{ème} Togo (2,37)**, **5^{ème} Guinée (2,35)**, **6^{ème} Bénin (2,28)**, **7^{ème} Mali (2,23)**, **8^{ème} Niger (2,14)**, **9^{ème} Guinée Bissau (1,73)**.

- Seuls 2 pays à savoir le Sénégal et le Burkina Faso sur les 9 couverts ont obtenu des scores au-dessus de la moyenne. La situation globale pour cette dimension du CPCC est donc peu satisfaisante.
- Les résultats des pays couverts par l'évaluation précédente montre qu'à l'exception du Mali qui a légèrement progressé tous les pays à savoir le Sénégal, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Togo ont régressé.

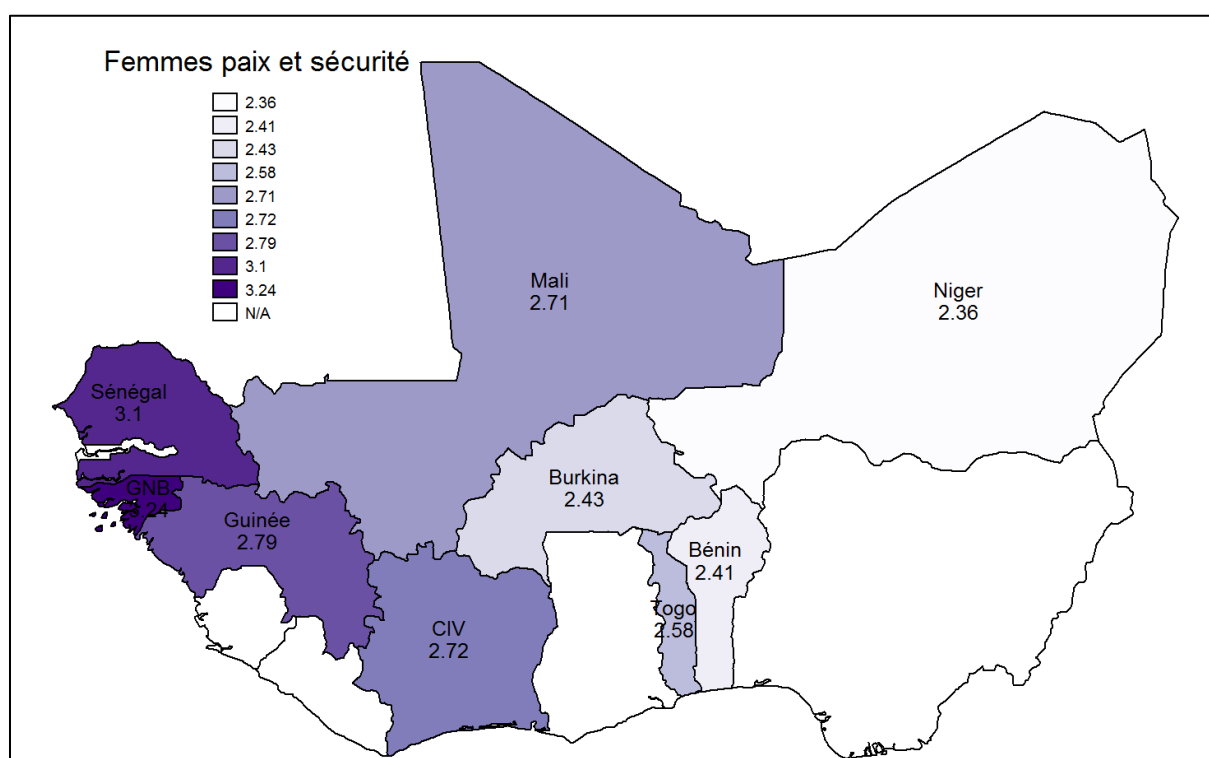
9. Désarmement pratique



Pour la dimension « **Désarmement pratique** », le classement des pays couverts s'établit comme suit : **1^{er} Niger (2,28), 2^{ème} Mali (2,27), 3^{ème} Guinée (2,26), 4^{ème} Togo (2,16), 5^{ème} Sénégal (2,07), 6^{ème} Côte d'Ivoire (2,05), 7^{ème} Bénin (1,83), 8^{ème} ex Guinée Bissau (1,49), 8^{ème} ex Burkina Faso (1,49)**

- Pour cette dimension, on observera qu'aucun pays n'a obtenu un score au-dessus de la moyenne. Le meilleur score obtenu par le Niger n'est que de 2,28. Il apparaît ainsi que la dimension « **Désarmement pratique** » constitue l'une des dimensions du CPCC où les pays couverts sont les plus vulnérables.
- S'agissant des pays couverts par l'évaluation précédente, il est à observer que le Togo et la Guinée ont maintenu leur score. En revanche, la position du Sénégal, du Mali et de la Côte d'Ivoire s'est détériorée. Aucune progression n'a été relevée dans cette dimension d'où la confirmation de la vulnérabilité des pays.

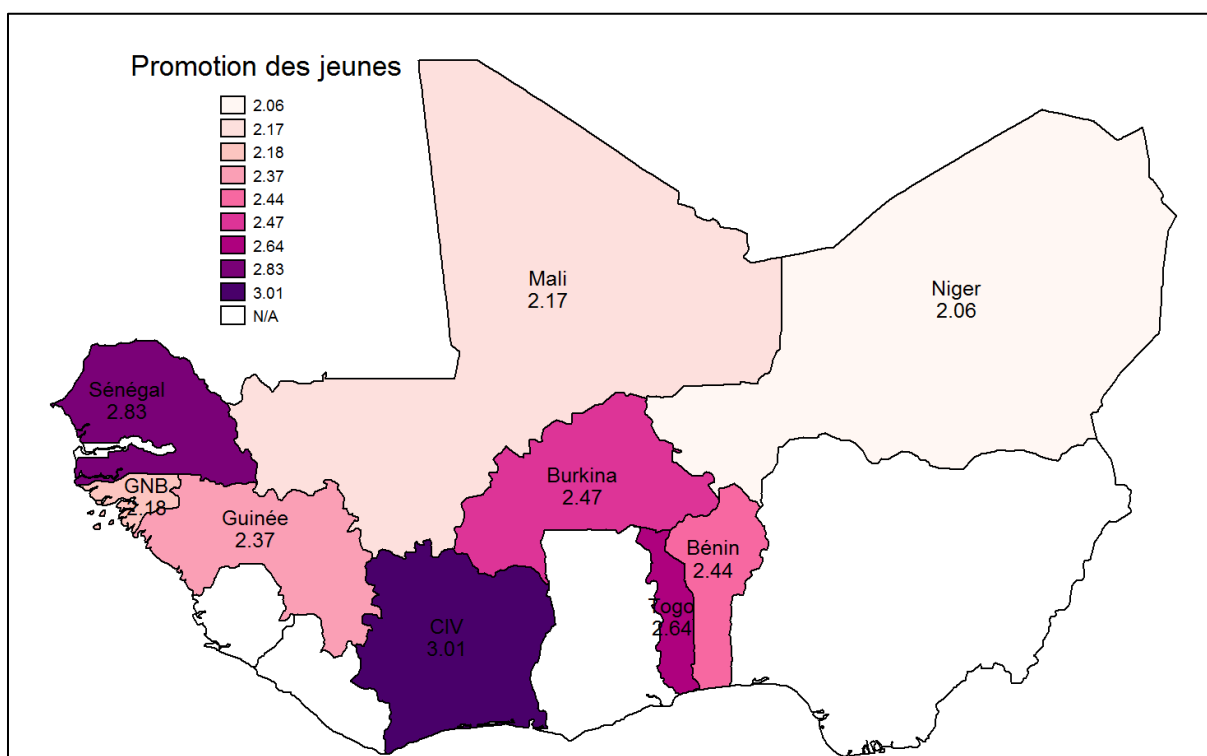
10. Femmes paix et sécurité



Pour la dimension « Femmes, paix et sécurité » du CPCC, le classement des pays couverts s'établit comme suit : **1^{er} Guinée Bissau (3,24)**, **2^{ème} Sénégal (3,1)**, **3^{ème} Guinée (2,79)**, **4^{ème} Côte d'Ivoire (2,72)**, **5^{ème} Mali (2,71)**, **6^{ème} Togo (2,58)**, **7^{ème} Burkina Faso (2,43)**, **8^{ème} Bénin (2,41)**, **9^{ème} Niger (2,36)**.

- 6 pays sur les 9 couverts ont obtenu un score au-dessus de la moyenne. On peut en conclure que la situation globale semble satisfaisante.
- La dimension genre est prise en compte en général dans la prévention des conflits. Elle est essentielle car comme il a été déjà souligné, les femmes sont les plus exposées dans les conflits.
- Pour les pays couverts par l'évaluation précédente, on constate qu'un seul pays a pu progresser à savoir le Mali. En conséquence, le Sénégal, le Togo, la Côte d'Ivoire et la Guinée ont tous régressé dans cette dimension tout en maintenant leurs scores à un niveau plus qu'acceptable. Les acquis n'ont pas été perdus. Les efforts doivent cependant être maintenus et renforcés pour éviter d'autres régressions.

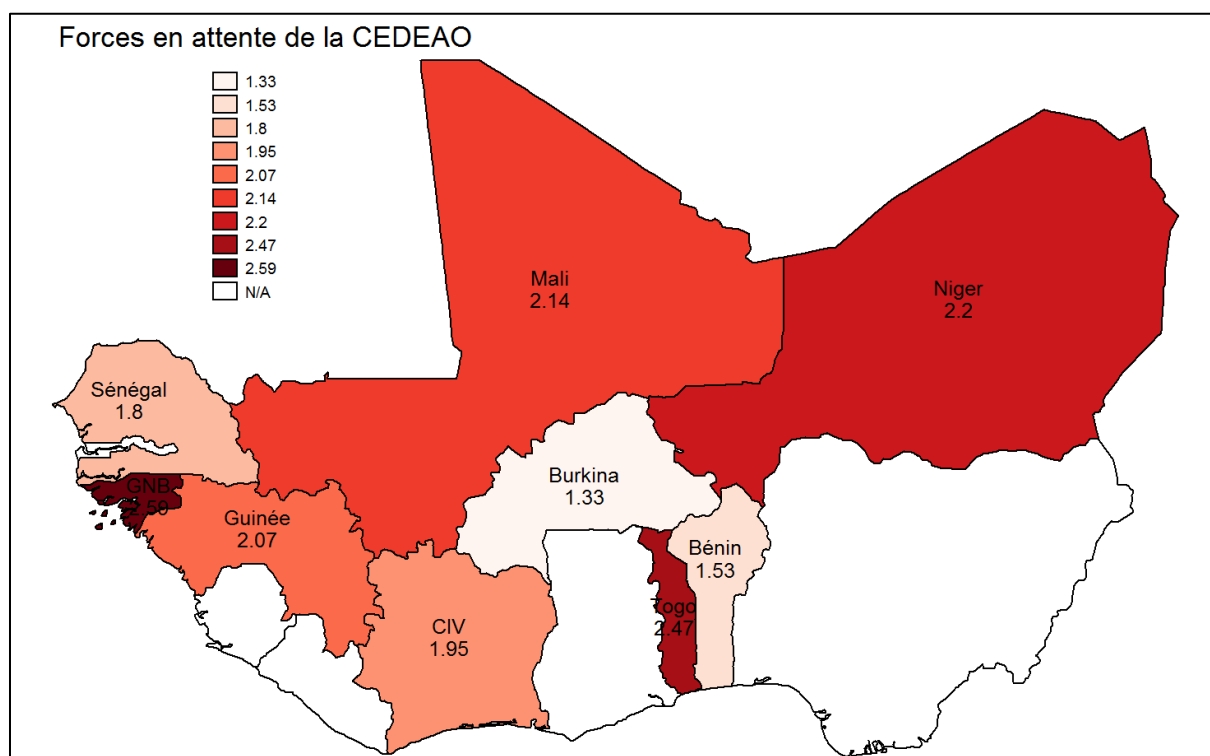
11. Promotion des jeunes



Pour la dimension « **Promotion des jeunes** » du CPCC, le classement des pays couverts s'établit comme suit : **1^{er} Côte d'Ivoire** (3,01), **2^{ème} Sénégal** (2,83), **3^{ème} Togo** (2,64), **4^{ème} Burkina Faso** (2,47), **5^{ème} Bénin** (2,44), **6^{ème} Guinée** (2,37), **7^{ème} Guinée Bissau** (2,18), **8^{ème} Mali** (2,17), **9^{ème} Niger** (2,06).

- 3 pays sur les 9 couverts ont obtenu un score au-dessus de la moyenne. Il s'agit de la Côte d'Ivoire, du Sénégal et du Togo. La situation globale est, par conséquent, peu satisfaisante. Une situation d'autant plus regrettable que l'insuffisante prise en compte des jeunes peut être interprétée comme une preuve de l'absence de durabilité des politiques de prévention des conflits.
- Pour les pays couverts par l'évaluation précédente, on constate que seule la Côte d'Ivoire a pu améliorer son score, le Sénégal a pu maintenir le sien, le reste des pays à savoir le Mali, la Guinée et le Togo ont quant à eux régressé dans cette dimension du CPCC. En définitive, les acquis semblent fragiles.

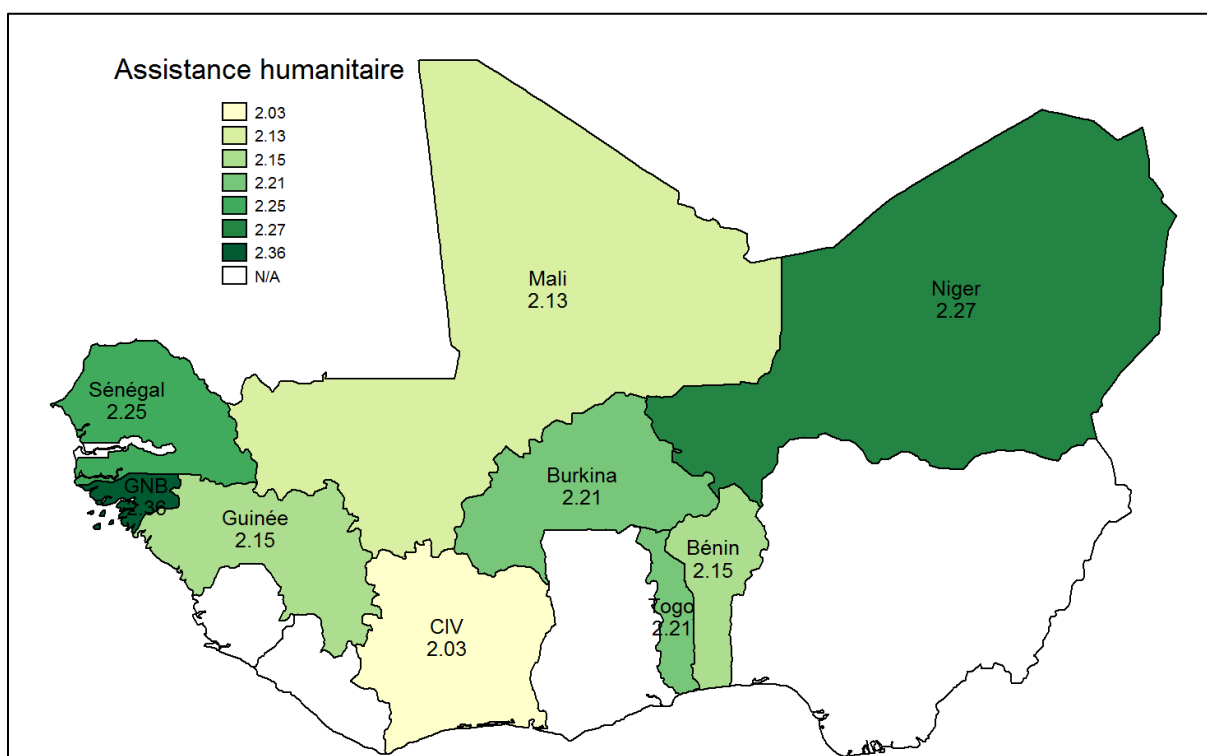
12. Forces en attente de la CÉDÉAO



Le classement des pays couverts dans la dimension « Forces en attente de la CÉDÉAO » s'établit comme suit : **1^{er} Guinée Bissau (2,59)**, **2^{ème} Togo (2,47)**, **3^{ème} Niger (2,2)**, **4^{ème} Mali (2,14)**, **5^{ème} Guinée (2,07)**, **6^{ème} Côte d'Ivoire (1,95)**, **7^{ème} Sénégal (1,83)**, **8^{ème} Benin (1,53)**, **9^{ème} Burkina Faso (1,33)**.

- Un seul pays la Guinée Bissau a pu obtenir un score au-dessus de la moyenne. La situation globale pour cette dimension est loin d'être satisfaisante.
- Les pays couverts par l'évaluation précédente la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Mali, la Guinée et le Togo ont tous régressé. Les raisons de cette situation tiennent à l'ignorance de cette dimension, au manque de capacités techniques et de moyens de la société civile.

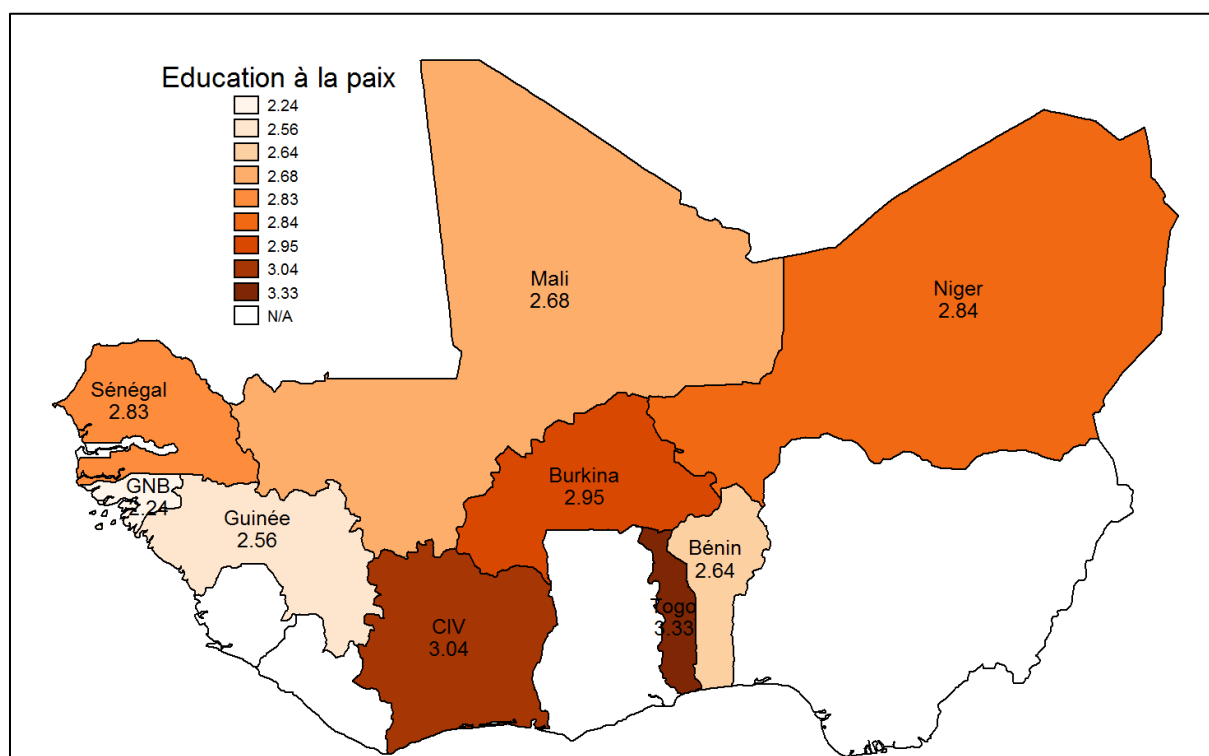
13. Assistance humanitaire



Le classement des pays couverts dans cette dimension du CPCC s'établit comme suit : **1^{er} Guinée Bissau (2,36)**, **2^{ème} Niger (2,27)**, **3^{ème} Sénégal (2,25)**, **4^{ème} ex Burkina Faso (2, 21)**, **4^{ème} ex Togo (2,21)**, **6^{ème} Ex Benin (2,15)**, **6^{ème} ex Guinée (2,15)**, **8^{ème} Mali (2,13)**, **9^{ème} Côte d'Ivoire (2,03)**

- La situation globale de cette dimension du CPCC est loin d'être satisfaisante. En effet, aucun des pays couverts n'a réalisé un score au-dessus de la moyenne. Le meilleur score pour cette dimension a été réalisé par la Guinée Bissau soit 2,36. Les pays couverts apparaissent très vulnérables dans cette dimension du CPCC.
- Pour les pays couverts par la première évaluation, le constat est qu'ils ont tous régressé dans cette dimension du CPCC confirmant leur forte vulnérabilité.

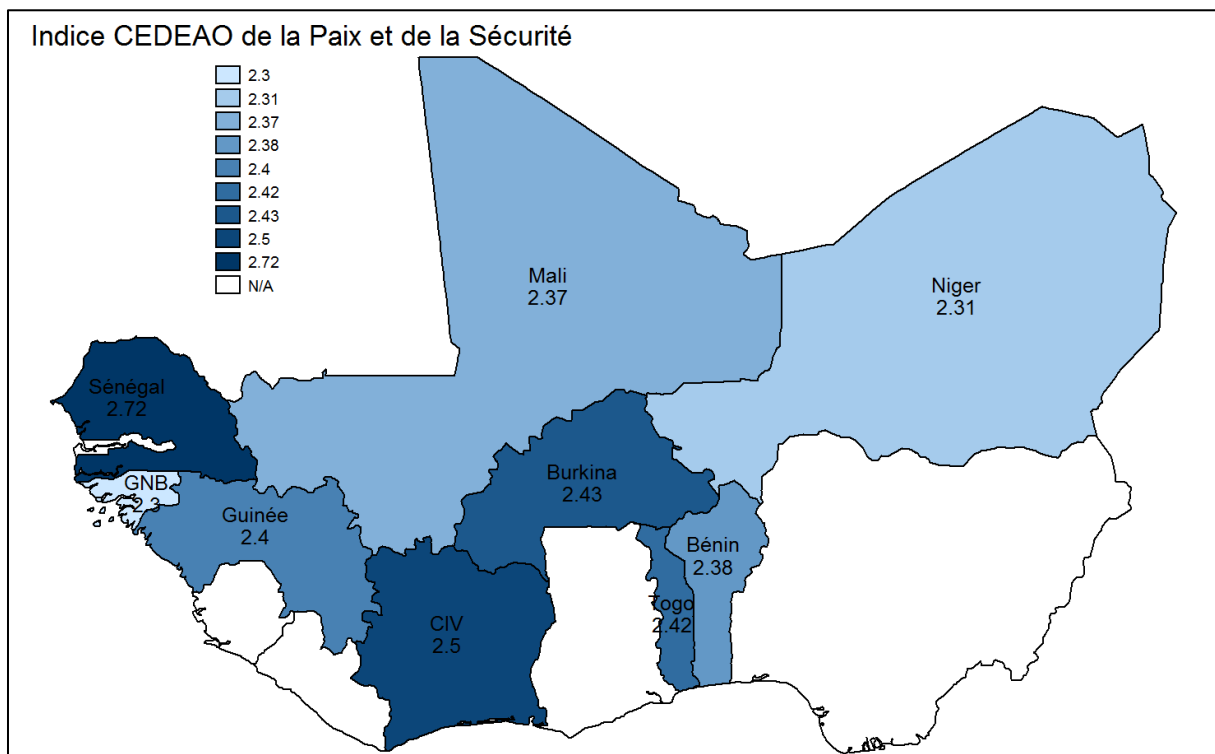
14. Éducation à la paix



Le classement des pays couverts pour la dimension « **Éducation à la paix** » s'établit comme suit : **1^{er} Togo (3,33)**, **2^{ème} Côte d'Ivoire (3,04)**, **3^{ème} Burkina Faso (2,95)**, **4^{ème} Niger (2,84)**, **5^{ème} Sénégal (2,83)**, **6^{ème} Mali (2,66)**, **7^{ème} Benin (2,64)**, **8^{ème} Guinée (2,56)**, **9^{ème} Guinée Bissau (2,24)**.

- On observera que pour cette dimension, 8 pays sur 9 ont obtenu un score au-dessus de la moyenne.
- C'est sans doute la dimension la plus satisfaisante du CPCC après la dimension « **Médias** » du point de vue des scores obtenus par les pays couverts.
- Pour les pays couverts par l'évaluation précédente, on constate que le Togo et le Mali ont progressé alors qu'en même temps la Côte d'Ivoire et la Guinée ont légèrement régressé dans cette dimension du CPCC. Le score du Sénégal en revanche n'a pas varié lors des deux évaluations. Ces variations n'ont pas été importantes de sorte que la présente évaluation confirme globalement la précédente.

VI. INDICE CÉDEAO DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ



Le classement des pays couverts à l'ICPS s'établit comme suit : **1^{er} Sénégal (2,72)**, **2^{ème} Côte d'Ivoire (2,5)**, **3^{ème} Burkina Faso (2,43)**, **4^{ème} Togo (2,42)**, **5^{ème} Guinée (2,4)**, **6^{ème} Bénin (2,38)**, **7^{ème} Mali (2,37)**, **8^{ème} Niger (2,31)**, **9^{ème} Guinée Bissau (2,3)**.

- L'analyse des résultats montre que seuls **2** pays sur **9**, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, ont obtenu un score au-dessus de la moyenne respectivement **2,72** et **2,5**. Si le parallèle est permis avec l'IPC de Transparency international, l'on pourrait dire que les **7** autres pays se retrouvent dans la zone rouge de l'IPC.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

Conclusions par rapport à l'administration du questionnaire

- La nouvelle grille des indicateurs est dans l'ensemble bien opérationnelle et permet une évaluation objective et exhaustive des différentes dimensions du CPCC.
- Toutefois, certaines contraintes doivent être surmontées pour une administration plus efficace du questionnaire. Il s'agit de :
 - ✓ La longueur du questionnaire
 - ✓ L'insuffisance du temps initialement imparti aux moniteurs, ce qui a dans le processus de collecte de l'information pour cette phase été rallongé.
 - ✓ L'indisponibilité ou la réticence de certaines cibles pour répondre au questionnaire
 - ✓ La méconnaissance du CPCC par certaines cibles
 - ✓ L'incompréhension du sens de certaines dimensions ou indicateurs par les cibles
 - ✓ L'impossibilité pour les cibles de répondre par courriel

Conclusions par rapport à l'évaluation de la stabilité institutionnelle et de la sécurité humaine

- La situation globale de la prévention des conflits dans l'espace CÉDÉAO est peu satisfaisante
- L'évaluation a révélé que les pays couverts convergent dans certains cas en termes de forces et de faiblesses dans la prévention des conflits du point de vue du CPCC. On observe ainsi que :
- Les forces des pays couverts se trouvent principalement dans les dimensions suivantes : « **Médias** » où les 9 pays couverts ont obtenu un score au-dessus de la moyenne, « **Éducation à la paix** » où 8 pays sur 9 ont obtenu un score au-dessus de la moyenne et « **Démocratie et gouvernance politique** » où 7 pays sur 9 ont obtenu un score au-dessus de la moyenne et « **Femmes, paix et sécurité** » où 6 pays ont réalisé des scores au-dessus de la moyenne.
 - Les faiblesses des pays couverts se trouvent dans les dimensions suivantes : « **Gouvernance des ressources naturelles** », « **Assistance humanitaire** », « **Désarmement pratique** » où aucun pays n'a obtenu un score au-dessus de la moyenne. On peut également citer les dimensions « **Forces en attente de la CÉDÉAO** » et « **Gouvernance sécuritaire** » avec respectivement 1 et 2 scores au-dessus de la moyenne.
 - Chacun des pays couverts présente des spécificités quant à ses vulnérabilités
 - Le mauvais fonctionnement du Système d'Alerte précoce est unanimement reconnu
 - Les indicateurs de la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » doivent être revus pour introduire un indicateur qui permettra de mieux refléter l'instabilité politique
 - La société civile éprouve des difficultés pour mener à bien le travail qui lui est imparti dans le cadre du CPCC, une situation liée sans doute à un déficit de capacités
 - Les États et la société civile ne collaborent pas suffisamment en ce sens que cette dernière est rarement impliquée notamment en matière d'alerte et de diplomatie préventive.
 - Beaucoup de régressions ont été constatées parmi les pays couverts par la précédente évaluation même si dans l'ensemble les variations sont restées limitées.

Recommandations

Au Gorée Institute

- Revoir la périodicité de l'administration du questionnaire pour donner plus de temps aux moniteurs ou augmenter le nombre de moniteurs par pays ; à défaut envisager une réduction du questionnaire ;
- Tenir compte dans la mesure du possible des périodes de disponibilité des cibles pour le choix des périodes d'administration du questionnaire ;
- Introduire un indicateur sur l'instabilité politique dans la dimension « **Démocratie et gouvernance politique** » ;
- Envisager que les cibles puissent répondre par courriel ;
- Vulgariser le CPCC au niveau des différents États pour son appropriation par les populations en général, les cibles en particulier. Le cas échéant, Gorée Institute pourrait demander l'appui de la CÉDÉAO ;
- Organiser dans les pays couverts des ateliers de restitution des résultats des rapports d'évaluation des phases I et II et dans cette perspective définir une stratégie d'appropriation nationale et régionale (CÉDÉAO)
- Mener un plaidoyer au niveau des États pour une meilleure implication de la société civile notamment dans les dimensions « **Alerte précoce** » et « **Diplomatie préventive** » ;
- Concevoir des programmes de formation à l'intention des forces en attente de la CÉDÉAO ;
- Organiser une tournée au niveau des États couverts pour informer officiellement les autorités sur la démarche pour faciliter la collaboration des parlementaires et autres agents des États. Gorée Institute pourrait dans ce cadre demander l'appui de la CÉDÉAO.

Aux États

- Elaborer une stratégie nationale pour réduire les vulnérabilités au regard des résultats des rapports d'évaluation ;
- Impliquer la société civile dans la prévention des conflits notamment dans le fonctionnement du système d'alerte précoce et dans la diplomatie préventive ;
- Soutenir le fonctionnement du Système d'Alerte précoce ;
- Appuyer Gorée Institute pour faciliter l'administration du questionnaire au niveau de l'Administration et du Parlement.

À la CÉDÉAO

- S'approprier les rapports d'évaluation ;
- Appuyer la vulgarisation des rapports d'évaluation ;
- Apporter un soutien aux pays couverts pour réduire leur vulnérabilité dans les différentes dimensions du CPCC en donnant une priorité à celles où aucun pays n'a pu obtenir un score égal à la moyenne ;
- Renforcer les capacités de la société civile pour qu'elle puisse exercer avec plus d'efficacité le rôle qui lui est imparti au niveau du CPCC ;
- Renforcer le fonctionnement du système d'Alerte précoce ;
- Apporter un soutien à Gorée Institute dans sa démarche et, à cet effet, formaliser un accord de coopération dans le cadre de l'évaluation du CPCC.

À la société civile

- S'approprier le CPCC ;
- S'approprier les rapports d'évaluation ;
- Renforcer ses capacités techniques en relation avec le CPCC ;

- Mener un plaidoyer pour l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention des conflits en rapport avec le CPCC.